

Le Monde

CAHIER SPÉCIAL

Le palmarès
des sicav
et des fonds gérés
en Europe



55^e ANNÉE - N° 16860 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 10 AVRIL 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVENOT - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Algérie : sept candidats à la succession du président Liamine Zeroual

LE PREMIER tour de l'élection présidentielle en Algérie aura lieu le jeudi 15 avril. Sept candidats briguent la succession de Liamine Zeroual : M. Bouteflika, considéré par beaucoup d'Algériens comme « l'homme des militaires » ; M. Taleb Ibrahim, un « islamiste nationaliste » pour lequel des dirigeants de l'ex-FIS appellent à voter ; le « réformateur » Mouloud Hamrouche ; le leader historique du FFS, Hocine Ait Ahmed ; et MM. Djaballah (islamiste « dialoguiste »), Mokdad Sifi (« éradicateur »), El Khatib (héros de la guerre d'indépendance). La plupart des candidats prêche la réconciliation pour mettre fin aux violences. Plusieurs d'entre eux craignent des fraudes. Les Algériens de France et de l'étranger votent à partir du samedi 10 avril.

Lire page 6



L'Egypte à Paris

Pour la première fois, une vaste exposition, au Grand Palais, est consacrée à l'art de l'Antique Égypte, âge d'or de la civilisation égyptienne. p. 32

Le PS en campagne

Réunis en convention nationale samedi à Paris, les socialistes se lancent dans la campagne des élections européennes, avec l'appui des amis de Jean-Pierre Chevènement. p. 9

Rugby : les enjeux

Le XV de France devra battre, samedi, les Écossais pour sauver une saison en demi-teinte, tandis que l'Angleterre doit l'emporter, dimanche, face au pays de Galles si elle veut réaliser le grand chelem. p. 28

Un entretien avec le PDG de Gucci

Le président de Gucci, Domenico De Sole, a refusé la dernière offre de LVMH à 65 dollars l'action, et confirme au Monde qu'il a « décidé de partir » en cas de prise de contrôle par le groupe de Bernard Arnault. p. 23

Alois Brunner jugé à Paris

Le dossier de l'ancien SS vient d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de Paris, où il devrait être jugé par contumace pour crimes contre l'humanité. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 B ; Brésil, 200 R\$; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 DR ; Italie, 1.400 L ; Japon, 200 ¥ ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; République, 9 F ; Singapour, 200 S ; Suède, 10 KSE ; Suisse, 2,30 F ; Tunisie, 1,2 Din ; USA, 1,25 \$; USA (terrestre), 2,50 \$.

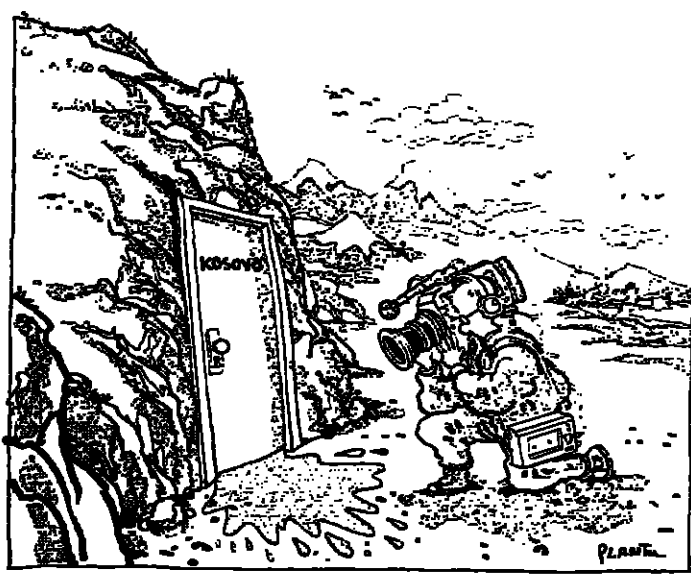
M 0147 - 410 - 7,50 F



Comment Milosevic a préparé l'épuration ethnique

- Le plan serbe « Potkova » programmait l'exode forcé des Kosovars dès octobre 1998
- Il a continué d'être appliqué pendant les négociations de Rambouillet
- Allemands et Américains font état d'« exécutions de masse »
- Bonn redoute que l'on découvre un « véritable abattoir »

L'OTAN fait état d'informations selon lesquelles de nouveaux massacres ont été perpétrés au Kosovo par les forces serbes. Aux États-Unis, le porte-parole du département d'État rapporte que des « exécutions de masse » auraient eu lieu dans huit villages, selon des informations « crédibles, mais non confirmées ». Joska Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, redoute que l'on ne découvre un « véritable abattoir » au Kosovo. Son collègue de la défense, Rudolf Scharping, a parlé de trente-cinq civils tués mercredi 7 et jeudi 8 avril. Il a présenté à la presse, jeudi, le plan baptisé « Potkova » (« fer à cheval »), document d'origine militaire serbe, qui détaille les méthodes et les trois phases du projet d'épuration ethnique de Belgrade. Ce plan aurait été mis en œuvre à partir d'octobre 1998 et poursuivi pendant les négociations de Rambouillet, dans le cadre d'une offensive générale contre l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Notre envoyé spé-



● Nouveaux massacres au Kosovo, selon les alliés p. 2
● « Fer à cheval » : le plan d'épuration ethnique p. 3
● Les missions de l'OTAN et le coût de la guerre p. 4
● En Albanie, les camps de réfugiés se vidant p. 5

cial au Kosovo, Rémy Ourdan, raconte comment les bombardements de l'OTAN et la guérilla de l'UCK ont isolé les forces serbes dans Pec, une des principales villes de l'ouest de la province. Il rapporte le grand dénuement des combattants de l'UCK, en armes, en carburant, en nourriture. Lionel Jospin a affirmé, jeudi sur France 2, que Slobodan Milosevic « sera battu » et que « son peuple se retournera un jour contre lui ». Il a assuré que l'OTAN poursuivrait son opération tant que le président de la République fédérale de Yougoslavie ne se plierait pas à toutes les conditions posées par les alliés. Cependant, le premier ministre français, comme les autres dirigeants occidentaux, n'écarter pas le principe d'une négociation, y compris avec Slobodan Milosevic.

● Un pacte européen de stabilité pour les Balkans p. 5
● Les cauchemars des enfants du Kosovo p. 15
● Le jeu de Moscou, par Alexandre Adler p. 17
● L'intervention de Lionel Jospin p. 37

« Seuls les oiseaux voient ce qui se passe sur notre terre »

TOULOUSE

de notre correspondant régional
« Je pars me battre au Kosovo, avec l'UCK. »
— Quand ?
— Demain.
— Comment ?
— Par bateau. Avec mon argent. Je rejoins Bari, en Italie, c'est par là que nous passons tous. Des clandestins de l'UCK me mettront dans une vedette rapide pour Duresh et notre mère, l'Albanie. Ensuite, une semaine dans un camp de l'UCK pour apprendre la guerre avec des officiers de l'armée albanaise. Puis la frontière, les montagnes et, s'il le faut, la mort pour défendre mon pays.
— Pourquoi ?
— Pour les enfants tués, les grands-pères et les grands-mères avec une balle dans la tête, les filles violées. Ça m'oblige.
Luan parle un français haché. Il vient d'avoir vingt-sept ans. Ses yeux sont doux, presque rieurs, mais soudain des larmes percent, furtivement, en même temps que la voix s'étrangle. Il va laisser ici sa femme, ses deux enfants, sa poignée d'amis de l'équipe de football et son travail de serveur. Ainsi que

ses papiers, son titre de séjour et son statut de réfugié politique. Dans les mêmes conditions de clandestinité, Luan va faire le trajet inverse de celui qui le conduisit, il y a cinq ans, de Gjilam, au sud-ouest du Kosovo, à cette petite ville de la vallée de la Garonne où il a trouvé refuge. « Il faut y aller, marie-toi, il le faut. » Son histoire bascule le 23 septembre 1993 à 18 heures, quand des policiers serbes viennent s'emparer de son père, un agriculteur qui est aussi un dirigeant nationaliste proche d'Ibrahim Rugova. Luan se précipite au commissariat de Gjilam. Trop tard : son père a déjà été exécuté. Il est à son tour arrêté mais, avec 3 000 dollars, il parvient à acheter sa sortie du Kosovo. Avec sa mère, malade, sa femme, enceinte, qui accouche de leur premier enfant sur un chemin de montagne, il atteint la Macédoine, puis l'Albanie, l'Italie, la Suisse, Lyon où l'association France Terre d'asile lui permet d'obtenir le statut de réfugié politique, le sud-ouest de la France, enfin, où il commence à faire souche. Il apprend le français, trouve du travail, fait un deuxième enfant et aide à accueillir, au fil des années, huit familles de Kosovars albanais qui, comme lui, ont fui la

terreur et s'entassent dans de minuscules logements. Mais les images de la télévision, les rares nouvelles glanées au téléphone ou sur Internet le rattrapent. Il sait que le pire est arrivé. « Il n'y a que les oiseaux qui voient ce qui se passe sur notre terre. Tant que Milosevic est en place ou vivant, il y aura le terrorisme serbe. Il ne reculera jamais, il veut garder le Kosovo, comme Tito, comme Staline. Il faut le cramer. » Lui qui était proche de Rugova, pourquoi rejoint-il l'UCK ? « Pour l'indépendance du Kosovo et pour faire un seul pays avec l'Albanie, on est albanais, musulmans, pas serbes. Rugova, je le connais bien, il est pas comme on le présente en ce moment. Son foulard serré autour du cou, ça veut dire qu'il est étranglé. » Espère-t-il gagner la guerre ? « Pas avec l'UCK toute seule, mais avec l'OTAN, oui. Mais il faut que ses soldats viennent se battre sur le terrain avec nous. » A-t-il peur ? « Oui. J'aime ma femme et mes enfants mais je donne ma vie avec mon cœur. Il faut y aller. » Revivrait-il avec des Serbes ? « Jamais, ça jamais ! »

Jean-Paul Besset

Lire page 14

Forte baisse des taux

La Banque centrale européenne a ramené son taux directeur de 3 % à 2,5 %

Elle cherche à soutenir la croissance en Europe

C'est une première depuis le lancement de l'euro en janvier

Attendue par les marchés, cette baisse a surpris par son ampleur

Lire page 22
et notre éditorial page 17

Les tunnels et la sécurité

L'ESSENTIEL du trafic des poids lourds (85 %) qui empruntent le tunnel du Mont-Blanc s'est reporté dans celui du Fréjus, en Savoie, depuis la catastrophe du 24 mars. Face à cet afflux, Jean-Claude Gayssot a annoncé, jeudi 8 avril, un plan de sécurité draconien, mis en œuvre à partir de lundi. L'accès au tunnel, notamment, sera limité à 140 poids lourds par heure. Le Monde révèle la solution inédite choisie par le ministre pour gérer les files d'attente : 7 km de l'autoroute A 43 seront « neutralisés » afin d'être utilisés comme aire de stockage des semi-remorques. Au-delà de ces mesures de court terme, M. Gayssot veut doubler en dix ans le tonnage des marchandises transportées par le rail.

Lire page 14

Biologiste des abysses



MYRIAM SIBUET

PASSIONNÉE par la faune des grands fonds marins, Myriam Sibuet étudie d'étonnantes espèces animales associées aux fluides froids des pentes continentales. « C'est une autre planète », dit-elle. Cette pionnière de la recherche océanographique est responsable du laboratoire d'écologie abyssale de l'Ifremer à Brest. Portrait d'une biologiste en eaux profondes.

Lire page 30

International	2	Tableau de bord	25
France	9	Aujourd'hui	26
Société	12	Météorologie	31
Régions	14	Culture	32
Horizons	15	Guide culturel	34
Carnet	20	Kiosque	35
Entreprises	22	Abonnements	35
Communication	24	Radio-Télévision	36

Robert Merle

Le 13 avril, le nouveau
fortune de France

La Gloire
et les
Périls

roman

Éditions de Fallois

POINT DE VUE

Il faut européeniser les Balkans

par Ismail Kadaré

DES sombres prédictions ont été faites sur la fin du millénaire ; pourtant, ce qui se passe ces jours-ci dans les Balkans dépasse en horreur tout ce qu'on pourrait imaginer. En plein cœur de l'Europe, un de ses peuples est anéanti de façon barbare par son voisin. Et cette extermination, qui rappelle les temps de Gengis Khan, de Hitler et de Staline, est perpétrée suivant les méthodes bien connues : assassinats, massacres, déportations. Elle est soutenue par une solidarité malsaine, qui se dit tantôt orthodoxe, tantôt slave, tantôt communiste, ou les trois à la fois.

Le monde entier assiste à l'essor d'un nouveau racisme. Chez certains peuples qui ont eux-mêmes souffert de cette calamité, chez ceux qui ont été très injustement appelés « slaves », autrement dit « esclaves », par les Romains, on assiste au développement de processus de revanche de dimensions sans précédent. Ce cycle du crime, ce soulèvement de la victime d'hier d'assumer à son tour le rôle de bourreau, s'il n'est pas enrayé

avec fermeté, voire avec force, fera courir à la civilisation actuelle de très graves dangers. Il n'est peut-être pas fortuit que cette nouvelle manifestation du crime de génocide ait pour cadre les Balkans, scène étroite, appropriée à une tragédie aussi ramassée. Et la question de savoir si les Balkans peuvent être civilisés, autrement dit européenisés, question qui peut sembler aujourd'hui anachronique, est justement, en ces moments-ci, fondamentale et urgente. Le sens même de la guerre que l'Alliance atlantique, bras armé de la civilisation occidentale, mène aujourd'hui est lié précisément à cette interrogation.

Sur les quatre péninsules de l'Europe, les trois méridionales – l'Ibérique, l'Italique et la balkanique – ont joué un rôle primordial dans la destinée de ce continent.

Lire la suite page 16

Ismail Kadaré est écrivain. (Traduit de l'albanais par Jusuf Vrioni.)

هكذا من الأصل

INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

BALKANS Dans les principales capitales occidentales, comme à l'OTAN, de nombreux dirigeants s'inquiètent d'informations faisant état de massacres perpétrés par les forces

serbes dans la province du Kosovo : des « informations crédibles, mais non confirmées », d'après le porte-parole du département d'Etat, James Rubin. ● LE PLAN « FER A CHEVAL »,

a été présenté, jeudi 8 avril, par les autorités allemandes. Il s'agit d'un résumé des opérations menées par les forces serbes depuis l'accord d'octobre 1988, entre Slobodan Milosevic

et l'émisnaire américain Richard Holbrooke. ● LES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX reviennent, à propos de Slobodan Milosevic, à un langage plus modéré pour ne pas s'enfermer au-

jourd'hui dans des mots qui excluent définitivement comme interlocuteur. L'intervention télévisée de Lionel Jospin, jeudi 8 avril, est à cet égard significative.

Les informations se multiplient sur des massacres au Kosovo

Alors que l'OTAN poursuit ses bombardements sur la République fédérale de Yougoslavie, les forces serbes continuent leur offensive dans la province à majorité albanaise, où les alliés craignent de nombreuses exactions. L'Armée de libération du Kosovo se mobilise

LE SORT des Albanais du Kosovo, empêchés de force par les autorités yougoslaves de quitter la province, inquiète les dirigeants de l'OTAN, qui sont en possession d'informations faisant état de « massacres ». Les bombardements aériens des alliés commencent, selon eux, à porter leurs fruits.

« Il y a huit villages où nous avons reçu ce que nous pensons être des informations crédibles, mais non confirmées d'exactions de masse », a déclaré, jeudi 8 avril, le porte-parole du département d'Etat James Rubin. Il en a néanmoins nommé deux : Orahovac, Orilata, Pastasel, Srbica, Izbica, Hivovic, Kosovska, Mitrovica et Seva Reka. Le gouvernement américain a également des preuves de nombreux actes de destruction, y compris d'incendies d'habitations, dans les localités de Junik, Strbulovo, Bela Crkva et Glodane. Washington adressera les preuves au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI).

« Au moins trente-cinq civils ont été tués lors de deux « massacres » au cours des dernières vingt-quatre heures. Un premier massacre a eu lieu dans les envi-

rons de la petite ville de Pastric, puis, dans les environs de Sopi, trente-cinq civils non armés « ont été assassinés », a déclaré à Bonn le ministre allemand de la Défense, Rudolf Scharping, tandis que son collègue des affaires étrangères, Joschka Fischer, a dit craindre que l'on découvre « un véritable abattoir » au Kosovo. « Je crains que ce soit la répétition des pires exactions qu'on a connues en Bosnie », a déclaré M. Fischer, au terme d'une réunion, à Strasbourg, des ministres des affaires étrangères des Quinze, consacrée au Kosovo. « Quand on connaît toute la vérité sur les massacres, je crois qu'elle sera plus dure que tout ce qu'on peut supporter », a-t-il ajouté. Les Quinze, dans une déclaration commune, ont estimé que tous ceux qui « ont planifié, autorisé et exécuté » la campagne « brutale de déportation forcée, de tortures et de meurtres » au Kosovo doivent être jugés par le TPI. La présidente du TPI, Gabrielle Kirk McDonald, dans une lettre adressée aux ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Alliance, leur a demandé leur assistance dans les enquêtes pour crimes de guerre au Kosovo.

● Le Haut Commissaire des Nations unies aux réfugiés, Sadako Ogata, s'est déclarée « très, très inquiète » sur le sort réservé à des milliers de Kosovars empêchés de fuir la province en raison de la fermeture des frontières par les autorités yougoslaves. « J'ai entendu parler de boucliers humains, mais je n'ai pas de preuves. (...) Nous n'y sommes pas, donc nous ne savons pas. C'est une possibilité », a-t-elle déclaré à la presse, lors d'une visite à Kukes, en territoire albanais, près

de la frontière avec le Kosovo. Selon l'Organisation pour la coopération et la sécurité en Europe (OSCE), 80 000 personnes ont pu être empêchées de quitter le Kosovo.

● Belgrade pourrait vouloir les utiliser comme « boucliers humains », si l'OTAN « orientait davantage son intervention militaire sur des opérations au sol », a estimé Javier Solana, le secrétaire général de l'OTAN. Les autorités yougoslaves ont rouvert jeudi un

poste-frontière entre le Kosovo et la Macédoine, à Jazince, mais les autorités macédonniennes, débordées depuis deux semaines par un afflux massif de réfugiés, ont fermé la frontière de leur côté. Toutefois, selon le ministre de l'Intérieur, la frontière n'a jamais été fermée.

● Les autorités macédonniennes, qui avaient brutalement vidé, dans la nuit de mardi à mercredi, le camp de réfugiés de Blace, ont affirmé jeudi qu'aucun réfugié ne serait déporté de Macédoine « sans avoir donné son accord ». Le Comité international de la Croix-Rouge a qualifié de « spéculation » des informations selon lesquelles on aurait perdu la trace de milliers de Kosovars qui s'étaient réfugiés à Blace. « Il est impossible de savoir si des réfugiés sont manquants, car personne n'a jamais su combien ils étaient au départ », a déclaré un délégué du CICR à Skopje, François Zen Ruffinen.

● Les alliés s'apprentent à envoyer environ 8 000 hommes en Albanie, pour une mission d'aide humanitaire, appelée « Allied Harbour ». Ils devraient assurer la sécurité de l'acheminement de l'aide

humanitaire et contribuer à l'établissement de camps de réfugiés.

● L'aviation de l'OTAN a maintenu la pression sur Belgrade en bombardant plusieurs cibles situées à quelques dizaines de kilomètres au sud et au sud-est de la capitale. D'après M. Solana, les alliés envisagent désormais de mener une opération « plus ciblée au terrain, pour affaiblir l'appareil militaire de répression militaire ou policier de Milosevic ». D'après le secrétaire américain à la Défense, William Cohen, les frappes commencent à avoir « un réel impact » sur l'industrie militaire et l'approvisionnement des forces yougoslaves.

● Le premier ministre français, Lionel Jospin, a réaffirmé que l'Alliance « n'interrompt pas les frappes » car y « renoncer unilatéralement serait figer la situation aux conditions de M. Milosevic ». Le président yougoslave « sera battu », « un jour son peuple se retournera contre lui » et il devra « rendre compte à l'Histoire, et peut-être devant d'autres instances », a ajouté M. Jospin pour qui le régime yougoslave est « autoritaire, raciste, xénophobe ». (Lire page 37.)

M. Kyprianou veut faire libérer les soldats américains

Le président du Parlement chypriote, Spyros Kyprianou, a affirmé vendredi 9 avril, de Belgrade où il se trouvait, qu'il était déterminé à obtenir la libération des trois soldats américains détenus par les Serbes. « Que les bombardements de l'OTAN cessent ou non, je resterai jusqu'à ce que j'aie épuisé mes efforts », a-t-il déclaré à l'agence officielle chypriote CNA. Il a qualifié de « très important » l'entretien prévu vendredi avec le président Slobodan Milosevic, dont l'heure exacte n'a pas été fixée.

Jeudi, le vice-premier ministre serbe, Vojislav Seselj, avait déclaré qu'il était « hors de question » de libérer les trois militaires américains, tandis qu'à Washington, le département d'Etat indiquait que les Etats-Unis « ne négocieront pas leur libération », qui doit être « inconditionnelle ». Les trois Américains ont été capturés par des soldats yougoslaves, le 31 mars, alors qu'ils effectuaient une patrouille le long de la frontière entre la Macédoine et la Yougoslavie. (AFP)

Pour la France, le régime yougoslave « est en train de craquer »

Le ministre français de la Défense, Alain Richard, a assuré, jeudi 8 avril, à Paris, devant la presse, que les frappes aériennes de l'OTAN vont continuer « méthodiquement » et que « ce n'est pas le moment de changer d'orientation » alors que le régime yougoslave « commence à craquer ». Présent à ses côtés, le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Pierre Kelche, a expliqué que « les rapports de forces sont en train de s'inverser » en Yougoslavie et que l'OTAN détient désormais « la liberté d'action et l'initiative », étant en passe « de restreindre la capacité d'affrontement au sol des forces serbes ».

« Nous avons obtenu », a indiqué M. Richard, des résultats substantiels sur l'armement militaire serbe », citant « un commandement destructuré », une capacité antiaérienne « très réduite », « la quasi-impossibilité » des forces à recevoir des renforts terrestres au Kosovo. « Cela ne veut pas dire », a ajouté le général Kelche, que nous avons détruit le potentiel. Cette armée est pugnace, coriace, bien organisée, elle sait se camoufler, elle sait se protéger. Il y a donc encore du potentiel de combat tout à fait significatif au sol. Le chef d'état-major a encore précisé que « l'OTAN a commencé à éroder la capacité de durer » des forces

serbes, en attaquant leurs soutiens. Selon lui, plus de 140 objectifs ont été « traités » par les avions de l'OTAN, depuis le début de « Force allée », en particulier autour de Belgrade et au Kosovo.

La France a décidé d'envoyer quatre Mirage 2000 D (attaque de jour et de nuit) supplémentaires sur la base italienne d'Istrana, ce qui porte à 55 avions et hélicoptères - y compris les appareils embarqués sur le porte-avions *Foch* - la participation française à l'opération allée. La France n'envisage pas d'envoyer d'hélicoptères d'attaque dans la zone.

M. Richard a tenu à démentir des confidences d'un capitaine de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) à des journalistes français sur le terrain, selon lesquelles l'UCK était en contact avec l'OTAN pour déterminer les cibles les plus efficaces et les lui indiquer. « Aucun des dispositifs de l'Alliance, a précisé le ministre, ne collabore actuellement avec l'UCK ». De son côté, sur FR3, le secrétaire général de l'Alliance, Javier Solana, a déclaré qu'« il n'y a pas de contacts avec les militants de l'UCK, qui sont sur le terrain » et il a affirmé que l'OTAN, en tant que telle, n'avait pas l'intention d'armer la dissidence au Kosovo.

J. I.

Les soldats de l'UCK guettent l'ennemi dans la région de Rugova

RUGOVA de notre envoyé spécial La maison blanche surplombe les gorges de la vallée. Sous l'avenue, un sigle est peint sur le mur : UCK (AR-

REPORTAGE L'état se resserre autour des Serbes à Pec

mée de libération du Kosovo). Un combattant des forces spéciales est en position derrière un canon antiaérien, désormais pointé vers la vallée et non plus vers le ciel. Car la menace serbe, depuis le lancement de l'opération « Force déterminée » de l'OTAN, n'est plus aérienne. Cinq soldats sont postés sur la terrasse. Ils surveillent la route B29. C'est un chemin de pierre, plutôt confortable en comparaison des sentiers abrupts qu'utilise partout l'Armée de libération du Kosovo. Il y a par endroits des éboulements naturels. Rien de grave.

La route B29, qui serpente au-dessus de la rivière Rugovska, est devenue un axe stratégique. L'UCK craint de ne pouvoir la défendre longtemps en cas d'offensive serbe majeure. Pour l'instant, un premier groupe d'environ trente-cinq soldats de l'Armée de Belgrade teste la résistance des combattants kosovars. La première bataille s'est soldée mercredi par dix hommes sérieusement blessés du côté de l'UCK et un bilan inconnu du côté de l'Armée yougoslave. Puis chacun est revenu sur ses positions.

Le cœur de la situation militaire de la région, à l'ouest de la province du Kosovo, se situe à Pec. La ville a été l'une des premières cibles de « nettoyeurs ethniques » de Slobodan Milosevic, le président yougoslave. La police, l'armée, puis les unités paramilitaires sont entrées à Pec et ont déporté la population kosovare non serbe vers l'Albanie et le Monténégro. « Nous avons essayé de descendre des montagnes afin de défendre Pec. Les Serbes étaient trop nombreux. Alors nous nous sommes repliés ici », dit le capitaine Florin Kulaj, le chef de la brigade 136 de Rugova.

Les forces serbes victorieuses à Pec sont cependant aujourd'hui piégées, selon l'officier de l'UCK. Car l'OTAN a détruit la semaine dernière un pont sur la route reliant à la Serbie, et mercredi un pont sur la route allant de Pec au Monténégro. « Ils peuvent sortir de Pec en marchant à travers la montagne, comme nous, comme le capitaine Kulaj. Mais, pour sortir avec des véhicules,

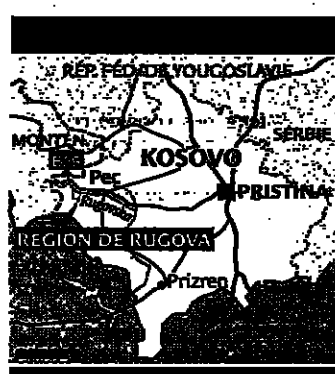
des tanks, leur unique chance est la route B29. » Alors les soldats de l'UCK guettent l'ennemi. Des snipers scrutent chaque nid de rochers dans les collines. Les officiers de Rugova pensent pouvoir aisément arrêter une éventuelle offensive des blindés serbes. Ils ont de la dynamite pour couper la route et des lance-roquettes antichars pour détruire les tiges d'acier. Ils craignent par contre une attaque massive de l'infanterie. Car l'UCK est une armée pauvre. Disciplinée certes, persuadée de la justesse de sa cause sans aucun doute, dans ce Kosovo à majorité albanaise qui tente de se séparer de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro).

La foi ne fait toutefois pas toujours la force. Une unité de jeunes recrues assiste ce jeudi 8 avril à la caserne de Rugova au lever des couleurs. Les hommes sont au garde-à-vous, l'aigle noir à deux têtes du drapeau de l'UCK monte lentement au sommet du mât, puis le capitaine prend la parole. Il remercie les volontaires d'avoir rejoint les rangs de l'Armée de libération du Kosovo. Il évoque brièvement les batailles à venir, le courage qui ne devra pas man-

quer. Lorsque les jeunes soldats s'éloignent au pas de course vers la montagne pour leur journée d'entraînement, ils semblent presque effrayés de quitter la caserne. Seul un tiers d'entre eux a reçu un fusil automatique Kalashnikov. « Nous manquons d'armes, de munitions, de carburant, constate un officier. Nous avons autant de combattants que nous le souhaitons, mais nous ne pouvons pas les armer. »

L'UCK est une armée de guérillas hésitantes, pour cause de pénurie. A la caserne, dans le réfectoire, les repas sont frugaux. Une soupe de pois ou de riz est servie à chaque soldat. Il n'y a pas de viande à chaque fois. Les combattants manquent de cigarettes. Et, surtout, l'UCK n'a presque plus aucun moyen d'obtenir de l'essence pour ses rares jeeps. Des bidons arrivent à Rugova à dos de mules du Monténégro. Et les rebelles kosovars achètent un peu de carburant à des trafiquants serbes. Ce n'est jamais suffisant.

Les jeunes recrues partent donc à pied, toujours. Ils hurlent : « Nous sommes les gars de l'UCK ! », sur la mélodie d'un chant de guerre de l'Armée américaine. « L'Amérique va nous sauver », pense un soldat. Des avions de l'OTAN ont survolé Rugova jeudi toute la journée. Selon l'Armée de libération du Kosovo, ils ont intensément bombardé des positions serbes autour de Pec. Les soldats de l'UCK écoutent avidement



les passages des avions et les bulletins d'informations en langue albanaise de la radio La Voix de l'Amérique.

EFFICACITÉ DES RAIDS

L'état qui se resserre autour des Serbes à Pec, même si l'UCK n'est aucunement en mesure de les menacer, démontre l'efficacité des raids aériens de l'OTAN contre les mouvements de l'Armée yougoslave. Les troupes qui ont vidé Pec de sa population sont aujourd'hui dans une situation délicate. D'où l'éventualité d'une offensive vers Rugova.

Le commandant Kulaj renforce donc son dispositif le long de la route B29. Il n'est absolument pas

sûr d'une victoire. Toutefois une conversation avec son chef, à l'état-major de l'UCK, l'a mis en confiance. Ce qu'il raconte est surprenant : « Mon supérieur hiérarchique m'a dit qu'en cas d'offensive serbe sur cette route je devais l'appeler afin qu'il réclame un appui aérien de l'OTAN. »

Déjà l'UCK affirmait qu'elle désignait des cibles serbes à l'aviation occidentale (ce que l'OTAN a démenti). Ce second élément indiquait un effort conjoint de l'OTAN et des Kosovars pour briser la machine de guerre de Belgrade. Mais « je ne suis pas certain d'obtenir cet appui aérien. Je n'ai pas encore essayé », ajoute le commandant de la brigade 136. La cohérence des bombardements dans la région occidentale du Kosovo indique cependant qu'ils servent indéniablement l'effort militaire de l'UCK. Les combattants kosovars considèrent désormais l'OTAN un peu comme la force aérienne qui leur fait défaut. La route B29 est encore passable. Les hommes de la brigade 136 sont aux aguets. Un soldat tient solidement sa mitrailleuse des deux mains. « Je n'aime pas la guerre, confie-t-il. Mais ces Serbes sont décidément un problème. Je n'ai pas le choix, je dois combattre. »

Rémy Ourdan

Les limites de la rhétorique du président

HÉSITATIONS sur le vocabulaire. Après l'inflation verbale de ces derniers jours (on a entendu « génocide », « barbarie », « dictateur », « criminel »,...), les dirigeants occidentaux en reviennent, à propos de Slobodan Milosevic, à de ce qu'il fait au Kosovo, à un langage plus modéré. Non que l'estime dans laquelle on le tient ait varié ; mais on explique en substance qu'il peut encore servir, qu'on peut avoir à traiter avec lui et qu'il ne faut pas s'enfermer aujourd'hui dans des mots qui l'excluent définitivement comme interlocuteur.

L'intervention de M. Jospin jeudi (lire page 37) est à cet égard significative. Il a certes parlé d'un régime « despotique, raciste, xénophobe », il a estimé que le président yougoslave aurait sans doute un jour des comptes à rendre à son peuple ou à la justice internationale ; mais il lui a donné du « Monsieur Milosevic », là où Jacques Chirac il y a quelques jours haranguait, sans prénom ni Monsieur, le « dictateur » de Belgrade.

Le même tardif sursaut de pru-

dence est observable à Washington, où Bill Clinton, à qui l'on demandait jeudi si Slobodan Milosevic pouvait être qualifié de criminel de guerre, s'est défendu sur le Tribunal de La Haye : « Nous avons un tribunal international, c'est à lui de se prononcer, ce n'est pas à moi », a-t-il dit. Le département d'Etat avait publié la veille les noms de neuf officiers serbes dont les hommes sont soupçonnés d'avoir commis des exactions, mais sans se risquer à les qualifier directement de « criminels de guerre » et sans faire référence au rôle de chef de l'Armée du président yougoslave.

C'est comme si un mot d'ordre avait été passé chez les Occidentaux. En substance : ne souhaitons pas tout de suite une inculpation de Milosevic par le Tribunal de La Haye, qui, juridiquement, l'exclurait de tout règlement final à la crise ; et méfions-nous des mots qui peuvent avoir le même effet ; si nous parlons de « génocide », nous ne pourrions plus traiter avec Milosevic ; car on ne traite pas avec Hitler.

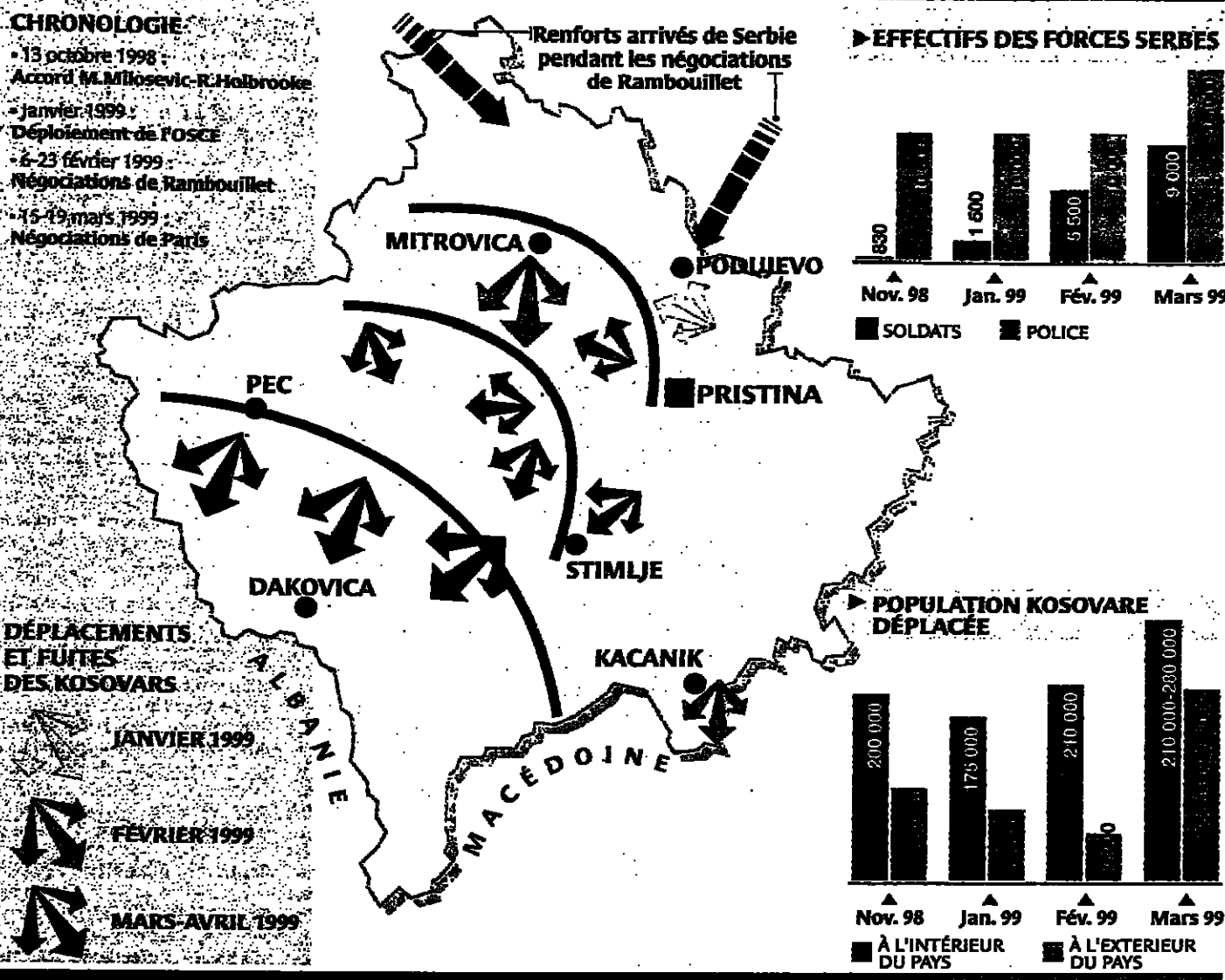
PEUGEOT NEUBAUER
A partir de 77 500 F

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

هكذا من الأصل

HORIZONS ANALYSES
L'OTAN CONTRE LA SERBIE

Les trois phases de l'offensive serbe



Le plan « fer à cheval » : obtenir par la violence des changements démographiques

L'inspecteur général de la Bundeswehr, Hans-Peter von Kierbach, a présenté, jeudi 8 avril, le plan « fer à cheval » dont les Allemands ont eu connaissance la semaine dernière (*Le Monde* du 8 avril). Il a distribué à la presse une note de synthèse que *Le Monde* publie intégralement. Il s'agit d'un résumé des opérations menées par les forces serbes depuis l'accord Milosevic-Holbrooke d'octobre 1998. Les Allemands ont également publié quatre cartes montrant la progression des forces serbes au Kosovo, dont les informations ont été reproduites sur la carte ci-dessus, ainsi qu'un commentaire sur le limogeage du chef d'état-major de l'armée yougoslave à la fin de l'année dernière.

« Les informations présentées ici, dont nous disposons sur l'opération « fer à cheval », sont sensibles à cause des sources. Je vous demande de comprendre que je ne pourrais pas aller, pour votre information, au-delà de ce qui est présenté ici. » La situation actuelle au Kosovo est largement le résultat d'un plan stratégique, déjà préparé ouvertement, selon de nombreux indices, à la fin de l'année dernière dans l'entourage de Milosevic, sous le nom de « fer à cheval », en serbe « Potkova ».

« Les éléments de ce plan, qui cependant n'est pas connu dans tous ses détails, devaient en partie, comme dans toute planification opérationnelle, être adaptés selon un contexte politique changeant et l'évolution de la situation militaire, ou contre-attaquer certaines variantes. Le déploiement et les avancées des forces serbo-yougoslaves au Kosovo au cours des derniers mois ont été cependant des indices suffisants pour parler d'une action selon le principe du fer à cheval. »

L'objectif principal de l'opération « fer à cheval » est, selon nous, de battre ou au moins de neutraliser l'UCK au Kosovo. La déportation de la population kosovare d'origine albanaise, afin d'obtenir par la violence des changements démographiques dans la région, fait de toute évidence partie de ce plan. Ainsi peut-on clairement reconnaître une volonté de déporter les Albanais du Kosovo de leurs villages et de leurs agglomérations le long d'une large bande, des deux côtés des principaux axes routiers du Kosovo. Sur-tout dans les bastions de l'UCK, comme les régions de Liap, Shala et Drenica, la déportation des Kosovars albans a privé l'UCK de ses bases et de ses soutiens.

Ainsi Belgrade a probablement tiré la principale leçon de l'action entreprise à l'été et à l'automne de

l'année dernière contre l'UCK. Belgrade avait alors réussi, grâce à des interventions massives, à refouler l'UCK des quelque 40 % du territoire du Kosovo qu'elle contrôlait alors. Mais seulement pour une brève période. « Rappelons simplement pour mémoire qu'au plus fort de ces opérations, le nombre des personnes chassées de leur maison ou ayant fui s'élevait à 300 000, alors que plus de 50 000 personnes campaient à la belle étoile. Après qu'en octobre, sous la pression de la communauté internationale, Belgrade eut fait machine arrière, accepté la mission de vérification de l'OSCE et pris des engagements concernant le nombre et le déploiement de ses forces au Kosovo, de nombreuses personnes déplacées, du moins celles qui étaient restées dans le pays, rentrèrent dans leurs foyers. Et avec elles, l'UCK, une situation inacceptable pour Belgrade. »

« Le plan « fer à cheval » devait une fois pour toutes empêcher la répétition de tels événements. Même pendant les négociations de Rambouillet, on ne pouvait pas ne pas s'apercevoir que Belgrade ne voulait pas se faire à l'existence de l'UCK au Kosovo. Pour Belgrade, l'UCK était et reste un instrument de la terreur et du séparatisme, contre lequel tous les moyens sont bons. Pendant que la délégation serbe à Rambouillet, puis à Paris du 15 au 19 mars, faisait mine de négocier, les forces serbes continuaient leurs opérations contre l'UCK et la population civile. Milosevic n'a pratiquement jamais eu l'intention de négocier sérieusement. »

« La note publiée par Bonn se réfère ensuite aux quatre cartes jointes au texte. » Dès janvier, la lutte contre l'UCK menée par les forces armées et les forces de sécurité s'est amplifiée, notamment au nord, dans la région de Podujevo et Mitrovica. En même temps, une unité blindée d'assaut était mise en place au nord de Podujevo, à l'est de la frontière du Kosovo.

« En février, les forces serbes ont chassé l'UCK des cantons orientaux et occidentaux des monts Cirivica ; elles s'en sont prises à l'UCK depuis l'est de la région de Stimlje et elles l'ont combattue pour la première fois dans le sud du Kosovo, dans la région de Kacanik, à la frontière avec la Macédoine. »

« Fin mars, l'opération « fer à cheval » battait son plein, après que les forces armées terrestres eurent été renforcées au Kosovo. Auparavant, les combats s'étaient étendus dans la région de la Drenica, qui fut le point de départ de la lutte de l'UCK après le massacre commis [à Prekaz] par les forces serbes contre le clan Jashari en février 1998. L'UCK

s'est retrouvée sur la défensive dans toutes les zones d'opérations ; le nombre des réfugiés et des personnes déplacées augmenta de manière dramatique. Actuellement, l'épicentre de l'action des forces serbes se trouve à l'ouest de la région Pec-Djacobica. »

[Le texte traite ensuite du limogeage du général Perisic, chef de l'état-major yougoslave.]

« Il est possible qu'il y ait un lien chronologique entre la mise en œuvre de l'opération « fer à cheval » et le limogeage, survenu à la fin de novembre de l'année dernière, du chef de l'état-major Perisic, qui passait pour un pragmatique modéré. Il était strictement opposé à l'intervention des forces armées yougoslaves à l'intérieur du pays. Mais l'application du plan « fer à cheval » supposait que l'infanterie de l'armée de terre yougoslave soit engagée en appui des forces de sécurité, ce qui, à l'été 1998, n'avait encore pratiquement pas eu lieu. Le successeur de Perisic, le général Ojdanic, paraît manifester moins de scrupules. »

PRÉSERVER SES SOURCES

Le texte distribué par le gouvernement allemand à la presse est la compilation de plusieurs sources, dont la plus récente est un document qui a permis de découvrir le nom de code « fer à cheval ». Le ministère de la défense n'a toutefois pas apporté de preuves de ce qu'il

Bonn manifeste une grande inquiétude sur le sort des Kosovars

M. Fischer craint que la province soit devenue « un véritable abattoir »

BONN

de notre correspondant
« Je crains que ce soit la répétition des pires exactions qu'on ait connues en Bosnie » et que le Kosovo soit « devenu un véritable abattoir », a déclaré, jeudi 8 avril, le ministre des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer (Verts). Parmi les alliés occidentaux, les dirigeants de Bonn continuent d'être les plus alarmistes sur la situation au Kosovo, se livrant chaque jour à des surenchères verbales. « Quand on connaît toute la vérité sur les massacres, je crois qu'elle sera plus dure que tout ce qu'on peut supporter », a ajouté Joschka Fischer, qui avait paré la semaine dernière de « déportation d'un peuple tout entier » et de guerre « ethnique du type des années 30 et 40 ».

Le ministre de la défense, Rudolf Scharping (social-démocrate), qui a depuis le début du conflit parlé de « camps de concentration », de « génocide » (Völkermord) ou de « triage » des réfugiés, faisant volontairement allusion au tri opéré lors de l'arrivée des déportés à Auschwitz, a présenté jeudi 8 avril le plan baptisé « fer à cheval », qui confirmerait les accusations du gouvernement allemand à l'encontre de Slobodan Milosevic.

Selon Bonn, ce plan a été imaginé par les Serbes pour détruire l'UCK et vider le Kosovo de sa population de souche albanaise. « Notre examen du plan « fer à cheval » confirme hélas tout ce que nous avions estimé pendant les négociations, à savoir que Milosevic voulait gagner du temps pour préparer une déportation systématique » des Albanais du Kosovo, a précisé le ministre de la défense. Ce plan avait été évoqué une première fois devant la presse, mardi, par Joschka Fischer, puis mercredi par Rudolf Scharping. « L'opération a commencé en novembre 1998 au Kosovo. Ce plan est en ce moment examiné chez nous. Il montre que, dans une certaine partie du Kosovo, l'armée et la police yougoslaves ont planifié puis commencé, de novembre 1998 jusqu'au début des négociations de Rambouillet, à déplacer des gens », avait-il déclaré.

INDICES

Les cartes sont des reconstitutions par les Allemands des événements et du plan qui serait suivi par Milosevic, mais ne proviennent pas de Belgrade (voir ci-contre). Le ministre de la défense a démenti tout savoir des intentions de Slobodan Milosevic avant que ne commencent les bombardements de l'OTAN : « Nous avions des indices, mais pas de plan concret. Ce dernier, nous ne l'avons que depuis quelques heures, quelques jours, pour être tout à fait précis. »

Le ministre allemand a critiqué la communication des alliés, souhaitant que l'alliance atlantique publie plus de photos : « Je pense que la politique d'information de l'OTAN est bonne, mais elle doit être plus ouverte et plus offensive. » Dans le même temps, il a reconnu qu'il manquait d'informations, en particulier sur les réfugiés de Blace qui ont soudainement disparu à la frontière du Kosovo. Il a démenti que l'OTAN ait une idée plus précise de ce qui leur était arrivé, grâce à ses observations satellites : « Je ne peux pas juger si des photos satellites qui ont, par exemple, été prises de nuit permettent d'observer le séjour de réfugiés. Je présume que non. Je serais très content aussi de savoir ce qu'il est arrivé à ces gens », précisant que l'on avait affaire à un « régime pour lequel la vie humaine ne compte pas ».

Le ministre a aussi annoncé l'envoi dans les Balkans de deux équipes de renseignement de la Bundeswehr pour interroger les réfugiés du Kosovo : « J'estime nécessaire de rassembler, avec l'aide des personnes déplacées, l'information la plus complète possible sur la situation réelle au Kosovo. Avec tout le respect que j'ai pour les images, elles ne donnent malheureusement pas une information complète. »

Arnaud Leparmentier

diplomatie à propos Slobodan Milosevic

Les dirigeants allemands étaient allés eux aussi très loin ces derniers jours dans un vocabulaire historiquement chargé : le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, avait parlé de « guerre ethnique du type des années 30 et 40 » et son collègue de la défense, Rudolf Scharping, de « génocide ». Tandis que Tony Blair reste calé dans des références plus anglosaxonnes (« apartheid », disait-il jeudi), M. Scharping parle aujourd'hui plus poliment de « déplacement systématique » de la population, même pour en démentir le caractère prémédité. Et M. Jospin évoque les populations « presque déportées », comme s'il avait peur du mot « déportation ».

On comprend le motif de ce recul sémantique. M. Jospin a expliqué, jeudi soir, que le but de l'intervention alliée n'était pas l'élimination du président yougoslave mais de son appareil répressif et qu'on n'était pas en guerre contre la Serbie. Il faut laisser à Slobodan Milosevic la possibilité d'arrêter les frappes en donnant son accord à

tout ce qu'on exige de lui ; s'il ne le fait pas et que l'on doit par les bombardements détruire jusqu'au bout son armée, il faut lui laisser encore la possibilité, après cela, d'accepter le règlement qu'on lui imposera. Mais faut-il lui laisser davantage que cela, envisager de « négocier » avec lui, c'est-à-dire rechercher des compromis qui appelleraient des concessions occidentales ? M. Jospin ne s'est pas exprimé sur cette question.

Il y a toutefois des limites aux subtilités rhétoriques. Même si l'on peut discuter à ce jour du recours au terme de « génocide », les dirigeants occidentaux auraient du mal à expliquer que ce qui s'est passé pendant dix jours n'est pas une déportation massive de populations civiles, c'est-à-dire, au regard de la loi internationale, un « crime contre l'humanité ». Quels que soient les mots qu'ils emploient, ils ne pourront pas faire abstraction de ce fait : là lorsqu'ils devront inventer un règlement de sortie de crise.

Claire Tréan

Avirex[®]
Chinos[®]
the authentic
American
Friday wear[®]

« Les authentiques vêtements de détente américains »

Pour tout renseignement sur les revendeurs agréés :

Tél. 01.42.21.02.09 - Fax 01.42.21.05.09

مركز الاتصال

La guerre, d'un coût encore modeste, a peu de conséquences économiques

Seuls les pays des Balkans sont directement affectés

Les pays de l'OTAN ne devraient pas avoir de difficultés à financer leur effort de guerre au Kosovo ainsi que les opérations humanitaires de

secours aux réfugiés. Quant aux conséquences macro-économiques de la guerre, elles seront également circonscrites aux pays de la région.

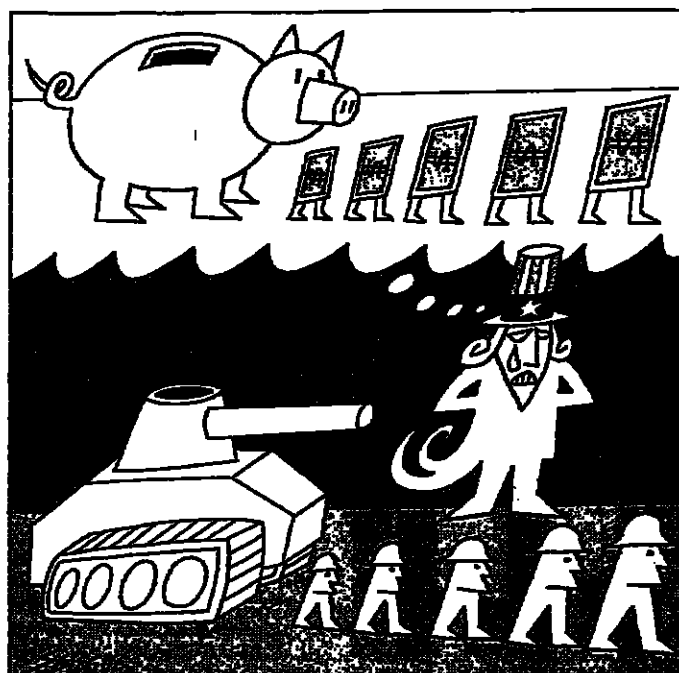
Tout pourrait changer en cas d'intervention de troupes au sol, beaucoup plus onéreuse à tous points de vue.

QUEL SERA le coût économique et financier des opérations militaires au Kosovo ? Les pays directement touchés par le conflit (Kosovo, Serbie, Monténégro, Macédoine, Albanie) seront les premiers à faire les frais de la guerre. Même s'il est impossible d'en chiffrer la facture, l'afflux de centaines de milliers de réfugiés ainsi que la destruction de nombreuses infrastructures de base fragilisent les économies de la région déjà très appauvries depuis le début des années 90 (*Le Monde*, supplément Économie du 6 avril).

S'il est encore bien trop tôt pour établir la facture de la reconstruction, une aide internationale de grande ampleur se met déjà en place pour répondre à l'afflux des réfugiés. Pour faire face à l'arrivée de 350 000 réfugiés pendant seulement trois mois (d'avril à juin), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'il lui faut réunir 430 millions de francs (65,6 millions d'euros). Si Slobodan Milosevic rouvrait ses frontières, le coût de l'opération humanitaire doublerait rapidement.

Les moyens financiers ne devraient pas manquer. « Nous n'avons aucun problème financier : les défis sont avant tout d'ordre matériel et logistique », précise-t-on dans l'entourage du ministre français de la Coopération, Charles Josselin. De manière classique, l'aide humanitaire au Kosovo provient à 70 % de fonds publics et 30 % de dons privés.

Le coût des opérations militaires devrait être plus lourd à porter pour les pays de l'OTAN. D'après les calculs d'un institut de recherches américain spécialisé - le Centre d'analyse stratégique et budgétaire (CSBA), basé à Washington - les frappes aériennes ont déjà coûté 500 à 600 millions de



dollars (560 millions d'euros) aux pays de l'OTAN après 17 jours de frappes. Cette somme représente un budget de plus de 200 millions de francs par jour.

Pour prendre l'exemple de la France, le surcoût lié aux opérations au Kosovo est de 150 millions de francs par mois, selon le ministère de la Défense. Une dépense qui demeure limitée quand on la rapporte à l'ensemble du budget des armées, dont le montant total approche les 200 milliards de francs par an, sur lesquels 3 milliards sont réservés aux opérations extérieures. Les risques de dérapage budgétaire sont cependant considérables : un seul Mirage 2000 qui s'écrase au sol représente une perte de 350 millions de francs.

La part la plus importante des dépenses est pour l'instant prise en charge par les États-Unis, mais la facture finale sera répartie entre les différents partenaires de l'OTAN à l'issue des opérations. « Contrairement à ce qui s'était passé après la guerre du Golfe, les Américains et leurs alliés ne se feront pas rembourser la facture à l'issue du

conflit : il n'y aura pas de chèques comme ceux qui avaient été signés par l'Arabie saoudite ou le Koweït », rappelle Pascal Bonifère, directeur de l'IRIS (Institut de recherches internationales et stratégiques).

« Le coût total des opérations au Kosovo sera de plusieurs milliards de dollars », dit Steven Kosiak, du CSBA à Washington. L'administration Clinton dispose d'excédents budgétaires et n'aura aucune difficulté à financer l'effort de guerre au Kosovo. Mais si la guerre devait se prolonger et si l'État décidait d'envoyer des troupes au sol, la dépense pourrait être bien plus considérable.

LES MARCHÉS INDIFFÉRENTS
Toutes les analyses convergent pour dire qu'une intervention de troupes au sol ferait basculer le financement de l'opération : une telle intervention reviendrait, selon Steven Kosiak, à 1 milliard de dollars par jour (plus de 930 millions d'euros). Tant que cette hypothèse ne se traduit pas dans les faits, les frappes aériennes ne devraient finalement pas représenter un coût démesuré : la banque Lehman Brothers estime qu'un mois de frappes

aériennes (y compris les dépenses liées à l'accueil des réfugiés) devrait coûter un peu plus de 15 milliards de dollars (14 milliards d'euros), autrement dit 0,1 % du PIB total des pays de l'OTAN.

Il faut cependant déjà envisager les coûts de l'après-guerre : le stationnement d'une force de maintien de la paix au Kosovo du type SFOR sera très coûteuse. Depuis le début des années 1990, les États-Unis ont dépensé plus d'argent pour leurs soldats stationnés en Bosnie que pour leurs missions aériennes au-dessus de l'Irak. Une aide internationale importante sera, ensuite, nécessaire pour permettre aux pays de la région - y compris la Serbie - d'affronter l'après-guerre.

Quelles seront, d'ici là, les éventuelles conséquences macro-économiques de la guerre au Kosovo ? Celles-ci devraient être négligeables en dehors des pays de la région, qui vont traverser une période de troubles économiques (hyperinflation, creusement des déficits) classique après une guerre. Les pays proches du théâtre des opérations, comme la Hongrie ou même la Grèce, ne devraient pas être très affectés. Leurs échanges commerciaux avec les pays balkaniques sont négligeables ou inexistant pour ce qui est de la Serbie.

Dans les pays de la zone euro ou aux États-Unis, la guerre au Kosovo ne devrait guère avoir d'influence sur la croissance. Les marchés financiers s'intéressent aux faits et gestes de la Banque centrale européenne mais restent indifférents à la guerre dans les Balkans (*the Kosovo thing*) en langage boursier anglo-saxon). « Le Kosovo n'aurait pas de répercussions sur la croissance en France, sauf en cas d'intervention de troupes au sol : le moral des ménages pourrait alors être affecté », estime-t-on à la Caisse des dépôts et consignations. Norbert Walter, économiste en chef de la Deutsche Bank, est moins optimiste : « Si la guerre devait durer longtemps, le moral des investisseurs européens pourrait s'en trouver affecté ».

Lucas Delattre

L'Alliance assure des missions civiles qui ne relèvent pas de sa charte

8 000 hommes sont affectés à l'aide humanitaire

QUELQUE 8 000 hommes se consacrent à l'aide humanitaire dans le cadre de la mission baptisée « Allied Harbour » et, depuis le 2 avril, environ 1 975 tonnes d'aide ont été distribuées. Vivres, médicaments, tentes sont mis en place, notamment en Macédoine, par l'ex-force d'extradition qui était originellement destinée à protéger les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), rapatriés depuis.

D'autres opèrent en Albanie. Sans en contester la nécessité, l'urgence ayant force de loi, des parlementaires français se sont récemment interrogés sur le sens à donner à cette gestion de la crise, qui ne relève pas des principes de la Charte de l'OTAN édictée en avril 1949.

À la réunion - commune - des commissions de la défense et des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, s'est fait l'écho de certains de ses collègues en demandant s'il n'y avait pas glissement progressif des missions de l'OTAN. L'Organisation militaire, a-t-il déclaré en substance, est une organisation défensive et militaire qui s'est lancée dans des opérations semi-offensives et qui se voit confrontée à des défis de nature civile.

Sur place, à Skopje, le général français Marcel Valentin, qui avait commandé la force d'extradition et qui a, depuis, laissé le commandement des 12 000 soldats de l'OTAN en Macédoine au général britannique Michael Jackson, s'est exprimé : « Nous faisons face », sous-entendu à l'afflux des réfugiés, en les accueillant avec les moyens du bord, ceux-ci ayant tendance à se renforcer.

DEUX BRAS SÉCULIERS

Par exemple, l'armée de l'air française, qui a fourni ses avions de combat les plus modernes à l'OTAN pour « Force alliée », est aussi en première ligne pour l'opération « Trident humanitaire » au profit des réfugiés kosovars en Macédoine et en Albanie, avec des appareils de transport Transall et Hercules qui acheminent à Skopje et à Tirana vivres, médicaments, tentes, vêtements, couvertures, eau et aliments pour enfants : 352 tonnes, au total, durant les sept premiers jours.

Ce qui fait dire à certains que l'OTAN a deux bras séculiers : un qui distribue les frappes et un autre qui achemine de quoi survivre, même si elle prend soin de ne pas confier les deux rôles aux mêmes équipages. Si, de surcroît, devait se créer une zone humanitaire sécurisée par la force, il faudrait bien que, sous son drapeau, l'OTAN sépare les deux fonctions.

Sans dépendre, à l'époque, de l'OTAN, l'opération française baptisée « Turquoise », aux frontières du Rwanda et de l'ex-Zaïre, de juin à août 1994, n'a pas toujours su éviter, précisément, la confusion des genres.

Cinquante ans après sa création, l'OTAN, si l'on se réfère à son dernier « concept stratégique » qui remonte à 1991, a déjà élargi ses missions depuis 1949. Mais elle reste une organisation collective vouée « à garantir la sécurité et l'indépendance des États membres » en temps de paix et « à réagir en temps voulu et de façon mesurée » en cas d'agression contre n'importe quel allié. Cette double définition ne recouvre ni le territoire de l'opération « Force alliée » ni la

mission « Trident humanitaire ». Il y a même eu débat, au sein de l'Alliance, sur la légitimité des frappes, avant l'échec des négociations de Rambouillet, puis de Paris. Ceux qui le font observer, sans mettre en question la nécessité et l'urgence des actions militaires et humanitaires menées en faveur du Kosovo, demandent que soient fixées les limites des extensions géographiques, opérationnelles et fonctionnelles que s'assigne l'OTAN.

M. Giscard d'Estaing a considéré qu'il n'y avait pas, compte tenu du désordre actuel dans les Balkans, d'institution internationale capable d'assumer pleinement le volet civil de ces missions sans les moyens affectés à l'OTAN par les pays membres. Il a proposé de créer une agence civile qui pren-

La guerre contre les ondes « qui répandent la haine et les mensonges »

Le chef d'état-major français des armées, le général Jean-Pierre Kélch, a confirmé, jeudi 8 avril, que l'OTAN s'en était pris, depuis quelques jours, à des relais émetteurs de la radio et de la télévision serbes. « La télévision locale fausse la vision des populations, a-t-il expliqué, et diffuse de la propagande. Il fallait casser ce réseau de diffusion de fausses nouvelles. » Ces attaques ont été annoncées par l'OTAN (*Le Monde* des 6 et 7 avril) et considérées comme « légitimes » face à « des ondes qui répandent la haine et les mensonges ». Selon des informations des services de renseignement, certains de ces relais émetteurs sont utilisés par les forces serbes à des fins militaires. Depuis l'entrée en service de l'avion Hercules « commando solo », qui sert en quelque sorte de station volante de radio-télévision contrôlée par l'OTAN au-dessus de la Yougoslavie (*Le Monde* du 7 avril), il est arrivé que les émissions de ce système se substituent, en les « piratant », aux stations officielles.

Il était en charge ce volet en complément des activités militaires.

Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, lui a répondu que l'OTAN n'est en effet pas adaptée à certaines tâches civiles et que, à sa connaissance, ses chefs militaires n'admettent d'autant plus qu'ils ne cherchent pas à étendre indûment leurs responsabilités.

À Washington, l'OTAN devrait adopter, lors d'un sommet atlantique, du 23 au 25 avril, un nouveau « concept stratégique » qui déterminera sa spécificité pour le siècle prochain. La question de l'élargissement de son champ d'action sera la pierre d'achoppement des discussions prévues, désormais, à dix-neuf pays membres sur la nouvelle sécurité collective.

Pour autant, la coordination par l'OTAN du soutien logistique apporté à l'aide humanitaire dans les Balkans fera jurisprudence à sa façon. Sans être un précédent, elle peut servir de modèle : elle a été autorisée par les gouvernements des États membres, qui ne pourront pas se dédire si, d'ailleurs, en d'autres circonstances, il fallait réagir de même.

Jacques Isnard

La base aérienne d'Aviano, un morceau d'Amérique sur le sol italien

AVIANO (nord-est de l'Italie) de notre envoyé spécial

La base italienne d'Aviano, d'où partent les avions de l'US Air Force, s'est accordée un moment de détente cocardière, jeudi matin 8 avril. Pendant une heure, les appareils ont fait silence et les troupes ont reçu la visite du secrétaire d'État américain à la Défense, William Cohen, de son homologue italien, Carlo Scognamiglio, et

d'une délégation de douze membres du Congrès des États-Unis. Une visite à l'américaine, toute en sourires et en accolades viriles, sous l'œil vigilant des caméras de télévision.

Dans le hangar aménagé pour l'occasion, rien ne manquait au décor. Ni les filets de camouflage, censés égarer les murs de leurs tentes kaki. Ni les drapeaux géants des États-Unis, de l'Italie et de l'OTAN. Sur la gauche de l'estrade, bien en vue des objectifs, un chasseur F 16 avait été réquisitionné, brillant comme un sou neuf. La musique militaire donnait à l'ensemble des allures de parade.

POSE DEVANT LE F 16

Les trois cents personnes présentes - des hommes, mais aussi des femmes vêtues de treillis et chaussées de rangers - paraissent très détendues, voire franchement hilares au moment de prendre la pose devant le F 16. Les pilotes, reconnaissables à leur blouson de cuir, étaient cependant peu nombreux : tout comme les représentants italiens, les seuls à porter cravates et souliers noirs.

Carlo Scognamiglio a pris la parole en premier : « Nous n'oublions jamais ce que les États-Unis ont fait pour la liberté en Europe. » Puis son homologue du Pentagone, William Cohen, a rendu hommage aux troupes : « Nous sommes là pour vous remercier. Nous sommes très fiers de votre courage. » Après avoir accusé M. Milosevic et ses « voyous » d'avoir « poussé plus d'un million de personnes sur la route de l'enfer », M. Cohen a conclu en rappelant les objectifs

alliés : « Nous sommes absolument déterminés à mener cette campagne à son terme. L'OTAN gagnera parce que vous êtes les gardiens de la liberté. » L'auditoire a applaudi.

Voilà maintenant quarante-quatre ans qu'Aviano, petite ville du Frioul, accueille l'US Air Force. Dix mille Américains vivent ici, entretenant avec la population locale des relations plutôt cordiales. Dès le début des opérations, la vie de la commune a pourtant été chamboulée. Des renforts sont arrivés, ainsi que des dizaines de journalistes et des cohortes de curieux (6 000 le jour de Pâques).

Aujourd'hui encore, des camions-régies, hérissés d'antennes paraboliques, stationnent en permanence devant l'aéroport. Les caméramen filment les moindres mouvements d'avions. Ainsi, les téléscripteurs du Connecticut ou de l'Idaho connaissent désormais le nom d'Aviano, un morceau d'Amérique en territoire italien.

Philippe Broussard

VW Espace Suffren

New Beetle*
*New Beetle 2.0 | Disponible à l'essai.

40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS
Tél. 01 53 58 10 00

سكزا من الأمل

BACHELIERS, PRÉPAREZ-VOUS À INTÉGRER UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

PREP. ISG

Voie classique : vous préparez au concours d'entrée des grandes écoles de commerce.
Voie intégrative : vous préparez spécifiquement à l'entrée à l'Institut Supérieur de Gestion (ISG).

Contact : Nathalie Maurin - 18, rue de l'Étoile - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 26 26

ISG

Chaque samedi avec

Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION

Les Quinze préparent un pacte de stabilité pour les Balkans

250 millions d'euros sont dégagés pour les réfugiés

d'euros à l'aide aux réfugiés et aux trois pays d'accueil limitrophes du Kosovo. Des échanges tendus ont cependant eu lieu avec le représentant de la Macédoine.

portation forcée, de torture et de meurtre devraient être tenus pour personnellement responsables et traduits devant le Tribunal international », y lit-on encore. Si tant est que les mots aient un sens, Milosevic n'apparaît plus, quoi qu'il fasse, comme un interlocuteur possible. Les Quinze se bornent à lui rappeler quelles sont les conditions auxquelles il doit se plier pour arrêter les frappes. Ils s'imposent en quelque sorte une obligation de résultat.

la proposition de la Commission de Bruxelles d'affecter 250 millions d'euros de la réserve budgétaire de 1999 à l'aide aux réfugiés (150 millions) et aux trois pays d'accueil en première ligne (100 millions) et lui ont demandé d'examiner immédiatement comment engager ces crédits. Les Français ont suggéré que les institutions financières internationales étudient l'apurement de la dette des pays les plus affectés.

Durant la seconde partie de la

ÉCHANGES TENDUS
S'agissant des réfugiés, les Quinze ont confirmé la stratégie décidée la veille par leurs collègues de l'intérieur, celle d'une organisation des secours dans les pays voisins. « C'est la solution qui permettra le plus facilement leur retour chez eux, au Kosovo. Mais la priorité ainsi donnée au traitement sur place n'exclut pas d'autres formes d'intervention », a expliqué, conciliant, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération.

Cette politique doit être appuyée financièrement et logistiquement. Les ministres ont donné leur aval à

les ministres des affaires étrangères des pays de la région, ainsi que des dirigeants des organisations internationales concernées. Ce fut l'occasion de quelques échanges tendus, notamment avec Aleksander Dimitrov, représentant de la Macédoine, à propos du sort réservé aux réfugiés. Emma Bonino, commissaire chargée de l'action humanitaire, a rappelé qu'aucun gouvernement, quelles que soient les difficultés, ne pouvait se soustraire aux obligations des conventions de Genève.

Philippe Lemaître

L'OTAN SE MÊME DE LA FRANCE.
 « La France n'a pas accès aux plans les plus secrets de l'OTAN, Washington craignant des fuites vers Belgrade, affirme vendredi 9 avril le *Daily Telegraph*. Citant des sources diplomatiques et militaires anonymes, le quotidien précise qu'un responsable militaire a déclaré que « Washington a commencé à exclure Paris du circuit pour éviter que des informations soient transmises aux Serbes, ou indirectement par le canal de la France à un commandant en chef de l'armée française ». Le poste au quartier général de l'ONU à Bruxelles a été accusé d'avoir communiqué à la Yougoslavie les plans de l'OTAN au Kosovo, rappelle le journal. Le commandant Bumei est toujours en détention provisoire.

FIDEL CASTRO MÉDIATEUR ?
■ Fidel Castro a profité de la visite à La Havane du ministre italien des transports, Tiziano Treu, le 30 mars, pour faire parvenir au chef du gouvernement de Rome, Massimo D'Alema, une longue lettre dans laquelle il écrit : « Soyez attentifs à l'escalade militaire et à éviter à tout prix la guerre terrestre. Cuba et son gouvernement sont convaincus (...) que les Serbes résisteront à toute critique de POJAN. »

UN MORT MACÉDONIEN
■ Un militaire macédonien a été tué jeudi 8 avril par des tirs à la frontière entre la Macédoine et la Yougoslavie, près de Blace. L'OTAN a imputé cette mort à « un groupe d'hommes armés », sans autre précision. — (AFP)

REPORTAGE

A 3 heures du matin, mercredi, la marée humaine s'est soudain tarie

titre ville de montagne albanaise, un véritable bouleversement. Submergées depuis deux semaines par les quelque 30 000 réfugiés qui déferlaient quotidiennement depuis le col de Morina, 16 kilomètres plus au nord, les organisations humanitaires commencent à sortir la tête de l'eau. Mais ce soulagement s'accompagne pour elles d'une extrême inquiétude sur le sort réservé à ceux que les Serbes ont refoulés.

Il était 3 heures du matin, mercredi, lorsque la marée humaine s'est soudain taute. La veille, Slobodan Milosevic avait annoncé sa proposition de cesser-le-feu unilatéral. Fallait-il montrer au monde que les Kosovars n'avaient plus rien à craindre? Redoutait-il qu'un Kosovo ethniquement purifié des Albanais ne devienne une proie plus facile pour les artilleurs de l'OTAN? Les humanitaires évitent de trop spéculer. Ils préfèrent se souvenir, à l'image de cette infirmerie de Médecins du monde (MDM), que « mercredi matin, pour la première fois depuis dix jours, le col était silencieux. Plus un cri déchiré, plus une larme ».

En quelques heures, les volontaires de MDM et d'Action internationale ont réussi à faire l'installation à quelques centaines de mètres de la frontière, après avoir résolu de nombreux problèmes. « On a choisi d'en profiter pour souffler, améliorer les sanitaires en pensant que la frontière s'ouvrirait bien par la suite », explique le coordinateur de MDM à Koksijärvi, « mais on a aussi décidé d'ouvrir un dispensaire à la frontière. Nos collègues suisses de Med Act, spécialisés dans la distribution du potage nocturne, sont arrivés à la même conclusion : « Une vraie nuit de sommeil pour tous, et le lendemain, on s'est répléti sur le camp d'accueil situé au centre, dans le hangar à patates », résume Luc Stephens, un des volontaires.

12 000 DANS LES FAMILLES
Un peu plus bas, les Italiens s'approprièrent à ouvrir le plus grand centre de la région. Des centaines de tentes avaient été livrées puis montées, la logistique était en place. Les bénévoles redoutaient juste de se trouver saturés en quelques heures... Faute de nouveaux arrivants, le centre a surtout permis de dégonfler les campements de fortune installés aux alentours. Et, jendi soir, toutes les tentes étaient pas encore pleines.

Même au cœur de Kufès, la détenté s'est fait sentir. Certes, la petite ville de 20 000 âmes doit encore faire avec des dizaines de milliers d'habitants supplémentaires. Devant le poste, des centaines de personnes commencent à attendre. Elles ont besoin de passer l'accès à l'eau dans l'espoir d'accéder à une des deux cases téléphoniques reliées à l'étranger. Face au lac et aux collines éternelles du Gallicia, comme devant la mosquée, ils ont toujours aussi nombreux à mourir dans leurs tracteurs béchés ou à côté d'eux. Selon le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), 18 000 réfugiés attendraient à Kufès. Les autres seraient dispersés : 42 000 autres seraient hébergés dans les familles du district et 22 000 auraient été accueillis dans un des trente-six centres collectifs mis en place.

Mais ces chiffres, valables il y a deux jours encore, semblent avoir sensiblement diminué. Près de 10 000 personnes auraient depuis quitté la région, pour se diriger vers le sud du pays. Toute la jour-

née, jeudi, des camions militaires et des bus ont quitté la place de Kukëz en direction de villes volontaires pour accueillir des exilés. Dans le même temps, des centaines de mini-bus et de taxis accompagnaient d'autres Kosovars vers la maison d'un ami ou d'un parent albanais. Des tracteurs et des voitures individuelles sans plaques d'immatriculation – les Serbes les ont confisquées – ont également pris le chemin du sud. Si bien que cette place, mardi encore constamment bondée, avait retrouvé, jeudi, un visage presque normal.

Le spectre de la pénurie alimentaire s'est lui aussi éloigné. Hier, les organisations humanitaires, comme le HCR, tiraient les sonnettes d'alarmes. Aujourd'hui, c'est par brassées que les enfants récupèrent les miches à la descente des camions. Ce retournement de situation, s'il facilite son travail, « inquiète plus qu'il ne rassure » néanmoins le HCR.

LES DOUTES DU HCR
En visite à Kukës, le haut-commissaire Sadako Ogata s'est dite « très préoccupée » par le sort de ceux que l'on a, selon elle, sans doute forcés à faire demi-tour. « Les Serbes prétendaient qu'ils avaient quitté volontairement leur maison, or nous savons qu'ils y étaient forcés. Ils disent à présent qu'ils sont rentrés d'eux-mêmes. J'ai quelques doutes. »

Des dizaines de milliers de Kosovars sont retenus par les forces serbes à l'intérieur du Kosovo et risquent de mourir de faim, selon la télévision albanaise, vendredi 9 avril. Les albanophones repoussés jusque dans la haute vallée de la Drença - un des bastions de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) - loin de toute frontière, attendent désespérément une aide de l'extérieur, ajoute une émission de la télévision albanaise, retransmise par la BBC vendredi matin.

Les forces serbes déployées dans cette zone utilisent leur artillerie lourde pour surveiller « des dizaines de milliers de personnes déplacées de façon extrêmement dure », ajoute la télévision. La présence de tireurs isolés dissuade les Kosovars de tenter quoi que ce soit pour améliorer leurs conditions de vie, estime la chaîne albanaise, qui ajoute que « des gangs militaires serbes (...) ont abattu des personnes sans défense, des civils, principalement des personnes âgées et des malades ». - (APF)

M^{me} Ogata dispose d'arguments pour éayer ces doutes. Mercredi, un tracteur chargé de vingt-six personnes a été autorisé par les serbes à franchir la frontière, afin, pense-t-on au HCR, de montrer que celle-ci était toujours ouverte. Ce fut au tour d'un vieillard de quatre-vingt-trois ans, à pied etette fois, de franchir le col de Molina. Tous deux ont assuré avoir vu, sur plusieurs kilomètres, le long de la route, des volumes, de nombreux tracteurs, abandonnés sur les bords, leurs occupants certains brûlés. Ils ont également signalé un important déplacement militaire, tandis que, depuis la frontière, on pouvait observer les soldats serbes creuser des tranchées et miner les collines.

D'autre part, le HCR a également découvert que plus de 2 000 réfugiés, qui se trouvaient dans le no man's land entre la Yougoslavie et la Macédoine, avaient été conduits par les autorités de Skopje vers Korce, poste-frontière entre la Macédoine et l'Albanie. Autant dire qu'à Kukës, l'activité des humanitaires peut toujours diminuer, les inquiétudes demeurent.

Nathaniel Herzberg



Découvrez Los Angeles vu par American à partir du 2 juin.

American Airlines

[illegible]

هكذا من الأمل

Chaque samedi 7h
Le Monde
DATE DIM. 1988
SPÉCIAL
**LE MONDE
TELEVISION**

[illegible]

Sept candidats pour succéder au président Zeroual en Algérie

Abdelaziz Bouteflika, perçu comme le « candidat privilégié » du pouvoir, espère l'emporter au premier tour, le 15 avril. Plusieurs de ses rivaux dénoncent, par avance, les risques de fraudes. Le scrutin débute dès samedi 10 pour les Algériens de l'étranger

Presque tous les candidats à l'élection présidentielle algérienne prônent la « réconciliation nationale » pour sortir le pays des violences qui le ravagent depuis huit ans. Le taux de participation constituera un élément

essentiel du premier tour. S'il est suffisamment élevé, il pourrait permettre à M. Bouteflika, estimé ses partisans, de l'emporter dès le 15 avril. La répartition des voix islamistes est la deuxième question-

de du scrutin. L'un des candidats, Abdallah Djaballah, se revendique ouvertement de l'islam politique. De son côté, le cheikh Mahfoud Nahnah (islamiste modéré), exclu de la compétition, a appelé jeudi à voter en

faveur de M. Bouteflika. Le vote islamiste pourrait cependant profiter en priorité au docteur Ahmed Taleb Ibrahim, qui bénéficie du soutien de l'ex-Front islamiste du salut (FIS). La troisième inconnue concerne la

régularité du scrutin. M. Bouteflika reçoit un traitement de faveur évident de la part des autorités et des médias. Plusieurs candidats dénoncent par avance les risques de fraudes.



HOCINE AIT-AHMED

■ Contraint d'interrompre sa campagne à la suite d'un malaise cardiaque, Hocine Ait-Ahmed n'en reste pas moins candidat. Ce rebelle est l'un des derniers survivants des « fils de la Toussaint », ceux qui déclenchèrent la lutte pour l'indépendance le 1^{er} novembre 1954. Natif de Nabye, où il jouit d'une popularité sans égale, M. Ait-Ahmed, soixante-douze ans, ne fait pas son âge. Grand, svelte, l'homme a été de tous les combats avant comme après l'indépendance. Arrêté par les Français en 1956, libéré en 1962 au lendemain du cessez-le-feu, élu député à la première Assemblée constituante, opposant au président Ben Bella, Hocine Ait-Ahmed crée le Front des forces socialistes (FFS) en 1963 et appuie l'installation de maquis en Kabylie. Arrêté l'année suivante et condamné à mort, il s'évade en 1966 et s'installe en Suisse. Ce n'est qu'en 1989, lorsque son pays s'ouvre à la démocratie, que cet opposant de toujours foule à nouveau le sol natal. Mais les retrouvailles sont brèves. En 1992, Ait-Ahmed retourne en exil. Candidat à la présidence, on l'a vu dénoncer les méfaits du régime et faire passer un message privilégié : « la paix et la démocratie ». Il sera intéressant de voir quel écho sera le sien en dehors de sa Kabylie natale.



ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

■ Agé de soixante-quatre ans, M. Bouteflika - cet bleu, moustache batailleuse - est un revenant politique. Né à Oujda, au Maroc, en 1935, engagé très jeune dans la lutte pour l'indépendance de son pays, il n'a que vingt-huit ans lorsqu'il se voit confier par le président Boumediène la tâche de diriger la diplomatie algérienne, poste qu'il conserve pendant seize ans sans discontinuer. Proche du chef de l'Etat, il est appelé à succéder en 1979 mais l'armée, finalement, allait l'écarteler par la suite à la première Assemblée constituante, opposant au président Ben Bella, Hocine Ait-Ahmed crée le Front des forces socialistes (FFS) en 1963 et appuie l'installation de maquis en Kabylie. Arrêté l'année suivante et condamné à mort, il s'évade en 1966 et s'installe en Suisse. Ce n'est qu'en 1989, lorsque son pays s'ouvre à la démocratie, que cet opposant de toujours foule à nouveau le sol natal. Mais les retrouvailles sont brèves. En 1992, Ait-Ahmed retourne en exil. Candidat à la présidence, on l'a vu dénoncer les méfaits du régime et faire passer un message privilégié : « la paix et la démocratie ». Il sera intéressant de voir quel écho sera le sien en dehors de sa Kabylie natale.



ABDALLAH DJABALLAH

■ Il y a quelques mois, la presse ne donnait pas cher de son avenir politique. Contesté par la direction du mouvement islamiste Ennahda qu'il présidait, Abdallah Djaballah, quarante-trois ans, s'était vu dépouiller de l'essentiel de son pouvoir au sein du parti pour des raisons politiques. M. Djaballah souhaitait maintenir Ennahda dans l'opposition tandis que ses adversaires à l'intérieur du parti voulaient participer au pouvoir, ce qui les a amenés par la suite à se ranger aux côtés du candidat Bouteflika. Alors que certains y voyaient un ententeur définitif du responsable islamiste, M. Djaballah a su rebondir. En quelques semaines, ce « dialogueur » a réussi à créer un parti - le Mouvement de la réforme nationale (MRN) - et à entraîner avec lui la majorité des militants d'Ennahda. Juriste de formation, cet islamiste de conviction a fait la preuve de ses talents de manœuvrier.



YOUSSEF EL KHATIB

■ Homme d'une grande probité, le docteur Youssef El Khatib, soixante-six ans, est plus connu sous son nom de guerre de « Si Hacène ». En 1956, il abandonne ses études de médecine pour rejoindre le maquis. Il termine la guerre avec le grade de colonel et le titre de chef de la wilaya 4 (centre du pays). Membre du Conseil de la révolution, il abandonne la politique en 1967 et termine ses études de médecine, ce qui ne l'empêche pas d'être placé en résidence surveillée de 1969 à 1972. Revenu sur la scène politique en 1993 en tant que membre de la commission du dialogue national, il est directeur de campagne du candidat Lamine Zeroual en 1995, puis son conseiller pendant deux ans, avant de claquer la porte, déçu de voir que les promesses de « rupture » ne sont pas tenues. L'ex-colonel a été l'un des premiers à réagir à la candidature de M. Bouteflika. C'est en partie pour s'opposer à lui qu'il a décidé de se présenter avec le soutien d'une partie des moudjahidins. S'il est exclu qu'il devienne président, le docteur El Khatib peut réaliser un bon score dans la wilaya 4.



MOULOUH HAMROUCHE

■ Cordialement détesté par une partie de la hiérarchie militaire (alors qu'il est lui-même issu de cette institution), Mouloud Hamrouche, cinquante-cinq ans, est l'un des principaux artisans de l'ouverture démocratique algérienne dans la seconde moitié des années 1980. Secrétaire de la présidence de la République sous Chadli, cet ancien moudjahid (qui a fait une partie de ses études en Grande-Bretagne) s'entoure d'une équipe réduite, avec laquelle il met sur pied un programme de réformes qu'il s'efforce de mettre en œuvre une fois nommé à la tête du gouvernement en septembre 1989. De fait, le gouvernement Hamrouche libère la presse écrite, supprime la censure, favorise l'indépendance de la justice et engage de profondes réformes économiques qui heurtent les intérêts en place. Pris en étau entre la montée des islamistes et les freins à un changement profond, il est poussé à la démission en 1991. L'expérience des réformateurs a duré moins de deux ans, mais elle a marqué durablement l'histoire du pays. C'est un atout que Mouloud Hamrouche cherche à capitaliser.



MOKDAD SIFI

■ Licencié en physique, enseignant avant de rejoindre une entreprise nationale, la Sonelgaz, Mokdad Sifi, cinquante-huit ans, affiche un profil de grand commis de l'Etat. Chargé de mission auprès du premier ministre Mouloud Hamrouche en 1991, puis directeur de cabinet de son successeur, Sid Ahmed Chazali, il devient ministre de l'équipement dans les gouvernements successifs avant de se voir offrir par le président Zeroual le poste de premier ministre. A ce titre, il signe les accords de rééchelonnement de la dette algérienne et dévalue le dinar, la monnaie nationale, en application des accords conclus par son prédécesseur avec le Fonds monétaire international. En 1997 député d'un parti, le Rassemblement national démocratique (RND), qui a impliqué entre partisans et adversaires de M. Bouteflika, c'est en tant que candidat indépendant qu'il se présente à l'élection présidentielle. Qu'il ait réussi à réunir les 75 000 signatures nécessaires pour se présenter devant les électeurs est une surprise : l'homme manque d'épaisseur politique et n'est guère populaire.



AHMED TALEB IBRAHIMI

■ Fils d'un des fondateurs de l'Association des oulémas algériens (bien de formation d'une partie des nationalistes algériens) lui-même engagé très jeune dans l'action politique (il a été emprisonné en France pendant plusieurs années), Ahmed Taleb Ibrahim incarne une synthèse entre les valeurs arabo-islamiques et la modernité. Chantre de la « réconciliation nationale » (c'est le titre de l'un de ses livres), il est partisan d'un retour progressif de l'armée dans les casernes. Ses adversaires l'accusent d'être en réalité un « sous-marin » de l'ex-Front islamiste du salut (FIS), qui a appelé à voter en sa faveur. Cet homme de soixante-sept ans, très cultivé et qui porte beau, a été aux affaires pendant près d'un quart de siècle. Ministre de l'éducation, de l'information, conseiller du président Chadli après le décès de Boumediène, puis, jusqu'aux émeutes d'octobre 1988, ministre des affaires étrangères, le docteur Taleb a tissé au cours de cette longue carrière des liens avec l'ensemble du monde politique algérien.

Le taux d'abstention, la répartition des voix islamistes et les risques de fraudes, questions-clés du scrutin

SI, EN ALGÉRIE, l'élection présidentielle a lieu le jeudi 15 avril, pour les ressortissants algériens à l'étranger, le scrutin commence samedi 10 avril. Ils sont 773 794 « Algériens à l'étranger » à être inscrits sur les listes électorales, la plupart installés en France (680 763) où 109 bureaux de vote vont être ouverts six jours durant (de 8 heures à 20 heures).

Que ce soit en Algérie ou à l'étranger, le taux de participation est l'une des principales inconnues du scrutin. Les partisans de M. Bouteflika, le candidat donné favori, l'espèrent élevé, ce qui pourrait permettre à l'ancien ministre des affaires étrangères de Houari Boumediène de l'emporter dès le premier tour. En revanche, une faible participation ne pourrait, selon eux, que bénéficier à celui qu'ils considèrent comme leur adversaire principal, le docteur Ah-

med Taleb Ibrahim. Ancien ministre de Boumediène lui aussi, puis du président Chadli, Ahmed Taleb Ibrahim a reçu le soutien officiel de l'ex-Front islamique du salut (FIS). Or les islamistes, estimant, se rendront massivement aux urnes.

L'absence de sondage fiable relative à la portée de ces calculs. Qui plus est, l'importance et le comportement de l'électorat islamiste sont inconnus. Les années de violence, qui ont fait des dizaines de milliers de morts, ont-elles éloigné des « barbus » un électorat qui avait massivement voté en leur faveur en 1991, année de la dernière élection incontestée ? Seul le scrutin du 15 avril permettra de répondre à la question.

L'émissionnement du courant islamiste ne facilite pas les pronostics. Si le docteur Taleb Ibrahim bénéficie du soutien officiel du FIS - et de

l'appui de ses « militants » sur le terrain -, l'un des sept autres candidats, Abdallah Djaballah, revendique ouvertement les valeurs de l'islam politique. Enfin, M. Bouteflika, qui bénéficie déjà de l'appui d'un parti islamiste (Ennahda), a reçu jeudi celui du cheikh Mahfoud Nahnah, l'islamiste « modéré » arrivé en deuxième position à l'élection présidentielle de 1995.

TRAITEMENT DE FAVEUR

Quoique tardif, l'appel de Mahfoud Nahnah pour un vote « massif » en faveur de M. Bouteflika n'est pas une surprise. Son parti, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), qui doit sa fortune électorale à l'interdiction du FIS, appartient à la coalition gouvernementale actuelle aux côtés du Front de libération nationale (FLN), l'ex-parti unique, et du Rassemblement national démocratique (RND), deux formations qui appuient elles aussi la candidature de M. Bouteflika.

Au-delà des soutiens politiques, à l'impact difficile à cerner, la vraie question concerne la régularité du scrutin et, partant, la neutralité de l'armée, garante de la stabilité du pays. Même s'il s'en défend et se présente comme un « indépendant », partisan d'une « réconciliation nationale », M. Bouteflika, à qui l'argent ne semble pas manquer, fait figure de candidat du pouvoir. La télévision lui accorde un traitement de faveur, les autorités locales mettent à sa disposition des moyens qu'elles refusent aux autres, les entreprises publiques encouragent leurs salariés à participer à ses réunions électorales, accusent - non sans arguments - ses adversaires. La presse a d'ailleurs inventé une expression pour qualifier le statut particulier

de l'ancien chef de la diplomatie : elle parle du « candidat privilégié ». Ces déassements, les chiffres contestés du corps électoral - et le souvenir des élections précédentes - laissent planer un doute sérieux sur l'honnêteté du scrutin, même si le ministre de l'intérieur, Abdelmalek Sellal, ne cesse de répéter qu'il sera « impossible de frauder ». Des dispositions ont bien été prises par les pouvoirs publics : des représentants des sept candidats assisteront aux opérations de vote, y compris dans les casernes, ce qui est une première. Il n'empêche que le scepticisme prévaut, et augmente au fur et à mesure que se rapproche l'échéance. Il a d'ailleurs conduit Ahmed Taleb Ibrahim à une mise en garde au pouvoir doublée d'un avertissement : si les élections sont truquées, un nouveau regain de violence n'est pas à exclure, a prévenu l'ancien ministre.

Jean-Pierre Thuquet

à 5 min de PARIS

LE 1^{er} SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Occasions Toutes Marques

500 occasions en stock permanent au meilleur prix

227, rue de la République 93200 LES BROSSEZ

NOUS ACHETONS VOS VEHICULES USÉS

01 43 30 13 13 - 01 43 30 13 14

1830-1962 : une longue histoire de violences

LA CONQUÊTE de l'Algérie fut presque contemporaine de la naissance de la *Revue des Deux Mondes*. De la prise d'Alger en 1830 à la proclamation de l'indépendance en 1962, la revue a la couverture saumon a consacré quelque cent cinquante articles à ce pays. C'est une sélection des plus marquants d'entre eux qui sont republiés dans la collection « Les trésors retrouvés » sous le titre *Algérie 1830-1962*.

« Force est de constater qu'au XIX^e siècle les auteurs (militaires ou voyageurs) sont un peu plus neutres (objectifs, positivistes) que ceux du XX^e siècle, qui pratiquent bien souvent l'apologie coloniale sans recul », observe l'universitaire Bruno Etienne dans la forte préface qu'il signe. Pourtant, même au début de ce siècle, quelques articles

prémonitoires sur l'Algérie et ses « problèmes » laissent entrevoir les drames à venir. Mais, noyés dans une représentation fantasmagorique du musulman, ils passent inaperçus de l'opinion publique. De cette exhumation d'articles qui courent sur près d'un siècle et demi, Bruno Etienne retient un fil conducteur : celui de la violence, omniprésente. Violence des rapports précoloniaux entre Turcs et populations nomades, violence de la conquête par les troupes françaises - en dépit de la légende de Bugeaud -, violence des rapports coloniaux, violence de la guerre de libération « l'une des plus terribles de l'histoire » (un million de morts), violence enfin de l'Etat-FLN qui n'a pas hésité à pratiquer l'assassinat politique.

« La violence ne date pas de l'apparition des islamistes-terroristes-barbus-égorgeurs de femmes et d'enfants », conclut Bruno Etienne. Ce constat, ni les Français ni les Algériens, tous également

amnésiques, ne sont prêts à l'accepter. Le recueil d'articles, aussi bien que l'histoire, confirment pourtant sa réalité.

■ Journaliste au quotidien francophone *El Watan*, Djilali Hadjadj dénonce la corruption qui a gangrené son pays. Il le fait en s'appuyant sur les enquêtes qu'il a menées ces dernières années, notamment dans le secteur de la santé et de l'agroalimentaire. Le travail est sérieux, mais l'ouvrage apporte finalement peu de révélations. Les « mafieux » algériens peuvent continuer à dormir tranquille.

★ « Corruption et démocratie en Algérie » par Djilali Hadjadj. Ed. La Dispute, 320 pages, 120 francs.

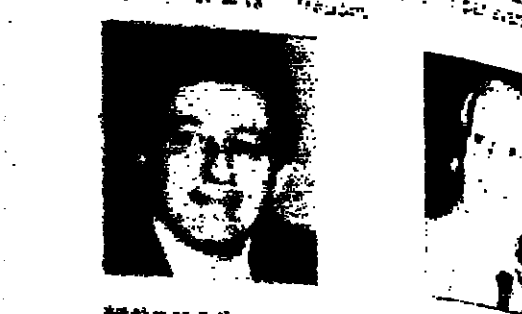
★ « Algérie 1830-1962 », Préface de Bruno Etienne. Ed. Maisonneuve et Larose Valmonde, coll. « Les trésors retrouvés de la *Revue des Deux Mondes* », 582 pages, 185 francs.

500 من الأصل

eroual en Algérie

merjour, le 15 avril. Plus de 500 Algériens de l'étranger

difficile. La presse algérienne ne peut pas se permettre de laisser passer un tel événement. Les Algériens de l'étranger ont été très touchés par la mort de leur compatriote.



MORJAD 1991

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

Le 15 avril, plus de 500 Algériens de l'étranger ont participé à une manifestation à Paris.

L'Angola, la Namibie, le Zimbabwe et le Congo-Kinshasa signent un accord de défense

LUANDA. L'Angola, le Zimbabwe, la Namibie et la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) ont signé, jeudi 8 avril à Luanda, un accord de défense prévoyant une intervention militaire commune si l'un des pays signataires venait à être l'objet d'une agression. L'Angola, la Namibie et le Zimbabwe fournissent déjà un soutien en hommes et en matériel à la RDC, où le régime de Laurent-Désiré Kabila est depuis août 1996 aux prises avec une rébellion interne soutenue par l'Ouganda et le Rwanda.

La Libye renoue progressivement les contacts diplomatiques

WASHINGTON. Le département d'Etat américain a confirmé, jeudi 8 avril, la tenue prochaine d'une réunion associant des diplomates des Etats-Unis et de la Libye, pour la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en 1981. Le porte-parole du département, James Rubin, a indiqué que Washington ne s'opposerait pas à la présence de diplomates libyens lors d'une réunion entre le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et des représentants des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur les sanctions visant Tripoli. Ces sanctions ont été suspendues suite à la remise à la justice par la Libye, le 5 avril, des suspects libyens de l'attentat de Lockerbie.

AMERIQUES

CHILI : sept dirigeants de la colonie allemande Dignidad maintenus en détention, depuis mardi 6 avril, sur ordre du juge Hernan Gonzalez, ont clamé jeudi 8 avril leur innocence. Parmi eux se trouve le Dr Hartmut Hopp, gérant de la colonie depuis la fuite de son chef Paul Schaefer en 1996.

BRESIL : la Confédération nationale des travailleurs dans l'agriculture (Contag) a déclaré mercredi 7 avril avoir envahi mardi, Journée nationale d'occupation de la terre, au moins 59 fazendas (grandes propriétés terriennes) pour faire accélérer la réforme agraire.

ALBANAIE : le premier ministre canadien Jean Chrétien est arrivé à Mexico, jeudi 8 avril, alors que le gouvernement canadien repousse la possibilité d'une renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec les deux autres signataires, le Mexique et les Etats-Unis, a déclaré mercredi 7 avril l'ambassadeur du Canada au Mexique, Stanley Gooch. Il a notamment affirmé que le commerce entre le Canada et le Mexique avait plus que doublé, et les exportations de son pays vers le Mexique crû de 127 %, depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA en 1993.

ASIE

INDONESIE/TIMOR : l'Indonésie a répondu favorablement à la demande des Nations unies visant à ouvrir une enquête sur la mort de dizaines d'habitants du Timor oriental cette semaine, a-t-on appris, jeudi 8 avril, auprès des Nations unies. L'ambassadeur australien en Indonésie, John McCarthy, a annoncé vendredi que des diplomates de son pays et des responsables de la Croix rouge allaient se rendre au Timor pour engager une enquête. Des rebelles anti-indonésiens ont tué plusieurs personnes mardi dans l'église de Likissa, un village situé à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Dili, la capitale du Timor.

EUROPE

ALLEMAGNE : le taux de chômage brut en Allemagne est passé à 11,1 % en mars, contre 11,6 % en février. Ce résultat pourrait surtout s'expliquer pour des raisons saisonnières : le taux de chômage corrigé des variations saisonnières (CVS) est resté inchangé en mars, à 10,5 %, selon des chiffres publiés jeudi par la Bundesbank. Dans l'ancienne RDA, le taux CVS a même augmenté, passant de 17 % en février à 17,1 %. A l'ouest du pays, ce taux a baissé à 8,9 %, contre 9 % en février.

RUSSE : les autorités judiciaires russes ont transmis à Interpol, jeudi 8 avril, un mandat d'arrêt contre le milliardaire Boris Berezovski, autrefois proche de la famille du président Eltsine et aujourd'hui accusé de blanchiment d'argent. Le milliardaire, qui se trouve actuellement en France, avait fait part de son intention de rentrer en Russie.

OUZBÉKISTAN : le président ouzbek, Islam Karimov, a déclaré, jeudi 8 avril, qu'il était opposé à la création d'une base militaire russe dans le Tadjikistan voisin, annoncée mercredi par les autorités russes et tadjikes. Cette base doit être installée dans le sud du Tadjikistan, près de la frontière avec l'Afghanistan, selon l'accord conclu mercredi à Douchambe.

MAGHREB

ALGERIE : l'armée a abattu mercredi 7 avril un proche collaborateur du chef du GIA et 18 autres rebelles islamistes, rapporte l'agence algérienne APS. Le collaborateur abattu, Rahmouni, connu sous le nom de guerre d'Abou Echoukha, est considéré comme le bras droit du chef du GIA (Groupe islamique armé), Antar Zouabri.

MAROC : le roi Hassan II a procédé jeudi 8 avril à un léger remaniement ministériel en nommant un nouveau ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Mohamed Benabba, en remplacement d'Abdelatif El-Hadi, annonce un communiqué de la maison royale. Ancien ministre des Affaires culturelles de 1985 à 1992, M. Benabba, soixante-deux ans, était depuis 1993 ambassadeur du Maroc aux Etats-Unis.

SAHARA OCCIDENTAL : le Maroc a annoncé mercredi 7 avril que les opérations d'identification par l'ONU des 65 000 membres de trois tribus, contestées par le Front Polisario, mais considérées par Rabat comme « Sahraouis faisant partie du Sahara occidental », commenceront le 1er juin.

PROCHE-ORIENT

IRAN : la justice iranienne a accordé, jeudi 8 avril, la liberté provisoire sous caution à l'homme d'affaires allemand, Helmut Hofer, condamné à mort en Iran pour liaison sexuelle présumée avec une iranienne, mais dont le jugement avait été ensuite cassé par la Cour suprême iranienne.

Le parquet italien requiert quinze ans de prison contre Giulio Andreotti

Le dossier ne s'appuie que sur les mafieux repentis, plaidera la défense

Après 217 audiences et 350 témoignages, la cour d'assises de Palerme a entendu mercredi 7 avril le réquisitoire prononcé contre l'ancien premier ministre démocrate-chrétien italien, M. Andreotti, accusé d'avoir été « l'homme de référence » de Cosa Nostra en Sicile durant des années avant de s'en démarquer. Ses avocats plaideront l'innocence d'accusations portées uniquement par des « repentis », « menteurs notoire ».

ROME. Quinze ans de réflexion ont été requis contre le sénateur à vie Giulio Andreotti au procès de Palerme. Pendant plus de vingt ans, l'ancien président du conseil aurait, selon l'accusation, entretenu des liens étroits avec la Mafia, et il serait à l'origine du rapport pervers entre la politique et Cosa Nostra. C'est ce qu'on appelle l'« imbricabilità » : un décalage entre le parquet s'appuyant sur des accusations qui ont montré toutes leurs failles au cours des audiences. Sa défense a toujours contesté des preuves de culpabilité, fondées, dit-elle, sur les seules déclarations de repentis, « menteurs notoire ».

Scandaleuse pour la droite et les anciens démocrates-chrétiens, la requête est jugée avec prudence par la gauche. Tout au long des 217 audiences et des 350 témoignages, le « procès du siècle » en Italie s'est joué sur la crédibilité de la trentaine de repentis qui ont accusé celui qui fut sept fois premier ministre d'être devenu l'« homme de référence » de la Mafia à Rome.

Pour s'en convaincre, il faudra attendre l'acte final de cette affaire, qui a débuté en mars 1993. « Mani pulite », l'offensive des juges contre la corruption, battait son plein. Beaucoup pensèrent que les magistrats de Palerme étaient allés trop loin en essayant de juger le symbole par excellence de la politique italienne - qui, quelques mois auparavant, avait failli devenir président de la République. Le procès a débuté sous les projecteurs des médias internationaux en septembre 1993. Il s'est déroulé, depuis, pratiquement dans l'indifférence générale. Giulio Andreotti, également en procès à Pérouse pour avoir commandité le meurtre d'un journaliste trop curieux en 1979, a répliqué coup par coup au parquet.

Ce « parrain » démocrate-chrétien de la politique italienne a-t-il pu, comme on l'en accuse, renouer, à deux reprises, les cordons de Cosa Nostra ? Le principal de ses accusateurs, le chauffeur du parrain des parrains « Toto » Riina, raconte que Giulio Andreotti aurait même douté le baiser mafieux à son chef lors d'une réunion, en 1987. Ce célèbre épisode a souvent été avancé par l'ancien président du conseil pour souligner à la fois l'énormité et l'inconsistance des accusations qu'on lui porte. Le parquet confirme tout. Y compris le baiser.

BELZEBUTH SUR LA LISTE NOIRE. Selon l'accusation, Cosa Nostra et le courant politique « andreottien » en Sicile entretenaient des rapports rodés par les intérêts communs. Sur l'île, les amis du sénateur agissaient comme une structure de pouvoir au service de la Mafia, avec échanges de faveurs mutuelles. Elimination d'adversaires politiques, y compris à l'intérieur même du parti de Giulio Andreotti, la démocratie chrétienne, d'une part, garanties judiciaires pour les parrains de l'autre. Un pacte avec le diable, interrompu quand l'ancien président du conseil voulut reprendre sa liberté.

Les décisions en matière de lutte contre la Mafia du gouvernement qu'il présidait au début des années 90, ainsi que les confirmations, par la Cour de cassation, des

Salvatore Aloise

TOD'S

TOD'S

Ph. Giovanni Gastel

مكتبة من الأصل

Le régime nord-coréen ne renonce pas à la mainmise de l'Etat sur l'économie

Le nouveau budget exclut une libéralisation

L'Assemblée suprême du peuple a adopté un budget qui réaffirme l'attachement de Pyongyang à l'économie planifiée en dépit des ravages provoqués par la famine. Le régime entend ainsi tenter de conserver le contrôle de populations soumises à rude épreuve et qui inventent des « voies » capitalistes de survie.

TOKYO

de notre correspondant
En dépit de la famine et d'une quasi-banqueroute économique, le régime de Pyongyang n'entend pas renoncer au contrôle étatique sur l'économie. Au contraire, il semble plus que jamais conscient des dangers que représente la timide libéralisation engagée ces dernières années et, plus encore, celle non contrôlée qu'impose une population affamée qui invente des « voies » capitalistes de survie. Réunie depuis le début de la semaine, l'Assemblée suprême du peuple a approuvé, vendredi 9 avril, un budget en légère augmentation (+ 2 %) et réaffirme les principes de l'économie planifiée en adoptant la loi de planification pour l'année 1999. Dans un rapport de présentation de cette loi, il est rappelé que la Corée du Nord « exclut le principe du libre marché et entend maintenir fermement l'économie planifiée ».

Le budget, d'un montant de 20 milliards de won (9,2 milliards d'euros), est en légère augmentation par rapport à l'année dernière mais, évalué en dollars, il représente une diminution de près de 50 % par rapport à celui de 1993, font valoir les analystes de la Corée du Nord à Séoul. Les dépenses devraient augmenter de 11 % dans l'agriculture, de 15 % dans l'industrie et de 10 % dans les mines. Mais aucune indication n'a été donnée sur l'origine des ressources destinées à financer ces dépenses dont l'armée absorbe toujours 14,5 %. Le ministre des finances, M. Rim Kyong-suk, a annoncé que le gouvernement entendait « apporter une solution définitive à la crise alimentaire au cours de cette année ».

Le régime semble surtout inquiet

des conséquences de la famine qui entame son contrôle de la population. Elle aurait fait depuis 1995 entre 1,5 et 3 millions de morts et a donné des bribes de libertés à une population qui vit depuis pratiquement un demi-siècle sous la férule de ce qui est devenu, entre-temps, le dernier régime stalinien de la planète.

MIGRATIONS INTERNES

La pénurie alimentaire a progressivement rendu inopérant le système de distribution étatique, qui était un des moyens de contrôle social. Le régime a été contraint de laisser la population chercher par elle-même les moyens de sa survie et les marchés agricoles libres se développent. Autrefois, ceux-ci étaient autorisés trois fois par mois : désormais, ils sont quotidiens et l'on y vend ou l'on y échange n'importe quoi. Avec l'aggravation de la pénurie, des mouvements de population sans précédent s'amorcent dans un pays où il a longtemps fallu une autorisation pour se déplacer. Les usines, qui ne tournent plus qu'au quart ou au tiers de leur capacité et qui sont souvent pillées de leurs équipements revendus en pièces détachées en Chine, sont désertées par des ouvriers en quête de nourriture, engendrant un phénomène de migrations internes, voire de vagabondage.

Le flux croissant d'immigrants passant en Chine (plus de 400 000 en 1998) a, en outre, pour conséquence un entrecroisement du pays qui entame lentement l'ignorance de la réalité extérieure dans laquelle a été maintenue sa population. A entendre les réfugiés avec lesquels nous avons parlé récemment dans

la région frontalière sino-nord-coréenne, il est clair que les « rumeurs » sur la réalité extérieure se répandent rapidement et de plus en plus profondément dans le pays. Avec les marchés libres, la population a découvert les mécanismes de l'offre et de la demande, la valeur de l'argent et la corruption, devenue une pratique courante.

Sous l'effet de la pénurie et de la banqueroute du système collectiviste, les Coréens du Nord sont en train de découvrir qu'ils peuvent vivre – ou survivre – sans le régime. La réaffirmation des principes de l'économie planifiée par l'Assemblée suprême du peuple indique que Pyongyang a pris conscience du travail de sape produit par la famine et de l'apparition d'un embryon d'économie de marché. Comment pourra-t-il remettre la population dans le « droit » chemin du socialisme ?

La crise de confiance en un système qui n'est plus capable de nourrir sa population a entamé l'endoctrinement, autre mécanisme de contrôle. Les immigrants qui passent en Chine sont assurément une minorité. Ils ne militent pas en faveur de la chute du régime, beaucoup ne sont pas des demandeurs d'asile et ont laissé en Corée du Nord leur famille. Ils n'ont qu'une préoccupation : survivre. Mais il est frappant de constater, que les ententes, combien les bases idéologiques du régime paraissent entamées. Il ne reste guère à ce dernier que la répression (internement, exécutions), à laquelle il a déjà recours, pour chercher à endiguer la libéralisation anarchique, fille de la famine, qui a commencé.

Philippe Pons

Washington et Pékin ne se sont pas encore entendus sur l'entrée de la Chine à l'OMC

Reçu jeudi à Washington, le premier ministre chinois a fait quelques concessions commerciales tandis que Bill Clinton défendait sa politique de « partenariat stratégique »

WASHINGTON

de notre correspondant
Le premier ministre chinois a été reçu, jeudi 8 avril à Washington, par Bill Clinton. A un moment où les relations sino-américaines sont au plus bas, la visite de Zhu Rongji s'annonçait délicate. Mais les deux dirigeants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'efforcer de gommer – du moins publiquement – leurs divergences. Ils ne sont pas parvenus, après treize ans de négociations, à s'entendre sur l'admission de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. Ils se sont néanmoins félicités, dans un communiqué, des progrès accomplis et ont annoncé qu'un accord sur l'OMC interviendrait d'ici novembre.

Les deux dirigeants ont abordé les graves différends qui empoisonnent leurs relations : espionnage nucléaire chinois, transferts de technologies sensibles, financement de la campagne de Bill Clinton en 1996, droits de l'homme, ouverture du marché chinois, Taïwan, Corée du Nord, auxquels s'ajoute l'opposition de Pékin à l'intervention de l'OTAN au Kosovo. La solution la plus sage semblait de prendre acte de ces désaccords et de passer aux choses sérieuses comme les affaires. Ce qu'a fait, d'une prouesse, M. Zhu en déclarant que « les bons amis ne sont pas ceux qui disent toujours oui mais ceux qui savent dire non ! ».

La Chine et les Etats-Unis ont conclu plusieurs accords ouvrant des fragments du marché chinois aux industriels et agriculteurs américains. Les milieux d'affaires sont attirés par les perspectives offertes par la Chine, cinquième partenaire commercial des Etats-Unis

et avec laquelle le déficit commercial a été de 57 milliards de dollars l'an dernier. Ainsi poussé, Bill Clinton a défendu sa politique d'« engagement constructif » et de « partenariat stratégique ». « Si la Chine est prête à accepter la règle du jeu du commerce, ce serait une erreur inexplicable de dire non » à son entrée dans l'OMC, a-t-il dit, avant de dénoncer « la campagne de guerre froide menée contre la Chine pour des raisons électorales » par ses adversaires républicains. Très soucieux de rejoindre l'OMC, les Chinois l'ont remercié en offrant des concessions commerciales.

Les deux dirigeants ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour s'efforcer de gommer – du moins publiquement – leurs divergences

Pour Bill Clinton, le terrain est miné. Lui qui avait dénoncé en 1992 les faiblesses à l'égard de Pékin de George Bush est accusé d'avoir bénéficié d'argent chinois lors de sa campagne de 1996. Le Los Angeles Times vient de révéler que le chef du renseignement militaire y avait contribué pour près de deux millions de dollars. Les len-

teurs de l'administration à réagir aux accusations d'espionnage nucléaire ont également été exploités par les républicains, qui y voient un signe de faiblesse. La révélation d'un nouveau cas d'espionnage concernant la bombe à neutrons, qui aurait eu lieu sous la présidence Clinton, ainsi que sur les ventes de matériel sensible à Pékin – pour 90 milliards de dollars en dix ans, parfois livrés directement aux usines fabriquant des bombes, des missiles ou des radars – ne contribuent guère à améliorer l'image du régime chinois auprès du Congrès comme de l'opinion.

Zhu Rongji a démenti ces accusations et promis de faciliter l'enquête. Bill Clinton a réitéré ses critiques contre les violations des droits de l'homme. Mais les deux hommes ne sont pas seuls maîtres à bord. Le premier est soumis aux pressions des durs du régime communiste chinois contre ses réformes économiques. Le second sait que sa politique pro-chinoise est condamnée par ses adversaires – et par quelques-uns de ses amis – et il n'est pas sûr que le Congrès ratifierait un accord sur l'admission de la Chine à l'OMC. Chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott a dénoncé des « pratiques commerciales prédatrices » de la Chine, ajoutant que « la loi laisse entrer à l'OMC ce moment montre jusqu'où l'administration est disposée à aller pour sauver de l'échec sa politique de partenariat stratégique ». M. Clinton a sans doute jugé que les intérêts économiques valaient bien ces ennemis.

Patrice de Beer

LES BONNES NOUVELLES CITROËN

Du 1^{er} au 30 avril

Nouvelle gamme XSARA à partir de
75 900 F⁽¹⁾

LA SEULE VOITURE ÉQUIPÉE EN SÉRIE DE:
ABS – 4 Airbags – Essieu arrière autodirectionnel
Direction assistée



Exceptionnel
10 000 F⁽²⁾
d'économie sur SAXO

DE SÉRIE SUR SAXO EXCLUSIVE:
Airbag conducteur – Direction assistée
Système audio RDS – Vitres avant électriques



Et aussi:

XANTIA à partir de 90 000 F⁽³⁾ / BERLINGO à partir de 66 900 F⁽³⁾

<http://www.citroen.fr>
2816 CITROËN

Tous nos véhicules sont équipés de pneumatiques Michelin. (1) Exemple de 1300 CV pour l'achat d'une Citroën XSARA 1.6i 16V. Offre sans condition d'achat. (2) Exemple de 1300 CV pour l'achat d'une Citroën SAXO 1.6i 16V. Offre sans condition d'achat. (3) Exemple de 1300 CV pour l'achat d'une Citroën XANTIA 1.6i 16V. Offre sans condition d'achat. Les prix sont exprimés en francs neufs hors taxes. Les prix sont exprimés en francs neufs hors taxes. Les prix sont exprimés en francs neufs hors taxes.

CITROËN

550 من الأصل

Les socialistes renoncent à élargir la couverture maladie universelle

L'amendement des Verts est rejeté

LA DISCIPLINE est revenue chez les socialistes. Jeudi 8 avril, le groupe PS de l'Assemblée nationale a rétabli, lors d'une deuxième délibération de la commission des affaires sociales, le seuil de revenus mensuels de 3 500 francs pour bénéficier de la couverture maladie universelle (CMU). La veille, quelques défections dans ses rangs avaient permis aux Verts de faire adopter un amendement relevant ce seuil à 3 800 francs avec l'appui des communistes, du groupe RCV et de l'opposition (*Le Monde* du 9 avril). Les partenaires de la CMU (caisses d'assurance-maladie, mutuelles et assurances) « ont tout intérêt à ce qu'il n'y ait pas, tous les ans, un débat sur le seuil. C'est déstabilisant pour eux », a plaidé Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur de la commission.

Toutefois, pour « atténuer » l'effet de seuil, M. Boulard a fait adopter un amendement qui permet - sans obligation - aux organismes complémentaires de créer un « fonds d'accompagnement » en faveur des personnes « se trouvant au-dessus du seuil ». Ainsi, les bénéficiaires dont les revenus franchissent la barre des 3 500 francs profiteraient, pendant un an, d'un tarif préférentiel pour prolonger leur couverture complémentaire. Mercredi, une première alternative au relèvement du seuil avait déjà été adoptée, avec l'extension du tiers-payant aux personnes qui s'engagent à consulter le même praticien.

Les députés ont, par ailleurs, décidé d'ouvrir le conseil d'administration - qui contrôlera le dispositif CMU - aux membres du Parlement, à des représentants d'association, des régimes obligatoires et

des assureurs. « Ce sera le seul endroit où tous les tiers-payeurs seront autour d'une table », se félicite M. Boulard. Les acteurs de la complémentaire n'ont jamais été rassemblés. Si on les mettait en avant dans la régulation des dépenses de santé, ce dossier serait beaucoup moins politique », ajoute-t-il.

ÉVITER LA SÉLECTIVITÉ

La commission a également jugé utile d'interdire aux organismes complémentaires de « tenir compte » des résultats des tests génétiques des bénéficiaires de la CMU. Il s'agit d'envoyer un premier message pour empêcher la sélectivité des risques, « sinon, dans trois ans, nous devrions voter une seconde CMU non pas en fonction des ressources financières des bénéficiaires, mais de leur âge, de leur pathologie et de leurs affections », souligne le rapporteur. En réalité, cette mesure reprend une partie du contenu du moratoire décidé, dans ce domaine, en 1994, par les sociétés d'assurance, et récemment prolongé par leur fédération nationale jusqu'en 2004. La commission a décidé d'étendre la période de transition à six mois - jusqu'au 30 juin 2000 - pour faciliter le basculement des personnes prises en charge par l'aide médicale gratuite vers la CMU. Les personnes entrant dans le champ de la CMU qui possèdent déjà une couverture complémentaire n'auront plus la possibilité de résilier leur contrat si l'organisme dont elles dépendent fait partie du dispositif. Le projet de loi sera discuté en séance publique, mardi 27 avril.

Clarisse Fabre
et Isabelle Mandraud

Le gouvernement et les syndicats préparent la campagne des retraites

Le rapport Charpin ne sera remis au premier ministre qu'à la fin avril

La remise au premier ministre du rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, sur l'avenir des retraites, est retardée à la fin avril. Elle marquera le dé-

but d'une campagne d'information. Le gouvernement s'y prépare, ainsi que les syndicats, qui ont planifié des réunions dans tout le pays sur le sujet.

LES RETRAITES méritent que l'on prenne son temps : ce message, martelé à Matignon, a trouvé une nouvelle justification avec la guerre du Kosovo. La remise du rapport Charpin sur les retraites à Lionel Jospin est une nouvelle fois retardée. Prévue initialement pour début avril, puis à la mi-avril, elle ne se fera finalement qu'à la fin du mois. Le premier ministre devrait alors annoncer le lancement d'une large campagne d'information.

Le rapport du commissaire au Plan, Jean-Michel Charpin, qui a pointé les déséquilibres financiers des différents régimes et tracé quelques pistes, sera alors édité, probablement dans une version simplifiée. Certains, comme Jean Le Garrec, président (PS) de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, plaident même pour une distribution aussi large que possible d'un résumé en quatre pages afin de poser les termes du débat. Le coup d'envoi de cette campagne serait donné par une première rencontre officielle sur le sujet entre le gouvernement et les partenaires sociaux. Puis s'engagera une nouvelle étape entre les protagonistes, placée sous le signe de la concertation.

NÉGOCIATIONS DÉCENTRALISÉES

Le gouvernement souhaite, en même temps, impliquer le Parlement dans le processus. Les élus seront ainsi conviés à exprimer leurs points de vue. L'hypothèse d'une séance sans vote à l'Assemblée nationale est évoquée. M. Le Garrec a, pour sa part, proposé la création d'une commission ad hoc qui pourrait se saisir du dossier. A la fin de l'année, si tout va bien, le

gouvernement fera alors connaître les décisions qu'il compte prendre pour réformer les retraites. Mais déjà, au Parti socialiste, on laisse entendre que la mesure-phare préconisée par le rapport Charpin, l'allongement de la durée de cotisations à quarante-deux ans et demi - au lieu de quarante ans pour les salariés du privé, à l'heure actuelle, et de trente-sept ans et demi pour les agents du public -, ne peut pas être applicable de façon uniforme. De fait, bien que l'entourage du premier ministre affirme n'écarter aucune piste de réforme, les futures négociations seront sans doute décentralisées, entreprise par entreprise dans certains cas.

Pour diverses raisons, l'ouverture d'une campagne d'information, en tout cas, enchante les partenaires sociaux. Beaucoup, persuadés que la bataille va se jouer auprès de l'opinion publique, ont d'ailleurs bâti leur propre dispositif de campagne. Le Medef fera connaître ses positions, mardi 13 avril, au cours d'une classique conférence de presse. Les syndicats, eux, feront plus de cinq cents réunions dans les régions et dans les entreprises. Inquiète à l'idée que le rapport Charpin « tombe dans les oubliettes » ou que l'on puisse « réformer la société sans [elle] », la confédération de Nicole Notat redoute par-dessus tout... l'influence des médias. « Les retraites vont donner lieu à une guerre des titres, avec un mélange de catastrophisme, de polémique et de simplisme », dénonce Jean-Marie Toulisse, secrétaire confédéral, qui estime qu'« à l'heure de l'audiovisuel » le gouver-

nement devrait se donner les moyens de toucher chaque citoyen. La CFDT affirme avoir déjà réuni, à la fin mars, quelque huit cents personnes, aux arseaux de Brest, des postiers à Clermont-Ferrand et des métallurgistes à Nancy. Elle s'apprête à distribuer largement tracts et magazines.

« UN DÉBAT MAJEUR »

La CGT, plus que jamais soucieuse d'unité syndicale - « Si on aborde les retraites en ordre dispersé, on a perdu d'avance », souligne son responsable des questions économiques, Jean-Christophe Le Duigou -, est sur la même longueur d'ondes. Ici aussi, les réunions, au niveau des départements, vont se multiplier, et bon nombre de militants ont suivi des « stages » de préparation au grand débat qui s'annonce. « Notre souci va être de faire de la communication pour faire réfléchir collectivement, travailler en profondeur avec les citoyens. Les retraites ne sont pas un sujet technique ni secondaire, mais un débat majeur », affirme M. Le Duigou. « Les deux tiers des salariés estiment ne pas être correctement informés », ajoute-t-il. Un avis partagé par la CFDT comme par le gouvernement.

Dans un tout autre style, FO a également décidé d'interpeller les Français en faisant circuler pétition et tracts. Enfin, à gauche de la gauche, les « anti-Charpin » réunis au sein de la Fondation Copernic (*Le Monde* daté 4-5 avril) ont eux aussi anticipé la campagne en publiant un livre. La campagne peut commencer.

I. M.

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : la cote de popularité de Jacques Chirac et celle de Lionel Jospin sont en forte hausse, selon le sondage d'Ifop réalisé, les 2 et 3 avril, auprès d'un échantillon national de 966 personnes et publié par *Le Point* (daté 10 avril). Selon cette enquête, le chef de l'Etat recueille 67 % d'opinions favorables (+5 points en un mois), contre 27 % d'opinions négatives. De son côté, le premier ministre progresse de 8 points en un mois, avec 65 % de bonnes opinions (29 % de mauvaises). Les jugements favorables au chef du gouvernement sont en très forte hausse chez les sympathisants du RPR (55 %, +14 points) ; ils s'érodent, en revanche, chez les communistes (54 %, en baisse de 4 points).

■ **NÉGOCIATION** : le patronat (Medef, CGPME) et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont décidé, jeudi 8 avril, de reconduire pour trois ans, en l'état, l'accord interprofessionnel de 1995 sur la négociation collective, qui était arrivé à échéance en octobre 1998. La CGT a indiqué qu'elle ne le signerait pas, tandis que FO a réservé sa réponse. Conclu une première fois à titre expérimental pour trois ans, le 31 octobre 1995, cet accord permet à des entreprises dépourvues d'organisations syndicales, de négocier avec des salariés mandatés par un syndicat, ou directement avec des élus du personnel, à condition qu'un accord de branche permette ces modalités de négociation.

■ **HAUTS-FONCTIONNAIRES** : le ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a entamé, en début de semaine, une série de rencontres avec les organisations syndicales pour leur soumettre les grandes lignes de son plan de revalorisation de la haute fonction publique. La réforme, qui devrait être bouclée d'ici trois ou quatre mois, vise à moderniser le fonctionnement de la haute administration et à en revaloriser les traitements. Ces revalorisations ne relèveraient pas de mesures de portée générale, mais seraient ciblées, notamment, sur la fin de carrière des administrateurs civils. Le gouvernement entend à cette occasion obtenir une meilleure transparence des systèmes de primes.

SFR

Comment fait Nils pour rester seul sur sa serviette alors que Nina et Laetitia l'attendent sur le bateau ?

C'est simple, il n'est pas au courant.

SFR invente le premier portable avec 2 numéros.

LE PACK SFR

Pack SFR Les Uns... Les Autres.

SFR est une marque de SFR

Rôti épaulé sans os
Filère Qualité Carrefour
Origine France.

سفر من الأصل

s syndicats
des retraites

entre qu'à la fin avr

que d'information... le gouvernement
pour les retraités, qui ont perdu de voir
le montant de leur report

Le 10 avril, Carrefour lance une opération
pour faire profiter ses clients de la baisse
des prix de la viande. Cette opération
concerne les produits de la viande
et plus particulièrement le porc.
Carrefour propose de vendre le porc
à un prix inférieur de 14 F le kilo
par rapport au prix habituel.
Cette opération est limitée à 300 000
rôti de porc et ne sera disponible
que pendant quelques jours.
Carrefour invite ses clients à se
rapprovisionner rapidement.

14 F le kilo
service
et de la
est sur
n est

essais

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

HORIZONS ANALYSES

FINANCES ET MARCHÉS

(Publicité)

LE MONDE 7 DIMANCHE 17 AVRIL 1999 / VIII

LE MONDE 7 SAMEDI 10 AVRIL 1999 / VII

Samedi 10 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR

**300 000 rôti de porc
et pas un de plus.**

LE ROTI DE PORC*

14 F

LE KILO



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

*Rôti épaule sans os
Filière Qualité Carrefour.
Origine France.

*Avec Carrefour
je positive!*



Une alimentation à base de céréales et de
végétaux. Un élevage respectueux de
l'environnement. Des contrôles de l'élevage
jusqu'à votre magasin par des organismes
indépendants. Né, élevé et abattu en France.

A SUIVRE...

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

JUSTICE Plus de cinquante ans après les faits, l'ancien SS Aloïs Brunner va sans doute être jugé par contumace à Paris pour crimes contre l'humanité. Le dossier d'in-

struction vient en effet d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de Paris, annonçant un possible renvoi devant la cour d'assises. ● LA RAFFLE d'enfants juifs organi-

sée à la fin de juillet 1944 constitue l'une des bases de la plainte déposée par M^{re} Serge Klarsfeld et Charles Libman en 1987. ● ALOÏS BRUNNER, dont toute la carrière de

SS a été consacrée à la persécution des juifs, est à l'origine de la déportation de vingt-cinq mille juifs de France, mais il a également sévi en Autriche, à Berlin, en Grèce et en

Slovaquie. ● LA SYRIE, où l'ancien responsable nazi se serait établi en 1954 sous le pseudonyme de Georg Fisher, a toujours officiellement démenti sa présence sur son territoire.

Le criminel nazi Aloïs Brunner va être jugé par contumace à Paris

Le dossier de l'ancien SS, accusé de crimes contre l'humanité pour avoir organisé une rafle et un convoi au cours de l'été 1944, vient d'être transmis au parquet général de la cour d'appel de la capitale. Ce lieutenant d'Eichmann serait à l'origine de la déportation de 25 000 juifs de France

AVEC LA CLÔTURE de l'instruction sur Aloïs Brunner, apparaît, après une traque d'un demi-siècle, la perspective d'un procès par contumace portant sur les crimes contre l'humanité commis pendant la seconde guerre mondiale, par ce lieutenant d'Adolf Eichmann. Mardi 30 mars, en effet, le juge d'instruction Hervé Stéphan a transmis son dossier au parquet général de la cour d'appel de Paris. C'est à la chambre d'accusation de la cour qu'il revient désormais de décider du renvoi, devant une cour d'assises, de cet homme né en 1912 dont la biographie plonge au cœur de l'organisation du génocide juif.

La nouvelle de la mort de Brunner, répandue en 1992, n'a jamais été confirmée par sa propre fille, et nul n'a pu avoir accès à un corps ou à une tombe identifiable. L'extradition de l'ancien SS a été demandée par Israël et l'Autriche en 1961 ainsi que par la RFA en 1984. Il est officiellement recherché par Interpol depuis 1987 et la Chambre des représentants des États-Unis a demandé sa livraison en avril 1991. Serge et Beate Klarsfeld ont fait plusieurs tentatives pour débarrasser l'ancien capitaine SS sur le sol syrien, sans jamais obtenir son extradition. Damas n'a jamais donné suite aux diverses commissions rogatoires envoyées par la justice française, qu'elles concernent l'enquête ou la simple constatation du décès de Brunner.

L'instruction de la partie fran-



çaise du dossier Brunner a commencé en 1945. Le 1^{er} août 1946, un mandat d'arrêt est lancé contre cet homme inscrit sur la première liste des criminels de guerre. L'affaire se conclut par deux procès par contumace et deux peines de mort prononcées par le Tribunal permanent des forces armées (TPFA) en 1953 et 1954 sous l'inculpation de crimes de guerre. Deux éléments « nouveaux » relevant du crime contre l'humanité – rendus imprescriptibles par une loi de 1964 – sont à l'origine du procès par contumace qui devrait se tenir à Paris au

cours de l'année 2000 : la rafle organisée du 20 au 25 juillet 1944, qui avait été lancée contre 340 mineurs et enfants juifs répartis dans les onze maisons d'enfants gérées par l'Union générale des Israélites de France (UGIF) dans la région parisienne, et le dernier convoi de déportés parti de la capitale le 17 août 1944.

À la fin du mois de juillet 1944, alors que les Alliés progressent vers Paris, Aloïs Brunner et son petit groupe de SS continuent à traquer et à expédier le plus de juifs possible en direction d'Auschwitz. Comme l'accès de la

province est désormais coupé par les combats, force est de se rabattre sur les seuls « réservoirs » disponibles : le camp de Drancy et les « homes » où les Allemands ont placé et confié à l'UGIF les enfants d'abord conduits à Drancy avec leurs parents, puis séparés d'eux. Le 20 juillet 1944, Aloïs Brunner informe le responsable du service de liaison avec les Allemands de l'UGIF, le docteur Kurt Schendel, de sa décision de procéder aux arrestations.

Du 20 au 25 juillet, 250 enfants sont ainsi raménés à Drancy. Partis pour Auschwitz, le 31 juillet 1944, c'est-à-dire moins d'un mois avant la Libération de Paris, la plupart périront dans les chambres à gaz. Seuls quinze ont survécu. En dépit de l'hésitation d'un de ses subordonnés qui les jugeait trop petits, Aloïs Brunner impose que soient en particulier « arrêtés » dix-sept très jeunes enfants de la « pouponnière » de Neuilly. La déportation des enfants est le fondement de la plainte déposée par M^{re} Serge Klarsfeld et Charles Libman en 1987 respectivement au nom de l'association Les fils et filles de déportés juifs de France et de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA). Quant au convoi du 17 août, il concerne 51 adultes, des résistants et des otages emmenés dans sa fuite par Brunner pour se protéger.

Bien que l'instruction se soit limitée à ces deux éléments, elle

comporte quarante-trois tomes et des milliers de cotes. Depuis 1988, trois juges d'instruction se sont succédés : Claude Grellier, Jean-Pierre Getti et Hervé Stéphan. La transformation en routine de la persécution antijuive, en 1944, a raréfié les éléments objectifs de l'accusation. Contrairement au procès de Maurice Papon, le procès Brunner devrait faire apparaître peu de papiers signés et aucune réquisition écrite. On dispose uniquement des instructions générales de 1943, signées Aloïs Brunner, sur la façon d'arrêter des enfants. L'enquête a également permis de retrouver chez des survivants des quittances de remboursements en piastres, grâce auxquelles Aloïs Brunner entretenait, auprès des internés de Drancy, l'illusion que le départ à l'Est signifiait une déportation pour le travail ou pour une prétendue « réserve juive » dans le Gouvernement général (la Pologne).

PEU DE SURVIVANTS

Rares sont ceux qui parmi les 123 000 victimes directes de Brunner ont survécu. Denise Holstein, qui vit toujours, a été arrêtée avec les enfants de Louveciennes, dont elle était la monitrice. La relation qu'elle a faite à son retour d'Auschwitz, en 1945, est le seul récit quasi contemporain sur le transport des enfants du 31 juillet 1944. Un récit plus complet sur le dernier convoi, celui du 17 août, a été fourni par la déposition d'Oscar Reich – un interné ancien

footballeur autrichien qui collabora activement avec Brunner à Drancy –, lors de son procès, en 1953, devant le tribunal militaire de Reuilly. Enfin, on dispose d'un témoignage en allemand envoyé par Brunner au commandant d'Auschwitz, Höss, prouvant, s'il en était besoin, qu'Aloïs Brunner savait parfaitement qu'il envoyait ses victimes dans un camp d'extermination.

À l'issue de l'instruction, le personnage de Brunner apparaît comme le contraire du « criminel de bureau » qui tue à distance. L'homme est lâche, certes, puisque, d'après un témoignage, il s'est empressé de déjouer ses insignes de policier SS lorsqu'il est arrêté quelques heures par l'armée allemande en juillet 1944, lors de la tentative avortée de putsch contre Hitler. Mais il se plaît à regarder sa victime en face. Il installe ainsi dès son arrivée à Drancy une table devant laquelle il fait défiler les internés. Face à un tel criminel, le procès par contumace risque fort de se révéler squelettique, puisqu'il consiste en la simple lecture de l'acte d'accusation face à une cour d'assises, et qu'il n'y a pas de débat contradictoire. Restera, pour les historiens, à faire leur profit de ce travail préparatoire, et à comprendre à l'aide de quelles complicités l'adjudant d'Eichmann a pu finir sa vie en proscrit, certes, mais sans jamais voir le visage de ses juges.

Nicolas Weil

Une carrière toute entière consacrée à la persécution des juifs

LA VIE de l'ancien SS-Hauptsturmführer Aloïs Brunner renvoie à la fois à la nature de l'antisémitisme qui a abouti à l'extermination des juifs d'Europe, et à la qua-

PORTRAIT

L'Autrichien fut un véritable fanatique de la guerre d'extermination

si-impunité dont ce lieutenant d'Eichmann a bénéficié dans le monde de l'après-guerre. Toute sa carrière de SS, Aloïs Brunner l'a consacrée à la persécution des juifs. C'est lui qui a perfectionné un certain nombre de rouages fondés sur l'attribution de la terreur et de la manipulation.

Né à Rohrburn en 1912, Brunner s'est formé à l'antisémitisme au moment de la nazification de l'Autriche et de l'Anschluss (l'annexion au Reich allemand, en mars 1938). Brunner, dont le cursus professionnel a jusque-là été fort médiocre, entre dans la police, au SD (Sicherheitsdienst). Très vite, il s'attelle, avec Eichmann, à la tâche qui consiste à « vider » Vienne de sa population juive. Brunner, qui est un fanatique de la guerre d'extermination, le restera après 1945. Ne confiera-t-il pas en 1985 au magazine allemand *Bunte* ses regrets d'avoir dû

laisser la tâche « à demi achevée » ? Eichmann apprécie tout particulièrement l'efficacité de ce *Volksgeosse* (compatriote). Au point de lui confier, en 1940, sa création : la Zentralstelle für jüdische Auswanderung (office central pour l'émigration juive), qui servira de modèle à la liquidation des communautés juives dans toute l'Europe, bientôt occupée par les armées allemandes. C'est de Vienne qu'Aloïs Brunner supervise les premières déportations de masse, d'abord, en 1941, vers les ghettos, ensuite vers les camps d'extermination de Pologne.

MISE AVANT DRANCY

Après un passage à Berlin, fin 1942, où il participe aux persécutions antijuives, Brunner prend en main la spoliation et la déportation de ceux de Salonique, à partir du 20 mars 1943. Dans un livre de souvenirs, récemment publié aux éditions du Cerf sous le titre *Tu choisisras la vie*, Jacques Stroumsa, survivant d'Auschwitz, rapporte qu'il a été employé par Brunner. Dans le convoi qui l'emporte de Grèce, le 8 mai 1943, il rapporte que, sur un quai, le capitaine SS lui ordonna de charger des caisses dans un wagon : « Que pouvaient contenir ces caisses ? Certainement l'or et les bijoux volés à nos compatriotes de Salonique », écrit-il.

Le 18 juin 1943, Brunner fait sa

première apparition au camp de Drancy, ouvert le 20 août 1941 par les autorités françaises pour « accueillir » les premières rafles massives de la région parisienne. Brunner s'est « fait la main » à Nice, où la chute de Mussolini a retiré aux nombreux juifs réfugiés sur la Côte d'Azur la protection que leur avaient accordée les Italiens. Installé à l'Hôtel Excelsior transformé en annexe de Drancy, Brunner y poursuit les juifs avec une violence rarement atteinte à l'ouest de l'Europe occupée.

A Drancy, Aloïs Brunner simplifie les catégories d'internés pour réduire au minimum celle des non-déportables. Entre ses mains, les motifs et certificats d'exemption – demi-juif, conjoint d'« aryen » ou d'« aryenne », ressortissant de nationalités neutres ou en guerre contre le Reich – n'ont guère de poids. Le poète yiddish Itzhak Katzenelson, auteur du *Chant du peuple juif assassiné*, en fera la cruelle expérience. Après avoir réussi à échapper au ghetto de Varsovie où sa femme et ses deux fils ont péri, Katzenelson est interné en France, au camp de Vittel. Son passeport du Honduras aurait dû, en principe, lui éviter la déportation mais Brunner viendra l'y chercher, en avril 1944, pour l'expédier à Auschwitz.

A son départ de Drancy, avec l'ultime convoi parti de Bobigny, Brunner aura ainsi envoyé près de vingt-cinq mille juifs de France en déportation. Ses ravages ne s'arrêtent pas là, puisqu'à Paris succède Bratislava, en Slovaquie, où Aloïs Brunner s'occupe jusqu'en février 1945, soit deux mois avant la défaite du Reich, de la déportation de 13 500 juifs slovaques.

DEUX TENTATIVES D'ATTENTAT

Avec l'effondrement du III^e Reich, Aloïs Brunner change de décor. Le fugitif, qui dissimule son grade et son identité, est peu inquiété par les Britanniques et par les Américains, qui l'emploient comme chauffeur. Brunner ne quittera d'ailleurs l'Allemagne en fugitif qu'en 1953. A en croire Simon Wiesenthal (*Justice n'est pas vengeance*, Robert Laffont, 1989), Aloïs Brunner a alors profité des conseils du grand mufti de Jérusa-

lem, Hajj Amin El Husseini. Le dirigeant palestinien aurait orienté les pas de Brunner – désormais caché sous l'identité de Georg Fisher – vers Damas. Installé au 7 de la rue Georges-Haddad, Brunner se serait adonné, depuis la capitale syrienne, au trafic d'armes, notamment pour le compte du FLN algérien.

Un refuge syrien toujours démenti par Damas

Bien que Damas ait toujours démenti sa présence, Aloïs Brunner se serait établi en Syrie en 1954 sous le pseudonyme de Georg Fisher. Il aurait frôlé l'arrestation en 1968, alors qu'il envisageait de se rendre en Suisse mais le voyage avait été annulé *in extremis*. L'intéressé ayant été averti du risque qu'il courrait grâce à des complicités au ministère des affaires étrangères de la RFA et à la Croix-Rouge allemande, selon Simon Wiesenthal dans son livre *Justice n'est pas vengeance*.

Un mandat d'arrêt international a été délivré en 1988 contre Aloïs Brunner mais les Syriens ont opposé des fins de non-recevoir à toutes les démarches. En 1991, le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas, avait annoncé son intention de formuler lui-même une demande à Damas, mais son voyage fut annulé, sans doute en raison de cette requête. Jacques Chirac a évoqué la question en Syrie en 1996 au cours d'un tête-à-tête avec le président Assad, qui lui aurait répondu qu'il enquêterait sur le sujet.

À deux reprises, il sera la cible d'attentats, en 1961 et en 1980. Mais s'il vit comme un homme traqué depuis que l'attention internationale se fixe sur son cas, Brunner est parvenu à demeurer en liberté. Hors d'atteinte, en tout cas, des pays qui souhaitent que ce criminel nazi n'échappe pas à son châtiment.

N. W.

UNE JOURNÉE À STRASBOURG

Le Monde LA POSTE

Vendredi 23 avril 1999

LE MONDE ET LA POSTE vous invitent à

- **Rencontrer**
Acteurs des métiers de la communication et responsables de la rédaction du Monde
- **Découvrir**
Le Monde, La Poste, le multimédia et l'espace philatélie
- **Débattre**
« Vivre à Strasbourg » à 18 heures
un grand débat dont vous êtes les acteurs : les questions des Strasbourgeois sur l'avenir de la cité aux responsables politiques, économiques, culturels...

au PALAIS DES FÊTES à partir de 14 heures
5, rue Sellenick, Strasbourg
Entrée libre et gratuite

Posez vos questions sur l'avenir de Strasbourg

Question : _____

A retourner par courrier à : LE MONDE, Marcel SCOTTO
Parlement européen - Centre de presse
12, avenue du Président-Robert-Schuman
67000 Strasbourg

هكذا من الأصل

A la Pitié-Salpêtrière être soigné

Près de la moitié des patients

Maintien en détention du po...
condamné à Versailles

A la Pitié-Salpêtrière, les sourds peuvent être soignés dans leur langage

La première consultation hospitalière en langue des signes a reçu son millième patient

Créée en janvier 1995 à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, la première consultation hospitalière en langue des signes (LSF) vient d'accueillir son millième patient. Dans ce service, quatre personnes – un médecin généraliste, une assistante sociale, une technicienne de la-

laboratoire et un interprète – pratiquent la LSF, ce qui permet d'éviter des incompréhensions, voire des erreurs médicales dramatiques.

INTRODUE dans les écoles de jeunes sourds à la fin du XVIII^e siècle par l'abbé de l'Épée, bannie sous la III^e République et réhabilitée dans les années 1970, la langue des signes française (LSF) est en passe d'être reconnue. Un rapport officiel prône son introduction dans le cursus scolaire et universitaire tandis que, de l'école à l'hôpital, les tentatives d'intégration se multiplient. La première consultation hospitalière « bilingue » vient ainsi d'accueillir son millième patient. Créée en janvier 1995 dans le service de médecine interne du professeur Serge Herson à la Pitié-Salpêtrière, à Paris, elle reçoit environ une centaine de personnes sourdes par semaine.

Dans le service, quatre personnes – un médecin généraliste, une assistante sociale, une technicienne de laboratoire et un interprète – pratiquent la LSF. « C'est le sida qui, au départ, nous a interpellés », confie le professeur Herson. Les militants associatifs sont venus voir et nous ont convaincu de l'importance de la problématique du si-

da chez les sourds. » Quinze ans après le début de l'épidémie, l'information sur le virus n'était toujours pas accessible aux quelque 120 000 sourds profonds de naissance que compte la France. Le docteur Jean Dagon, médecin généraliste du service de la Pitié-Salpêtrière, rappelle dans son ouvrage, *Sourds et soignants*, deux mondes, une médecine (éditions In Press), qu'« en langue des signes le signe positif "+" veut dire optimiste ». Autant dire que les diagnostics de séropositivité ont souvent été mal interprétés.

RÉTABLIR UN VRAI TÊTE-À-TÊTE

Il a donc fallu que les « signeurs » inventent une traduction pour les mots « virus », « sida » et « séropositif », mais aussi pour « bactérie », « hypertension », « diabète » et « migraine ». « Les médecins pensent souvent que les sourds se débrouillent et qu'ils lisent sur les lèvres », déplore Jean Dagon. 99 % des sourds disent qu'ils ont compris, même si c'est faux. A cause des problèmes de communication,

des erreurs médicales dramatiques ont pu et peuvent encore survenir. » En outre, en l'absence de dialogue avec le soignant, les personnes sourdes consultent généralement en compagnie d'un proche entendante qui se charge de la traduction. « En gynécologie, les femmes sourdes ne venaient jamais sans leur mère ou leur sœur », témoigne ainsi le professeur Herson. Comment, dans ces conditions, garantir la confidentialité de la relation médecin-malade ?

« Ici, nous soignons les gens dans leur langue », précise le docteur Dagon, et nous les intégrons dans le droit commun de la santé. » A l'accueil, Carole Bruneau reçoit et oriente les patients sourds : vers le médecin généraliste ou vers l'une des six consultations spécialisées du service (nutrition, gastro-entérologie, gynécologie, rhumatologie, dermatologie et cardiologie). Les sourds peuvent également se rendre à l'hôpital de jour pour des examens subopératoires sur une journée ou encore subir un test au centre de dépistage anonyme et gratuit

du sida. La jeune femme, sourde, dit faire en sorte que « les plannings des médecins et des interprètes coïncident ». Françoise Gallifet, l'assistante sociale du service, entendante, maîtrise elle aussi la LSF.

Deux consultations du même type doivent bientôt ouvrir dans les centres hospitalo-universitaires de Bordeaux et de Grenoble. Mais la mise en place des équipes est une œuvre de longue haleine. Les spécialistes estiment que, pour acquiescer un « niveau de base » en LSF, au moins 300 heures d'apprentissage sont nécessaires, suivies d'une formation adaptée à la santé d'une durée d'au moins deux ans. Il existe à l'heure actuelle quelque quatre-vingts interprètes diplômés en France et environ cent mille personnes pratiquant la LSF, dont une quinzaine de médecins. Selon le docteur Dagon, quarante-cinq professionnels de santé « signeurs » suffiraient à couvrir les besoins.

Laurence Foillé

Près de la moitié des patients hospitalisés souffrent de dénutrition

EN FRANCE, près de 5 % des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans (soit 450 000 personnes) présentent des carences nutritionnelles. Ce taux varie de 40 à 80 % chez les personnes âgées vivant dans des maisons de retraite ou des hôpitaux. C'est l'un des enseignements d'une expertise collective conduite par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), à la demande de la Murselle générale de l'éducation nationale et rendue publique, vendredi 9 avril. La dénutrition, qui peut porter soit sur les macronutriments (glucides, protéines et lipides), soit sur des micronutriments (vitamines, minéraux et oligoéléments), paraît étroitement liée à l'hospitalisation, puisqu'elle touche « 30 à 50 % des patients hospitalisés, quel que soit leur âge ».

Dans les pays développés, la dénutrition résulte avant tout d'une réaction inflammatoire, consécutive à une infection ou à une lésion tissulaire, qui mobilise les réserves protéiques. Les enfants sont à peine mieux lotis que les adultes. « La dénutrition chez l'enfant est pratiquement toujours secondaire à une pathologie qui perturbe l'équilibre entre les apports et les besoins indispensables » au développement en taille et en poids de l'enfant, insistent les experts de l'Inserm. Si la « carence d'apport énergétique ou protéique isolée est rare dans les pays

développés », les conséquences de la précarité sociale sont patentées : « 5 à 7 % des enfants âgés de deux mois à seize ans vivent dans un foyer qui connaît la précarité alimentaire (15 % à 17 % pour les familles les plus pauvres). La précarité alimentaire touche plus particulièrement les familles monoparentales (32 % à 47 % suivant le niveau de ressources). »

RECONNAÎTRE L'ACTE DIÉTÉTIQUE

Le rapport souligne par ailleurs l'importance d'une supplémentation en fer chez la femme en âge de procréer, en particulier en cas d'utilisation d'un stérilet, qui peut être responsable de règles anormalement abondantes. Chez la femme enceinte, un apport supplémentaire de fer est également recommandé en raison de besoins augmentés, de même qu'une prescription de folates destinée à prévenir les malformations neurologiques chez le fœtus.

Les carences en fer sont également, avec celles en calcium, en vitamine D et B et en folates, les plus fréquentes des insuffisances en micronutriments chez les personnes âgées. « La dénutrition est un acteur constant des pathologies gériatriques », notent les auteurs du rapport, en insistant sur les causes sociales, psychologiques, consécutives à des déficiences (perte de la marche, du goût ou de l'odorat,

etc.), liées à des prises de médicaments, d'origine digestive ou « surtout liées à une anorexie, elle-même multifactorielle ». Pour autant, rien ne justifie la consommation anarchique de compléments vitaminiques et de minéraux, dont l'efficacité n'a pas été prouvée à ce jour.

Pour remédier à l'ampleur des carences nutritionnelles, le groupe d'experts formule plusieurs recommandations. L'une d'elles associe l'information du public, « la création d'une spécialité de diététiste en France, la formation initiale et continue de tous les soignants, et la reconnaissance de l'acte diététique par son remboursement », ainsi que la coordination des soins nutritionnels dans les réseaux ville-hôpital existants. Les auteurs suggèrent aussi le dépistage de la dénutrition protéinoénergétique, en particulier par l'utilisation de l'indice de masse corporelle (le rapport entre le poids en kilos et le carré de la taille en mètres, les valeurs normales se situant entre 18,5 et 25), ainsi que la prévention et la correction des troubles. Enfin, les experts plaident pour le développement de la recherche sur les marqueurs de dénutrition, sur l'épidémiologie des carences nutritionnelles et sur l'efficacité de traitements à visée nutritionnelle.

Paul Benkimoun

Mme Guigou ne saisira pas le CSM à propos d'Eva Joly

LA MINISTRE DE LA JUSTICE, Elisabeth Guigou, a indiqué, jeudi 8 avril, qu'elle ne saisira pas le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) au sujet des déclarations du juge d'instruction Eva Joly contre les avocats, comme le lui avaient demandé plusieurs instances ordinales (*Le Monde* du 9 avril). Dans une lettre adressée à la bâtonnière de l'ordre des avocats de Paris, la ministre fait savoir qu'elle « n'entend pas réagir chaque fois qu'un magistrat développe sous sa seule responsabilité des considérations personnelles ». Mme Joly avait déclaré qu'il « n'y aurait pas de blanchiment sans avocats » et que « 15 % du chiffre d'affaires de la criminalité allait aux avocats ».

Evocation l'émotion provoquée par la perquisition effectuée chez un avocat, Elisabeth Guigou déclare également « attacher la plus haute importance à la conciliation entre les impératifs attachés à la recherche de la vérité et le nécessaire respect du secret professionnel, d'autant plus essentiel qu'il est, non pas un quelconque privilège corporatiste, mais d'abord la protection des personnes qui ont confié leurs intérêts à leur avocat ». Eva Joly, chargée de l'affaire Elf, a reçu, jeudi, le soutien de l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), du Syndicat de la magistrature (SM, gauche) et de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite).

Vingt-cinq mille camemberts Lepetit retirés de la vente

VINGT-CINQ MILLE CAMEMBERTS Lepetit ont été retirés de la vente, mercredi 7 avril, au niveau national, pour des raisons sanitaires, par le fabricant. Ces vingt-cinq mille fromages provenaient de deux lots portant les numéros 069R et 074W. Cette décision résulte, selon les responsables de l'entreprise, de la découverte d'agents pathogènes « non dangereux pour la santé », dans le cadre de contrôles réguliers.

A la différence des précédents retraits de fromages effectués ces dernières semaines, les agents pathogènes concernés n'étaient pas des listérias mais des salmonelles, des bactéries pouvant également être à l'origine de toxo-infections alimentaires. « Tout le monde s'efforce de fuir de l'amalgame avec la listériose », déclare Antoine Boissel, directeur de la société Lepetit, basée à Saint-Maclou, près de Sainte-Marie-aux-Anglais (Calvados), à l'issue d'une journée « portes ouvertes » organisée sur le site. « Quand il y a suspicion dans des lots de fabrication, naturellement, nous avons pour habitude de retirer les lots concernés. Nous procédons à ce type de retraits en accord avec les services publics une à deux fois par an. »

DÉPÊCHES

■ **CORSE** : deux exploitants agricoles corses, Matthieu Filidori et Gérard Serpentin, ont été mis en examen, jeudi 8 avril, pour « recel de détournement de fonds publics », dans le cadre de l'enquête sur les prêts abusifs accordés par la caisse régionale du Crédit agricole. Remis en liberté à l'issue de leur garde à vue, ils sont soupçonnés d'avoir bénéficié de 8 millions de francs de prêts octroyés indûment.

■ **ATTENTAT** : une explosion a provoqué d'importants dégâts matériels dans les locaux de la poste centrale de la Seine-sur-Mer (Var), jeudi 8 avril dans la soirée, sans faire de blessés. Selon les premiers éléments de l'enquête, cet attentat présente des similitudes avec ceux perpétrés récemment contre des bâtiments administratifs à Aubagne, Marseille et Toulon, qui ont été revendiqués par le FLNC-canal historique.

■ **JUSTICE** : un policier parisien a été condamné, mercredi 7 avril, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et huit mois d'interdiction d'exercice de sa profession, par la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour violences. Le fonctionnaire avait donné un coup de pied au visage d'un Colombien interpellé alors qu'il brandissait une arme de poing dans la rue, en novembre 1996.

■ **HÔPITAL** : le personnel du Centre hospitalier universitaire Jean-Bertrand de Bondy (Seine-Saint-Denis) poursuit sa grève en vue d'obtenir les moyens d'un bon fonctionnement (*Le Monde* du 30 mars). Le conflit, qui a débuté le 10 mars, s'est durci après la fin de non-recevoir du directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. L'établissement ne fonctionne qu'aux deux tiers de sa capacité du fait de la grève. Le personnel espère être reçu dans les jours prochains par le secrétaire d'Etat à la santé.

Contumace à Paris

Le 10 avril 1999, à Paris, la première consultation hospitalière en langue des signes (LSF) vient d'accueillir son millième patient. Dans ce service, quatre personnes – un médecin généraliste, une assistante sociale, une technicienne de la-

Crée à la persécution des juifs

Le 10 avril 1999, à Paris, la première consultation hospitalière en langue des signes (LSF) vient d'accueillir son millième patient. Dans ce service, quatre personnes – un médecin généraliste, une assistante sociale, une technicienne de la-

Maintien en détention du policier condamné à Versailles

LE COMMANDANT Bernard Hervé reste en prison. La cour d'appel de Versailles a rejeté, jeudi 8 avril, la demande de mise en liberté déposée par un officier de police de Seine-Saint-Denis condamné pour « violences » et « agressions sexuelles » lors d'une garde à vue. Dans un jugement rendu le 25 mars, le tribunal correctionnel de Versailles soulignait que les policiers s'étaient livrés, en 1991, à des violences « particulièrement graves » : coups de poing et de matraque, pieds écrasés, menaces à l'aide de seringues et de chalumeaux, déshabillage, demandes de félation. « Ces faits sont de ceux qui heurtent profondément l'ordre public et contrevennent aux principes constitutifs d'un Etat de droit », soulignaient les juges.

Le jour de sa condamnation à quatre ans d'emprisonnement, le commandant Hervé avait été écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Versailles). Il avait ensuite déposé une demande de mise en liberté qui a été examinée par la cour d'appel le 7 avril. Lors de l'audience, l'avocate générale ne s'était pas opposée à la libération du policier et la défense avait produit une lettre du préfet de police précisant que le commandant Hervé était « écarté de toute mission de police active et de commandement » jusqu'au jugement en appel, qui pourrait intervenir dans un délai de quelques semaines. La cour a cependant maintenu le policier en détention, estimant que le mandat de dépôt

« se justifiait et s'imposait » en raison d'un « trouble exceptionnel à l'ordre public ». « Les critères du trouble à l'ordre public n'existent plus, je ne comprends pas les raisons de cette décision », affirme Michèle Delaunay, avocate de M. Hervé.

LES SYNDICATS MOINS VIRULENTS

Les principaux syndicats d'officiers de police, qui avaient vigoureusement soutenu leur collègue en organisant des manifestations, se sont cette fois montrés plus prudents. « Nous lançons un appel au calme solennel avec le soutien de trois des officiers condamnés avec le commandant Hervé », déclare Jean-Paul Nury, secrétaire national de Synergie-officiers. Nous souhaitons restaurer la sérénité pour que le jugement d'appel se passe dans les meilleures conditions. » Le SNUIP, affilié à l'UNSA-police, lance, lui aussi, un appel « à l'utilisation des voies légales ». Quant au Syndicat national des officiers de police (SNOF), il appelle les policiers à « respecter scrupuleusement les dispositions du code de procédure pénale ». « Mieux vaut une affaire manquée qu'une carrière brisée », conclut-il. La victime des violences policières, qui a saisi la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, demande la condamnation de la France pour « tortures ». L'arrêt devrait être rendu dans les mois à venir (*Le Monde* du 20 mars).

Pascal Ceaux



KOSOVO, AVRIL 99.

ON NE PEUT PAS DIRE QU'ON NE PEUT RIEN FAIRE.

Aujourd'hui, la famine et les épidémies menacent les réfugiés kosovars. Il faut agir vite. Créer des infrastructures hydrauliques et sanitaires. Distribuer nourriture et produits d'hygiène aux victimes. Leur rendre espoir et dignité. Nos volontaires opèrent déjà en Albanie et en Macédoine et préparent d'autres interventions au Monténégro.

URGENCE KOSOVO : ENVOYEZ VOS DON'S À ACTION CONTRE LA FAIM.
BP 73K - 75662 PARIS CEDEX 14. N° Vert 0 800 800 700

ACTION CONTRE LA FAIM
Association KOSOVAR d'Action Publique
C'est nous qui changeons le monde.

سكوا من الأصل

M. Gaysot veut doubler en dix ans le tonnage du fret ferroviaire

Pour réguler, à court terme, le trafic de poids lourds sous le tunnel du Fréjus, dans le cadre des mesures de sécurité, le ministre a opté pour une solution inédite : l'autoroute A 43 sera utilisée comme « sas » d'attente, afin de moduler l'afflux des camions détournés depuis le drame du Mont-Blanc

MODANE
de notre envoyé spécial
Depuis la catastrophe du tunnel du Mont-Blanc (Haute-Savoie), celui du Fréjus (Savoie) est devenu l'unique passage routier rapide à travers les Alpes entre France et Italie. Le trafic poids lourds y a ainsi augmenté, en moyenne, de 71 %. Pour la seule journée du mercredi 7 avril, 5 729 camions au total l'ont emprunté dans les deux sens.

C'est ce point, plus stratégique que jamais, que Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement et des transports, a choisi, jeudi, pour détailler les mesures de sécurité qui entraineront en application côté français dès lundi. Mises en place à titre conservatoire, elles seront proposées le même jour aux autorités italiennes, lors d'une réunion de la commission intergouvernementale du tunnel du Fréjus.

Afin que l'accroissement soudain du trafic ne mette pas en cause la sécurité, la vitesse maximale dans le tunnel sera abaissée de 80 à 70 km/h. La distance à respecter

entre les véhicules, de 30 mètres pour les véhicules légers et de 50 mètres pour les poids lourds, sera portée à 100 mètres pour tous. Les véhicules transportant des matières dangereuses (plaque orange) seront tous placés sous escorte. Deux patrouilles de sécurité assureront une surveillance 24 heures sur 24. Surtout, le nombre des camions autorisés à circuler sera limité à 140 véhicules par heure dans le sens France-Italie, soit 3 360 admissions théoriques par jour côté français.

Ces mesures nécessitent un plan inédit et d'urgence. Pour pouvoir limiter le trafic, en évitant que ne se forment des files d'attente sauvages, il a été décidé d'utiliser pour le garage momentané des camions l'actuel dernier tronçon de l'autoroute A 43, entre Saint-Julien-Montdenis et Saint-Michel-de-Maurienne. Dans le sens France-Italie, cette partie de l'autoroute, d'environ 7 kilomètres, sera neutralisée pour offrir un sas d'attente aux poids lourds. Leur accès au tunnel sera régulé à l'aide des bar-

rières du péage autoroutier. Aux heures de pointe les plus critiques (dans la soirée des mercredis, entre 21 heures et minuit), la file des semi-remorques pourrait atteindre, selon les projections, 13,7 kilomètres, pour une attente maximale évaluée à trois heures. Avec ses deux voies, sur 7 kilomètres, le « bras mort » de l'A 43 pourrait ainsi suffire à absorber la retenue. Un arrêté devrait être signé par le préfet de la Savoie, Pierre-Etienne Bisch, pour interdire ce tronçon autoroutier aux véhicules légers, qui emprunteront la route nationale 6 pour rejoindre le tunnel. Cette dernière sera interdite aux poids lourds (exceptés certains transports de matières dangereuses).

A la situation d'urgence créée par la fermeture du Mont-Blanc (le rapport d'étape de l'enquête technique et administrative sera rendu lundi), le ministre a décidé de répondre par une décision rigoureuse - impliquant une « certaine contrainte », reconnaît-il -, qu'il fallait expliquer. Après une conversa-

tion informelle et détendue, pour ne pas dire sympa, avec quelques routiers au restaurant de l'autoparc du Freney, au pied du Fréjus, M. Gaysot, accompagné de Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement, s'est rendu à la préfecture de Chambéry pour informer les élus de la région.

TRANSPORT COMBINÉ

Sans désapprouver le plan, certains d'entre eux, inquiétés des tensions qui pourraient se manifester dans la vallée, ont pu considérer qu'on mettrait un peu haut la barre de la sécurité.

A peine rentré dans son ministère, M. Gaysot s'est livré au même exercice d'explication, plus délicat, devant les représentants des organisations professionnelles et syndicales du transport routier, y compris les chauffeurs. La pilule a été avalée sans amertume au nom du « plus jamais ça », mais des réticences se sont exprimées vis-à-vis du système provisoire de régulation.

Au-delà du court terme, M. Gaysot a réaffirmé sa volonté de transférer vers le rail une partie du fret routier longue distance, avec pour objectif de « doubler le trafic marchandises sur les voies ferrées dans les dix ans ». Il a indiqué que sur l'axe France-Italie la SNCF serait prête à offrir une dizaine de millions supplémentaires, représentant un potentiel d'environ 500 camions par jour. L'entreprise est en discussion avec les chemins de fer italiens pour créer une navette de transport combiné entre Vénissieux (banlieue est de Lyon) et Milan. Par ailleurs, l'examen des mesures permettant l'amélioration de l'exploitation de la ligne entre Chambéry et Modane (entrée du tunnel ferroviaire du Mont-Cenis) devrait être accéléré.

Faute de disposer d'autoroutes ferroviaires pour le ferroutage, la France s'emploie à développer la technique du transport combiné (relais de la route par le fer, la voie d'eau ou le maritime sur les longues distances et pour les pas-

sages difficiles), qu'elle maîtrise et qui bénéficie déjà d'une subvention de quelque 300 millions (environ 46 millions d'euros). Mais les offres de la SNCF excèdent toujours, pour l'heure, une faible demande.

Selon nos informations, une politique plus volontariste est envisagée par le ministre, qui consisterait à utiliser une partie des ressources provenant des péages des tunnels routiers non plus pour le développement des infrastructures et du trafic ferroviaires. Les tarifs de ces péages pourraient augmenter, dans le cadre d'une démarche européenne encore hésitante.

Pour les tunnels, le ministre des transports réfléchit plus précisément à des formules de régulation tarifaire, qui se traduiraient, par exemple, par la mise en place de péages moins élevés la nuit et aux jours et heures de moindre affluence.

R. B.

Un rééquilibrage vital face aux risques du transport routier

IL AURA FALLU qu'une quarantaine de personnes trouvent la mort dans des conditions atroces sous le tunnel du Mont-Blanc pour que la recherche d'une alter-

ANALYSE

La raison impose la création d'« autoroutes ferroviaires » sur certains axes.

native à l'utilisation exponentielle, voire démentielle, de ce type d'infrastructure par les poids lourds

devienne « une priorité » au yeux des pouvoirs publics. Exceptionnel, bien sûr, par sa gravité, cet accident est pourtant exemplaire de ce qui pourrait se produire demain sous la plupart des tunnels routiers du monde, fussent-ils plus récents et mieux équipés, lorsqu'on y fait circuler, pour ne pas dire lorsqu'on y « enfourme », quotidiennement des milliers de semi-remorques.

Même si les matières qu'il transporte n'ont a priori rien de dangereuses (au sens du classement officiel, matérialisé par une plaque orange), comme c'était le cas à

Chamonix, un camion peut à tout moment prendre feu, l'incendie se propager à d'autres véhicules, et les automobilistes et camionneurs être pris au piège. Le Mont-Blanc est la preuve par l'absurdité inouïe que si l'on accepte, au prix fort (1 580 francs l'aller-retour), le passage de 2 000 camions par jour dans une infrastructure inaugurée en 1965 on prend un risque colossal. Au-delà des leçons pratiques à tirer du drame, c'est, bien sûr, toute la logique du transport des marchandises par voie terrestre qui est en cause dans une économie débridée, où le « flux tendu »

exerce sa dictature et où l'échange relève parfois de la frénésie. (Cet industrie allemand de la frite surgelée qui, estimant plus rentable de faire épilucher et laver ses pommes de terre en Italie, faisait circuler quotidiennement des chargements de 30 tonnes de ces tubercules sous le tunnel du Brenner ne constitue sans doute pas un cas limite.)

REVOLUTION LOGISTIQUE

Parce qu'il assure environ 80 % du fret de l'Hexagone, le transport routier est devenu irremplaçable, en tout cas pour les décennies à venir. Le rééquilibrage vers d'autres modes - qui avaient cessé d'être à la mode - comme la voie d'eau ou, surtout, le ferroviaire, plus que jamais vital, devrait donc être engagé radicalement et rapidement.

Tout le monde ou presque en est convaincu ou dit l'être parmi les décideurs, y compris les plus libéraux. Il n'y a guère que certains lobbies archaïques, dont le Sénat est une fois encore le creuset, pour réclamer plus d'équipements routiers et surtout autoroutiers et s'opposer, par exemple, aux schémas multimodaux de services, qui prévoient notamment de donner la priorité au « ferroviaire pour le

transit international franchissant les Alpes et les Pyrénées ». Faut-il souligner que, derrière les choix politiques, d'énormes intérêts économiques et financiers sont en jeu ?

Du discours aux actes, il y a un pas, que l'actuel ministre de l'équipement et des transports s'efforce de franchir. La catastrophe du Mont-Blanc est le signe, douloureux, qu'il faut lancer sans tarder une sorte de révolution logistique. La mise en place de lignes de ferroutage (placement des camions sur des wagons) pour franchir des zones montagneuses, dangereuses, on très urbanisées et, de façon plus souple et plus réaliste, d'un réseau de transport combiné est à la fois coûteuse et complexe. Mais chacun sait que, si l'on « internalise » dans les coûts de péage supportés par le transport routier le prix réel des nuisances et des encombrements qu'il génère, la dégradation des infrastructures et, bien sûr, son coût humain en victimes de la route, on dégageait des ressources nouvelles autorisant un développement du rail, plus sûr et moins polluant. La raison impose la création d'« autoroutes ferroviaires » sur certains axes stratégiques, en commençant sans doute par le Lyon-Turin. Comme l'a souligné jeudi 8 avril

M. Gaysot, les crédits d'études ayant été doublés (pour atteindre 350 millions de francs), on évaluait précisément en 2000 la faisabilité et les perspectives offertes par cet axe transalpin idéal de 295 kilomètres - dont plus de 100 en tunnels. Le chantier serait gigantesque. Le coût du seul tunnel principal, de 52 kilomètres, est évalué à 35 milliards de francs (5,34 milliards d'euros). Mais les Suisses sont en train de nous dire, montrer que l'audace peut être réaliste, qui ont entrepris de construire deux immenses tunnels : l'un au Loetschberg (33 kilomètres), l'autre au Saint-Gothard (51 kilomètres). Ils devraient respectivement ouvrir en 2006 et 2009 et permettre le transport sur rail de quelque 1,4 million de camions par an. Un peu égoïste, la France comptait sur cet effort helvétique pour soulager à terme les tunnels routiers du Mont-Blanc et du Fréjus. Le principal obstacle reste le temps : entre une catastrophe survenue en quelques minutes et la construction d'infrastructures exigeant un minimum incompressible de dix à quinze années, l'unité de mesure n'est pas la même.

Robert Bellert

Jean-Pierre Chevènement annonce un redécoupage des cantons

DEAUVILLE

Les conseillers généraux se sentent vieux. Vont-ils, eux, les représentants d'une institution bicentenaire, succomber au poids des villes, aux « eurorégions » ? Le débat en cours au Parlement les inquiète. Le projet de loi de Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, entend donner plus de pouvoirs aux agglomérations. Celui de Dominique Voynet installe un espace territorial, à leurs yeux, concurrent : le pays. « C'est une question de survie de nous réunir tous ensemble », a résumé Louis de Broissia, président RPR du conseil général de Côte-d'Or. C'est dans ce contexte que se tiennent à Deauville, depuis le mercredi 7 avril, les assises des conseillers généraux (Le Monde du 7 avril).

L'assemblée réunie dans la célèbre station balnéaire, quelque 1 300 conseillers généraux selon les organisateurs, était représentative : composée presque exclusivement d'hommes, dont la plupart ont déjà quelques mandats derrière eux. Pour montrer leur capacité de changement, l'Assemblée des présidents des conseils généraux (APCG) s'est rebaptisée Assemblée des départements de France (ADF). Et elle cherche un nouveau logo. Le président de l'Association des maires de France (AMF), Jean-Paul Delevoye, sénateur RPR du Pas-de-Calais, et le président de l'Association des régions de France, Jean-Pierre Raffarin, président DL du conseil régio-

nal Poitou-Charentes, ont été invités pour un débat sur « le département aujourd'hui et demain ». Avec Jean Puech, président de l'ADF et président DL de l'Aveyron, ils se sont défendus de « toute rivalité ». « S'il y en a qui sont venus ici pour voir s'opposer départements et régions, ils vont être déçus », a lancé M. Raffarin.

« ON S'ADAPTERA »

Ceux-là mêmes qui, en 1982, s'étaient violemment opposés aux lois de décentralisation de Gaston Defferre ont réclamé « un acte 2 de la décentralisation », « plus de souplesse » et une « clarification des compétences ». En résumé, « il faut laisser faire les collectivités locales », ont dit de conserve ces trois présidents, en présence d'une conseillère générale de Corrèze particulièrement choyée, Bernadette Chirac.

Le message a été adressé directement à Jean-Pierre Chevènement, présent jeudi à Deauville, qui a tenu à rassurer ses hôtes : « Il n'y a pas de querelle entre les rîngards et les modernes, les départements n'ont pas à craindre pour leur pérennité ». M. Chevènement, classé il est vrai parmi les défenseurs des départements, a approuvé l'opération rénovation lancée par la nouvelle ADF, en se déclarant « tout à fait favorable » à un changement de dénomination des conseillers généraux, qui veulent s'appeler désormais conseillers départementaux. Pour cela, il faut une loi, que le ministre s'engage à soutenir. Mais surtout, il a annoncé un redé-

coupage des cantons, après les résultats du recensement, afin de corriger la sous-représentation des zones urbaines dans les conseils généraux. « On s'adaptera en toute objectivité », a-t-il assuré. Ses auditeurs n'ont pas pipé mot.

Dans les coulisses, le ministre se déclarait prêt à envisager, comme le suggère Jean Puech, un regroupement des élections cantonales tous les six ans, au lieu du renouvellement actuel par moitié tous les trois ans. Dominique Voynet, présumée pourfendeuse « numéro 1 » des départements, n'a sans doute pas voulu perturber une entente apparentement si parfaite : la ministre de l'aménagement du territoire, annoncée à Deauville, a finalement décidé de ne pas venir, en raison « d'un emploi du temps surchargé ».

Bruno Caussé et Béatrice Jérôme

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Assortiment de produits de France
MATÉLAS & SOMMIERS
Tapis d'appoint - Fourniture d'appoint
SWINSLEY - FRECA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissue - Alcantara
Styler - Couleur - Qualité - Service - Etc.
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
197 rue de Belleville 75013 Paris
01.42.08.71.00 - 7/17

APPEL

Est Libertés, ONG qui, depuis 1992, déploie des activités de formation et de suivi du processus de démocratisation en Europe orientale, lance un appel de solidarité pour venir en aide aux réfugiés du Kosovo.

Les sommes recueillies seront intégralement mises à la disposition des autorités désignées par les gouvernements d'Albanie et de Macédoine en liaison avec les organismes internationaux - et ceci jusqu'au retour des réfugiés du Kosovo sur leur territoire.

EST LIBERTÉS KOSOVO

EST LIBERTÉS
(ASSOCIATION DE 1901)
7, RUE DU CHERCHE-MIDI, 75006 PARIS.
Tél. : 01 45 44 25 25. Fax : 01 45 49 13 34

ENVOYEZ VOS DONNS SOIT PAR CHÈQUE À L'ORDRE D'EST LIBERTÉS
7, RUE DU CHERCHE-MIDI, 75006 PARIS
SOIT PAR VIREMENT : COMPTE N°03253H1115, BANQUE BBB,
3, RUE DES MATHURINS, 75440 PARIS CEDEX 09.

مكتبة الأمل

A quoi pense un enfant dans la guerre ?

À la guerre ! Bruna, Beria, Alban, Fetim, des enfants du Kosovo, vivent dans les camps de réfugiés.

Ils parlent de leur vie, de Milosevic, des jouets qu'ils ont dû laisser, et de leurs

peuplées de mauvais rêves

Les des

ge du fret ferroviaire

essais

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

HORIZONS ANALYSES
FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / DIMANCHE 11 AVRIL 1999 / VI
LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999 / 27
LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999 / 15

HORIZONS

REPORTAGE

A quoi pense un enfant dans la guerre ?
A la guerre ! Bruna, Beria, Alban, Fetim, des enfants du Kosovo, vivent dans les camps de réfugiés. Ils parlent de leur vie, de Milosevic, des jouets qu'ils ont dû laisser, et de leurs nuits peuplées de mauvais rêves



De jeunes Kosovars réfugiés à Kukës, en Albanie.

Les cauchemars des enfants de la guerre

PENDANT un long, très long moment, Bruna s'est tue. Regardant par terre, cette jeune Kosovare de douze ans, au visage étonnamment lisse et aux yeux comme vidés de toute émotion, paraissait ailleurs. Et puis, elle a levé la tête et, d'une traite, a raconté son histoire : « Quand je suis arrivée à l'école, notre instituteur nous a dit : "Les Serbes nous ont encerclés, il va falloir vous cacher." Alors, avec toute la classe, nous sommes allés sur la colline. Le lendemain, nous sommes partis vers un autre village, et nous sommes entrés dans une autre classe. Nous y sommes restés trois jours. Nous étions tout le temps dans la classe, sans voir nos parents, sans presque rien manger. Moi, je croyais qu'ils étaient morts. Beaucoup pleuraient. Quand mon père est venu me chercher, je pensais qu'il allait me ramener à la maison. »

Bruna n'est pas rentrée chez elle. Aujourd'hui, elle est, comme des dizaines de milliers d'autres enfants de son âge, parquée dans les camps de réfugiés de Macédoine, du Monténégro ou d'Albanie. A les voir vivre dans ce camp de Tirana, qui pourrait penser au drame qu'ils viennent de traverser ? Alors qu'un groupe de tout jeunes gamins joue avec un cerceau de fortune, des « grandes », main dans la main, tourment et retournent, en pouffant de rire, autour de quelques adolescents en jogging. D'autres sont assis par terre, se racontant des histoires.

Des histoires de quoi ? « Je les entends très souvent parler entre eux de ce qu'ils viennent de vivre, mais ils se taisent devant nous », explique Anila, volontaire de la Croix-Rouge albanaise, qui s'occupe des enfants au centre de tri installé dans le palais des sports de la capitale. Alors qu'un micro donne toutes les informations nécessaires à « nos frères kosovars », des réfugiés arrivent encore, épuisés. « Ça ne finira donc jamais », murmure Anila. Elle poursuit : « La nuit, beaucoup d'enfants font

« La journée, je ne pense pas à EUX, mais dès que je me couche, je les revois, tout en noir, avec leurs cagoules ! »

des cauchemars. Hier, il y a eu du vent, une porte a claqué, ils se sont réveillés, effrayés, croyant à l'explosion de bombes. »

« La journée, je ne pense pas à eux, mais dès que je me couche, je les revois, tout en noir, avec leurs cagoules ! », dit Mire, onze ans et demi, faisant allusion aux miliciens serbes qui leur ont intimé l'ordre de partir. « Ils avaient de la boue, de la fumée sur le visage, on ne voyait que leurs yeux, renchérit Beria, treize ans. Ils criaient, nous poussaient. Avec trois doigts, ils faisaient le signe des Serbes. » A-t-il eu peur ? Il met ses mains dans ses poches, redresse sa petite taille, hausse les épaules et dit, de sa voix éraillée : « Non... Oui... Un peu, comme tout le monde ! » « Ils ont sûrement cassé mon vélo », ajoute-t-il. Ses copains rigolent : « Ton vélo, ils l'ont massacré. »

Il regrette surtout ses livres. « Heureusement, j'ai pu en sauver un, celui que je préférais. Comme j'avais entendu dire que les Serbes nous chasseraient, j'ai confié mon livre sur Mic Sokuli à la grand-mère, qui est restée à Pristina », dit-il, fièrement, comme s'il avait joué un bon tour aux Serbes. Qui est Mic Sokuli ? « Un grand héros de notre peuple, qui a lutté contre les Turcs. » Que dirait-il à Milosevic, s'il était en face de lui ? « Je lui dirais : "Si j'étais grand, je te tuerais !" » « C'est un salaud. Pourquoi il ne nous laisse pas tranquilles ! », renchérit un de ses amis. Un autre : « C'est une personne cruelle. Je crois qu'il n'aurait même pas le courage de venir face à moi, de me regarder. »

Comment Beria voit-il son ave-

nir ? « D'abord, je rentrerai au Kosovo, quand ce sera une République. » Une République ? « Cela veut dire être libre dans mon pays, avec nos écoles, que les Serbes ont voulu occuper, avec notre langue. » Et après ? « Si la situation se calme, alors je serai dentiste. Si cela reste comme cela, je me battrai avec l'UCK », dit le petit homme, sérieux comme un pape. Il se détendra en parlant de l'anneau qu'il porte à l'oreille. « Mes parents ne voulaient pas. Mais, comme tous les copains de mon équipe de football en avaient un, j'ai fait comme eux. » Il prend ses amis à témoin, en remuant la main : « Quand je suis rentré chez moi, qu'est-ce que je me suis fait engueuler ! » Tout le monde rit. Voudrait-il aller en France ? « Oui, mais pas pour toujours. Là bas, il y a de beaux paysages, de beaux stades, et c'est le pays de Zidane. »

Visage piqué de taches de rousseur, grande mère qui lui cache les yeux, Herold, onze ans, avoue avoir beaucoup pleuré. « Pour mon père, qui est resté chez nous, mais aussi pour mes livres et mes jouets, qu'ils ont pris. » Il se souvient avoir longtemps marché à travers la campagne. « Nous ne mangions que du pain avec un peu de fromage. » Puis il est monté dans une cariole, tirée par un tracteur. « C'était long, très long. » Il a eu très faim durant le voyage, car le tracteur a eu une panne et ils sont restés des heures et des heures à tenter de le réparer. Il se souvient aussi : « des Serbes qui prenaient tous nos papiers et qui les entassaient sur une table ». « Ils nous ont aussi pris la nourriture que nous avions emmenée. » Il a un seul livre avec lui : son abécédaire.

« Ils n'avaient plus d'yeux, plus de bras, et il y avait beaucoup de sang »

Pour lui, Milosevic, « c'est celui qui a des cheveux blancs et qui est mauvais » et, l'OTAN, « celui qui tire du ciel ». « L'OTAN, ajoute Labinat, onze ans, c'est un homme qui fait la paix. » « Non, rétorque Alban, c'est des soldats avec des missiles Cruise. » « C'est notre père », dit encore Scqipron.

Malinda, douze ans, élégante dans son pull rouge et son pantalon bleu - « ce sont les seuls vêtements que j'ai pu prendre, mais je les nettoie tous les jours », les cheveux bien coiffés, dit d'un ton particulièrement posé : « Cette guerre n'a pas de sens, Milosevic aurait dû signer. » Signer quoi ? « Les accords de paix, bien sûr. » Ce qui lui manque le plus ? Encore un regard incrédule vers celui qui pose une question aussi sorte. « Tout, ma maison, mes amis, mon école. » Un instant de silence, et puis : « Il me manque ma vie, voilà ! »

Dibram est devant le camp avec une vieille femme. On dirait que c'est lui qui s'occupe d'elle tant elle paraît à bout de forces. Il a passé une semaine dans un camp, en Macédoine : « Au début, ça allait, nous avions à manger. Et puis, au bout de quelques jours, c'est devenu de plus en plus sale. Ça sentait de plus en plus mauvais. J'ai été malade pendant plusieurs jours, j'avais mal au ventre, je pensais toujours aux hommes noirs avec leurs cagoules qui menaçaient de nous mettre dans des casernes. » Sérieux, comme tous les enfants de la guerre, il dit froidement : « Les Serbes, je voudrais qu'on les extermine sur cette terre. » Que dirait-il à un jeune Français de son âge ? « Depuis que je suis né, je n'ai jamais vu une telle terreur. » D'autres enfants s'attroupent. Berbutche, quatorze ans, intervient : « Moi, je lui dirais, oui, j'aimerais bien lui parler, pour lui expliquer ce qui s'est passé, je lui dirais que j'ai vu la guerre et que c'est quelque chose qui fait peur, quelque chose de mauvais. » Fetim : « Je lui parlerais de mon pays, le Kosovo, je lui dirais que c'est un pays merveilleux, très riche en minéraux, et où il y a beaucoup de richesses, d'usines, de fermes. »

« C'est une personne cruelle (Milosevic). Je crois qu'il n'aurait même pas le courage de venir face à moi, de me regarder »

Rezerta, une autre volontaire de la Croix-Rouge albanaise, organise le jeu du furet pour un groupe de tout-petits. « Quand ils jouent, bien sûr, ils oublient tout, mais ils ont tous des histoires très douloureuses. Certains ont vu mourir leurs parents. Ils ressentent aussi l'angoisse et le malheur des adultes. J'ai eu un garçon qui est resté trois jours sans parler. Il avait sept ou huit ans. Rien, pas un mot. Il communiquait par signes. On lui demandait ce qu'il voulait. Il restait avec les yeux fixés. Ou alors il se mettait à pleurer. (...) Ceux que vous voyez en train de jouer, quand ils sont arrivés, ils étaient effrayés. On ne pouvait pas les toucher, leur caresser les cheveux, ils se reculaient. Ça va mieux, mais, dès qu'il fait nuit, ils sont de nouveau effarouchés. »

Avec ses tentes kaldi, ses allées rectilignes, ses sanitaires bien alignés, le camp de Durres, à une demi-heure de voiture de Tirana, a un aspect très militaire. Des voitures de l'assistance publique italienne apportent des sacs de nourriture. A l'intérieur des tentes, des femmes bavardent. Des vieux fument leurs cigarettes en silence, perdus dans on ne sait quelles pensées. Une femme italienne passe de tente en tente pour repartir les émigrés. Elle s'énervait contre les enfants qui passent et repassent devant elle. Dans une des tentes, qui sert d'infirmerie, Sylvio, infirmier italien, est en train de soigner un enfant. « Ils ont surtout des problèmes aux bronches, car ils sont restés pendant des jours dehors, dans le froid. Beaucoup souffrent aussi du ventre. Ils ont mangé n'importe quoi. Les plus grands, qui ont couvert des kilo-

mètres, ont, comme leur parents, les pieds abîmés. Psychologiquement, ils sont plus costauds que les adultes, car ils donnent l'impression d'oublier plus vite. Mais, ce n'est qu'une impression. »

Quatre gosses jouent dans la poussière. Ils montrent leurs billes comme des trophées. « Je les ai cachées dans ma poche quand les Serbes nous ont dit de partir », dit l'un. « Chez moi, j'en avais un gros sac, ajoute l'autre. Maintenant, elles sont peut-être brûlées. » « Les billes, ça ne brûle pas ! » « Alors, ils les ont volées pour leurs enfants. » Pourraient-ils être copains avec des enfants serbes ? « Non ! Ce sont tous les mêmes, des voleurs de pays ! » « On ne veut pas être amis avec eux, on n'en veut pas, qu'ils rentrent chez eux ! » Halli, treize ans, a vu des cadavres dans la rue. Sans doute pour la première fois, il raconte à ses copains : « Ils n'avaient plus d'yeux, plus de bras, et il y avait beaucoup de sang. » « Moi, j'ai vu des animaux morts, même un petit cheval, j'y pense toujours, surtout la nuit. » « Chez moi, ce sont les vaches qu'ils ont tuées. Quand nous sommes partis, nous sommes montés sur une colline et nous avons vu de la fumée noire, très noire, qui venait du village, c'étaient peut-être les vaches qui brûlaient. »

Halli parle de l'échoppe de son père, serrurier. « Je travaillais avec lui en rentrant de l'école, c'était amusant. » Il demande : « Vous croyez qu'il y a encore des ennemis chez nous ? » Son frère « fait le soldat avec l'UCK ». Iraient-ils se battre avec l'UCK ? Iraient-ils se battre s'ils en avaient l'âge ? Un cri, unanime : « Oui, Oui. » Et de mimer un soldat avec une mitrailleuse. Préfèrent-ils rester ici ou aller ailleurs en Europe ? « Je préfère rester ici, c'est plus près de chez moi », dit Halli, qui ajoute, poli : « Même si la France est un beau pays. » Un adulte entend la conversation et lui souffle quelque chose à l'oreille. Le petit bout d'homme se redresse, rougit, et lance d'une voix assurée : « Je salue le président Bill Clinton. » Nouvelle intervention de l'adulte. « Et le président Jacques Chirac ! »

Nous, nous vous saluons tous, gosses du Kosovo.

José-Alain Fralon

هكذا من الأصل

Kosovo : le jeu d'Evgueni Primakov

LA PARTIE qui se joue entre Belgrade et Moscou, largement masquée par la tragédie plus vaste dont elle devient peu à peu une simple incidente, n'en est pas moins décisive pour l'avenir d'un homme, le premier ministre russe Evgueni Primakov, et plus encore de toute une stratégie intimement liée à cet homme : la reconstitution d'une identité néo-impériale eurasiatique sur les débris de l'ancienne Union soviétique.

Primakov sait ce qu'il veut et ne veut pas des Serbes, des Albanais et des Turcs ; de surcroît, il a participé à des luttes factionnelles capitales en la matière qui ont laissé de nombreuses traces dans l'histoire de la diplomatie soviétique de l'Union soviétique qui était le domaine d'élection du semi-défunt KGB. Les comprendre, c'est au moins comprendre la moitié du programme Primakov.

Tout d'abord, son aversion profonde pour Milosevic et sa clique : le programme national serbe, c'est celui d'une Russie réduite à son cerveau reptilien, ou plutôt d'une Russie à laquelle on aurait arraché son intelligence et sa capacité de projection historique vers l'avenir, comme la réalisation cauchemardesque de la nouvelle de Boulgakov « Cœur de chien », où le grand romancier russe avait imaginé cette greffe, proprement monstrueuse, d'un cœur de chien sur un homme, aux fins de mieux comprendre l'esprit d'un certain bolchévisme : avec Milosevic, le parti rouge-brun est au pouvoir à Belgrade, comme il l'est à Minsk chez Loukachenko ; à chaque crise moscovite, on a bien entrapé les pattes ensanglantées de l'ami serbe déposer leurs marques sur le coup d'Etat de Yarov et Krouchtchev contre Gorbachev en 1991, sur celui de Routskov contre Eltsine en 1993, sur le financement de la campagne nationale stalinienne de Ziouganov en 1996.

Le but du groupe réaliste qui s'inspire de l'héritage politique de Youri Andropov en Russie – et dont Primakov est sans nul doute le chef – va donc à l'encontre des diverses purifications ethniques jusqu'ici entreprises dans les Balkans : en Ukraine, il encourage l'assimilation totale des Russes, même ceux de Crimée, confortant le point de vue des Ukrainiens modérés afin de faciliter un compromis historique avec le gouvernement de Kiev et le grand voisin du Sud tout entier, soit l'exact inverse de la politique serbe en Croatie ; au Kazakhstan, il flatte la mégalomanie du grand « Khan » Nazarbaev en échange de son adhésion à une politique globale de renforcement de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et fait taire la majorité russophone de la République, très exactement ce qu'un leader serbe doué de raison se devait de faire avec Iztetbegovic en Bosnie. L'approche prudente et respectueuse de l'Islam qu'on choisit les Russes à Kazan, à Oufa, au Caucase pour mieux isoler les Tchétchènes, prouve également que Moscou a écarté pour l'instant la tentation d'une politique « à la Samuel Huntington » qui en ferait le porteur-étendard de l'orthodoxie souffrante.

UNE STRATÉGIE AMBITIEUSE

Pour continuer cette stratégie modérée dans l'expression, mais ambitieuse dans les objectifs finaux, la reconstitution de l'espace soviétique sous la forme d'une confédération politico-stratégique volontaire, Primakov a en réalité besoin que Milosevic échoue : son succès, même partiel, jetterait définitivement les trois Etats que Primakov courtise le plus assidûment – l'Ukraine, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan, « les trois petits grands de la CEI » – dans les bras des Américains et accélérerait à terme la fascination provisoire de l'opinion moyenne en Russie même.

Car ne nous y trompons pas, les Russes, qui ont été relativement indifférents aux tribulations tchétchènes sur leur propre territoire, ont pris fait et cause pour les Serbes avec un rare enthousiasme, identifiant les malheurs de la petite nation balkanique aux désillusions et humiliations de la grande sœur du Nord. Les experts, qui voient la Russie officielle moins irritée qu'elle ne le prétend, ont donc partiellement raison, mais ils font l'impasse sur les passions dynamiques d'une opinion qui peut s'enflammer, surtout en cas de nouvelle baisse de la valeur du rouble que l'on mettrait facilement sur le compte de l'ennemi occidental (ce qui justifie largement la mansuétude toute provisoire du FMI).

Que faire donc ? Jusqu'ici, l'approche était simple : la Russie accompagnait Milosevic dans ses difficultés sans jamais l'aider sérieusement, mais en donnant le sentiment qu'elle demeurait l'ami véritable des Serbes de manière à figurer en bonne place aux obsèques officielles

de la camarilla nationaliste de Belgrade. Avec la crise pourtant, le jeu se complique singulièrement car les mises augmentent : que la Russie prouve son utilité diplomatique en trouvant une solution de compromis et elle obtient sans doute un effacement presque total de sa dette publique et un mandat de gestion illimitée de son étranger proche ; qu'elle s'enferme pendant que le conflit s'aggrave et la voilà coupée de tout l'Occident, mais aussi durablement du monde turc et même de pays proches comme la Bulgarie et la Macédoine. Il va sans dire que, dans ces conditions, le miracle politique Primakov sera devenu depuis belle lurette le fiasco Primakov.

UN ÉPISODE MAL VENU

Or le premier ministre vient d'assumer en matière stratégique un risque calculé très important avec le lâchage du PKK kurde d'Abdullah Öcalan : la décision d'expulser de Moscou le chef révolutionnaire, longtemps favorisé très directement par le KGB, est la cause véritable de la cavale désespérée du Pol Pot de l'Euphrate, suivie de sa capture déshonorante par les services secrets turcs à Nairobi. Cette décision n'est pas peu de chose : elle vient en fait clore peut-être définitivement un débat-affrontement de vingt ans dans les services de sécurité russes et soviétiques sur le sens et la nature des intérêts fondamentaux de Moscou au Moyen-Orient. Vers 1977, un groupe fortement anti-occidentaliste mis sur l'alliance stratégique avec la Syrie, encourage la déstabilisation de l'Iran impérial en pénétrant les mouvements islamistes de Téhéran, de l'Afghanistan, avec les conséquences que l'on sait et de la Turquie par l'appui presque sans limites fourni à l'Asala arménienne, à la mafia turque via la Bulgarie, au PKK kurde et même à l'ultra-gauche turque.

L'attentat contre le pape de 1981 est au bout de ce développement catastrophique auquel Andropov cherchera à mettre un point final lors de son bref consulat. Cette politique de redressement modéré et prudent était déjà alors celle de deux généraux du KGB, Aliev et Primakov, dont l'un est aujourd'hui président

de l'Azerbaïdjan et l'autre... premier ministre de la Russie ; malgré leurs divergences nombreuses et pétrolières, les deux hommes sont à présent d'accord pour s'entendre, et Primakov souhaitait tout particulièrement proposer à un Bülent Ecevit, qu'il espère voir plebiscité en Turquie par le suffrage universel, un nouveau code de bonne conduite qui sanctionne une large présence des entreprises turques en Russie en échange d'une modération réciproque, et d'une garantie russe de l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

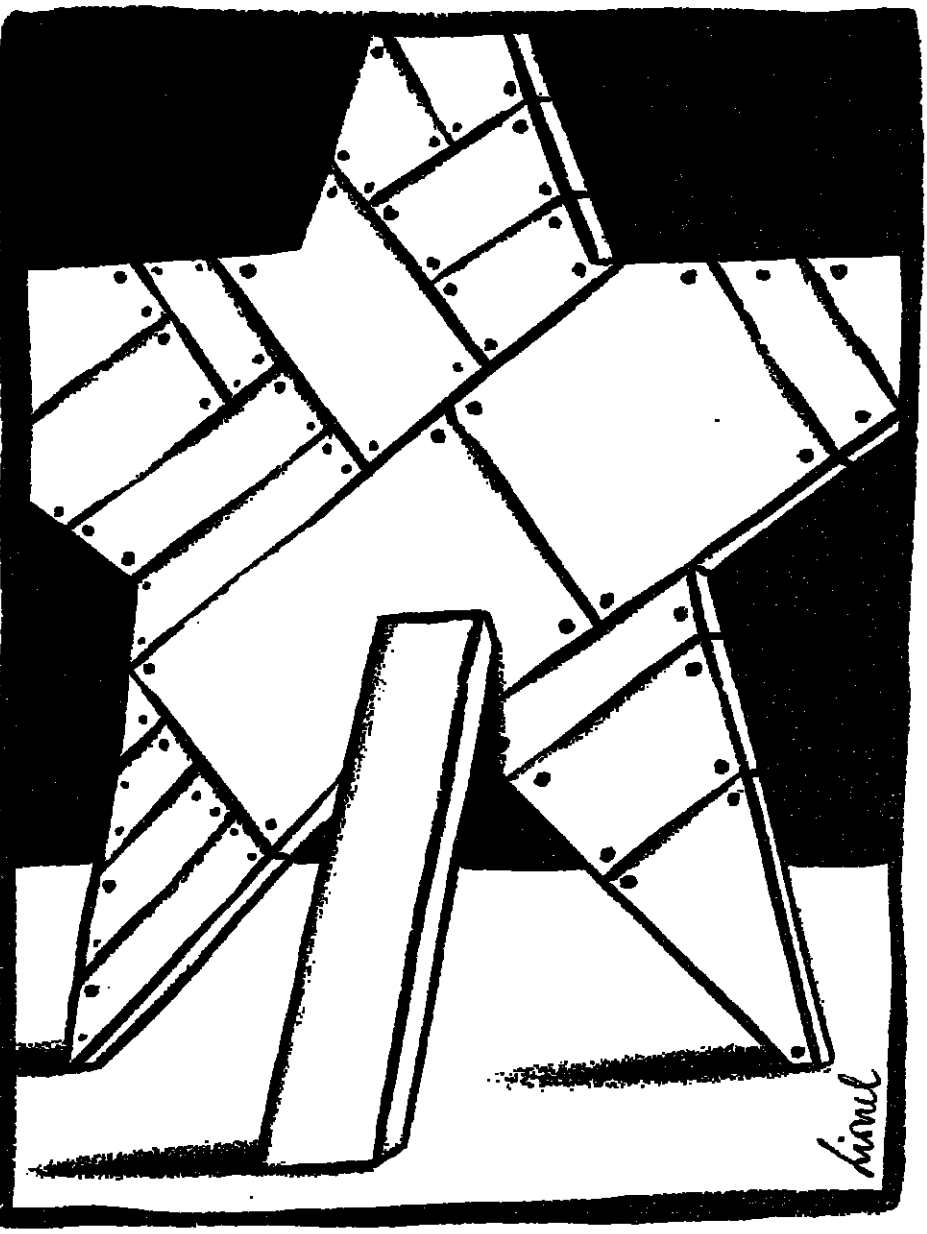
C'est dire si l'épisode kosovar, où la Russie semble consentir à l'une des plus grandes tueries de musulmans du siècle qui s'achève, est mal venu dans la réalisation d'une telle approche, dont dépend à moyenne échéance l'avenir pétrolier et ethnique de la Russie sur son flanc sud.

Mais il n'est pas moins vrai qu'une diplomatie russe qui arrêterait efficacement la guerre sur une ligne de cessez-le-feu acceptable pour les Albanais, les Turcs et l'opinion musulmane de l'ancienne URSS, tout en sauvant la Serbie des pires conséquences d'une offensive terrestre généralisée, obtiendrait un triomphe. L'Occident, qui doit montrer sa force sans hésiter face à l'agression serbe, a tout intérêt maintenant à une telle issue douce-amère du conflit, qui déboucherait sur une conférence régionale, sur le modèle de celle de Berlin, il y a plus d'un siècle.

Mais il faut que les Russes aient le courage de suivre une stratégie dont Primakov n'a pour l'instant qu'esquissé les contours, et cela veut dire, comme dans la nouvelle précitée, qu'elle doit procéder à sa manière à l'ablation du « cœur de chien » dont est affublée la Serbie pour son immense malheur : Slobodan Milosevic. Tout cela est beaucoup demander à un pays encore convalescent, mais n'est-ce pas mieux que de le voir lentement dériver vers la décadence, la bêtise solipsiste et les théories du complot, au terme desquelles, on le sait, il n'y a plus que l'abjection ethnocentrique ?

Alexandre Adler pour Le Monde

Star par Lionel Portier



RECTIFICATIFS

FITOUSSI

Le signataire de l'article sur « La croissance enviable de la France » (Le Monde du 8 avril) n'était pas Michel Fitoussi, comme indiqué par erreur en première page, mais bien Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et éditorialiste associé du Monde.

CREDIT LYONNAIS

Dans l'article intitulé « L'introduction en Bourse du Crédit lyonnais est programmée pour juin » (Le Monde du 1^{er} avril), il fallait lire que les salariés de la banque pourront avoir 10 % de la part du capital de la banque qui sera cédée en Bourse (soit environ 5 % du capital total), et non 10 % du capital total.

BNP ET SG PARIBAS

Suite à l'article intitulé « La Société générale et Paribas durcissent leur opposition au projet de mariage avec la BNP » (Le Monde du 8 avril), Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, nous indique qu'il n'est plus administrateur de la Société générale depuis le 3 mars, date à laquelle il a démissionné de ce poste où il a été remplacé par Claude Bébear, président du directoire d'Axa. Il précise : « Je considère que la banque française doit se restructurer et se renforcer. Je suis à la disposition des uns et des autres pour aider à un dialogue constructif » entre la BNP, la Société générale et Paribas.

La banque américaine Morgan Stanley Dean Witter indique par ailleurs que, contrairement à ce

que nous indiquons dans ce même article : « l'analyste chargé des valeurs bancaires n'a jamais émis un avis négatif sur l'action Société Générale, ni avant l'annonce du rachat de la BNP », ni d'ailleurs dans les mois qui ont précédé ».

LÉGION D'HONNEUR

Georges Loinger, promu officier dans l'ordre de la Légion d'honneur (Le Monde du 7 avril), n'est pas vice-président mais président de l'association Les Anciens de la résistance juive en France.

THÉÂTRES NATIONAUX

Deux erreurs se sont glissées dans notre article intitulé « Délicate succession à la tête des théâtres de Chaillot et de Villeurbanne » (Le Monde du 7 avril). Lé-

ronne Savary est née en 1942 (et non en 1937). Il achève son quatrième mandat de directeur du Théâtre national de Chaillot et non pas son troisième, comme nous l'avons écrit.

ANTI-OTAN

Présenté comme un des signataires de l'appel « Non à l'Europe » lancé par la Nouvelle Droite (nos éditions du 3 avril), Dominique Jamet nous précise qu'il s'agissait d'un manifeste intitulé « Non à la guerre », « ce qui ne signifie pas précisément « Non à l'Europe », note-t-il, en soulignant avoir signé cet appel parce qu'il en approuvait « intégralement le texte sans considération et sans connaissance d'une origine utilisée par la suite pour en discréditer les signataires ».

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

L'audace de la BCE

Ceux qui craignent que la Banque centrale européenne (BCE) ne soit qu'un clone de la Bundesbank peuvent être aujourd'hui rassurés. La baisse de son principal taux directeur, annoncée jeudi 8 avril, démontre que sa philosophie monétaire se démarque sensiblement de celle de la banque centrale allemande. Et c'est heureux. Elle fait preuve d'un pragmatisme et d'une audace jusqu'alors inconnus sur le Vieux Continent et dont la Réserve fédérale américaine semblait détenir l'exclusivité. La souplesse de Wim Duisenberg, le président de l'institut d'émission européen, contraste avec la rigidité et la frilosité affichées dans le passé par Hans Tietmeyer, le patron de la Bundesbank, et Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la Banque de France.

La BCE a choisi de réduire ses taux – avec une ampleur qui a même surpris les marchés financiers – alors que de nombreux éléments auraient pu être invoqués pour justifier un statu quo : croissance soutenue de la masse monétaire, manque d'empressement des pays européens à assainir leurs finances publiques et à réduire leurs déficits, remontée récente des cours du pétrole éloignant le spectre d'une déflation dans l'Euroland. Surtout, la Banque centrale européenne a choisi d'assouplir sa politique monétaire alors même que l'euro, dont elle est la gardienne, donne des signes de faiblesse (il a perdu près de 10 % face au dollar depuis son lancement). Et elle l'a fait dans un environnement géopolitique tourmenté, avec la

guerre toute proche du Kosovo qui pourrait fragiliser durablement la monnaie européenne. Les banques centrales des pays de l'Union ne nous avaient pas habitués à une telle hardiesse.

A l'évidence, la BCE n'a pas l'obsession du taux de change qui était celle de la Bundesbank. Elle ne partage pas sa vision parimoniale et considère qu'une dépréciation de la monnaie n'est pas mauvaise en soi. Qu'elle peut même constituer un stimulant économique efficace. Une telle attitude monétaire, inédite en Europe, n'est pas sans rappeler celle de la Réserve fédérale américaine. A l'image du président de la banque centrale des Etats-Unis, Alan Greenspan, M. Duisenberg paraît se soucier autant du niveau de croissance que de la stabilité des prix.

En baissant ses taux, la BCE reconnaît ainsi que, contrairement aux discours tenus par certains responsables européens, l'Europe, visiblement plus affectée que les Etats-Unis par les différents chocs récents, connaît un ralentissement sensible et inquietant de son activité. Renonçant à son dogmatisme, elle se préoccupe de reconstituer la confiance qui manque aujourd'hui dans les milieux industriels du Vieux Continent. Le geste de l'institut d'émission européen est aussi un signal en direction des dirigeants politiques. Il appartient maintenant aux gouvernements d'apporter à leur tour une réponse aux difficultés économiques de la zone euro, à prouver qu'ils peuvent mener une politique aussi audacieuse que la Banque centrale européenne.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldrey, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Eddy Pénal
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Renzou, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur artistique : Dominique Royonnet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmest
Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Eric Terpentier (éditorial et analyses)
Laurent Groussier (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kallman (TV) ; Eric Le Bouccher (International) ; Patrick Jarnoux (France) ; Francis Mouché (Sport) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Baud (Asiatic) ; Jojoane Savignone (Culture) ; Christian Masini (Secrétariat de rédaction) ; Rédacteurs en chef technique : Eric Azam
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pénal ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Boussy-Mory (1944-1949), Jacques Favry (1949-1962), André Lacroix (1962-1965), André Fontaine (1965-1991), Jacques Lacroix (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde ; Fonds commun de placement des perspectives du Monde ; Association Hubert-Boussy-Mory ; Société anonyme des lecteurs du Monde ; Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, MNA Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'accord des Trois sur l'Allemagne

LA RENCONTRE à Washington des ministres des affaires étrangères des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France a abouti rapidement à un accord sur les principaux points en discussion au sujet de l'Allemagne. Il s'agit, en somme, d'un statut provisoire de l'Allemagne occidentale, d'un prélude au traité de paix. Ce problème n'était pas de la compétence des généraux, mais des gouvernements. Pouvait-on demander aux chefs des gouvernements militaires de se suicider ? Ils seront remplacés par des commissaires civils. C'est là un des traits essentiels du statut d'occupation. Plus simple que l'ancien projet, il laissera au futur gouvernement allemand l'initiative de la législation et de l'administration en matière de politique intérieure, sous réserve du contrôle des Alliés. Ceux-ci s'attribuent la direction de la

politique extérieure et l'initiative de toutes les mesures concernant le désarmement, la démilitarisation, les réparations.

La valeur pratique d'un tel statut ne peut être jugée qu'à l'usage. Les Alliés l'ont si bien compris qu'ils ont prévu sa révision dans le délai d'un an. Il est évident qu'il ne pourra fonctionner qu'avec beaucoup de bonne volonté de part et d'autre. Les Alliés ne devront limiter la liberté d'action des Allemands que dans la mesure où leurs besoins essentiels l'exigeront, renoncer à imposer leurs vues personnelles quand ces besoins ne seront pas en jeu. Les dirigeants politiques allemands devront s'accommoder d'une restriction de leur indépendance, toujours pénible, et se dispenser d'une surenchère nationaliste, trop facile en pareil cas. (10-11 avril 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

50 من الأصل



18,5% du revenu

9 TELECOM

enfin le même

Téléphonez dans 16 pays d'Europe au même tarif.

Pour plus d'informations : www.9telecom.fr

VOUS

مكثا من الأعمال



38 % du revenu

Source : M30 Ernst and Young (basé sur la moyenne des tarifs de 300 000 fr. de salaire brut annuel).
* Tarif unique, dans tous les pays de l'Union Européenne sauf Grèce et Irlande.

ne tarif pour l'Europe**

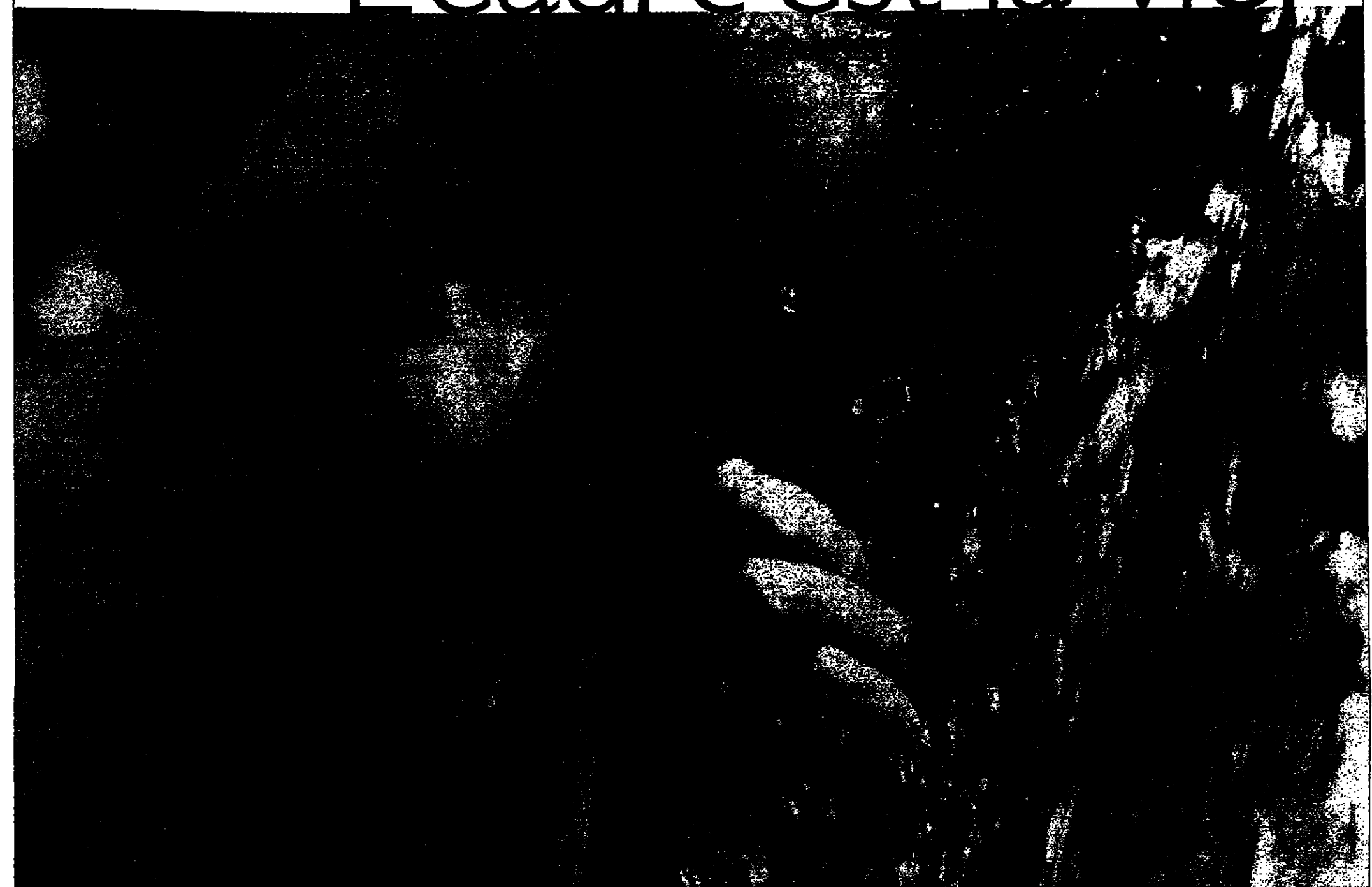
DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



TELECOM

هكذا من الأصل

L'eau, c'est la vie.



Vivendi, n°1 mondial de l'eau



N°1 mondial de l'eau à travers Générale des Eaux, Vivendi renforce et élargit encore cette position grâce au projet de rapprochement avec USFilter, n°1 américain du marché de l'eau.

GRAND JURY
RTL Le Monde L'Espresso

HUBERT VEDRINE
Directeur des Affaires

DIMANCHE
18H30

RTL

السؤال من الأصل

POLITIQUE MONÉTAIRE

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé, jeudi 8 avril, une baisse d'un demi-point de son principal taux directeur, ramené de 3 % à 2,5 %.

● SI LES MARCHÉS financiers anticipaient un assouplissement monétaire, ils n'avaient pas prévu un geste d'une telle ampleur. La Bourse de Francfort a ouvert en hausse de 1,7 %, vendredi, et Paris de 1,90 %.

L'euro a cédé du terrain face au dollar. ● COMMENTANT la décision de la BCE, qu'il préside, Wim Duisenberg a relevé que « les prévisions de

croissance s'étaient aggravées partout » et que la création d'emplois a connu « une certaine décélération ».

● LE MINISTRE français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a salué le geste de la BCE, y voyant un rééquilibrage de la politique économique européenne « plus favorable à la croissance et à l'emploi ». (Lire aussi notre éditorial page 17.)

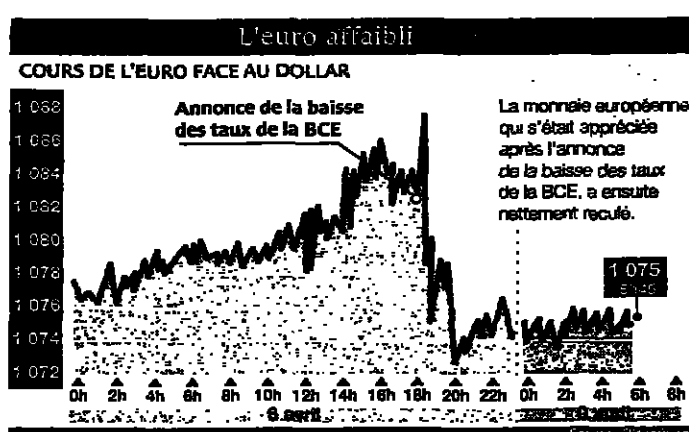
La Banque centrale européenne vole au secours de la croissance

Pour la première fois depuis sa création, l'institut d'émission a abaissé, jeudi 8 avril, son principal taux directeur, ramené de 3 % à 2,5 %. Les dirigeants politiques de la zone euro se félicitent de cette décision, dont l'ampleur a surpris

FRANCFORT
de notre correspondant

C'est une première depuis le lancement de la monnaie unique. Le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé, jeudi 8 avril, de réduire de 0,5 point son principal taux directeur (taux de refinancement, Refi), qui passe ainsi de 3 % à 2,5 %. Cette mesure a été adoptée « à une très large majorité », a expliqué Wim Duisenberg, le président de la BCE. Bien que quelques voix discordantes se soient fait entendre, aucun vote formel n'a eu lieu au sein d'un conseil composé des onze présidents des banques centrales de la zone euro et des six membres du directoire de la BCE.

Attendue par une partie des marchés financiers, cette baisse a surpris par son ampleur. A la veille de la réunion, nombre d'économistes envisageaient plutôt une réduction de 0,25 point. Ce mouvement, a précisé M. Duisenberg, cherche à désamorcer toute anticipation d'une prochaine baisse : « Nous voulons faire un geste aussi convaincant que possible parce que nous craignons qu'une baisse moins large ne soit interprétée comme la première étape d'un cycle de baisses



des taux », a-t-il précisé. En outre, la BCE a modifié le corridor de taux d'intérêt encadrant la mise à disposition de liquidités aux banques : le taux de la facilité de dépôt passe de 2 % à 1,5 %, alors que le taux de la facilité de prêt descend à 3,5 %, contre 4,5 %.

CONJONCTURE PRÉOCCUPANTE

La principale explication de cette « surprise » est à chercher du côté d'une conjoncture européenne préoccupante. La décision « contribue à créer un environnement économique dans lequel le potentiel

de croissance considérable de la zone euro pourrait être exploité », a observé le président de la BCE, relevant que « les prévisions de croissance s'étaient aggravées partout » lors d'un quatrième trimestre 1998. « La faiblesse est particulièrement apparente dans le secteur manufacturier, où la confiance s'est détériorée davantage encore » ; la création d'emplois a en outre connu « une certaine décélération », a constaté M. Duisenberg, qui n'a pas évoqué, à l'inverse des précédentes interventions, le bon niveau de confiance des consommateurs. Ce

sombre tableau, confirmé par la Commission européenne, qui vient de revoir à la baisse ses perspectives de progression du produit intérieur brut des onze de l'euro en 1999 (à 2,2 %, contre 2,6 %, à l'automne), contraste d'autant plus avec « la forte croissance » des États-Unis.

Alors que la BCE a comme mission première de maintenir la stabilité monétaire, Wim Duisenberg s'est longuement défendu de sacrifier cet objectif à un soulagement de la croissance. Pour lui, les risques d'inflation restent en effet très faibles. Calculé sur un an, l'indice harmonisé des prix à la consommation se stabilise à 0,8 % en février, et demeure dans la lignée des performances enregistrées ces derniers mois. « Il paraît improbable que l'augmentation [de cet indice] sorte du cadre (...) de la stabilité des prix de l'euro », a indiqué le président d'une BCE dont le rôle est de limiter l'inflation annuelle en deçà de la barre des 2 %.

Même la décélération de la croissance de l'agrégat monétaire M3, qui mesure la quantité de monnaie en circulation, ne recellerait aucun signal de pressions inflationnistes futures. En février, la

croissance de M3 sur douze mois s'est certes établie à 5,2 %, contre 5,6 % en janvier, mais elle reste au-dessus de l'augmentation de 4,5 % prise en référence par la Banque centrale européenne. Le ralentissement en cours refléterait plutôt « l'essoufflement de l'influence de facteurs particuliers relatifs au début de la troisième phase » de l'union monétaire, selon M. Duisenberg. Ce dernier n'exclut pas à l'avenir la hausse du prix de certains biens de consommation, liée à la reprise des cours du pétrole, alors que le coût des services a continué de reculer en février. « L'effet le plus pénalisant du point de vue des prix vient de l'environnement économique », a renchérit M. Duisenberg.

« EURO SYNTHÉTIQUE »

Par ailleurs, il a estimé que la BCE « n'est pas insatisfaite » de la parité de l'euro vis-à-vis du dollar. Dans l'esprit du président de la toute jeune institution, qui ne veut pas dramatiser l'effritement de l'euro, il s'agit de « favoriser les considérations internes sur la valeur externe » de l'euro. Selon M. Duisenberg, en effet, la nouvelle monnaie serait au niveau de « l'euro synthétique », la monnaie virtuelle calculée avant le 1^{er} janvier, et qui « a été plus ou moins stable aux environs de 1,08-1,10 dollar pour un euro de la mi-février 1997 jusqu'au début septembre 1998 ». Certains membres du conseil avaient jugé nécessaire, au cours des derniers jours, de manifester aux marchés financiers les limites à ne pas dépasser en cas de glissement prolongé de l'euro. « Le dollar américain s'est renforcé de nouveau à la lumière des récents développements internationaux », a sobriement commenté M. Duisenberg, dans une allusion au conflit au Kosovo, dont il n'a d'ailleurs pas particulièrement mis en avant les menaces sur le plan économique.

Inquiétudes intérieures, inflation sous contrôle, sérénité affichée sur le taux de change, moins de cinq mois après une baisse des taux conjointe à 3 % réalisée par chacune des banques centrales avant la prise en main des opérations par la BCE, les gardiens de l'euro ont donc choisi de marquer le coup. La démission spectaculaire, le 11 mars, du ministre des finances allemands, Oskar Lafontaine, les a sans doute libérés de toute pression trop voyante. S'adressant d'ailleurs aux responsables politiques, M. Duisenberg a espéré que

cette décision « allait être une nouvelle incitation » pour les gouvernements à adopter des réformes structurelles pour muscler le marché de l'emploi. Les exécutifs des différents pays seraient « maintenant incités à franchir les étapes nécessaires pour améliorer les perspectives de croissance à long terme (...) en adhérant strictement et de manière décisive aux objectifs » du pacte pour la stabilité et la croissance. « La politique monétaire

La Banque d'Angleterre fait également un geste

Contrairement à la BCE, la Banque d'Angleterre n'a pas réellement surpris les marchés financiers. Comme prévu, elle a abaissé, jeudi 8 avril, son taux de prise en pension, son unique taux directeur, de 5,50 % à 5,25 %, afin d'accompagner la reprise économique, qui montrait de nouveaux signes significatifs d'essoufflement. La Banque centrale britannique n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il s'agit de son sixième assouplissement monétaire en sept mois, les taux d'intérêt ayant été graduellement abaissés pour atteindre aujourd'hui leur plus bas niveau depuis février 1994. Bien qu'attendu ce geste, les marchés financiers ne sont pas restés inactifs. Si la livre sterling s'est juste légèrement appréciée après l'annonce, s'échangeant à 1,604 dollar contre 1,597 dollar la veille au soir à Londres, l'indice FTSE-100 de la Bourse britannique est en revanche immédiatement passé dans le rouge, pour perdre en clôture 0,55 %, à 6 437,9 points.

n'est pas une alternative », a répété le président de la BCE.

L'initiative des gouverneurs a été aussitôt saluée par la Commission européenne, qui a fait savoir que « ce signal ne peut que renforcer la confiance parmi les acteurs économiques et les partenaires internationaux sur les capacités de l'Union européenne à renouer avec une croissance plus forte ». Côté français, le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, y voit un rééquilibrage du policy-mix européen « plus favorable à la croissance et à l'emploi ».

Philippe Ricard

Accueil favorable des marchés financiers

LES OPÉRATEURS FINANCIERS, qui se demandaient quand la Banque centrale européenne (BCE) se déciderait à baisser ses taux directeurs pour soutenir la croissance en Europe, ont été agréablement surpris par l'ampleur de son geste. Les investisseurs avaient anticipé une baisse d'un quart de point des taux de référence dans la zone euro, mais pas d'un demi-point.

Très inquiets à l'égard du ralentissement de l'activité économique, qui conditionne les résultats futurs des entreprises, les boursiers ont salué la décision des autorités monétaires européennes. L'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a ouvert en hausse de 1,90 %, à 4 412,85 points, vendredi 9 avril. L'indice vedette a ainsi inscrit un record absolu en séance, dépassant celui enregistré à la mi-juillet 1998.

Outre-Rhin, les investisseurs ont accueilli avec soulagement l'abaissement des taux directeurs de la BCE, les derniers chiffres de la conjoncture, rendus publics jeudi, ayant témoigné de l'atonie de l'économie allemande. Le chômage en Allemagne est resté élevé en mars malgré une légère décline et les entrées de commandes dans l'industrie allemande ont décliné en février par rapport à janvier. Vendredi, la Bourse de Francfort a ouvert en hausse de 1,7 %.

Si la baisse des taux constitue une excellente

nouvelle pour les marchés d'actions, certains opérateurs ne manquent toutefois pas de souligner que son ampleur démontre l'importance du ralentissement économique actuel en Europe. Philippe Brossard, chef économiste d'ABN Amro France, se demande si « cet assouplissement global des conditions monétaires est suffisant pour enclencher la reprise que tout le monde attend, ou au moins souhaite, pour le second semestre ». Il souligne, dans un point de vue publié vendredi par l'agence Reuters, que la baisse combinée de l'euro et des taux d'intérêt devrait conduire « à un surcroît de croissance du produit intérieur brut de l'ordre de 0,3 % en l'an 2000. L'assouplissement monétaire ne semble pas suffisant pour revenir vers une croissance de 2 % en l'an 2000 ».

LE CAS DE L'EURO

Pour le moment, ce sont les marchés obligataires qui ont le mieux réagi à la baisse des taux décidée par la BCE. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor français est redescendu, pour la première fois depuis près de deux mois, sous la barre des 4 %. En Allemagne, les taux d'intérêt à 10 ans sont tombés à 3,81 %.

Sur les marchés des changes, la réaction à l'annonce de la baisse des taux a été la plus prompte et la plus spectaculaire. Après s'être apprécié dans un premier temps, montant jus-

qu'à 1,0870 dollar, l'euro est ensuite brutalement retombé. Il cotait, vendredi matin, 1,0730 dollar. Ce repli est conforme à la théorie financière qui veut que la force d'une monnaie soit proportionnelle à la rémunération qu'elle offre aux investisseurs. Avec un rendement limité à 2,5 %, l'euro est désormais moins attractif que le dollar, assorti de taux proches de 5 %. Dans ces conditions, les opérateurs préfèrent détenir des billets verts.

De nombreux économistes anglo-saxons tenaient pourtant le raisonnement inverse, raisonnant depuis la sonnette de la théorie financière. Selon cette théorie, une baisse des taux de la BCE, en stimulant l'activité économique sur le Vieux Continent, ne pouvait que renforcer un euro dont ils attribuaient la récente faiblesse au ralentissement de la croissance dans l'Eurozone. Ce type de démonstration avait déjà été tenu, en 1992 et 1993, à propos du franc : les analystes affirmaient alors que le meilleur moyen de défendre la devise française aurait consisté, pour la Banque de France, non à relever ses taux, comme elle avait décidé de le faire, mais, au contraire, à les baisser.

Pierre-Antoine Delhommais et Joël Morio

BNP-SG-Paribas : les salariés bougent, les actions baissent

EN QUALIFIANT la proposition de fusion à trois de la Banque nationale de Paris (BNP) d'« hostile » en début de semaine, les conseils d'administration et de surveillance de la Société générale (SG) et de Paribas ont sonné l'heure de la mobilisation. Jusqu'à présent, les dirigeants des deux banques « agressées » s'étaient interdit d'utiliser un vocabulaire trop guerrier. Ils évitaient les références trop directes aux raids de Georges Pébereau, le frère du président de la BNP, qui avait tenté de prendre le contrôle de la Société générale en 1988 avec l'appui du gouvernement, ou à la bataille boursière entre Navigation mixte et Paribas à la même époque. Ils retenaient, au moins temporairement, les salariés hostiles à la BNP. Désormais, l'heure n'est plus à la retenue.

OPÉRATION « BANQUE MORTE »

Signe du changement, les syndicats CFDT, CFTC, CGT, FO et SNB-CGC de la Générale appellent les salariés à une opération « banque morte », jeudi 22 avril dans l'après-midi, pour protester contre le projet de rapprochement BNP-SG-Paribas. « Tandis que les dirigeants se veulent rassurants à l'égard des salariés, ils tiennent un tout autre discours aux marchés financiers », in-

diquent les syndicats dans un communiqué. Ils ont reçu le soutien de leurs fédérations, qui entendent ainsi protester contre les « conséquences inévitables sur l'emploi de l'opération de la BNP ». La grève, pour une fois, sera appréciée par la direction de la banque. Celle-ci se réfère très fréquemment aux actions menées parmi le personnel contre l'attaque de la BNP, et notamment à la pétition signée par plus de 15 000 salariés de la SG. Plus étonnant encore, des cadres proches de la direction ont monté et pilotent l'association loi de 1901 intitulée Action contre le raid de la BNP, et se donnent des moyens : les membres doivent verser 250 francs, et même 1 000 francs s'ils veulent être membres bienfaiteurs.

Même si cette dernière initiative suscite une certaine ironie au sein du personnel et des organisations syndicales, la mobilisation s'amplifie à la Société générale. Elle est moins nette à Paribas : Philippe Degen, le représentant CFDT des salariés au conseil de surveillance, a expliqué dans un communiqué pourquoi il s'était abstenu et n'avait pas pris position pour ou contre les projets BNP ou SG-Paribas lors du conseil du 6 avril : on ne peut mesurer les conséquences so-

ciales ni de l'une ni de l'autre opération, dit-il, ce qui inquiète « l'ensemble du personnel de Paribas, à qui l'on ne demande rien. Sans compter avec la désagréable arrogance d'équipes de la SG arrivant en terrain conquis ».

SCÉPTICISME DES MARCHÉS

La BNP, elle, poursuit son action de charme auprès de ses salariés. Elle a annoncé, jeudi 8 avril, la signature d'un accord salarial avec la CFTC, FO, le SNB-CGC, mais aussi avec la CFDT, qui se matérialisera par le versement d'une prime, proportionnelle au salaire, d'au moins 1 300 francs, complétant l'intéressement et la participation (environ 10 % de la rémunération fixe en 1999).

Les marchés financiers tablent, eux, sur un enlèvement des opérations. Ils voient baisser les chances qu'un projet de rapprochement des réseaux bancaires – et les économies potentielles qui l'accompagneraient – se réalise et délaissent donc les titres SG et BNP, qui ont respectivement perdu 5,27 %, à 166,90 euros, et 5,09 %, à 72,60 euros, le 8 avril, tandis que Paribas reculait de 2,87 %, à 99,55 euros.

Sophie Fay

La City est partagée sur la bataille bancaire française

LONDRES

de notre correspondant à la City
« La proposition de mariage entre la Société générale et Paribas était bancale. Ce projet de rapprochement à trois doit être pris au sérieux » : cet éditorial du London Financial News sur le raid géant de la BNP souligne l'intérêt de la place londonienne pour la double offre publique d'échange visant à créer un champion français de la banque en Europe, rebaptisé par l'hédomadaire financier la « forteresse France » du nouveau millénaire.

La publication des bords de SG-Paribas avait suscité les réserves des analystes londoniens. Certes, la mise en commun des moyens et les mesures d'économies accompagnant ce mariage entraîneront environ 900 suppressions d'emplois parmi les 4 000 employés que comptent les deux établissements français les mieux implantés sur la première place boursière européenne. De quoi créer de la valeur à l'actionnaire par des synergies, comme l'appréciaient les investisseurs institutionnels anglo-saxons. Mais l'expérience de la City souligne combien l'intégration d'une banque commerciale style Générale et d'une banque d'affaires traditionnelle, comme l'est Paribas, est compliquée : les difficultés de Bar-

clays Capital, d'ING Barings et de Deutsche Morgan Grenfell l'attestent.

Selon les analystes du « square mile », cette fusion devrait favoriser la Générale qui, arrivée sur le tard sur la scène de la City, a du mal à digérer le récent développement de ses activités dans la haute banque londonienne. Paribas, en revanche, débarquée la première en 1984 avec la création de Paribas Capital Markets, a su poursuivre avec succès une stratégie de créneau au lieu de tenter d'offrir toute la palette des services financiers. Pour elle, le risque de casse à Londres n'est donc pas négligeable. D'où l'intérêt de ses cadres londoniens pour la proposition de la BNP, qui garantit à Paribas, en cas de réussite, une autonomie dont ne veut pas entendre parler la Générale. A Londres, la BNP qui a établi BNP Capital Markets, est peu active sur les marchés.

TROIS RÉSERVES

Bien accueilli, le projet « SBP » suscite tout de même trois réserves. Tout d'abord, comme l'indique John Leonard, analyste de Salomon Smith Barney, « si Paribas garde son indépendance, d'où viendront les économies dégageant de la valeur à l'actionnaire ? Pour créer une masse critique face aux Améri-

cains, aux Suisses et aux Néerlandais, il faut intégrer dès le départ les trois réseaux internationaux ». A écouter David Andrews, de l'agence de notation financière Fitch-Ibca, la deuxième interrogation concerne la gamme de services financiers offerts par la future SBP « qui, pour réussir, va devoir inventer des produits porteurs et innovateurs face aux mastodontes américains ». Le dernier obstacle que la SBP pourrait trouver sur sa route sont les questions de personnes et d'ego dans la constitution de l'organigramme de sa future banque d'affaires londonienne.

Marc Roche

VOTRE BAIGNOIRE REMISE A NEUF

Sans démontage, en blanc ou en couleur. Déplacement gratuit Paris et province.

Mr Baignoire
01.41.95.06.82 PARIS
03.88.66.02.86 PROVINCE

هكذا من الأصل

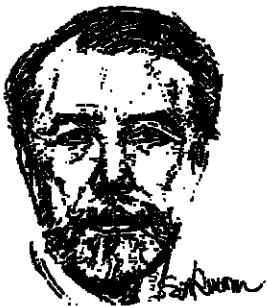
Domenico De Sole, président de Gucci

« Peut-être que LVMH n'a jamais eu réellement l'intention de faire une offre »

Le président de Gucci, Domenico De Sole, se dédare déçu par les modalités de l'OPA conditionnelle proposée par LVMH à raison de 85 dollars (91 euros) l'action. Il considère que l'entrée de Pi-

nault Printemps Redoute dans Gucci à hauteur de 42 % de son capital est irréversible et réaffirme son intention de partir en cas de victoire de LVMH. Après ce nouveau refus de Gucci, Bernard

Arnauld, le patron de LVMH, s'en remet au jugement du Tribunal d'Amsterdam, le 22 avril, sur la validité des dernières augmentations de capital de Gucci, pour tenter d'en prendre le contrôle.



DOMENICO DE SOLE

« Gucci vient de refuser la dernière offre de LVMH, à 85 dollars l'action. Pourquoi ?

— Nous avons été déçus, après trois semaines d'attente et de discussions destinées à apaiser les craintes de LVMH, de l'offre qui nous a été faite mercredi. Ce n'est pas sérieux. Cette proposition est soumise à des conditions qui sont clairement inacceptables. Nous sommes ouverts à une offre sérieuse et inconditionnelle qui concerne l'ensemble du capital. Tous nos grands actionnaires, que nous venons de contacter, notamment les fonds de pension américains, nous ont dit que nous avions eu la bonne attitude.

— Pensez-vous que LVMH va faire une offre hostile ?

— Je pense qu'il ferait une offre sérieuse et inconditionnelle. Je ne sais pas quelles sont ses intentions à présent.

— Le management de Gucci a accepté d'apporter les actions issues de ses stock options à LVMH pour lui permettre d'atteindre les 50 % du capital. Cela signifie-t-il que vous ne donnez plus la préférence à Pinault Printemps Redoute (PPR) ?

— Il n'y a rien de neuf là-dessus. Nous avons adressé le 6 avril aux membres du conseil de LVMH une lettre, également envoyée aux autorités boursières américaines, dans laquelle nous précisions que les actions détenues par le mana-

gement seraient à la disposition de LVMH pour lui permettre d'atteindre le seuil de 50 % du capital de la société, c'est-à-dire son contrôle. LVMH se plaignait de la difficulté qu'il aurait à convaincre les actionnaires indépendants. Nous avons décidé de l'aider. Tout ce qui pouvait être fait par Gucci l'a été de bonne foi pour faciliter une offre sérieuse de LVMH. C'est pourquoi nous avons été très déçus de leur dernière proposition. Quant à PPR, il est en dehors de tout cela, la Cour d'Amsterdam ayant demandé qu'il n'interfère pas dans les discussions avec LVMH. C'est ce qui s'est passé.

— Y a-t-il un risque de voir partir le management de Gucci en cas de prise de contrôle par LVMH ?

— A ce jour, la seule personne qui ait décidé de partir, c'est moi.

— Tom Ford aurait laissé entendre qu'il ne resterait pas non plus en cas de victoire de M. Arnauld.

— Je ne confirme rien. Ce que j'ai cru comprendre, c'est que LVMH voudrait que le conseil de Gucci lui donne des assurances sur le maintien de certaines personnes. Or le conseil de surveillance n'a pas le pouvoir de décider en lieu et place des collaborateurs. Cela relève de décisions personnelles. L'esclavage a été aboli ! Si M. Arnauld veut retenir des personnes, cela dépend de lui, des offres qu'il leur fera.

— LVMH a déclaré que le contrôle de Gucci était d'ores et déjà entre les mains de PPR. Qu'en pensez-vous ?

— C'est totalement faux. Ce n'est qu'une excuse brandie par LVMH. Qu'ils fassent une offre sérieuse, et ils verront bien !

— Avez-vous commencé à travailler avec le groupe Pinault sur votre projet industriel commun ?

— Non, nous n'avons rien fait. La Cour nous a demandé de tenir PPR à l'écart durant les négociations avec LVMH. C'est ce qui a été fait. Le management de Gucci est totalement focalisé sur la discussion avec LVMH.

— La Cour d'Appel d'Amsterdam peut-elle annuler, lors de l'audience du 22 avril, l'augmentation de capital réservée à PPR, qui lui a donné 40 % du capital de Gucci ?

— C'est une question de procédure. L'accord a été signé avec PPR, et nous avons à la banque depuis trois semaines les 3 milliards de dollars que le groupe nous a versés pour ses actions. Nous sommes des gens honorables, nous n'avons qu'une parole, nous ne pouvons pas revenir sur ce qui est signé. LVMH sait tout cela. Leur prétention d'offrir « alternative » est absurde.

— Est-ce que vous pensez que LVMH a toujours l'intention de faire une offre à 100 % sur Gucci ?

— Il y a deux jours, j'aurais répondu oui, mais aujourd'hui, j'en doute. La porte de Gucci reste toujours ouverte à une proposition sérieuse. Mais peut-être que LVMH n'a jamais eu réellement l'intention de faire une offre.

Propos recueillis par Laure Belot et Pascal Galbrier

Genset découvre un troisième gène du cancer de la prostate

La firme française confirme son avance

NUMÉRO UN français des biotechnologies, Genset, a annoncé, jeudi 8 avril, la découverte d'un troisième gène associé au cancer de la prostate. Pour cette recherche, cette société est allée au laboratoire pharmaceutique Synthelabo, filiale de l'Oréal en cours de fusion avec Sanofi. « Un tiers des cas de ce type de cancer peut être attribué aux trois gènes que nous avons découverts », explique Pascal Brandys, président et cofondateur de Genset.

Créée il y a dix ans, sa société est spécialisée dans la génomique, discipline qui permet d'identifier les gènes associés à la plupart des maladies. Dans le cas du cancer de la prostate, M. Brandys estime à une dizaine le nombre de gènes impliqués. « Nous avons la possibilité de trouver les principales causes génétiques de ce cancer dans les deux ans. Nous allons poursuivre nos recherches et nous ne souhaitons pas changer de partenaire », ajoute-t-il.

PARTENAIRE DE SYNTHELABO

Voici trois ans, Synthelabo signait un accord exclusif de partenariat avec la jeune firme de biotechnologie pour rechercher les gènes associés au cancer de la prostate. La durée du contrat initial était de deux ans et le montant du financement s'élevait à 355 millions de francs, auxquels s'ajoutait une prise de participation au capital de Genset, pour un montant de 50 millions de francs. Au terme des deux années de recherche, la firme de biotechnologie étant parvenue à découvrir deux gènes, elle obtenait la prolongation d'un an de son alliance.

« Nous déposons les brevets et nous signons un accord de licence

avec Synthelabo, qui mettra au point le traitement », raconte M. Brandys, avant de revenir sur les modalités de ces accords de partenariat. « Nous faisons de la génomique pure, et contrairement à d'autres firmes de biotechnologies nous n'allons pas plus avant. Nous pensons que les laboratoires pharmaceutiques savent mieux faire de la chimie et découvrir des molécules. » Synthelabo a déjà retenu un de ces trois gènes pour trouver le futur médicament.

Dans ce type de cancer, Genset est jusqu'à présent la seule entreprise à avoir obtenu des résultats. L'un de ses principaux concurrents aux Etats-Unis est la fondation Cap Cure, créée par l'ancien golden boy Michael Milken à sa sortie de prison en 1993 grâce à sa fortune personnelle. « Nous sommes en avance sur le reste du monde. Les autres ont localisé des gènes mais n'ont pas fait de découvertes définitives, reconnaît le patron de Genset. Nous ne découvrons pas un gène par hasard. Dans nos programmes, nous avons une approche systématique. » A partir d'un échantillon représentatif de maladies, les chercheurs établissent une cartographie et localisent les gènes avant de procéder au séquençage.

Dans un autre domaine, la schizophrénie, la firme française, en partenariat avec l'américain Johnson & Johnson, développe depuis deux ans un programme de recherche des gènes. « Nous sommes en phase finale et les résultats devraient être communiqués dans les semaines à venir », annonce M. Brandys.

Dominique Gallois

Bernard Arnauld s'en remet à la justice néerlandaise

LE DERNIER ROUND qui a opposé Gucci et LVMH, mercredi 7 avril, semblait joué d'avance. Le groupe français a fait à son concurrent italien deux offres dont il ne pouvait ignorer qu'elles avaient peu de chances d'être acceptées. Dans les deux cas, Bernard Arnauld, en posant ses conditions, demandait en quelque sorte à être placé sur un pied d'égalité avec son rival François Pinault, en vue d'une éventuelle bataille d'OPA. Le groupe Pinault Printemps Redoute (PPR) déclinait en effet 42 % des actions de Gucci à l'issue d'une augmentation de capital réservée qui a dilué la part détenue par LVMH à moins de 20 %.

La première offre de M. Arnauld consistait à proposer 85 dollars l'action pour 100 % du capital, y compris les parts de PPR, mais à condition que Gucci « aide » LVMH à atteindre les 50 % fatidiques — via une augmentation de capital réservée par exemple —, dès que la moitié des actionnaires indépendants accepterait son OPA. Autrement dit, il exigeait de pouvoir obtenir à coup sûr le contrôle de Gucci dès lors qu'il détenait au moins 37 % du capital. La seconde offre, à 91 dollars, n'était valable qu'en cas d'annulation pure et simple de l'opération qui a permis l'entrée de PPR dans Gucci.

ELARGIR LE DÉBAT

Des exigences évidemment « inacceptables » pour le marquisier italien, qui considère l'alliance qu'il a lui-même suscitée avec PPR comme irréversible. Le conseil de surveillance de Gucci a rappelé qu'il défendait les intérêts de tous ses actionnaires. Il laisse d'ailleurs, a-t-il précisé, « la porte ouverte » à une offre globale et inconditionnelle de la part de LVMH. Une proposition qui traduit surtout la confiance apparente absolue du président du groupe, Domenico De Sole, dans la fidélité de ses grands actionnaires, pour l'essentiel des fonds de pension américains. Le management de Gucci s'est même offert le luxe de proposer à LVMH de lui céder les 47 % d'actions que représentent potentiellement ses stock options pour lui permettre de compléter son OPA, dès lors qu'il ne lui manquerait que cela pour atteindre 50 %.

LVMH semble bel et bien dans une impasse. « Une OPA sur un groupe dans lequel un actionnaire détient déjà 42 % n'a de chance de réussir que si c'est cet actionnaire qui la fait lui-même », estime-t-on dans l'entourage de M. Arnauld. De fait, il suffirait que 8 % des actionnaires indépendants n'apportent pas leurs titres à LVMH pour que PPR reste le maître du jeu. La loi

néerlandaise, sous le coup de laquelle tombe Gucci, domicilié au Pays-Bas, n'oblige pas un groupe d'actionnaires contrôlant ensemble 50 % du capital d'une entreprise à lancer une OPA. Mais on peut se demander si les autorités de la bourse de New York, où Gucci est également coté, accepteraient aussi facilement une telle prise de pouvoir sans détachement des actionnaires minoritaires.

C'est tout l'enjeu de l'audience qui doit se tenir le 22 avril à la Cour d'Appel d'Amsterdam. La justice avait été sollicitée initialement par le groupe de Bernard Arnauld pour statuer sur la « vraie-fausse » augmentation de capital réalisée au profit des salariés de Gucci pour contrer son intrusion dans le capital en janvier. Mais après la deuxième dilution de capital, décidée par Gucci au profit de PPR, LVMH entend élargir le débat à la défense du droit des actionnaires minoritaires. Il espère ainsi amener la Cour à annuler l'entrée de PPR. « C'est un enjeu majeur pour la place d'Amsterdam, la seule en Europe où l'on peut prendre le contrôle d'une société sans faire d'OPA à 100 % », plaident les juristes de LVMH.

« Nous avons encore la possibilité de faire une nouvelle offre d'ici au 22 avril », souligne par principe le groupe de luxe, qui semble en fait s'en remettre désormais à la décision de la justice. Il apparaît de plus en plus nettement que si LVMH, ni PPR ne souhaitent en réalité faire une offre publique d'achat sur la totalité de Gucci. Le coût d'une telle acquisition pourrait s'élever à 50 milliards de francs, dans le cadre d'un duel boursier entre LVMH et PPR. Un prix qui peut paraître exorbitant compte tenu du caractère éphémère et cyclique du monde de la mode, capable de brûler du jour au lendemain ce qu'il a adoré. Un risque d'autant plus important pour LVMH qu'il n'est pas sûr, contrairement à son rival, de pouvoir garder le styliste-vedette de Gucci, Tom Ford. Et ce malgré les déclarations conciliantes et élogieuses faites par Bernard Arnauld à propos du créateur.

Le patron de LVMH serait en train de chercher une porte de sortie « par le haut », en réalisant une autre acquisition d'envergure de nature à le consolider de la perte de Gucci. Dans les milieux de la mode, on évoque déjà une accélération des discussions engagées avec Armani depuis quelques mois. « Gucci, c'est bien, mais il n'y a pas que cela », lâchait-on jeudi dans l'entourage de M. Arnauld.

L. Be. et P. Ga.

NOMINATIONS

M. Brémond à la tête de Maison de la France

SUR PROPOSITION de la secrétaire d'Etat au tourisme, le conseil d'administration de Maison de la France, GIE chargé d'assurer la promotion de la destination « France » à l'étranger, a élu, mercredi 7 avril, Gérard Brémond, 61 ans, son nouveau président pour trois ans. Il succède à Gilbert Trigano, fondateur du Club Méditerranée.

En proposant M. Brémond, Michelle Demessine a fait le choix de la continuité : le patron de Pierre et Vacances est un novateur dans le secteur du tourisme, comme l'était Gilbert Trigano. Son groupe est le numéro un européen dans le développement et la gestion de la résidence de tourisme. Rappelant que le tourisme n'était pas « une affaire de petits rigolos, même si ses acteurs avaient de l'humour ! », Gérard Brémond s'est d'ores et déjà fixé deux priorités pour Maison de la France : multiplier les partenariats ciblés avec les entreprises et accélérer la révolution informatique du GIE.

COCKERILL-SAMBRE : Bernard Serin (49 ans) et Jean-Claude Delobel (45 ans) ont été respectivement nommés administrateur délégué et directeur général de la filiale d'Ustunor.

AIRBUS INDUSTRIE : Michel Guérard (42 ans) a été nommé vice-président chargé de la communication, en remplacement de Robert Alizart.

ELVIA : Alain Demissy (58 ans) a été nommé directeur général du groupe Elvia assurances de voyages à Zurich.

Cette rubrique est hebdomadaire. Merci d'envoyer vos informations à Martine Piconet. Fax : 01-42-72-21-67.

Nord Sud EXPORT

Le Monde

LA CORRUPTION DANS LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES

UN SÉMINAIRE SPÉCIALEMENT CONÇU POUR LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE

Hôtel Royal Monceau - Paris
Mardi 13 avril 1999 (de 9 heures à 17 h 30)

MATIN

9 heures - 9 h 50

LA CORRUPTION, PARTIE PRENANTE DU RISQUE-PAYS

- Petite et grande histoire de la corruption
- Mesures préventives et correctives
- Typologie des régimes corrompus et des corrupteurs
- La « criminalisation » du politique dans le monde

Par : Jean-Marie THIVEAUD, conseiller scientifique, MEPS, Jean-François BAYART, directeur du CER, Jean-Louis TESSIER, fondateur et conseiller de NSE

9 h 50 - 10 h 45

LA MAL NÉCESSAIRE À LA NÉCESSITÉ D'UNE NORME

- Rappel du contexte et des anciennes procédures « d'encadrement »
- Soutenir l'exportation n'est pas fermer les yeux !
- La logique de la « bonne gouvernance »

Par : Véronique MASPETIOL, sous-directeur, COFACE, Ellynn CHAPARRO, conseiller spécial, Banque mondiale, Jean-Claude PAYE, ancien secrétaire général de l'OCDE

11 h 15 - 12 h 45

LA CONVENTION OCDE ET SON APPLICATION

- Explication de texte d'un traité qui vise les corrupteurs
- Son application antérieure aux Etats-Unis
- Le projet de loi de réforme du code pénal français
- La non-déductibilité fiscale en France et chez nos concurrents
- La charge de la preuve, la prescription et les sanctions encourues
- Le devoir de diligence des commissaires aux comptes

Par : Marc PIETH, président des négociations OCDE, Michel HUMAULT, député, commission des lois, William McGURN, avocat, Götting, Steen & Hamilton, Eric GINTER, avocat, Gide Loyrette Nouel, Philippe COURROYE, secrétaire général, procureur de Lyon, René RICOL, comité exécutif, IFACs

APRÈS-MIDI

12 h 45 - 14 h 30 : DÉJEUNER

14 h 30 - 16 heures

LE POINT DE VUE DES ENTREPRISES

- Les effets pervers de l'angélisme, les cas de concurrence déloyale
- Quel des contrats d'agents, des intermédiaires et autres « sponsors » ?
- Est-il vrai que plus on légifère, plus les caisses noires prolifèrent ?
- Les risques de calomnie et de guerillas judiciaires
- La question des rétro-commissions et de l'intégrité du corrupteur
- Les codes d'éthique et le partage des valeurs au sein des entreprises
- La naissance de réseaux d'intégrité dans de nombreux pays

Table ronde animée par Paul-Henri DENIEUL, président du Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France

Avec : Jean MONVILLE, président-directeur général, SPIE, Sylvie D'ARVISENET, chargée de mission auprès du président, Vivendi, Pierre CONESA, directeur adjoint des relations internationales, DGA, André JARROSSON, président d'honneur du SEFI et président du groupe de travail Medef sur la déontologie internationale

16 heures - 17 heures

CONCILIER ÉTHIQUE ET EFFICACITÉ

Par : Dominique STRAUSS-KAHN, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Questions-réponses avec les entreprises

17 heures - 17 h 30

DISCUSSION GÉNÉRALE

17 h 30 - 17 h 45

CLÔTURE DU SÉMINAIRE

Par : Jean-Marie COLOMBANI, directeur « Le Monde », et Nicole CHEVILLARD, rédacteur en chef « Nord Sud Export »

Inscription préalable obligatoire auprès d'Annie BOECE ou Christelle TORRES
NORD SUD EXPORT (groupe Le Monde), 4, rue de Penthièvre, 75008 PARIS.
Tél. : 01-47-42-25-74 - Fax : 01-47-42-11-86 - E-mail : nselm@compuserve.com

مركز الأمل

La Cinquième se veut une vitrine des nouvelles technologies

La bibliothèque informatique de la chaîne du savoir s'efforce d'être l'outil du service public en matière de multimédia. Sa filialisation devrait l'y aider, mais elle a encore besoin d'une aide financière importante de l'Etat

GRÂCE à sa Banque de programmes et de services (BPS), La Cinquième, qui attend toujours sa fusion avec La Sept/Arte, se met en position d'être la tête de pont de la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans le secteur public. Elle souhaite ainsi contrecarrer la concurrence des sociétés privées de logiciels ou d'édition de produits culturels.

La Cinquième-La Sept/Arte est bien évidemment l'organisme pour intervenir sur un champ qui ne doit pas être guidé par la seule vision marchande, a insisté Jérôme Clément, président de La Cinquième-La Sept/Arte, jeudi 8 avril, lors d'un colloque sur le thème « Audiovisuel et innovation » auquel étaient invités, notamment, des élus et des représentants des collectivités locales et des ministères. M. Clément a, en outre, annoncé la filialisation de ce département et l'entrée d'autres partenaires publics tels que l'Institut national de l'audiovisuel (INA), le Centre national de documentation pédagogique (CNDP) et le Centre national d'études des télécommunications (CNET). « La BPS

s'inscrit dans une logique de fédération et, en l'espèce, de fédération de l'offre publique dans le domaine de la distribution de programmes audiovisuels et multimédias », a-t-il précisé.

Créée en 1997, la BPS est une

Grâce au système du téléchargement, les utilisateurs peuvent commander à l'avance l'émission qu'ils ont choisie ainsi que les éléments supplémentaires (cartes, chronologies, bibliographies, etc.), créés pour illustrer et préciser le su-

La BPS cherche à multiplier les partenariats avec les collectivités locales. Des accords existent ou sont en discussion avec l'Alsace, Metz, Besançon, la Somme, la Bretagne, le Rhône, entre autres. Férus de nouvelles technologies, certains élus soutiennent cette stratégie.

« La BPS est un élément déterminant dans le développement d'un réseau de média électronique de proximité dans une ville », estime Jean-Charles Bourdier, conseiller auprès du maire de Metz, qui est équipée de cinq sites, dont un dans le service pédiatrique d'un hôpital. Dans le département du Rhône, qui est en train de s'équiper d'un puissant réseau de distribution de services, le sénateur René Trégouët souhaite que « cela permette d'expérimenter une BPS à large débit ».

PHASE GRATUITE

Reste à savoir si la sophistication et la multiplication des réseaux de diffusion contribueront à une meilleure satisfaction des usagers. Pendant la période d'expérimentation, certains utilisateurs, notamment dans le nord de la France, se sont heurtés à des problèmes tech-

niques, qui ont parfois été longs à résoudre. En ce qui concerne les contenus, l'aspect généraliste de la BPS fait évidemment des frustrés. Les responsables d'associations et de mouvements de jeunes la trouvent trop axée sur les programmes scolaires. Quant aux instituts spécialisés, ils regrettent de ne pas y trouver certains documents dans le secteur sur lequel ils travaillent.

Parmi les gisements de la BPS encore peu exploités, certains comptent sur la diffusion vers l'étranger. Ce serait à la fois l'occasion d'un développement commercial et un bon coup de pouce pour la défense de la francophonie. Des accords existent avec des établissements scolaires dans plusieurs pays, dont la Grèce, l'Espagne, le Maroc, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Certains produits sont aussi édités en anglais.

Prudent, M. Clément préférerait atteindre l'équilibre économique de son système avant d'engager des investissements pour le développement international. L'année prochaine sera, en ce domaine, décisive. Car, une fois achevée la période d'expérimentation qui ne leur coûtait rien, les utilisateurs vont devoir décider s'ils acceptent ou non de payer pour l'accès aux services de la BPS. Encore à l'étude, les prix devraient avoisiner 1 franc la minute durant les vingt minutes de consultation, avec une dégressivité au-delà.

Pour parvenir à l'équilibre des comptes, les responsables de la BPS estiment que cinq exercices seront nécessaires. En 1998 et en 1999, la BPS a bénéficié d'un apport de 40 millions de francs. Jérôme Clément demande à l'Etat-actionnaire de poursuivre son effort de soutien.

Claude Francillon

Sur tous les supports

La Cinquième-La Sept/Arte met en avant le succès de ses sites Internet. 800 000 pages sont visitées chaque mois sur La Cinquième et un million sur Arte. En outre, un cours de français en ligne vient d'être créé et un site emploi devrait bientôt voir le jour, pour lequel des partenariats sont recherchés. Outre les livres, cassettes vidéo et CD-ROM, les deux chaînes lancent une collection de DVD. Présentes sur les deux bouquets satellites, elles cherchent aussi à « explorer les capacités d'interactivité » sur ce moyen de diffusion. Un « dico en ligne » est prévu sur CanalSatellite. Par ailleurs, Jérôme Clément, président de La Cinquième-La Sept/Arte, défend le numérique hertzien « comme l'occasion, pour le service public, de mieux exposer une offre qui n'attire pas spontanément les opérateurs privés ».

sorte de bibliothèque informatique destinée aux établissements scolaires et aux différents organismes chargés d'éducation ou d'emploi. Son catalogue contient 5 000 documents, pour la plupart issus des programmes de La Cinquième.

jet. Dans les 473 sites équipés de la BPS (établissements scolaires, agences pour l'emploi, centres de formation, collectivités locales, etc.), les usagers consomment en moyenne un peu plus d'un programme par jour.

Euronews cesse sa diffusion en langue arabe

LYON

de notre correspondant régional La chaîne d'information en continu et multilingue Euronews, installée près de Lyon depuis 1993, ne diffusera plus son programme en langue arabe à partir du 14 avril. La décision a été prise il y a quelques semaines par le groupe britannique International Television News (ITN, filiale à 25 % de Reuters PLC), qui assure la direction opérationnelle de la chaîne européenne depuis décembre 1997, date à laquelle il a racheté les 49 % détenus par Alcatel-Alsthom. Le reste du capital est contrôlé par un consortium de dix-huit chaînes publiques européennes, dont France Télévision, la RAI (Italie), la RTVE (Espagne) et la SSR (Suisse).

Depuis son lancement, Euronews diffuse ses programmes en anglais, allemand, français, espagnol et italien. Il y a deux ans, l'Union européenne a accordé une subvention à la chaîne pour permettre la création d'un service d'information en langue arabe. Depuis, Euronews propose quotidiennement, entre 16 heures et minuit, des images commentées dans cette langue. Huit journalistes permanents et une dizaine de pigistes col-

laborent à ces programmes relayés par le câble et le satellite. Selon la direction d'Euronews, l'UE ne s'était engagée à subventionner cette activité nouvelle que pendant deux ans. La chaîne affirme avoir recherché des solutions pour poursuivre ce programme. Mais elle n'est pas parvenue à réunir l'argent nécessaire à la poursuite de cette « expérience ».

« PLUS DE DIALOGUE SOCIAL »

D'autre part, Euronews souhaitait que ses émissions puissent être reprises, à certaines heures de la journée – comme le font quotidiennement France 3 ou la RAI –, par les télévisions publiques arabes, notamment celles des pays du Maghreb. Les organisations syndicales de journalistes prétendent que Bruxelles a subi d'importantes pressions de la part de plusieurs gouvernements du pourtour méditerranéen pour qu'elle cesse de financer les programmes en langue arabe d'Euronews.

La suppression de ce service mais aussi le conflit salarial qui oppose depuis plusieurs semaines les journalistes d'Euronews à la direction sont à l'origine de la grève qui s'est déroulée les 7 et 8 avril (Le Monde

du 9 avril). Trente-trois journalistes permanents sur les cent trois employés par la chaîne ont cessé le travail. Toutefois, l'antenne n'a pas été perturbée, les cadres de société ayant pris en charge la réalisation des programmes.

Les journalistes grévistes estiment que, depuis l'arrivée du nouvel actionnaire britannique, les conditions de travail se sont considérablement détériorées. L'un d'eux affirme que « le dialogue social n'existe plus. Pour coller à CNN, on nous demande de faire sans cesse davantage d'efforts. Mais, lorsque nous réclamons 1 % d'augmentation annuelle, on nous la refuse ». La direction se défend en rappelant qu'elle a accepté, en début d'année, de ne procéder à aucun licenciement en échange d'un gel des salaires.

La chaîne européenne, qui cultive une très grande discrétion sur le bilan de l'entreprise, s'est fixé comme objectif de retrouver l'équilibre financier avant la fin 1999. Depuis son lancement, Euronews a toujours été déficitaire. Son portefeuille déclaré que, depuis sa reprise en mains par ITN, « la santé d'Euronews s'est beaucoup améliorée » et qu'elle devrait enregistrer,

grâce aux accords publicitaires passés avec RTL (Allemagne) et Channel Five (Grande-Bretagne), de substantielles rentrées d'argent. En 1997, avant l'arrivée de ses nouveaux dirigeants, Euronews n'avait encaissé que 30 millions de francs (4,6 millions d'euros) de recettes publicitaires pour un budget qui s'élevait alors à 185 millions de francs (28,2 millions d'euros).

Claude Francillon

L'empire Murdoch fragilisé par la guerre des « miss »

LONDRES

de notre correspondant à la City Le magnat des médias Rupert Murdoch aime les femmes, ce n'est un secret pour personne. Si sa puissance, sa fortune, ses coups de poker aussi craints que célébrés, suscitent de véritables dévotions féminines, le papivore presque septuagénaire se passerait bien de la foire d'empoigne à la Dallas qui oppose les « dames » de son entourage. La guerre entre les héritières a pour incidence une fragilisation de News Corp., la firme du magnat australo-américain. John Malone, le président de Liberty Media (filiale d'ATT), en a profité pour devenir, mardi 6 avril, le second actionnaire du groupe, après la famille Murdoch (Le Monde du 8 avril). « L'action est significativement sous-évaluée », a-t-il expliqué en prenant 8 % de News Corp. Le même jour, le prince Al Waleed, déjà actionnaire, a porté sa participation à 6 %. Ces opérations se sont soldées par une hausse de 11,7 % de l'action à la Bourse de Sydney.

FAVORITISME

Pour autant, le feuilleton est loin d'être fini. Qu'advient-il si une partie de la famille Murdoch, qui détient environ 30 %, décide de vendre ? Se taire et attendre : cela faisait des années que Prudence McLeod, la fille aînée de Rupert Murdoch, issue d'un premier mariage dissous en 1966, appliquait stoïquement la consigne. Mais l'indépendance personnelle l'a finalement emporté sur l'esprit de famille. « N'en déplaise aux uns et aux autres, mon père a toujours affirmé que nous étions quatre. Mes enfants devront toucher aussi leur part d'héritage le jour venu », a déclaré Prudence, quarante ans, visiblement frustrée par le favoritisme dont bénéficient ses demi-sœurs et frères, Elizabeth, Lachlan et James. Les trois enfants du second mariage avec Anna, dont le tycoon vit séparé depuis un an, occupent en effet des postes de responsabilité dans la hiérarchie du conglomérat. L'époux de Prudence se contente, lui, d'un poste subalterne de directeur de

la diffusion du Times. Pour tenter de se faire un prénom, Prudence a poussé l'indépendance d'esprit jusqu'à confier ses états d'âme au Sun Herald, le grand rival à Sydney du Telegraph, le tabloïd de l'écure Murdoch en Australie, dirigé par Lachlan.

« La prochaine M^{me} Murdoch » : la sortie retentissante de Prudence ne serait pas étrangère à la publication, dans le dernier numéro du mensuel mondain Tatler's, d'un portrait du mannequin australien Sarah O'Hare. Se décrivant comme « impitoyable en affaires », la sensuelle épouse – le mariage a eu lieu secrètement le 27 mars – de Lachlan Murdoch, dauphin attitré de Rupert, décrit son beau-père comme « un incroyablement génie ». Prudence entend également contrarier les projets d'Elizabeth Murdoch, directrice des programmes de la filiale BSkyB, le bouquet satellitaire britannique. Peu soucieuse de camoufler ses appétits de succéder à son père, qui a toujours marqué une préférence en sa faveur, cette divorcée de trente et un ans est toujours volontaire pour occuper le devant de la scène médiatique londonienne. Voilà qui agace Prudence, qui se décrit comme une « femme au foyer ».

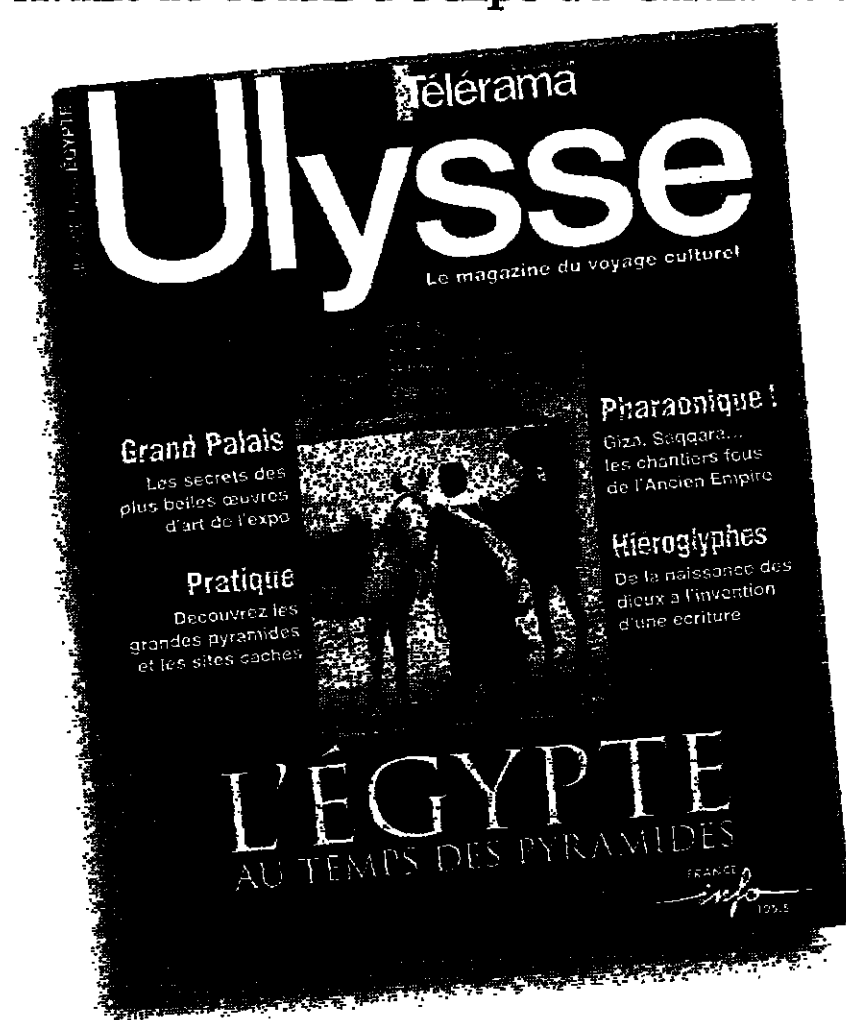
Enfin, l'irruption d'une quatrième « Miss Murdoch » en la personne de la nouvelle petite amie de Rupert, Wendy Deng, envenime la crise. Dès la conclusion de son divorce, Rupert entend épouser cette jeune femme intelligente et déterminée que rien ne semble devoir arrêter. Rupert et Deng vivront heureux et auront au moins deux enfants : il est clair que cette prédiction d'un astrologue de Hongkong donne des sueurs froides aux « héritiers ».

Les dirigeants de News Corp. s'efforcent de dramatiser ce conflit fratricide, qui risque à terme de fragiliser la performance boursière du groupe. Un initié se veut serein : « L'heure de la retraite de Rupert n'a pas sonné. Et si le patron devait disparaître demain, sous la pression des banques, le management prendrait la barre, pas les enfants. »

Marc Roche

ULYSSE - ÉGYPTE

Avant de courir à l'expo du Grand Palais...



35 francs chez votre marchand de journaux.

Ulysse
coédité avec Télérama

le magazine du voyage culturel.

سك من النهر

هكذا من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

● DaimlerChrysler a progressé, jeudi 8 avril, de 1,85 %, à \$4,99 euros. Témis, sa branche pièces détachées, s'attend à la poursuite de l'augmentation de ses ventes cette année.

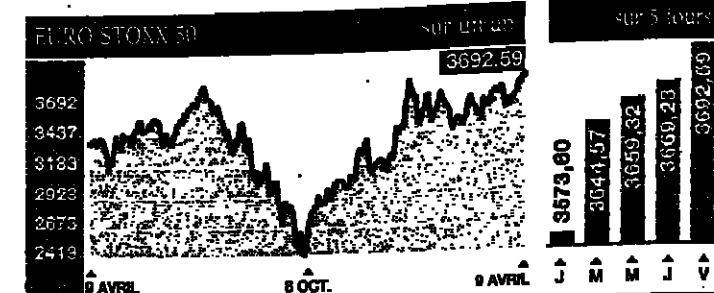
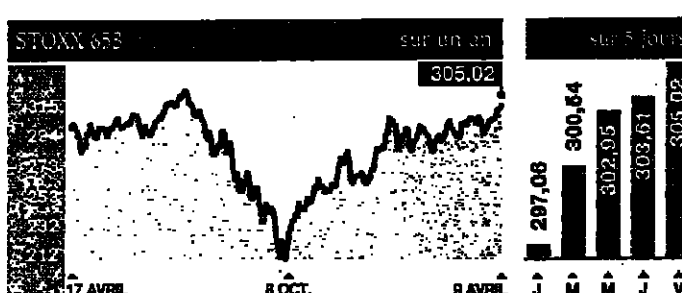
● Granada Group a gagné jeudi 3,37 %, à 1 350 pence. OnDigital, un service de télévision à péage que le groupe détient avec Carlton Communications, a conquis 110 000 abonnés depuis son lancement, le 15 novembre. Un nombre largement supérieur aux prévisions des analystes.

● Great Universal Stores a bondi jeudi de 7,22 %, à 713 pence. L'entreprise de vente par correspondance a bénéficié de conseils positifs d'une maison de titres.

● Marks & Spencer a perdu jeudi 3,3 %, à 422,25 pence. Selon une information parue dans le *Daily Mail*, le groupe de distribution s'apprêterait à baisser ses prix de détail pour augmenter ses parts de marché.

● Novartis a affiché jeudi une progression de 3,45 %, à 2 490 francs suisses. Le titre du numéro un mondial de l'industrie pharmaceutique continue de bénéficier de spéculations sur des rapprochements dans le secteur.

● Telecom Italia s'est apprécié jeudi de 2,29 %, à 9 539 euros. Des rumeurs ont fait état d'une possible alliance entre l'opérateur et un investisseur étranger pour contrer l'OPA d'Olivetti.



09/04 12h46	Code pays	Cours en euros	% Var. veille
AUTOMOBILE			
AUTOCY SDR	BE	27,71	+1,30
BMW	DE	627,5	+0,72
CONTINENTAL AG	DE	23,35	+1,30
DaimlerChrysler	DE	49,9	+1,85
FIAT	IT	2,08	+0,48
FAT PRV	IT	1,59	+0,63
LUCAS VARTY	FR	4,28	+0,35
MICHELIN-RM	FR	45,67	+1,33
PEUGEOT	FR	148,9	+2,89
PIRELLI	IT	2,7	+1,89
RENAULT	FR	38,05	+0,95
VALEO	FR	77,85	+1,77
VOLKSWAGEN	DE	62,35	+0,80
VOLVO-A	SE	24,32	+0,23
VOLVO-B	SE	24,88	+0,22
EURO STOXX AUTO		233,97	+1,78

BANQUES			
ABN AMRO HOLDING	NL	19,94	-0,74
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82
ALIBI HOLDING	FR	15,38	+0,82

TELECOMMUNICATIONS			
BRITISH TELECOM	GB	11,87	-1,20
CABLE & WIRELESS	GB	11,87	-1,20
DEUTSCHE TELEKOM	DE	41	+2,50
EUROPEAN TELECOM	FR	87,18	+0,13
FRANCE TELECOM	FR	87,18	+0,13
HELLENIC TELE	GR	22,01	+1,10
NONIUM TELE	NL	28	+0,82
CANADIAN NATIONAL	CA	14,38	+0,35
PORTUGAL TELECOM	PT	14,38	+0,35
SWEDISH TELECOM	SE	14,38	+0,35
TELECOM DANMARK	DK	14,38	+0,35
TELECOM ITALIA	IT	14,38	+0,35
TELECOM ITALIA	IT	14,38	+0,35
TELECOM ITALIA	IT	14,38	+0,35
TELECOM ITALIA	IT	14,38	+0,35
TELECOM ITALIA	IT	14,38	+0,35

CONSTRUCTION			
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17
ACCIONA	ES	54,15	+2,17

PRODUITS DE BASE			
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72
ALUMINUM GREC	GR	60,87	+1,72

CONSUMMATION CYCLIQUE			
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80
ACCOR	FR	220,5	+1,80

EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81
EURO DISNEY RM	FR	1,22	-0,81

PHARMACIE			
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05
ASTRA	SE	20,75	-1,05

BIENS D'EQUIPEMENT			
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45
ABB AB-A	SE	12,55	+0,45

ENERGIE			
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15
AXER MARITIME	NO	8,20	+5,15

SERVICES FINANCIERS			
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80

ALIMENTATION ET BOISSON			
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80
ALFALFA	GR	6,20	+3,80

ASSURANCES			
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89
AGF RM	FR	51,1	+0,89

SERVICES COLLECTIFS			
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41
ANGIAN WATER	GB	10,77	-0,41

MEDIAS			
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...
SKY B GROUP	GB	6,04	...

BIENS DE CONSOMMATION			
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13

COMMERCE DISTRIBUTION			
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13

HAUTE TECHNOLOGIE			
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13
AROLD	NL	37,2	+0,13

* CODES PAYS ZONE EURO
FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne
IT : Italie - PT : Portugal - GR : Grèce
LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche
FI : Finlande - BE : Belgique

CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède

سكوا من الأعمال

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII
LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999 / 727

VALEURS FRANÇAISES

● L'action L'Oréal a poursuivi sa progression en gagnant 1,66 %, dans les premières transactions du vendredi 9 avril. Les investisseurs ont apprécié la hausse de 9,5 % des ventes au premier trimestre 1999 et l'ambition du groupe de réaliser de nouvelles acquisitions.

● Le titre Pinault-Printemps-Redoute a progressé de 2,2 % à l'ouverture de la séance du 9 avril. Après le rejet par Gucci de l'OPA de LVMH, PPR semble bien placé pour devenir l'actionnaire de référence du groupe de luxe italien (lire page 23).

● Le titre Strafor-Facom a gagné 0,61 %, dans la matinée du vendredi 9 avril. Après le rejet de l'OPA de Finalac, l'action se négocie à 82 euros, soit un prix supérieur à l'offre de 80 euros faite par Finalac.

● L'action Grandvion a grimpé de 5,43 %, vendredi matin. Le groupe avait annoncé, la veille, que son chiffre d'affaires avait progressé de 9 %, à 168 millions d'euros, au cours du premier trimestre 1999.

● L'action BIC est restée stable au début de la séance du vendredi 9 avril. Le groupe a dénoté une baisse de 6 % de ses ventes au premier trimestre 1999, à 290 millions d'euros.

● L'action STMicroelectronics a gagné 2,9 % à l'ouverture des transactions, vendredi 9 avril. Le titre est à son plus haut niveau historique.

Cours relevés à 12h30

Liquidation : 23 avril

Cours relevés à 12h30

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

France	Précédent	Cours	% Var.	Valeur
BNP (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
CLYONNAIS (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
RENAULT (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
SAINT-GOBAIN (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
THOMSON SA (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
ACCOR	218,00	218,00	0,00	152
AGF	50,00	50,00	0,00	152
AIR FRANCE (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
ALCANTARA	110,10	110,10	0,00	152
ALSTOM	27,00	27,00	0,00	152
ALSTOM TECHNO	27,00	27,00	0,00	152
ATOS	50,00	50,00	0,00	152
AXA	120,00	120,00	0,00	152
BAL INVEST	120,00	120,00	0,00	152
BATIMOT WILLE	50,00	50,00	0,00	152
BERTRAND FAURE	50,00	50,00	0,00	152

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

France	Précédent	Cours	% Var.	Valeur
BNP (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
CLYONNAIS (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
RENAULT (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
SAINT-GOBAIN (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
THOMSON SA (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
ACCOR	218,00	218,00	0,00	152
AGF	50,00	50,00	0,00	152
AIR FRANCE (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
ALCANTARA	110,10	110,10	0,00	152
ALSTOM	27,00	27,00	0,00	152
ALSTOM TECHNO	27,00	27,00	0,00	152
ATOS	50,00	50,00	0,00	152
AXA	120,00	120,00	0,00	152
BAL INVEST	120,00	120,00	0,00	152
BATIMOT WILLE	50,00	50,00	0,00	152
BERTRAND FAURE	50,00	50,00	0,00	152

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

France	Précédent	Cours	% Var.	Valeur
BNP (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
CLYONNAIS (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
RENAULT (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
SAINT-GOBAIN (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
THOMSON SA (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
ACCOR	218,00	218,00	0,00	152
AGF	50,00	50,00	0,00	152
AIR FRANCE (CFP)	142,10	142,10	0,00	152
ALCANTARA	110,10	110,10	0,00	152
ALSTOM	27,00	27,00	0,00	152
ALSTOM TECHNO	27,00	27,00	0,00	152
ATOS	50,00	50,00	0,00	152
AXA	120,00	120,00	0,00	152
BAL INVEST	120,00	120,00	0,00	152
BATIMOT WILLE	50,00	50,00	0,00	152
BERTRAND FAURE	50,00	50,00	0,00	152

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

Liquidation : 23 avril

SPORTS Le XV de France reçoit l'Ecosse, samedi 10 avril, au Stade de France à l'occasion d'un match du Tournoi des cinq nations qui peut lui permettre de racheter une saison en

demie-teinte après deux grands chelems consécutifs. ● **RAPHAËL IBANEZ**, le capitaine français, invite ses coéquipiers à retrouver la cohésion et l'ambition qui les habitaient lors

des précédentes campagnes européennes. ● **L'ENTRAÎNEUR**, Jean-Claude Skrela, a prévenu que la rencontre servirait de base à la sélection en vue de la Coupe du monde

1999. ● **L'ANGLETERRE**, qui sera opposée au pays de Galles, dimanche 11 avril, à Twickenham, doit s'imposer si elle veut réaliser le grand chelem. ● **JONATHAN PETER WILKINSON**, buteur émérite du XV à la rose

à 19 ans, sera l'attraction du match, lui que la presse anglaise compare à Michael Owen, la jeune idole du club de football de Liverpool.

Le XV de France veut défendre son honneur face à l'Ecosse

Le capitaine des Tricolores, Raphaël Ibanez, espère que ses coéquipiers sauront faire face à leurs responsabilités afin de se relancer en vue de la Coupe du monde 1999. Il faut « recoller les morceaux », « recréer un puzzle », « retrouver la continuité », dit-il

C'ÉTAIT il y a un an. Raphaël Ibanez, le capitaine comblé d'un XV de France euphorique, vaincu en deux saisons européennes, savourait son bonheur, un deuxième grand chelem consécutif. Etomnamment sage, il songeait déjà aux nuages qui ne manqueraient pas d'obscurcir le parcours sans tache de sa jeune équipe de France : « C'est aussi dans la déjanté que ce groupe va pleinement se révéler », assurait-il en substance.

C'était il y a moins de trois semaines, quelques minutes après la triste performance des rugbymen français à Twickenham, face à l'Angleterre, sanctionnée par une deuxième défaite (21-10) dans le Tournoi des cinq nations 1999. Raphaël Ibanez, capitaine critiqué, faisait face. A l'heure sombre des déceptions, il tentait de se remémorer les moments passés, si glorieux, si lointains déjà : « Peut-être n'avons nous pas pris pleinement conscience de la valeur de ces deux grands chelems consécutifs », regrettait-il.

Un peu déboussolé, le talonneur des Bleus n'écoute plus aujourd'hui, avant de rencontrer l'Ecosse, samedi 10 avril au Stade de France, que la nécessité de « recoller les morceaux ».



Thierry Clea, nouveau venu dans l'équipe de France, lors du dernier entraînement à Clairefontaine.

Les équipes

FRANCE : 15. Enrie Hamrick (Stade toulousain) ; 14. Xavier Garbajosa (Stade toulousain) ; 13. Pascal Glendon (Dax) ; 12. Franck Combes (Stade français) ; 11. Christophe Dumais (Stade français) ; 10. Thomas Castaignède (Castres) ; 9. Philippe Cattaneo (Bordeaux) ; 8. Thomas Livernon (Pau) ; 7. Richard Castel (Bordeaux) ; 6. Christian Lacroix (Stade toulousain) ; 5. Thierry Clea (Pau) ; 4. Olivier Brézet (Rugby Bordeaux) ; 3. Franck Tournaire (Stade toulousain) ; 2. Raphaël Ibanez (Pyrénées, cap.) ; 1. Christian Castano (Stade toulousain).

Remplaçants : 16. Christophe Lussac (Stade français) ; 17. David Aucagne (Pau) ; 18. Thomas Lamond (Stade français) ; 19. Christophe Juliet (Stade français) ; 20. David Auradou (Stade français) ; 21. Sylvain Marconnet (Stade français) ; 22. Marc Del Hous (Colomiers).

ECOSSE : 15. Glenn Metcalfe (Glasgow) ; 14. Cameron Murray (Edinburgh) ; 13. Alan Tait (Edinburgh) ; 12. John Leslie (Glasgow) ; 11. Kenny Logan (Widnes) ; 10. Gregor Townsend (Birmingham) ; 9. Gary Armstrong (Newcastle, cap.) ; 8. Stuart Field (Leeds) ; 7. Martin Leslie (Edinburgh) ; 6. Budge Pounney (Northampton) ; 5. Stuart Gimes (Glasgow) ; 4. Scott Murray (Bedford) ; 3. Paul Burnell (London Scottish) ; 2. Gordon Bouch (Glasgow) ; 1. David Hogg (Bath).

Remplaçants : 16. Shaun Longstaff (Glasgow) ; 17. Craig Chalmers (Edinburgh) ; 18. Iain Fairley (Edinburgh) ; 19. Pater Watson (Newcastle) ; 20. Andy Ford (Widnes) ; 21. George Graham (Newcastle) ; 22. Steven Brotherton (Edinburgh).

● Arbitres : Clayton Thomas (Galles), assisté de Derek Bevan (Galles) et S. Lander (Angleterre).

● Coup d'envoi à 15 h 15 ; en direct sur France 2.

DÉPÊCHES

● **FOOTBALL** : en Coupe des coupes, jeudi 8 avril, les demi-finales aller Chelsea (Ang.)-Malorque (Esp.) et Lokomotiv Moscou (Rus)-Lazio Rome (Ita.) se sont achevées sur le même score (1-1). En match avancé des quarts de finale de la Coupe de France, Le Mans (D2) a battu (3-1) Laval (D2). En match en retard de la 21^e journée du championnat de D1, Lyon a conforté sa place de troisième en battant Sochaux (4-1).

● **CYCLISME** : deux soigneurs d'équipes cyclistes, Michel Decock (masseur de l'équipe Crédit agricole) et Guy Bentabou, ont été mis en examen à Grenoble pour « exercice illégal de la médecine et de la pharmacie », à la suite d'une descente de police effectuée en novembre 1997, lors des Six Jours de Grenoble, révèle le *Dauphiné Libéré* du vendredi 9 avril. Les policiers avaient retrouvé des substances médicamenteuses dans les vestiaires du Palais des sports de la ville.

de « recréer un puzzle », de « retrouver la continuité ». Il avance également quelques regrets, des « rétrogrades », la première mi-temps catastrophique de son équipe face au pays de Galles, qui avait, selon lui, « révélé un manque de préparation » et les vingt premières minutes de la deuxième mi-temps face à l'Australie, « vingt minutes stériles, pendant lesquelles on a bousculé les Australiens, mais à 8 joueurs lorsque 4 ou cinq auraient suffi. En tant que capitaine, je me reproche ces mauvais choix stratégiques ».

Entre ces allers-retours presque mélancoliques de la pensée de son capitaine, l'équipe de France a enchaîné les déceptions à un rythme que Raphaël Ibanez n'aurait pas imaginé il y a un an. D'une défaite rageante face à l'Australie (21-32), cet

automne, à une autre, marquée par une inquiétante impuissance offensive, en Angleterre, cette équipe a laissé en chemin sa quête d'un troisième grand chelem d'affilée ; elle a abandonné une bonne dose de cet enthousiasme qui l'avait portée au sommet du rugby européen. Du statut d'équipe à battre, elle a dégringolé au niveau d'une formation honnête. Elle ne fait plus peur. « Il me semble que, tandis que les autres nations ont progressé depuis la saison dernière, la France a un peu stagné, ou en tout cas moins progressé que les autres », relève, cruel, l'entraîneur écossais Gregor Townsend dans la dernière édition de l'hebdomadaire *Midi-Olympique*.

UNE REMANICHE CONTRE SON-MÊME

Déjà comme il ne l'avait plus été depuis longtemps, atteint dans ses certitudes, le XV de France n'aura plus que son honneur à défendre, face à l'Ecosse. Une troisième défaite serait synonyme de dernière place dans le Tournoi 1999, à égalité avec l'Irlande, l'adversaire promis aux Français pour les quarts de finale de la Coupe du monde : pas la meilleure façon de se présenter dans la seule vraie compétition internationale du rugby moderne. C'est pourquoi Jo Masso, le manager général des Bleus, présente ce France-Ecosse comme « la match du rachat », une rencontre aussi importante qu'une finale du grand chelem.

« Pour certains joueurs, précise-t-il, il s'agit du match le plus important de leur carrière. » « Se sublimer ou ne pas participer à la tournée d'été et à la Coupe du monde », telle est leur unique alternative. « Ce match doit être une revanche contre soi-même, ajoute Pierre Villepreux, il faut faire en sorte qu'il soit intéressant et mobilisateur en vue de la Coupe du

monde. » Aux nouveaux venus, tels le troisième-ligne aile toulousain Christian Labit ou encore le centre dacquois Giordani d'entendre le message. Aux autres, joueurs confirmés, de prendre la menace au sérieux.

Depuis le début de la saison internationale, la Coupe du monde est omniprésente dans l'esprit des rug-

teurs, ils n'ont pas retrouvé leur brio offensif. Mais pour Jean-Claude Skrela, plutôt placide dans la défaite alors qu'une certaine nervosité a dominé le stage de l'équipe de France, il est encore temps de renouer avec « une dynamique haute ». « Le Français est toujours en formation, explique l'entraîneur français. Il faut toujours répéter, répéter, répéter. C'est

Un Australien quitte le rugby anglais, écoeuré

Troy Coker, un ancien international australien recruté par le club anglais de Saracens, a brutalement claqué la porte du rugby anglais dix semaines avant la fin de son contrat de douze mois avec le club londonien. « L'état du rugby d'ici est dans une situation déplorable, a-t-il confié au *Daily Mail*, mardi 6 avril. J'ai vu des joueurs maladroits recevoir des salaires énormes pour des raisons que je ne peux pas m'expliquer. Je n'ai pas beaucoup d'espoir pour le futur du rugby britannique quand je vois comment il est structuré pour le moment. Je ne sais pas où va le rugby dans l'hémisphère Nord. Il est dans un tel état ! Il n'y a pas de plaisir à jouer. » Agé de trente-cinq ans, Troy Coker, sélectionné à vingt-sept reprises avec les Wallabies, a décidé de rentrer chez lui pour se construire une maison sur la plage et « oublier le rugby ». — (A.R.)

bymen français. Trop sans doute, si l'on en juge par le manque de concentration démontré lors de la rencontre face au pays de Galles, le 6 mars. Après l'Ecosse, les joueurs de Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux n'auront plus que huit matches pour se redresser définitivement : un, face à la Roumanie, début juin, suivi de quatre autres lors de la tournée d'été (Tonga, Samoa occidentales, Baby Blacks et All Blacks), puis une rencontre « amicale » face au pays de Galles, fin août, et, enfin, de trois autres programmées en septembre, face à des sélections françaises.

En un hiver de tous les doutes, les joueurs français se sont embourbés dans un jeu au sol perclus de fautes et, privés de quelques joueurs ma-

jeurs, ils n'ont pas retrouvé leur brio offensif. Mais pour Jean-Claude Skrela, plutôt placide dans la défaite alors qu'une certaine nervosité a dominé le stage de l'équipe de France, il est encore temps de renouer avec « une dynamique haute ». « Le Français est toujours en formation, explique l'entraîneur français. Il faut toujours répéter, répéter, répéter. C'est

Eric Collier

A 19 ans, l'Anglais Jonathan Wilkinson joue les fines lames

A PREMIÈRE VUE, Jonathan Peter Wilkinson n'a rien d'impressionnant : un visage d'adolescent aux joues encore arrondies et des mensurations plutôt « ordinaires ». Son gabarit (1,78 m pour 80 kg) fait de lui un joueur au physique presque « limite » en des temps où il n'est pas rare de voir des trois-quarts centre approcher le quintal et le mètre quatre-vingt-dix. Mais celui que tous les Anglais appellent Jonny ne s'en formalise pas. A dix-neuf ans, il est encore à l'âge des insouciances, voire des insolences, qui lui font soulever des montagnes de muscles et remuer des dizaines de kilos de chair.

En bon sujet de Sa Majesté, dès lors qu'il revêt le maillot blanc frappé de la rose pour défendre sur le pré l'honneur du royaume, Jonny Wilkinson ne craint rien. Ni une charge irlandaise d'un Keith Wood, figure emblématique du rugby celtique dans son antre dublois de Lansdowne Road, ni le vertige du « goal-kicker » pressé par l'enjeu et la rumeur du stade au moment de placer le ballon sur son petit support plastique pour l'expédier ensuite entre les poteaux.

« DÉFENSEUR HORS PAIR, EXCELLENT BUTEUR »

Deux semaines avant que les Français le mesurent à Twickenham, Keith Wood l'a éprouvé à ses dépens à l'occasion du dernier Irlande-Angleterre (15-27), disputé le 6 mars. Jonny Wilkinson plaque comme il le faut : avec sang-froid et détermination. « A part la victoire, affirme-t-il, mon meilleur souvenir d'Irlande-Angleterre, c'est ce plaquage sur Wood. » A la suite de ce rude contact, le talonneur irlandais, symbole du « fighting spirit », est resté nez contre terre, tardant à se relever sous l'œil médusé du local. Outre cet « exploit », le jeune Wilkinson s'est également distingué en inscrivant 14 des 27 points de son équipe.

Son pied gauche ne tremble jamais et ajuste sans coup férir pénalités et transformations depuis le début de ce Tournoi des cinq nations, rapprochant chaque fois un peu plus l'Angleterre d'une 24^e victoire

et d'un probable douzième grand chelem. Ce prodige, tout juste sorti de son collège du Hampshire, pourrait bien être consacré dimanche 11 avril, au soir de son septième match avec le XV d'Angleterre, nouvelle star du rugby d'outre-Manche.

Jonny Wilkinson est devenu le plus jeune capé de l'histoire du rugby anglais le samedi 4 avril 1998, en entrant sur la pelouse de Twickenham. Il n'avait que dix-huit ans et déjà suffisamment d'audace pour remplacer Mike Catt au beau milieu d'un Angleterre-Irlande. « Défenseur hors pair, excellent buteur. » La critique ne s'encombre pas de doutes pour qualifier ce gamin auteur des 21 points de son équipe, le 20 mars, contre le XV de France. A Newcastle, son club, Jonny Wilkinson joue indifféremment ouvreur ou centre.

Parce qu'ils ont le même âge et provoquent le même enthousiasme, la presse anglaise le compare au footballeur Michael Owen, autre joyau de la Couronne, qui brille à Liverpool. Agents et spécialistes du marketing, personnages désormais incontournables chez les professionnels du sport, lui promettent un avenir triomphant, sur les terrains et en dehors. C'est que Jonny, qui a débuté le rugby à quatre ans, a toujours rivalisé d'impudence et de précocité. International scolaire d'abord, il a fait ensuite partie à l'été 1998 de la catastrophique tournée en hémisphère Sud.

« Ce fut une terrible leçon de technique et d'abnégation collective », reconnaît-il aujourd'hui. Dimanche, à Wembley, contre le pays de Galles, pour la dernière édition de l'épreuve (puisque l'arrivée de l'Italie en 2000 la transformera en Tournoi des six nations), les Anglais attendent de Jonathan Peter Wilkinson qu'il ramène à Londres la trophée du Tournoi et le grand chelem. Il sera alors temps pour le héros de réaliser un autre rêve : emporter, le 6 novembre, à Cardiff, la Coupe du monde 1999.

Y. Be.

TROIS QUESTIONS À...

SANDRO DISENTO

1 Sandro Disento, vous êtes secrétaire général de la Fédération italienne de rugby. Dans un an, l'Italie entrera dans le Tournoi qui deviendra ainsi celui des six nations. Qu'est-ce que cela changera dans le rugby de la péninsule ?

Nous préparons notre entrée dans le Tournoi depuis dix ans. Au début des années 80, on a travaillé avec des entraîneurs britanniques puis français. Pierre Villepreux est venu chez nous, aujourd'hui Georges Costes est notre entraîneur national.

Nous avons posé les fondations et avons prouvé que notre équipe nationale pouvait rivaliser avec la France, l'Angleterre et les autres nations de l'hémisphère Nord. Notre rugby s'est beaucoup développé. Nous avons environ 35 000 pratiquants, tous âges confondus. Nous espérons que notre entrée dans le Tournoi nous permettra d'arriver à maturité.

On a fait un sondage auprès du public : lorsque la télévision italienne diffuse un match de rugby avec l'Italie, il est suivi par 250 000 à 300 000 téléspectateurs. C'est peu. Mais les retransmissions du Tournoi, elles, atteignent des audiences qui se rapprochent de celles du football.

2 Pourtant les derniers résultats du XV d'Italie sont plutôt décevants...

Nos derniers matchs, surtout celui contre les Gallois à Trévise il y a trois semaines (NDLR, 60-21 en faveur du pays de Galles) ne sont pas très bons. Il faut savoir que nous avons de nombreux blessés et se souvenir que quatre mois auparavant nous avons mis les Anglais en grande difficulté à Twickenham. Nous jouons, samedi 10 avril, à Dublin contre les Irlandais, une occasion de nous racheter. Mais notre rugby souffre de lacunes importantes. Cela est essentiellement dû à l'organisation de notre championnat et à son trop faible niveau. Nous travaillons à la création d'une nouvelle formule.

3 Dans quelle ville et sur quel stade l'équipe italienne accueillera-t-elle ses adversaires pour le Tournoi des six nations ?

Le samedi 5 février 2000, nous recevrons les Écossais au stade Flaminio de Rome pour notre premier tournoi, qui nous verra jouer trois fois à l'extérieur, notamment en France. Ce stade, situé non loin du Stade olympique, deviendra le nôtre. Des travaux vont bientôt porter sa capacité à 28 000 spectateurs. Nous le remplissons sans problème. Il y a deux ans, pour la venue des Springboks, nous avions eu 55 000 personnes au Stade olympique.

Propos recueillis par Yves Bordenave

Le Monde
INTERACTIF

<http://www.lemonde.fr>

« L'actualité du sport au quotidien. »

هكذا من الأصل

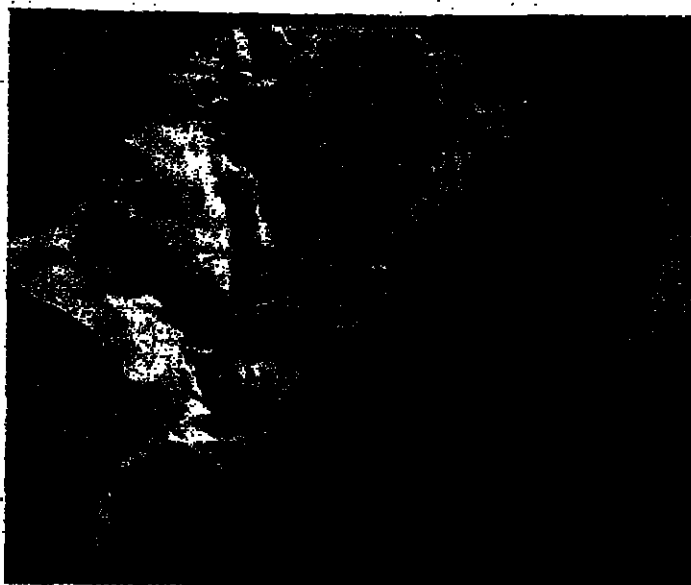
La maison se met au parfum

Finis les déodorants à la rose, les senteurs d'encens et le pot-pourri : l'époque est aux effluves de bois, de thé parfumé ou de feuilles de tomates

LA DÉCENNIE 70 était celle des bâtonnets d'encens indien et des vapeurs de patchouli, la décennie 80, celle du pot-pourri dans la pure tradition des parfumeurs britanniques (Crabtree, Floris...). En cette fin de siècle, les bougies à la flamme rassurante se consomment dans les foyers. En 1998, L'Artisan parfumeur affichait une croissance de 17 % du chiffre d'affaires des parfums d'ambiance et une progression de 47 % sur les seules bougies. Des spécialistes du linge de maison aux chaînes de vêtements en passant par les fleuristes, les marques se mettent au parfum. Loin des bombes et des sticks déodorants qui donnaient aux pièces des allures de toilettes géantes, les senteurs de la maison gagnent en subtilité. Les tendances olfactives, les compositions et le mode de parfums se complexifient.

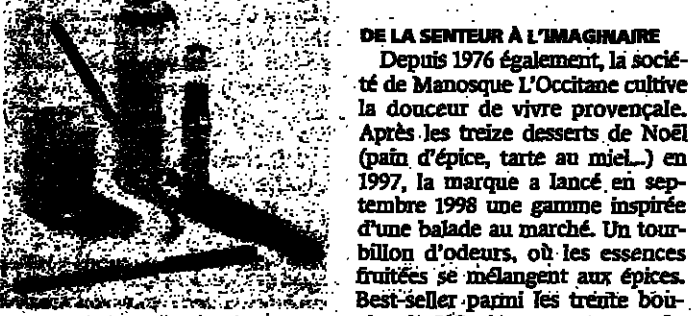
Aujourd'hui, le diffuseur en céramique est relégué au rang de gadget pour stations-service et la lampe Berger, prise par Cocoon ou Colette dans les années 80, se trouve plus dans les intérieurs de style. De la guirlande de sachets d'origani ou de thé parfumés (L'Artisan parfumeur) à la poudre d'aspirateur (L'Occitane, Estéban), les effluves se diffusent partout et l'on conçoit même des kits de bureau ou de voyage. Miller & Bertaux - qui crée des senteurs pour la maison avec la firme Estéban - propose des bâtonnets allume-feu, de la cire à bois ou des citrons parfumés au citron. Dernière trouvaille du duo, le « bâton nomade » en céramique parfumée qui tient dans le creux de la main. « Ces gestes quotidiens pour le confort domestique s'accroissent avec le coconing et l'engouement pour le home wear (vêtement d'intérieur) », assure Patrick Bertaux, l'un des deux créateurs, qui note « une envie de notes fraîches, plus que d'odeurs mystiques ou orientales ».

Tels en vogue, les bouffées de verdure artificielle s'engouffrent dans les appartements et évoquent un jardin mouillé par la rosée ou un potager. Naturellement, le fleuriste Christian Tortu propose des senteurs pour la maison, dont le vaporisateur gourmand aux feuilles de tomates. Le parfumeur anglais Crabtree & Evelyn lance ce printemps Cooks, une ligne pour la cuisine, de la bougie purificatrice d'air au lierre et à la menthe au savon au



Cubes d'ambre végétal L'Occitane, 129 F (19,7 €). Ci-dessous, la ligne Aroma d'Estéban, de 38 F (5,8 €) le bâton « nomade » en céramique à 180 F (27,4 €) la bougie. En haut, bougies de l'anglais Crabtree & Evelyn, 105 F (16 €).

resson. Dans cette pièce, on diffuse des effluves quasi comestibles de salade verte, de pâtisserie ou de compote de baies, un mélange doux-amère de baies sauvages mijotant sur le feu qui rappelle les recettes de grands-mères. « Il n'y a plus tellement d'odeurs qui génèrent dans les maisons. On s'invente des traditions de bien-être à travers des senteurs reconstituées de cire ou de tarte aux pommes », constate Marie Dumont, directrice générale de L'Artisan parfumeur, créé en 1976.



Les voyages olfactifs de Diptyque

Fondé en 1961 par Desmond Knox-Leet, Christiane Gantrot et Yves Coneslant, issu du monde de l'art et de la décoration, Diptyque a démarré à Paris avec des tissus d'ameublement dessinés par les propriétaires. En 1963, la marque sort sa première gamme de bougies parfumées, suivie en 1968 d'une eau de toilette - simplement baptisée Eau - inspirée d'une recette de pot-pourri du XVII^e siècle. Les effluves subtils revisitent les recettes du passé, avec l'eau lente, aux notes d'un parfum en usage sous Alexandre le Grand, ou le Vinaigre de toilette, évoquant un remède du XII^e siècle. Parfums de peau ou de maison, ils s'inspirent souvent de voyages en Grèce, en Provence ou au Proche-Orient. Diptyque diffuse aujourd'hui une palette de quarante-trois bougies, enrichie récemment du fruit tenace du gingembre et du rustique feu de bois, à la cire couleur de bûche.

DE LA SENTEUR À L'IMAGINAIRE. Depuis 1976 également, la société de Manosque L'Occitane cultive la douceur de vivre provençale. Après les treize desserts de Noël (pain d'épice, tarte au miel...) en 1977, la marque a lancé en septembre 1998 une gamme inspirée d'une balade au marché. Un tourbillon d'odeurs, où les essences fruitées se mélangent aux épices. Best-seller parmi les trente bougies de L'Occitane, tomate-cassis, talonnée par poivre-mélisse. Dans ce besoin de réinventer des traditions oubliées, on parfume aussi ses draps et ses vêtements à l'eau de linge. Cette eau florale (lavande, verveine ou fleur d'orange) qu'utilisaient les lavandières au début du siècle, relancée fin 1997 par L'Occitane, est devenue la deuxième vente de la marque (150 000 unités écoulées en 1998).

« Avant, on proposait une senteur stricte sensu, comme la vanille ou la rose, maintenant, on vend plus un imaginaire qui évoque des instants de vacances, des lieux et des sa-

veurs », explique Marc Gignoux, directeur général de L'Occitane. Avec ses emballages en carton brut, marqués d'un coup de tampon, la petite marque de Montpellier, Geodesis, offre un tour du monde olfactif raffiné, de l'écume d'ambre des mers australes au thé noir de Chine. « Quand on part en voyage, on ramène souvent des souvenirs, pas des senteurs. De ce constat est né Geodesis », précise Catherine Lambert, directrice des ventes de la marque créée en 1996 par un ancien photoreporter, Norbert Hublot.

COMME UNE TISANE. Dans cette invitation au voyage, les couturiers diffusent aussi les effluves précieux de leurs lieux de vie. Les bougies d'Yves Saint Laurent entraînent dans les jardins Majorelle (Thé à Marrakech) ou sur une plage de Deauville (Fraise d'été). Giorgio Armani lance ce printemps ses flammes griffées inspirées de trois de ses résidences (New York, Saint-Tropez et Pantelleria).

Une envie d'ailleurs cultivée par Estéban, qui s'est associé à la société Nippon Kodo, dont l'origine remonte au XVI^e siècle, pour importer le rituel de l'encens japonais (l'un des rares parfums tolérés par les consommateurs nippons, qui se convertissent lentement à des fleurs discrètes). Réalisées à base de bois, de végétaux ou de coquillages broyés et extraits comme des spaghetti, ces bâtonnets sont vendus autour de 100 francs (environ 15 euros) par la marque, au lieu de 30 francs (4,5 euros) pour l'encens indien. Moins raffinés, ces sticks de bambou sur lesquels on agglomère poudre de bois ou barbes de maïs ont toujours des adeptes. En témoignent les ventes des laboratoires Sipa - qui diffusent notamment Spiritual Sky -, leaders européens de l'encens avec 10 millions de bâtonnets écoulés chaque année.

Autre tendance, l'aromathérapie a développé l'idée d'un parfum curatif pour le bien-être du corps. Les huiles essentielles sont mélangées à toutes les sauces, d'Aromathologie de Crabtree & Evelyn à Aromachologie de L'Occitane. Dans la ligne Aroma d'Estéban - lancée en janvier -, Alpha ou Lotus est censé apaiser et Beta favoriser « l'éveil et la création » par ses notes hespéridées. « Une nouvelle approche du parfum d'intérieur, qui devient parfum de confort et s'utilise comme une tisane pleine de vertus », dit-on chez Estéban.

Anne-Laure Quilleret

Guide senteurs

● **Vertige**. Figue, basilic, mousse ou bois ciré... un choix de 43 bougies parfumées, 155 F (23,6 €), le vaporisateur d'ambiance 125 F (19 €) et le coffret d'essence à diffuser, 115 F (17,5 €). Diptyque, 34, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, au Printemps Haussmann et par correspondance au 01-43-26-45-27.

● **Bucolique**. Inspiré des senteurs de la campagne aveyronnaise chère à Annick Goutal, Dans les forêts, 350 F (53,3 €) la bougie rechargeable et 220 F (33,5 €) le vaporisateur de 125 ml. Annick Goutal, 12, place Saint-Sulpice, 75006 Paris. Tél. : 01-46-33-03-15.

● **Feuille de tomate**, vert frais, forêts ou muguet des bois, 175 F (26,7 €) le spray de 125 ml et 260 F (39,6 €) la bougie dans un épais pot de verre, Christian Tortu, 6, carrefour de l'Odéon, 75006 Paris. Tél. : 01-43-26-02-56.

● **Emotion estivale**, une fragrance pétillante à base de figue et de mandarine, 39 F (5,9 €) le spray de 30 ml, Promod.

● **Soleil levant**. Encens japonais Free (cassis, prune, melon d'eau), Pure (baies rouges, pamplemousse, aiguilles de pin) et Spirit (thé vert, citron, menthe poivrée), 80 F (12,2 €) les

cinquante bâtonnets avec porte-encens, Estéban. Points de vente au 04-67-07-12-90.

● **Voyage**. Teck et tonka, inspirée de l'odeur des épices africaines, 47,5 F (7,2 €) la poudre d'aspirateur et 99 F (15,1 €) le carnet de voyage parfumé, Primrose Bordier pour Estéban. Le tour du monde de Geodesis, des écorces de cannelle de Ceylan au cèdre de l'Ouest américain, 100 F (15,2 €) la bougie. Renseignements au 04-67-16-05-01.

● **Courmand**. Des senteurs inspirées des treize desserts de Noël ou des marchés de Provence, 69 F (10,5 €) la bougie de 100 grammes et 75 F (11,4 €) le parfum de 75 ml. L'Occitane. Numéro vert : 08-00-20-11-46. Dans la gamme Thé et pain d'épice, des sachets de thé en organza à glisser dans une commode, 35 F (5,3 €) l'unité, L'Artisan parfumeur. Renseignements au 01-40-64-15-64.

● **Aromathérapie**. Concentration, Restauration, Relaxation et Romance, les fragrances de la ligne Aromathology de Crabtree & Evelyn à adapter aux moments de la journée, 145 F (22,1 €) le brumisateur corps et maison. Tél. : 03-69-37-62-00.



LES CAVES FAUCHON. 2500 ROBES, ET AUTANT DE BOUQUETS.

FAUCHON OUVRE
LES PLUS GRANDES CAVES DE PARIS,
UN LIEU UNIQUE ENTièrement DÉDIÉ
À LA CONNAISSANCE DES VINS,
OÙ NOS SOMMELIERS VOUS FERONT DÉCOUVRIR
PETITS ET GRANDS VINS,
CRUS CLASSÉS ET TROUVAILLES ORIGINALES.
LA, DANS NOTRE BAR À VIN,
VOUS POURREZ CÉDER À LA TENTATION
DE LEURS SÉLECTIONS DU JOUR.
QUE VOUS SOUHAITIEZ CHOISIR UN CADEAU,
PARTICIPER À L'UNE DE NOS DÉGUSTATIONS
ANIMÉES PAR UN VITICULTEUR,
OU BIEN SIMPLEMENT VOUS FAIRE PLAISIR
EN VOUS OFFRANT LE VIN QUE VOUS RECHERCHÉZ,
NOUS SAURONS VOUS FAIRE PARTAGER
NOTRE PASSION ET NOS COUPS DE CŒUR.

FAUCHON
PARIS

30, PLACE DE LA MADELEINE.
Tél. 01 47 42 95 40 FAX. 01 47 42 89 25

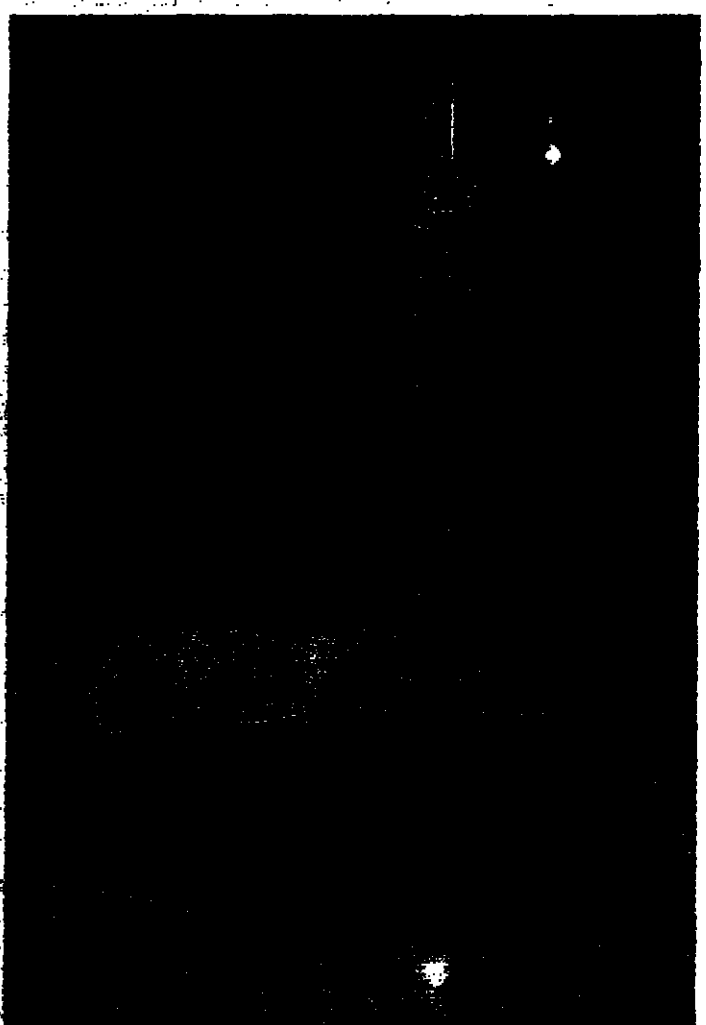
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

« Quand Jim monte à Paris », il a son lit

« QUAND Jim monte à Paris » est un lit. A son chevet, deux accessoires indispensables : une lampe et un réveil. Lorsqu'il ne sert pas, il suffit de le plier et il devient une colonnade à laquelle s'accrochent aisément l'horloge et la loupote. L'instant d'une manœuvre... et l'objet utilitaire se transforme en élément décoratif. Signé Matali Crasset, ce couchage d'appoint de 1,20 m de large sur 1,90 m de long a été conçu pour coller à la petitesse des appartements parisiens et pour répondre à une utilisation exceptionnelle.

Il est aussi l'aboutissement d'une réflexion sur l'hospitalité. « Le canapé Chic-Clac ne me plaisait pas beaucoup », reconnaît Matali Crasset. « Je trouvais que coucher dans le canapé sur lequel tout le monde s'est assis dans la journée n'est pas forcément très agréable. J'ai donc eu envie d'offrir un lit qui ne prenne pas de place et qui soit vraiment la chambre de l'invité. » Le succès de cette petite merveille d'ingénierie éditée en 1997 par Domeau & Pérès s'est fait un peu attendre. « Il faut que la proposition faite à travers l'objet entre dans les habitudes des gens. Pour un couchage d'appoint, ils ont en général comme référence le canapé-lit. C'est difficile de le faire passer à autre chose », constate Bruno Domeau. Mais cette création devrait bientôt toucher un public plus large en intégrant un catalogue de vente par correspondance.

Loin d'être un élément isolé, le lit fait partie d'une gamme d'objets baptisée « Les amis de Matali



« Quand Jim monte à Paris », alternative au canapé-lit.

Il ». Parmi eux : « Jules est plutôt dandy », une chaise qui intègre un cintre à son dossier ; « Marie a ses petites manies », un fauteuil dont les accoudoirs, en pivotant, deviennent des tablettes. Chacun cherche à offrir au public des meubles adaptés à son mode de vie, capables de remplir plusieurs fonctions.

On l'aura compris, ce qui intéresse cette jeune créatrice de trente-trois ans, ce n'est pas tant la recherche formelle que l'intention de l'objet, la légitimité d'un projet. Une démarche qu'elle applique à ses passions - les rites domestiques et l'intégration de la technologie dans notre univers - et qui la conduisent tout naturellement à aimer le travail en équipe. Elle fut durant cinq ans responsable du projet Thomson Multimedia chez Philippe Starck et collabore aujourd'hui avec L'Oréal, SEB, Lexon, Authentics... Au sein de chacune de ses entreprises, elle aime apporter ses idées, en discuter avec ceux qui détiennent le savoir-faire, les monter en commun. Matali Crasset signe aussi des scénographies et va se lancer dans l'architecture d'intérieur puisqu'une commande d'aménagement d'un appartement privé vient de lui être passée.

Véronique Cauhapé

★ « Quand Jim monte à Paris », distribué par Domeau & Pérès, 21, rue Voltaire 92250 La Garenne-Colombes, tél. : 01-47-60-93-86, 3 900 francs (595 euros).

هكذا من الأمل

Myriam Sibuet, biologiste aux curiosités abyssales

Chercheuse de l'Ifremer, passionnée par la faune des grands fonds, elle étudie d'étranges espèces animales, nouvelles pour la science

« **MAGNIFIQUE, non ? Regardez ! Le bleu-nuit de ce lac de saumure à l'ovale parfait. A côté, les volutes blanches d'un voile bactérien, comme une voile lactée. Des**

PORTRAIT

Pour l'océanologue, « la vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait »

sous, ces taches jaunes et orangées, des millions de coquilles de mollusques tapissant le sol. Et là ! Le rouge sang d'un ver tubicole... » Myriam Sibuet s'extasie, comme devant un tableau impressionniste. Ces images, rapportées d'un mois de plongées au-dessus des volcans de boue de la Méditerranée orientale - la campagne Méditerranée, menée de mi-novembre à mi-décembre 1998 avec le submersible *Le Nautilus* -, peu de personnes les ont encore vues.

« C'est un univers qui me fascine. Une autre planète », dit-elle. Derrière les lunettes finement cerclées, son regard semble s'ouvrir à d'autres horizons. Son visage s'éclaire. Ses mains se font volubiles. Elle retrouve alors, pour

faire partager la « curiosité » qui l'anime, les qualités de pédagogue de sa mère, « institutrice et naturaliste dans l'âme », qui a su « montrer à ses enfants la beauté de la nature » et leur donner « envie de comprendre la complexité du monde vivant ».

De ces précoces leçons de choses lui est venu sans doute le goût des sciences naturelles, étudiées à Strasbourg, avant une spécialisation en physiologie animale. Maîtrise en poche, elle rejoint, en 1969, le jeune Centre national pour l'exploitation des océans (Cnexo), ancêtre de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer), et participe à la création du département scientifique du Centre océanologique de Bretagne. Elle n'a que vingt-trois ans et a conscience de prendre part à la naissance d'une science neuve. « A l'époque, beaucoup de laboratoires de stations marines étudiaient le milieu côtier, mais l'environnement hauturier et les grands fonds marins restaient des domaines presque vierges. »

Trente ans plus tard, devenue responsable du Laboratoire d'écologie abyssale de Brest, elle mesure le chemin accompli dans cette discipline, grâce à la mise au

point d'instruments et d'engins océanographiques de plus en plus performants. Lors de son baptême de la mer - trois mois à sillonner l'Atlantique sur le *Jean-Charcot* -, les chercheurs ne disposaient, pour prélever des sédiments marins et des échantillons de faune, que de dragues et de chaluts. Au fil des ans, des carottiers, des pièges à particules et des nasses à animaux à déclenchement acoustique, des courantomètres et des capteurs de toutes sortes ont enrichi la panoplie. Surtout, les sous-marins habités - en France, la sous-coupe *Cyana* (- 3 000 mètres), puis *Le Nautilus* (- 6 000 mètres) - ont permis aux scientifiques d'accéder aux grands fonds, dont l'exploration se poursuit, aujourd'hui, à l'aide de robots téléopérés.

« FLUIDES FROIDS »

Pour la communauté des biologistes marins, ces années pionnières furent marquées par la découverte, dans la nuit abyssale, d'oasis de vie associées à des sources hydrothermales et totalement déconnectées de l'énergie solaire. Mais, pour Myriam Sibuet, spécialiste des formations sédimentaires, la « révélation » eut lieu en 1986 : « Un géologue de l'Ifremer m'a montré des photos prises dans les fosses océaniques du Japon. On y voyait une faune extraordinaire, liée non pas à des sources chaudes mais, pour la première fois, à des émissions de fluides froids. »

« La vie est plus inventive qu'on ne l'imaginait, s'enthousiasme la biologiste. Les écosystèmes attachés aux fluides froids sont voisins de ceux des sources hydrothermales, mais ils sont beaucoup plus variés - on y a déjà recensé soixante-quatre espèces différentes de mollusques, de vers et d'éponges



Myriam Sibuet à bord du navire océanographique « Le Suroît », en rade de Brest.

vivant en symbiose avec des bactéries - et d'une très grande densité. C'est spectaculaire ! » Le ton redouble de curiosité, pour décrire la genèse de ces populations : sur certaines pentes continentales où la croûte terrestre est soumise à des phénomènes de compression et de fracturation, en particulier dans les zones de subduction où s'affrontent les plaques tectoniques, se produisent des éjections massives de boue, de fluides et de gaz. Ces effluents, généralement riches en méthane, sont à l'origine de l'éclosion d'aggrégats biologiques qui se nourrissent par des processus de chimiosynthèse.

L'étude de ces communautés en est à ses débuts. Vingt-quatre d'entre elles ont été observées, dans des environnements géologiques très divers - du golfe du Mexique aux marges du Japon en passant par les fosses du Pérou ou le prisme d'accrétion de la Barbade - et à des profondeurs qui s'étagent entre 400 et 6 000 mètres. Mais la chercheuse est persuadée qu'elles sont extrê-

mement répandues, spécialement aux frontières des plaques tectoniques. « Dans la seule partie orientale du bassin méditerranéen, on recense plus de deux cents volcans de boue susceptibles d'héberger de telles colonies », dit-elle. La campagne Méditerranée, qui associe des géologues, des géochimistes et des biologistes d'une dizaine de laboratoires français et hollandais, a permis la première exploration par submersible de ce réseau de sources froides. Des dizaines d'échantillons ont été recueillis, des centaines de mesures effectuées. De quoi donner à Myriam Sibuet et à ses collègues plusieurs mois de travail.

« **ÉCOSYSTÈMES SI SINGULIERS** » L'analyse de cette moisson sous-marine pourrait, espère-t-elle, aider à mieux connaître les processus de production de matière organique dans les grands fonds, donc le rôle de l'océan dans le cycle du carbone dont dépend toute la vie sur notre planète. Elle pourrait aussi trouver des applica-

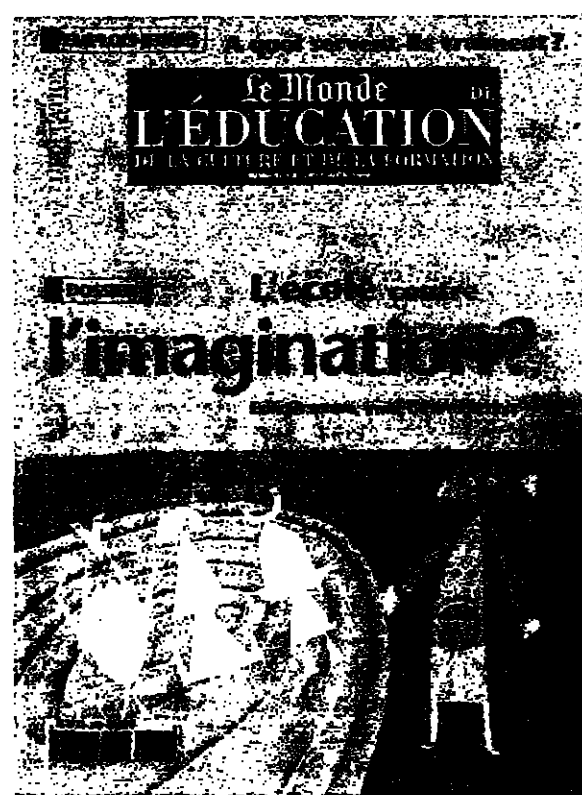
tions pratiques, pour localiser des gisements d'hydrocarbures - des compagnies pétrolières ont déjà manifesté leur intérêt - ou repérer les zones sujettes aux séismes, dont la faune associée aux fluides froids servirait en quelque sorte de marqueur. Mais ce qui motive la biologiste, c'est avant tout de « comprendre le fonctionnement de ces écosystèmes si singuliers ». Évoquent-ils dans de longues durées favorisent-elles, comme elle le pense, une diversification des espèces et l'émergence de communautés plus complexes ?

Plus d'une vingtaine de campagnes de plongée n'ont pas épuisé son envie de savoir. Déjà Myriam Sibuet prépare une nouvelle expédition, au large des côtes africaines. « A chaque fois que l'on fait un pas en avant dans la connaissance, de nouvelles questions surgissent. C'est cela qui est passionnant. »

Pierre Le Hir

Un bestiaire hors du commun

Les colonies animales repérées au voisinage des sources de fluides froids sont formées d'espèces nouvelles pour la science. Plus ou moins enfouies dans les sédiments, elles sont dominées par des invertébrés que caractérise leur gigantisme : 36 centimètres pour des coquilles de moules (*mytilidae*) prélevées sur un volcan de boue de la Barbade, 1 mètre pour des vers vestimentifères (*lamellibrachia*) observés dans les fosses du Japon ou en Méditerranée. Mollusques bivalves et vers tubicoles côtoient fréquemment des buissons de spongiaires. La biomasse de ces écosystèmes est élevée, puisqu'elle peut atteindre 50 kilos par mètre carré. Cette faune vit en symbiose avec des bactéries autotrophes qui produisent, par chimiosynthèse, la matière organique dont elle a besoin.



Forum :

- A quoi servent vraiment les emplois-jeunes de l'éducation nationale ?
- Premier bilan.

Dossier :

L'école contre l'imagination ?

Erik Orsenna, invité de la rédaction

- Plaidoyer pour l'insolence, l'exploration et la critique
- La tentation de la mémoire • Les utopies pédagogiques marginalisées • L'inventivité ludique des tout-petits.

Culture :

- Les radios-jeunes : comment les jugent les parents et les enseignants ? Voyage au pays des ondes chocs.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac, le jeudi 15 avril à 17 h 30 à la Fnac de Rennes sur le thème : « L'école est-elle contre l'imagination ? »



Chercheurs et agriculteurs peinent à domestiquer la truffe

AIX-EN-PROVENCE

Commencée en décembre, la saison de la truffe vient de se terminer sur les marchés de Provence et du Sud-Ouest. La sécheresse d'août et le gel de novembre dans les régions productrices (Provence et Périgord principalement) ont fait baisser la production et flamber les prix. Pour l'année 1998-1999, la vente des *Tuber melanosporum* (cousins très éloignés des morilles) d'origine française n'aura pas dépassé les 15 à 20 tonnes, au prix moyen de 4 600 francs le kilo. Au début du siècle, elle atteignait couramment les 1 000 tonnes annuelles. Le déclin a débuté vers 1910, avec les débuts de l'exode rural et de la mécanisation de l'agriculture.

Aujourd'hui, 80 % de la production française sont issus de la trufficulture. Elle reste largement insuffisante pour faire face à la demande de plus en plus importante des consommateurs. C'est que, malgré les recherches et les essais menés depuis plus de vingt ans par l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), la culture de ce joyau gastronomique est loin d'être maîtrisée (*Le Monde* du 17 octobre 1996). Elle demeure « une agriculture d'art », soulignait Jean-Charles Savignac, président de la Fédération française des trufficulteurs, en ouverture du 6^e congrès international de science et culture de la truffe, tenu récemment à Aix-en-Provence.

Les truffes, comme de nombreux champignons, vivent en association avec les racines de certains arbres, chênes pubescents, noisetiers notamment. Au moment de leur germination, les spores, ces cellules de multiplication du champignon, donnent naissance à des

filaments ramifiés, le mycélium, qui colonisent progressivement les racines secondaires de l'arbre en créant un organe mixte, la mycorhize. Cette mycorhization est désormais bien contrôlée. Les premiers plants mycorhizés ont été développés il y a plus de vingt ans par l'INRA, qui a breveté son procédé en 1972 et cédé les droits de licence à la société Agri-truffe.

Mais la technique employée, celle des semis, entraîne néanmoins une certaine hétérogénéité des plants, qui se manifeste ensuite par des variations de la croissance, de la forme et de la résistance au gel ou aux parasites. Pour éliminer cet inconvénient, les scientifiques de l'INRA se sont lancés dans le clonage. Les premiers clones de chêne pubescent plantés en mars 1993 dans le Sud-Ouest ont commencé à produire à la fin de 1997.

« UN MYSTÈRE »

Mais, au-delà de cette première étape, « la sexualité ainsi que le mécanisme qui déclenche la fructification de la truffe demeurent un mystère », explique Gérard Chevalier, chercheur à l'INRA de Clermont-Ferrand. Nous ne maîtrisons ni la germination des spores ni la formation in vitro des ascocarpes (les bêtes truffes). Il y a peu, certains chercheurs ont découvert que la truffe serait un peu hermaphrodite. Les organes mâles et femelles seraient produits par le même mycélium, et les truffes pourraient fructifier sans croisement de différentes souches.

Au total, pour le chercheur français, « certains secteurs de la recherche ont effectivement beaucoup progressé en dix ans, mais les résultats n'ont que partiellement profité à la trufficulture ». Un jugement que

Pierre Sourzat, responsable de la station d'expérimentation sur la truffe de Cahors-Le Montat (Lot), trouve trop sévère. « Certaines plantations dans des terrains calcaires n'ont, en effet, pas donné les résultats escomptés. On a même cru qu'il s'agissait d'un échec. Mais, explique-t-il, plusieurs années après, vers la fin des années 80, elles se sont mises à produire de façon remarquable dans un environnement proche de la friche. »

De ces observations et de quelques autres, les trufficulteurs ont appris qu'il ne fallait pas trop arroser les plants, car, alors, « l'allongement des racines de l'arbre symbiotique est plus rapide que la propagation de la mycorhization ». On peut, en revanche, « obtenir des rendements exceptionnels » en ralentissant la croissance de l'arbre. La truffe est un champignon adapté à un climat chaud et sec, et il ne faut pas hésiter à la mener « jusqu'à son extrême limite de résistance à la sécheresse », précise le trufficulteur.

Autre leçon : la présence d'environnements boisés peut provoquer la contamination de la zone de culture par *Tuber brumale*, une espèce de truffe très agressive. Il faut alors éviter de retourner la terre, comme le font certains, car cela disperse les spores de *Tuber brumale*.

« Le gros progrès, depuis dix ans, a été de définir des méthodes de culture différentes de celles pratiquées dans le passé », résume Pierre Sourzat. Si Dame Truffe accepte enfin de se laisser approcher, la France retrouvera peut-être un jour les tonnages du début du siècle qui font rêver tous les trufficulteurs.

Christiane Galus

Nouvelle dégradation en v

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

MÉTÉOROLOGIE

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

Le réchauffement fait reculer deux glaciers de l'Antarctique

MOTS CROISÉS

MOTS CROISÉS

50 من الأمل

AUJOURD'HUI

lions), Paris-Roissy occupant pour sa part la 9^e place avec 38,6 millions de passagers, soit une progression de 9,5 % par rapport à 1997.

SPORTS D'HIVER

Les hauteurs de neige dans les stations

■ **HAUTE-SAVOIE À LA CARTE.** Haute-Savoie Réservations (tél. 04-50-23-96-00) propose des idées et des suggestions pour des séjours ou des circuits à la carte. Sur simple coup de fil, il trouve, dans la journée, ce qui convient : ski de printemps dans la Vallée blanche en toute sécurité, avec un guide de haute montagne (1730 F, 264 € en pension complète, forfait remontées et encadrement inclus), semaine gastronomique, week-end culturel ou aquatique, randonnée en famille, séjour cocooning, au meilleur prix.

PROBLÈME N° 99085

♦ SOS Jeux de mots :
3615 LEMONDE tapez SOS (2 23 F/min)

[illegible]

HORIZONTALLEMENT

I. Reconnaît la valeur des choses. — II. Importunes à la longue. — III. Ouvertures au sommet. — IV. Rellée au continent depuis 1988. Article. Familièrement suivi de quoi. Arrive en tête. — V. Mertent en avant. Donbïe en perdant les pédales. — VI. En grandissant, elle a perdu un E. Un exercice où l'on finit par toutêter. — VII. Vraiment sans confort. Dans la gamme. Trois sur six. — VIII. Homme à tête de faucon. Se fit sottement remarquer.

- IX. Imposé le site

1. Universelle et vérifiée depuis
— 2. Protège le foyer du foyer. A moitié mort. — 3. Lieu de ren-
sage difficile. — 4. Dressa le chant.
Première capitale nipponne.
5. Un bon débat. Excellent
résultat. — 6. Prises de courant.

Exclamation. Populaire en juillet.
- 7. Belle monture sans tache.
- 8. Tentatives criminelles.
- 9. Met en couleur. Se rendra.
- 10. Points. Défense anglaise.
- 11. Support aquatique. - 12. Plus que suffisant pour faire le plein.

Philippe Duvois

SOLUTION DU N° 99084

HORIZONTALMENT

I. Préfectoral. - II. Rétrograde.
- III. Eparg. Utiles. - IV. Valets. Re.
- V. Ire. Ea. Léché. - VI. SARL.
Gel. Dué. - VII lb. Analogues. -
VIII. Olive. Néré. - IX. Névé.
Donne. - X. Grossesses.

VERTICALEMENT

1. Prévisions. - 2. Réparable.
- 3. Etaler. IVG. - 4. Erre. Laver.
- 5. Lotte. Né. - 6. Eg. Saga. DS.
- 7. Cru. El (le). Os. - 8. Tatillon.
- 9. Odile. Gens.
- 10. Relectures. - 11. Huée.
- 12. Lassées. Es.

PHILATÉLIE

Deux timbres particulièrement réussis

LA POSTE mettra en vente générale, lundi 12 avril, deux timbres-poste particulièrement réussis : l'un, à 3 F, *Richard Cœur de Lion 1157-1199*; le second, à 15 F, de poste aérienne, représentant un *Airtbus A 300-B 4* de **PAÉ**-**ropostale**.

● **Richard I^{er}** est né à Oxford en 1157. Devenu roi en 1189, il participe à la troisième croisade au côté de Philippe Auguste, où il acquiert son surnom de « Cœur de Lion ».

De retour en Angleterre, en 1194, il revient sur le continent pour combattre le roi de France, édifie le Château-Gaillard - reproduit sur un timbre paru en 1954 - et meurt pendant le siège du château de Chalus, près de Limoges, en 1199.

Il repose, depuis, à l'abbaye de Fontevraud (timbre émis en 1978).

Richard Cœur de Lion, popularisé par l'œuvre de Walter Scott (timbre de Grande-Bretagne paru en 1971), apparaît sur des timbres de Tadjik, Barbuda et Chypre.

Le timbre, gravé et mis en page par Claude Jumelet, d'après une photo d'un détail de *L'Historia Anglorum* (British Library), est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

Sa vente anticipée se déroulera les samedi 10 et dimanche 11 avril, au château de Châlus-Chabrol (Haute-Vienne), à la salle des fêtes des Andelys (Eure), à l'abbaye royale de Fontevraud (Maine-et-

● **Le premier vol de l'Aérbus A 300-B 4** remonte au 26 décembre 1974. Cet avion doit équiper les lignes de l'Aéropostale courant 1999 et remplacer les Boeing 727-200 de la compagnie.

Le timbre, un Aérbus en phase finale de décollage, dessiné par James's Prunier et mis en page par Charles Bridoux, est imprimé en

héliogravure en feuilles de quarante. Il est aussi conditionné en feuillets de dix, avec illustrations marginales représentant des silhouettes d'avions (Chauve-Souris, Concorde, etc.).

La vente anticipée se déroulera les 10 et 11 avril, dans le hall de départ de l'aéroport de Toulouse-Magnan.

P. J.

★ **Souvenirs philatéliques :** Richard Cœur de Lion, auprès de l'Union des philatélistes et des télécartistes de La Poste et de France-Télécom, 78, rue Taillout 75009 Paris (tél. : 01-49-70-09-36) ; L'Aéropostale, auprès de la Société aérospatiale philatélique, Alain Culnier, 18, allée de la Corrèze, 31770 Colomiers.

P. I.

هكذا من الأصل

l'exposition, « pour restituer la vie, l'artiste [de l'Ancien Empire] cherchait à "totaliser" les aspects les plus singuliers d'un individu plutôt qu'à capter une ressemblance ».

Pour la première fois, une grande exposition est consacrée exclusivement à l'art de l'Ancien Empire. Les sculptures de cette période surprennent par la finesse de leur exécution et l'expressivité de leurs traits

Chronologie

- La période préhistorique s'achève en Egypte vers 4000 av. J.-C. Pendant un millier d'années se développent dans la vallée du Nil les civilisations dites Nagada I, II et III. Vers 3100 av. J.-C. débute l'époque thinite (I^{re} et II^e dynasties).
- L'Ancien Empire (2700-2200 av. J.-C.) Il comprend quatre dynasties, sa capitale est Memphis, un peu en amont du delta du Nil. Il s'étend de la Méditerranée à la première cataracte.
- III^e dynastie (2700-2620 av. J.-C.) Elle commence avec le roi Djéser, dont la pyramide à degrés est fouillée à Saqqara depuis 1927.
- IV^e dynastie (2620-2500 av. J.-C.) C'est celle des constructeurs des grandes pyramides. Sphérou, le premier souverain de la dynastie, fait édifier la première pyramide régulière. Son successeur, Chéops, puis Chéphren et Mykérinos dressent la leur sur le plateau de Giza, à côté du Grand Sphinx.
- V^e dynastie (2500-2359 av. J.-C.) Elle compte neuf rois. L'administration s'y développe beaucoup.
- VI^e dynastie (2350-2200 av. J.-C.) Les relations avec la Phénicie (Byblos) et la Nubie s'intensifient. L'architecture et la statuaire connaissent un grand développement. Après Pépî I^{er} commence le déclin de l'Ancien Empire, peut-être perturbé par une décentralisation excessive. Pépî II n'arrive pas à régler les problèmes frontaliers.
- Période Intermédiaire. S'ouvre une période de troubles et de division du pays qui va durer près de deux siècles.
- Le Moyen Empire (1550-1069 av. J.-C.) Il ressuscite l'Egypte. Après une deuxième période intermédiaire (1069-624 av. J.-C.) de désordres et d'invasions, le Nouvel Empire (1550-1069 av. J.-C.) porte les frontières de l'Egypte jusqu'à la 6^e cataracte, au Sud, et jusqu'en Syrie, au Nord. La Basse Egypte (664-332 av. J.-C.) verra la domination des Perses. Alexandre de Macédoine y mettra fin. La dynastie grecque des Ptolémée (332-30 av. J.-C.), puis celle de Rome, lui succéderont.

ture avec attention. Dans un second groupe, façonné dans le même matériau, également peint, c'est sa forme et son fini qui sont en évidence. On peut dire qu'en l'absence de la première enlaidissement son mari dans une pose, debout, les pieds joints, son rejeton rompt la symétrie de la composition en portant un doigt à ses lèvres. Nylkar est aussi l'objet de deux autres statues, en grès cette fois, où il apparaît seul, avec les attributs de sa fonction. L'expression attentive, il déchiffre un manuscrit. L'œuvre est traitée en amples volumes pour conférer au corps, penché en avant, une plus grande souplesse.

Celles de Nykarä, « scribe des greniers », permet d'évoquer la diversité de cet art privé pendant la V^e dynastie. Dans le premier groupe, taillé dans un bloc de calcaire, c'est Nykarä qui est mis en valeur : l'artiste a soigné le modelé de son corps, traité sa muscula-

ne série de têtes dites « de réserve ».
têtes de la IV^e dynastie, elles ont été
de Giza. Elles ne comprennent que
homme ou femme, ce qui est in-
raire égyptienne. Leurs physiono-
ttement différenciées. Certaines
adations volontaires (oreilles arra-

... traits nettement négroïdes.
... Etaient-elles taillées pour se
... ? Servaient-elles de modèles
... des supports magiques, comme le
... et les mutilations ? Christiane Zie-
... aussi des supports de perruques.

diennes, scènes de chasse ou de guerre. La V^e dynastie a produit des œuvres frémissantes, rarement égales par la suite : oiseaux se donnant la becquée, troupeaux de bœufs défilant avec leurs hautes cornes en forme de lyre, soldats courant, muscles tendus, ânes piétinant des gerbes de blés... La plus remarquable est peut-être cette stèle d'albâtre (IV^e dynastie) où figure un personnage dont seule la tête est en relief, tandis que le corps est esquissé d'un seul trait de gravure.

E. de R.

On peut voir au Grand Palais une série de têtes dites « de réserve ». Façonnées dans du calcaire, datées de la IV^e dynastie, elles ont été trouvées dans le cimetière sud-est de Giza. Elles ne comprennent que la tête et le cou d'un individu, homme ou femme, ce qui est inhabituel dans la statuaire funéraire égyptienne. Leurs phryoniomes, quoique stylisés, sont nettement différenciés. Certaines portent des entailles ou des dégradations volontaires (oreilles arrachées). La plus belle, intacte, a des traits nettement négroïdes.

Leur destruction reste une énigme. Étaient-elles taillées pour se substituer à une effigie endommagée ? Servaient-elles de modèles pour les sculpteurs ? Étaient-elles des supports magiques, comme le laisseraient supposer les entailles et les mutilations ? Christiane Ziegler suggère qu'elles pouvaient être aussi des supports de perouques.

Christiane Ziegler, chef du département des antiquités égyptiennes au Louvre et commissaire de l'exposition
« Le sens de l'individu est une des particularités de la statuaire de cette époque »

CHEF du département des antiquités égyptiennes au Louvre, Christine Ziegler, nous explique également les fouilles sur le site de Saqqara, au sud du Caire. L'Anden Empire est une période qu'elle étudie depuis longtemps, notamment à travers les riches collections du Louvre. Elle est à l'origine de l'exposition actuellement présentée au Grand Palais.

« Comment est née "L'art égyptien au temps des pyramides" ?

— Cette exposition a mis cinq ans à se faire. Elle ira ensuite à New York puis à Toronto. C'est la conclusion d'une dizaine d'années de travail — débats, publications, colloques, dont le dernier s'est tenu en avril 1998 à Paris. Mais paradoxalement, c'est la première fois qu'une telle manifestation est consacrée exclusivement à l'art de l'Anden Empire. Sans doute parce que c'est une époque que l'on connaît moins bien. La succession des souverains n'est pas encore fixée avec certitude. Tous les rois n'ont pas laissé de monuments et, à l'inverse, on découvre certaines stèles comme celle du roi Qabedjet qui portent des noms que l'on ne trouve pas sur les listes de rois. Les documents sont rares. Les problèmes de datation sont encore

nombreux. C'est ainsi que le célèbre "scribe assis", une des pièces maîtresses du Louvre, présenté au Grand Palais en fait partie, et peut être daté de la IV^e, de la V^e ou de la VI^e dynastie — même si je penche plutôt pour la première hypothèse.

— D'où viennent les pièces exposées ?

— D'une douzaine de pays. Nous avons fait venir des œuvres éparpillées dans un grand nombre de musées, celui du Caire bien sûr, mais aussi ceux de Turin, Berlin, Leipzig, Londres, Boston ou New York. Ce qui nous a parfois permis de réunir des pièces ayant la même origine, séparées depuis longtemps, et qu'on peut enfin voir côte à côte, au Grand Palais. C'est ainsi qu'on peut comparer d'un seul coup d'oeil les quatre statues de Nykarsé, le "scribe des greniers", trouvées dans la même tombe à Saqqara, mais acquises au début du siècle par différents musées. Des fragments d'une même scène de chasse dont les éléments se trouvent à New York et à Berlin sont rassemblés. On a pu également rapprocher des éléments architecturaux de la tombe de Méchétri. Nous présentons aussi des objets exhumés il y a longtemps, mais restés enfouis dans des magasins de sites et que personne ne

connaissent plus, comme certains bas-reliefs de la pyramide de Snéfrou. Enfin, l'exposition s'est trouvée enrichie par des découvertes récentes, notamment celles des tombes de la communauté des travailleurs de Giza, fouillées par des archéologues égyptiens, qui ont livré les statues de l'artisan Intichéou que l'on peut voir au Grand Palais.

— Qu'est-ce qui caractérise l'art de l'Ancien Empire ?

— A côté de l'art royal, on trouve une statuaire privée, raffinée, idéalisée, sublimée, mais relativement réaliste. Bien sûr, pas au sens où nous l'entendons : c'est pour restituer la vie que l'artiste cherche à caractériser physiquement un individu, aussi cherche-t-il à "totaliser" ses aspects les plus singuliers plutôt qu'à capter une ressemblance. Le relief d'Hézyré, médecin présumé de Snéfrou, est presque grandeur nature. Son corps est soigneusement modelé, les traits précis de son visage et les détails de ses vêtements lui donnent une indéniable singularité. Les pectoreaux flasques, le nombril distendu du vizir Hémououm, proche collaborateur de Chéops, sont finement reproduits. Sa corpulence signale son âge mûr et sa haute fonction, son nez aquilin et sa bouche immones

exprimait sa forte personnalité. Ces sens de l'individu que l'on retrouve chez le "scribe assis" ou dans la célèbre statue du Cheikh El Beled — qui est au Caire — est une des particularités de la statuaire de l'Antique Égypte.

— Ce qui est également frappant, c'est la rigueur classique de certaines formes, la simplicité des matériaux, leur patine...

— Cette simplicité ne doit pas faire illusion. Presque toutes les effigies royales étaient peintes ou rehaussées de peinture. Là où nous admirons le poli et la forme brillante des matériaux, les Égyptiens voyaient un groupe aux couleurs parfois vives.

— Peut-on constater une évolution du goût en ce qui concerne l'art de l'Antique Égypte ?

— Il a été placé très haut, dès sa découverte. La "triade de Mykénos", ou le "scribe assis" ont été considérés comme des sommets.

Mais le public, même cultivé, ne fait pas toujours la différence entre les styles égyptiens — alors qu'il le fait pour l'art grec. L'un des buts de cette exposition, c'est de montrer la spécificité de quelques-uns de ces styles.

**Propos recueillis par
Emmanuel de Roux**

Nilda Fernandez retrouve Lorca à Buenos Aires

SÉLECTION DE SOUES

[illegible]

هكذا من الأعمال

Nilda Fernandez retrouve Lorca à Buenos Aires

Pour « Castelar 704 », le chanteur a mis en musique douze poèmes de Federico Garcia Lorca

JOSE AGUSTIN GOYTISOLO, poète espagnol, est mort le 19 mars à Barcelone, tombé d'une fenêtre, sans doute par désespoir incurable (*Le Monde* du 26 mars). Paco Ibáñez répétait avec lui son prochain spectacle. Paco, l'ami des poètes, est encore abasourdi, touché au fond. Nilda Fernandez est un chanteur de variétés implanté en France, et dont Miguel Bosé, star de la pop à paillottes et du cinéma espagnol, a repris l'une des plus belles chansons, *Madrid, Madrid*. Nilda Fernandez est arrivé sur les ondes françaises au début des années 90 avec une chanson qui disait quelque chose comme « Nos fiançailles, où que tu ailles ». Depuis, il a fabriqué d'autres albums, fait le tour de France en roulotte avant de donner un récital de fin de voyage fin 1997 - avec chevaux, remorque et bottes de paille en stationnement - au Théâtre de la Renaissance à Paris. Nilda fut d'abord pris pour ce qu'il n'était pas, une femme, à cause du nom, inhabituel, et de la voix, haut perchée, et de fait, ni grave, ni virile. Premier charme.

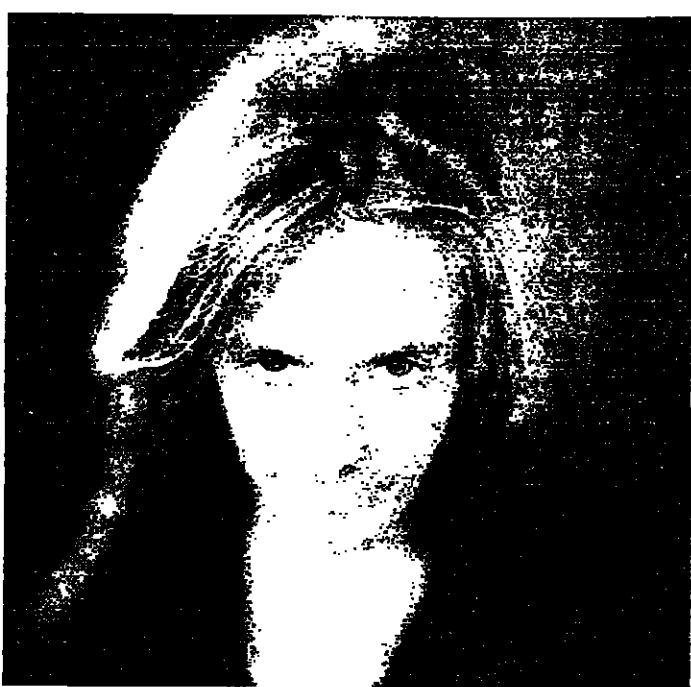
Autre atout de séduction, la folie intérieure, un feu, des coquetteries lointaines dans le regard, une insouciance chronique, presque taillonnée, aux lois du business de la variété. Un pied dedans, un pied dehors : un jour, la grande scène des Francofolies de La Rochelle, temple de la défense des quotas francophones, un autre, un duo en

espagnol avec l'Argentine Mercedes Sosa, qui l'adore - il le lui rend bien, mais souhaiterait sans doute, comme nous tous, que cette dernière abandonne toute idée de modernisation au synthétiseur. Nilda Fernandez, né entre Lyon et Barcelone, est bien évidemment parti du côté de la nouvelle Espagne, l'Amérique latine, afin de retrouver ses racines et de s'en affranchir. Il a signé un contrat d'artiste avec sa maison de disques, EMI, qui le libérât de ses obligations de bon petit soldat des ventes locales en cas de production en espagnol. EMI n'était d'ailleurs pas intéressée par une possible reconversion en chanteur poético-ibérique.

Nilda profite de sa liberté, et en vertu de tous les paramètres ci-dessus évoqués, s'intéresse à Federico Garcia Lorca, musicien, poète bien sûr et résistant encore plus, né aux environs de Grenade le 5 juin 1898, mort sous les balles du franquisme le 19 août 1939.

VOYOUCRATIE JOYEUSE

Nilda Fernandez a la flamme, il chante de la gorge. Il aime Lorca le vagabond, celui qui parcourut les terres espagnoles, s'en fut à New York, s'installa à Madrid ou en Argentine (*Castelar 704*, titre de l'album, est le nom de l'hôtel et le numéro de la chambre où Lorca vécut à Buenos Aires d'octobre 1933 à mars 1934). A propos de Garcia Lorca voyageur, on écouterait *Présence de Lorca, Paseando por Espa-*



Nilda Fernandez, Espagnol implanté en France.

na, poèmes chantés et dits par Germaine Montero, avec Pedro Soler à la guitare et l'orchestre de Salvador Bacarisse (1 CD Le Chant du monde/harmonia Mundi).

Dans ce projet conçu avec le percussionniste Mino Cinelu, le chanteur n'a pas choisi les poèmes les plus évidents, mais plutôt ceux qui lui permettent d'y poser la voix de la manière la plus aérienne possible. Il a pris à Lorca des bribes d'émotion, de révoltes, tels *Nana del caballo* (extrait du *Poème du chant profond*), *New York oficina e denuncia* (d'un poète à New York : « Je dénonce le complot de ces bureaux déserts/qui ne diffusent pas les agones/qui effacent d'un trait les programmes de la forêt/ Et je m'offre en pâture aux vaches/entassées/ Lorsque leurs cris emplissent le val/ Où l'Hudson s'enivre d'huile. » Poèmes d'amour (*Gacela del mercado matutino*), de danse, de musique, de voyoucratie joyeuse (*Chanson du « Mariquita »*) s'enchaînent par le lien musical des mots.

Garcia Lorca aimait le flamenco, mais pas seulement. Il était andalou, mais surtout espagnol, universel. Il jouait du piano, aimait les chanteuses populaires, la belle musique. Nilda Fernandez l'interprète sans grandiloquence, comme il l'a fait pour Jorge Luis Borges fin 1998 dans la capitale argentine. Il a composé des musiques qui évoquent une fois encore l'esprit du voyage, belles mélodies sans charpentes trop farouches. Mino Cinelu aux percussions, Lucho Gonzales, un proche de Mercedes Sosa, à la guitare sud-américaine, Tomatito à la guitare flamenca, Jolie troupe que celle-ci. Une ligne de basse (Gilles Coquard dans *New York*), un peu de cubanité (*Son de negros en Cuba*), quelques castagnettes, à peine. « Quelle épingle de coctus bref assassine ton cristal ? » (*Poemas sueltos*), écrivait Lorca.

Véronique Mortaigne

★ *Castelar 704*, 1 CD La Nina 122992. Distribué par Musidisc.

SÉLECTION DISQUES

FAZIL SAY

Piano
Œuvres de Bach,
Bach-Liszt et Bach-Busoni.

Fazil Say est un pianiste qui anime en permanence sa relation avec l'auditeur. Combliée ou frustrée par des propositions souvent originales, l'écoute ne court jamais le risque de verser dans une passivité engendrée par l'extase ou l'indifférence. Après un Mozart ébouriffant, le jeune Turc présente dans son second CD un Bach aux allures de mutant. L'extension est le mot-clé de ce programme qui réunit des œuvres où le cantor de Leipzig paraît un aboutissement (des pratiques des clavecinistes français ou des violonistes italiens) puis, à son tour, une source (à laquelle viennent s'abreuver Liszt et Busoni). La *Suite française* révèle un interprète qui se prend ingénument au jeu d'une écriture encore fraîche sous ses doigts. Le *Concerto italien* tourne au contraire à la parade rayonnante. Ici Fazil Say affiche de la cohérence. Beaucoup moins dans les transcriptions qui viennent ensuite, mais leurs auteurs (surtout Busoni) s'en sont-ils eux-mêmes souciés ? Monté sur coussins d'air, le *Prélude et Fugue en la mineur* donne l'impression de jouer à saute-mouton avec les époques. Séquentielle et convulsive au possible, la *Chaconne en ré mineur* part dans tous les sens d'une lecture seulement légitimée par l'intensité ou le vide de l'instant. L'ensemble confère donc à Fazil Say le statut d'interprète plus authentique que fidèle.

Pierre Gervasoni
★ 1 CD Warner Classics
3984261 242.

CONCERTI POUR LUTH

Œuvres de Fasch, Haydn,
Kohaut et Hagen
Hopkinson Smith (luth),
Chiara Banchini, David Plantier
(violons), David Courvoisier (alto),
Roel Dieltiens (violoncelle)

Faut-il boudier son plaisir sous prétexte que la littérature pour le luth tient davantage, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, de la survivance que de l'innovation ? Composée pour le mal du luth à la Cité de la musique, ce programme élégant, à peine aménagé - la séduisante pièce de Fasch était initialement destinée au hautbois -, est d'un charme sans défaut. Auteur virtuose de cadences dignes de Sylvius Leopold Weiss, Hopkinson Smith défend avec générosité

un répertoire qui n'est pas essentiel, mais dont la vivacité et la fraîcheur sont rendues par ses partenaires, en une vision chambrière précieuse.

Philippe-Jean Catinchi
★ 1 CD Astrée-Audis E 8641

STEVE COLEMAN The Sonic Language of Myth

La musique de Steve Coleman puise, depuis vingt ans, dans divers codes du jazz, dans les musiques du bassin caribéen ou de l'Afrique de l'Ouest, et passe, du point de vue rythmique, par le funk et ses évolutions. Aussi cohérent et repéré soit-il, cet univers musical surprend à chaque nouvelle étape par l'infus créatif que le saxophoniste chicagôis transmet aux musiciens de sa formation (Five Elements et invités, dont Ravi Coltrane, Ralph Alessi, Regg Washington), par sa science de l'écriture. Dans *The Sonic Language of Myth*, Coleman se concentre sur un quatuor à cordes, déjà présent dans un précédent enregistrement, et des voix. Le quatuor n'est pas restreint à un rôle de supplément harmonique, mais considéré comme un instrument indépendant ; les voix mêlent la vocalisation et le débit de la parole quotidienne. Sans s'interdire de possibles ruptures

de tons, Steve Coleman insiste sur la fluidité orchestrale au travers de parties improvisées collectivement. Il le fait en géomètre et compositeur savant, sans perdre de vue l'émotion et le don de soi.

Sylvain Sicler
★ 1 CD RCA-Victor 74321641232. Distribué par BMG.

ROOTS MANUVA Brand New Second Hand

Concurrencé par les musiques caribéennes et la *club culture*, le hip-hop n'a jamais vraiment pris son pied en Grande-Bretagne. Mais fondu à d'autres ingrédients, il a paradoxalement bénéficié d'une invention formelle qui fait, ces temps-ci, cruellement défaut à la masse très conservatrice du rap américain. Après les trouvailles des Stereo MC's, Massive Attack ou Rae & Christian, Roots Manuva rénove le genre avec brio. Produit par Big Dada, l'un des sous-labels de Ninja Tune, l'une des entreprises les plus audacieuses des musiques électroniques, cet Anglais d'origine jamaïcaine manie sa grosse voix sensuelle avec une nonchalance menaçante oscillant entre rap et reggae. Mais aux clichés - scratches, breakbeats, riddims... - de ces styles respectifs, le jeune homme préfère un voyage étrange aux confins du dub et des expériences synthétiques. Basses d'une épaisseur tropicale, beats asymétriques, effets électroniques s'échappant en bouffées aé-

riennes, choc grinçant ou filet liquide... *Brand New Second Hand* séduit autant qu'il étonne.

Stéphane Davet
★ 1 CD Big Dada/Ninja Tune
bdc010. Distribué par PIAS.

MASSACRE Funny Valentine

Institué en trio fondateur du free rock blanc à vocation brististe, Massacre, soit Fred Frith (guitare), Bill Laswell (basse électrique) et Charles Hayward (batterie), a conservé la naïveté enchantée de ses premiers fracas communs. Les morceaux sont - à l'exception de *Ladder* - courts, bâtis autour de quelques idées, ritournelles rythmiques et mélodies simples. *Massacre*, c'est un peu la rencontre du blues psychédélique de Jimi Hendrix (*South Orange Sunset*) et de toutes les ficelles du hard rock (*Talk Radio*). Un résultat détonnant, qui échappe à la banalité ou à l'amorcellement de références grâce aux trois musiciens solistes et compositeurs de l'instant, improvisateurs virtuoses qui se surprennent, se provoquent et s'amusent. La musique improvisée, si plate lorsqu'elle reste blottie dans sa seule représentation (comme le néo-bop, le néo-swing, etc.), prend là une bonne secousse.

S. Si.
★ 1 CD Tzadik Records T27601. Distribué par Orkhestra International.

DÉPÊCHES

■ **CHANSON** : Luz Casal, chanteuse espagnole révélée au public français grâce à la chanson du générique du film *Talons aiguilles*, de Pedro Almodovar, a obtenu un disque d'or pour les ventes en France de son dernier album (*Luz Casal*, un florilège, chez Epic).

■ **JAZZ** : les Double Six, sextette vocal fondé en 1959 par la chanteuse Mimi Perrin, reviennent dans l'actualité avec la réédition, chez BMG, en compact-disc de leurs deux premiers disques. Le premier, paru en 1959, est consacré aux compositions de Quincy Jones ; le deuxième emprunte au répertoire de Count Basie, Duke Ellington ou Gerry Mulligan. Un thème inédit de dix minutes figure sur cette réédition, qui avait déjà été réalisée au début des années 80 pour un label indépendant français.

■ **MUSIQUES DU MONDE** : les éditions Autrement publient *Nouvelle-Catégorie, horizons pacifiques*, d'Anne Pitoiset, portrait socio-politique de l'archipel, accompagné d'un disque réalisé par RFI et les Studios Mangrove. Les seize titres de cette compilation inédite présentent les groupes-phares du kanéka, la musique moderne des Canaques (288 p., un CD, 120 F, 18,30 €).

■ **Virgin lance « Arabian Masters »**, une collection consacrée aux grands noms de la musique arabe (Fairuz, Oum Kalsoum, Nagat, Ka-Zem El Saher...). Une compilation regroupant des thèmes de ces interprètes et des compositions d'autres légendes (Abdoud Abdel'Aal, Mohammed Abdu, Assalah, Abdel Halim Hafez, Warda...) paraît simultanément.

■ **ROCK** : après *Berlin*, grand œuvre de Lou Reed et du producteur Bob Ezrin en 1973, c'est au tour du disque *Transformer* d'être réédité (RCA-BMG), en bénéficiant d'une remasterisation des bandes originales et d'un livret documenté. Le disque, paru en 1972, produit par David Bowie, avait fait découvrir au grand public le chanteur et guitariste américain, créateur du Velvet Underground, avec les succès d'un de ses titres, *Walk on The Wild Side*.

BRIGITTE FONTAINE

Morceaux de choix

Et voilà qu'elle est habillée de blanc, elle, papillon de nuit, de noir vêtue depuis la nuit des temps, elle la Fontaine, la Brigitte de *Comme à la radio*, du *Nougat* et de *La Belle Abandonnée* ! En blanc ! Cristalline, en robe de neige (Issey Miyake) ! Il y a bien une explication : c'est son premier best of pour de vrai - florilège, dit-on en français - avec de l'ancien (*Cet enfant que je t'avais fait*, en duo avec le jeune Higelin) et du neuf (*Ah que la vie est belle*), quand la techno a déjà fait son entrée naturelle dans l'univers curieux de Brigitte Fontaine, qui avait eu le talent d'y accueillir l'Art Ensemble of Chicago. Dans ces dix-huit titres en désordre qui militent pour le désordre, il y a la reprise de *Caravan* paru dans l'album collectif *Jazz à Saint-Germain* (musique d'Ellington, paroles de Fontaine la Bretonne, qui transposent les chameaux au Mont-Saint-Michel). Cet album se place sous l'empire du goût et comporte un inédit, cerise, rouge comme les morceaux de choix du boucher, sur le gâteau : *Dressing*, un catalogue des fringues possibles, « robe coquelicot, mouseline aux chevilles, médiéval canaco, à la couleur vanille... tous, tous, il me les faut tous, habits d'hiver, d'été, tous, il me les faut tous », sur un tempo techno-orientaliste.

V. Mo.

★ 1 CD Virgin 7243 846177 28.

BURNING SPEAR

Resistance

Afro-jamaïcain, figure de proue du reggae, Winston Rodney (Burning Spear) n'a jamais désarmé, ni dans sa résistance aux diktats de Babylone la blanche ni dans sa défense d'un reggae unitaire, militant de Jah et de Marcus Garvey, des douceurs de l'herbe et de l'égalité entre frères humains. Paru en 1986, *Resistance* affichait encore une naïveté de ton que les noirceurs des mélanges anglo-jamaïcains, le trip-hop ou la jungle rendraient aujourd'hui impensable. Mais c'est cette sorte d'impudeur frontale, rythmée par les coupures dantesques du reggae, qui fait l'incommensurable charme de cette musique qui inspira UB 40. Enveloppée d'un blues très urbain, l'appel des montagnes et de la nature, l'envie de la dévotion et du retour à soi n'empêchent guère le plaisir. Fraicheur et moralité politique sont dans le même bateau de l'écuménisme.

V. Mo.

★ 1 CD Musidisc 123042.

Les meilleures ventes d'albums en France

ARTISTE ou GROUPE	Rang de la semaine précédente	TITRE	MAISON DE DISQUES
FRANCIS CABREL	E	Hors saison	COLUMBIA
ANDREA BOCELLI	8	Sogno	POLYDOR
AXELLE RED	1	Toujours moi	VIRGIN
FONKY FAMILY	E	Hors série, vol. 1	SMALL
LARA FABIAN	2	Live	POLYDOR
MANAU	3	Panique Celtique	POLYDOR
MANU CHAO	4	Clandestino	VIRGIN
THE CORRS	5	Talk on Corners	ATLANTIC
DIVERS ARTISTES	6	Notre-Dame de Paris (intégrale)	POMME/SONY
FREEMAN	7	L'Palais de Justice	DELABEL

Période du 28/03 au 03/04 Inklus. E = Nouvelle entrée
Résultats obtenus par le comptage à la sortie des caisses de cent magasins représentatifs des circuits de distribution

Deux millions et demi de Samedi soir sur la Terre, et combien de Hors Saison, déjà n° 1 ? Francis Cabrel s'installe au sommet, et La Fonky Family, qui entre à la 4^e place, fait de l'air. Timidement arrivé à la 24^e place, l'Aïda de Tim Rice et Elton John ne fait pas tomber l'acheteur à la renverse. A Racines, l'album du collectif franco-congolais Bisso na Bisso (12^e), il préfère le single Bisso na Bisso, 4^e dans une catégorie où la chanteuse Larusso garde la primeur. Dans les albums encore, on remarquera la remontée de la 62^e place à la 20^e d'In-temperet, du joueur de flûte de Pan Gheorghe Zamfir, inoubliable dans la musique du film *Le Grand Blond avec une chaussure noire*, d'Yves Robert.

سكنا من الأصل

BOX
MAN

FAUDEL
Baïda
105 F
Prix TTC, variable jusqu'au 30/05/99
hors frais d'expédition

www.boxman.fr

Plus de musique, pour plus de monde

www-boxman-fr

KIOSQUE

LE MONDE / SAMEDI 10 AVRIL 1999

La tragédie du Kosovo rouvre les plaies de l'inconscient tchèque

Le quotidien « Lidové Noviny » compare le nettoyage ethnique à l'expulsion des Allemands des Sudètes en 1945. Un parallèle gênant pour les dirigeants de Prague, majoritairement opposés aux frappe de l'OTAN

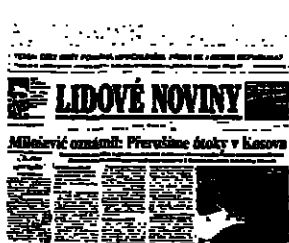
POURQUOI la majorité des responsables politiques tchèques, à l'exception du président Vaclav Havel, de la hiérarchie catholique et de deux petits partis de centre droit, ont-ils pris leurs distances – jusqu'à les condamner pour certains – avec les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie ? Cette question taraude les dirigeants de l'Alliance atlantique, que la République tchèque a rejointe officiellement le 12 mars dernier. Elle perturbe aussi la presse libérale qui, résolument pro-OTAN et en faveur des frappes, tente de s'expliquer l'attitude « honteuse » du gouvernement social-démocrate et la « trahison » de l'ex-premier ministre Vaclav Klaus.

Le quotidien *Lidové Noviny*, très critique envers le « pacifisme » des dirigeants praguais, estime que des éléments de réponse gisent dans l'inconscient national, et non dans la mémoire historique à laquelle se réfèrent les opposants à l'action des alliés.

L'actuelle tragédie du Kosovo est en effet comparée le plus souvent aux événements de septembre 1938 : le diktat – Slobodan Milosevic a utilisé le même terme pour désigner les accords de Rambouillet – de Munich conclu entre le III^e Reich, la France et l'Angleterre qui, sous prétexte de préserver la paix, avait dépecé la Tchécoslovaquie en lui retirant les Sudètes peuplés majoritairement d'Allemands. « Or cette comparaison est fautive », affirme l'ex-dissident et politologue Emanuel Mandler, commentateur attitré du

journal : « Ce fut une tragédie pour la Tchécoslovaquie mais ce n'était pas un nettoyage ethnique, à la différence de ce que les Serbes font maintenant au Kosovo. »

M. Mandler estime plus pertinent le parallèle entre le nettoyage ethnique actuel au Kosovo et l'expulsion des trois millions d'Allemands des Sudètes de Tchécoslovaquie au lendemain de la guerre. Dans un climat de nationalisme exacerbé, une grande majorité de Tchèques approuva la vengeance de Munich et de la guerre par l'expulsion de tous les Allemands installés depuis plusieurs siècles en Bohême-Moravie et la confiscation de leurs biens :



« Comme aujourd'hui en Yougoslavie, l'expulsion des Kosovars est possible grâce au nationalisme combatif professé par l'immense majorité des Serbes, qui ne doutent pas de la volonté des Albanais de les priver de leur province historique. »

Mais c'est peut-être justement l'évidence de ce parallèle qui inconsciemment nous empêche de comparer ces deux actions violentes, et de comprendre les enjeux de la crise yougoslave, suggère-t-il. « Car un nettoyage ethnique est toujours honteux. Or, plus de cinquante ans après, les Tchèques continuent de justifier leur nettoyage ethnique de l'après-guerre. »

Ainsi, le refus de désapprouver une page peu glorieuse de leur histoire aveuglerait les dirigeants tchèques, dont le silence sur l'évolution du drame des Albanais du Kosovo est « assourdissant », selon *Lidové Noviny*, le seul journal à

souligner ce gênant parallèle. Ne reculant devant rien, le quotidien en a fait le sujet du traditionnel poisson d'avril. Il a annoncé à la « une » que « des experts serbes étudiaient les techniques optimales d'expulsion de population dans les archives tchèques ». Le journal donna même la parole à un « conseiller » – au nom parodiant le patronyme du chef des communistes tchèques anti-allemands et pro-serbes – qui recommandait de disposer de suffisamment de wagons, avant d'ajouter qu'expulser trois millions de personnes avait été « une tâche plus difficile ».

Martin Plichta

DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

Gérard Dupuy

Partout en Europe, le même mouvement d'opinion se fait jour vers une approbation mesurée, sans le moindre enthousiasme martial. Chirac et Jospin l'ont compris, chacun dans son registre, en défendant leur politique de la manière la moins tonitruante possible. (...) Rarément dans l'histoire un tel déchaînement de puissance militaire aura été justifié de façon moins va-t-en-guerre. A écouter Jospin, on se souvenait de la vieille maxime : la seule façon moralement tolérable de faire la guerre, c'est de la mener sans l'aimer, voire en la détestant. Cela n'empêche pas de devoir la faire aussi de la manière la plus efficace. Sur ce point, le ministre français a été moins convain-

cant. Le succès de la stratégie de frappes aériennes n'est pas aussi évident qu'il l'a affirmé pour mieux rejeter à nouveau une intervention au sol.

FRANCE-SOIR

Vies Thérard

Les bombardements sont, chaque jour, plus violents, et l'envoi de troupes au sol paraît inévitable. Combien ? Leur nombre sera juste-ment fonction de l'objectif. Restaurer « la paix » comme l'a souligné hier soir Lionel Jospin, c'est plus que la seule défense des Kosovars. Cela suppose donc l'élimination du sinistre Milosevic, qui crache sa haine depuis des années sur les Balkans, et une guerre totale. Libérée du syndrome de Bagdad, où nos fameuses frappes « chirurgicales » n'ont jamais empêché Saddam Hussein de tuer.

FINANCIAL TIMES

La Banque centrale européenne (BCE) a enfin baissé les taux d'intérêt dans la zone euro. Ce demi-point de baisse était largement justifié : il est extrêmement bienvenu. La BCE n'aurait pas dû attendre si longtemps avant de prendre cette mesure. (...) Depuis le lancement de l'euro, en janvier, il est clair que le plus grand risque couru par l'Europe, c'est la déflation, pas l'inflation. L'Allemagne et l'Italie sont particulièrement faibles, et elles représentent plus de la moitié de l'activité économique dans la zone euro. La France est en meilleure situation mais elle ne connaît aucun signe de la moindre inflation. (...) Il est dommage que les cent jours de l'euro ne puissent être célébrés demain avec le même optimisme que celui qui présida à son lancement.

Mais la BCE paraît enfin répondre aux pressions économiques, alors qu'elle avait, jusqu'à présent, réagi par opposition à ces pressions politiques.

LA TRIBUNE

Philippe Mudry

La BCE donne un argument de poids aux gouvernements européens face aux États-Unis qui les accusent de manquer à leur devoir de tirer, à leur côté, la croissance mondiale. Mais, en leur ôtant par ailleurs tout alibi monétaire, elle les invite à s'interroger sur les vraies raisons, structurelles, qui font qu'un cercle économique vertueux, à l'américaine, ne parvient toujours pas à s'engager sur le Vieux Continent. Fiscalité, protection sociale, marché du travail : les chantiers à ouvrir sont connus.

EN VUE

■ L'oncle d'une jeune morte a livré sur-le-champ à la police ghanéenne Alexander Nsiah, thaumaturge qui, jeudi 8 avril, devant une foule rassemblée au cimetière de Nsawam, avait fait déterrer le corps et manqué sa résurrection.

■ Depuis que Gerrit-Willem Oberman, pasteur de Stuttgart, a installé dans son église un terminal Eurochèque, « la queue a augmenté de 20 % ».

■ Le gouvernement indien veut lutter contre le viol en proposant aux femmes une prime de 25 000 roupies en cas d'agression sexuelle, contre une cotisation de 15 roupies par an.

■ Le gouvernement égyptien a l'intention de supprimer l'article du code pénal prévoyant l'impunité pour les viols collectifs, si l'un des participants épouse la victime.

■ Après une dispute avec son père, jeudi 8 avril, Besra Kiran, jeune Turque d'Oslo, près de Siverek, s'est suicidée à la grenade, contrariant un mariage arrangé.

■ Samia Sarwar, en instance de divorce sans le consentement de sa famille, est morte exécutée, mardi 5 mars, à Lahore. Pour se faire ouvrir la porte de la maison où elle s'était réfugiée, sa mère, accompagnée d'un tueur à gages, l'avait pourvu d'une arme à feu. Elle mourut, sans lui je ne peux pas marcher ».

■ Une Soudanaise apprenant que son mari voulait épouser une jeune fille, a récemment porté plainte devant le tribunal islamique de Tabouk contre le distributeur du Viagra agréé par le royaume.

■ Le gouvernement de Dubaï interdit aux hommes d'insulter l'islam en dansant en *dichdacha*, robe blanche traditionnelle, dans les discothèques de l'émirat.

■ Les services de santé russes veulent interdire la fabrication de l'eau de Cologne, des déodorants, des dissolvants et des vernis à ongles, puis-aller des alcooliques à cours d'argent.

■ Les douaniers moldaves de l'aéroport de Chisinau ont saisi, jeudi 8 avril, 5 000 pistolets à bord d'un Antonov 32 ukrainien à destination de Sofia.

■ Récemment trois cambrioleurs suisses ont été arrêtés par la police de Zurich, poussant vivement devant eux dans les rues de la ville un Caddie rempli de 1 700 cartouches.

■ La lutte mortelle a lieu dès la tombée de la nuit aux environs de Girawa : les charognards ont subi de lourdes pertes, communiquent les autorités éthiopiennes du Harargue, où six lions et trente hyènes ont déjà succombé dans les combats sanglants que se livrent actuellement les bêtes féroces.

Christian Colombani

SUR LA TOILE

GRÈVE

■ Telecom.eu.org, la coordination regroupant des associations d'internautes de 13 pays européens, dont la France, appelle à une nouvelle journée de grève et de boycottage pour le dimanche 6 juin. L'objectif du mouvement est d'obliger les différentes compagnies de téléphone nationales à proposer des tarifs de connexion moins élevés, et si possible des forfaits pour une connexion illimitée. Les coordonnées des associations sont disponibles sur le site www.telecom.eu.org/eu. – (AFP)

MUSIQUE

■ BMG (filiale du groupe Bertelsmann) et Universal Music se sont associés pour créer un site de vente de CD et de cassettes audio sur Internet, baptisé Getmusic. Les termes financiers de l'accord n'ont pas été dévoilés. – (Reuters.) www.getmusic.com

PROFITS

■ Yahoo!, l'un des moteurs de recherche les plus populaires sur Internet, a annoncé que pour le premier trimestre 1999 ses revenus s'élevaient à 86 millions de dollars (80 millions d'euros) et ses profits à 16 millions de dollars. – (AP)

www.ida.liu.se/%7evaden/communism

Si le Web avait existé au temps de Leonid Brejnev...



Drapeau rouge du travail (49 dollars, 46 €), un badge du KGB ou la médaille anniversaire de Gagarine (7 dollars, 6,5 €). Les visiteurs sont invités à devenir « membres honoraires » ou « candidats membres » du PCUS-Web en apportant des contributions à son comité virtuel.

L'une des premières personnes admises à été une chercheuse italienne, pour une biographie de Tchernomko.

Cela dit, l'information est exacte et des liens renvoient à de nombreux sites fort sérieux, notamment à des universités américaines.

Michel Tatu

La cinquième colonne

par Alain Rollat

ELLE S'APPELLE IRINA. Comment vous la décrire ? Elle est très belle. Elle a de grands yeux noirs, des cheveux noirs d'épée, un visage d'opaline. Sa voix océane à l'ampleur de la houle. Son sourire est rempli d'étoiles tristes. Je l'ai croisée, en civil, j'accompagnais une caméra de France 2 chez les Serbes de Paris. Ils préparaient des colls destinés aux habitants de Belgrade. Elle en revenait. On m'a dit qu'elle était pianiste. Elle avait participé, la veille, à un concert de solidarité. Elle parlait des bombardements. Elle insistait sur la nécessité d'envoyer là-bas des médicaments. Il n'y avait pas foule dans ce local. Les professionnels de l'humanitaire s'activaient dans l'autre camp. Que faisais-je là ?

Je ne sais pas. J'avais mauvaise conscience. Je me reprochais d'avoir eu l'ironie facile à l'égard des pacifistes de Belgrade qui se

prêtent aux mises en scène des experts en propagande après avoir manifesté contre eux. « Pourquoi, avais-je écrit, leurs chaînes humaines réduisent-elles la fraternité au chapeau serbe ? Est-il donc si difficile, quand on est serbe, de donner la main à un Albanais ? » Une lectrice parisienne, prénommée Milica, m'avait gentiment répondu : « Il est facile à un Serbe de tendre la main à un Albanais, et réciproquement. Mais Les Albanais et les Serbes sont prisonniers de leurs émotions. » Elle m'avait interpellé sur la responsabilité des attiseurs de feu « en présence de deux désespérances ». Elle avait raison. Comment ne pas désespérer Belgrade quand Belgrade se suicide en faisant corps, contre son gré, sous les bombes, par instinct vital, avec un Milosevic ?

Irina a tout dit en deux phrases. Sans remonter au Champ des Merles pour réécrire l'histoire de

son peuple. Sans revenir sur les injustices faites aux Serbes pour justifier le massacre des Albanais. Sans alimenter le moindre cliché orthodoxe pour absoudre l'invincible. Elle l'a dit en deux phrases qui paraissent d'une extrême banalité à ceux qui ne veulent pas voir comment les Milosevic assassinent la pensée sous leurs godillots blindés. Elle a dit de ses amis de Belgrade : « Ce sont des êtres humains comme les autres. Ils sont, eux aussi, des victimes de cette guerre. » Je traduis : si nous sommes tous des réfugiés albanais, nous sommes tous, aussi, en même temps, des bombardés serbes. Le refus de la désespérance implique la reconnaissance de l'unité humaine, l'affirmation d'autrui en tant que part de soi-même. Je suis un avec tous, donc je ne nie personne. Pollen de printemps. Foin des Milosevic ! Message reçu, Irina. Votre Serbie, on l'aime.

مكتبة من الأصل

Le Monde

SAMEDI 10 AVRIL 1999

Lionel Jospin réaffirme que les « anti-guerre » n'ont pas d'« alternative » à proposer

Le premier ministre minimise les divergences au sein de la gauche

LES CONTRAINTES étaient sévères : revendiquer sa part de responsabilité dans l'engagement de la France aux côtés de l'OTAN sans entamer sur le territoire du président de la République ; justifier l'action de guerre sans se couper d'une partie de sa majorité, qui ne cesse de la condamner. C'est dans ce cadre étroit que Lionel Jospin est intervenu, jeudi 9 avril, au journal de France 2, livrant pour la première fois directement aux Français son analyse de l'actuelle situation de guerre.

Depuis le 24 mars, début des frappes de l'Alliance sur la Yougo-

slavie, une répartition naturelle des rôles - selon la formule en vigueur à l'hôtel Matignon - réservait le canal audiovisuel au président de la République, le premier ministre se cantonnant à l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Jugement que ses quatre principales interventions avaient été imparfaitement perçues par les Français, M. Jospin a décidé de sortir de ce cadre, en veillant à respecter les formes d'une certaine hiérarchie avec M. Chirac.

Le chef de l'Etat ayant procédé par interventions « solennelles », le premier ministre s'est proposé, lui, de ré-

pondre aux « questions que les Français se posent », telles que Claude Sérillon, présentateur du journal de 20 heures sur la chaîne publique, entendait les formuler. Sur le fond, les propos de M. Jospin ont de nouveau témoigné d'une parfaite identité de vues avec M. Chirac (lire ci-dessous).

A cette nuance près : alors que ce dernier parle écholement de « Milosevic » lorsqu'il évoque le président de la République yougoslave, M. Jospin continue, lui, de faire précéder le nom d'un « monsieur », plus respectueux de la fonction. Et quand on le lui fait remarquer, il répond : « Ça n'a

pas d'importance », négligeant le fait qu'il donne ainsi l'impression de considérer encore le dirigeant serbe comme un interlocuteur possible, ce qui ne semble plus être le cas de M. Chirac.

Le premier ministre est également revenu sur les divergences existant au sein du gouvernement. Après que Jean-Pierre Chevènement, Jean-Claude Gaspard et Dominique Voynet aient manifesté des « doutes » ou des « inquiétudes » au conseil des ministres, le 31 mars, M. Jospin avait admis, devant les députés, le principe même de telles différences (Le Monde du 2 avril). Sur France 2, jeudi soir, il a été plus précis : « S'il y avait des divergences au sein de mon gouvernement (...) sur la nature du régime de M. Milosevic, la caractérisation de la politique qu'il conduit, notamment de déportation, sur la philosophie qui l'anime, a-t-il expliqué, (...) alors, oui, il y aurait un problème majeur (...), mais ce n'est pas le cas. Nous avons la même condamnation, le même jugement, la même analyse. Il y a divergence sur les moyens, mais (...) il n'y a pas d'alternative qui ait été proposée. L'alternative, c'est la négociation, mais la négociation, c'est d'où nous venons, pendant un an, sans que rien ne bouge ».

Concrètement, cette position empêche tout ministre de critiquer la décision fondamentale de l'intervention et, aussi, de relayer la demande « d'arrêt immédiat des frappes », formulée plus ou moins explicitement par le Parti communiste et le Mouvement des citoyens. Sous ces conditions, M. Jospin espère pouvoir maintenir intact l'étiquette de la gauche « plurielle », pourtant sévèrement secoué par la crise yougoslave.

Jean-Michel Aphatie

« Des frappes menées au nom du droit »

VOICI les principaux points de l'intervention de Lionel Jospin, jeudi 9 avril, sur France 2 :

● **Frappes aériennes :** « Nous n'interrompons pas les frappes. Il faut :



comprendre que renoncer unilatéralement aux frappes serait figer la situation aux conditions de M. Milosevic. (...) Nous agissons au nom d'une morale, je dirais même au nom d'une philosophie, et d'une conception de la civilisation. Ça n'est pas une guerre, ce sont des frappes menées au nom du droit, fondées sur une conception de la morale, sur une conception de la civilisation, sur une vision de l'Europe. (...) Les buts (...) de ces opérations, c'est la paix ».

● **Intervention terrestre :** « Poser dès maintenant la question d'une intervention au sol me

paraît tout à fait prématuré. La politique que nous conduisons, les moyens que nous utilisons sont ceux qui sont adaptés à la situation ».

● **Milosevic :** « Ce que sera le sort de M. Milosevic, nous le verrons. Je pense qu'il sera battu, je pense qu'un jour son peuple se retournera contre lui, je pense qu'il aura certainement à rendre compte devant l'Histoire et, peut-être, devant d'autres instances ».

● **Réfugiés :** La volonté de la France n'est pas de « disperser » les réfugiés « à travers toute la planète, de les écarter de chez eux et des frontières auprès desquelles ils sont. (...) Notre volonté, au contraire, est qu'ils retournent chez eux ».

● **Russie :** « Nous souhaitons que la diplomatie russe et les autorités russes soient plus actives encore dans la recherche d'une solution (...) La position de la France n'est certainement pas de marginaliser les Russes ».

[mais], « au contraire, d'espérer qu'ils vont jouer un rôle plus important dans la recherche d'une solution. (...) Il y a sans doute une solidarité slave avec la Russie, mais il n'y a pas un accord avec la politique de M. Milosevic du côté des Russes ».

● **ONU :** « Lorsqu'il y aura à définir la solution politique et diplomatique et lorsqu'il y aura à la garantir, nous pensons - je pense personnellement, et c'est aussi la pensée du président - que l'ONU doit jouer un rôle essentiel (...) Nous aurions préféré agir dans le cadre des Nations unies ».

● **Etats-Unis :** « Nous ne suivons pas la France n'a pas l'habitude de suivre, elle a l'habitude d'assumer ses propres responsabilités et elle l'a fait dans cette Alliance (...) Nous avons décidé - les autorités françaises, le président de la République, le gouvernement et moi-même - de façon délibérée, mûrie, d'intervenir dans ce conflit ».

Soutien massif des Français aux organisations humanitaires pour aider les Kosovars

« RIEN À VOIR avec les autres crises ». Pour le docteur Antoine Crouan, directeur de la communication de la Croix-Rouge française, la mobilisation des Français en faveur des Kosovars est sans précédent. Même réaction au Secours populaire et au Secours catholique : « Il y a une très grande émotion, beaucoup plus forte que lors des crises précédentes, qui se traduit par une multitude d'initiatives », affirme le président du Secours populaire, Julien Lauprêtre. Les organisations de secours d'urgence, comme Médecins du monde (MDM), Médecins sans frontières (MSF) ou Action contre la faim (ACF), reçoivent, elles aussi, beaucoup de dons ou d'offres de services, mais dans des proportions équivalentes aux autres périodes de crise.

« Nous avons beaucoup de gens qui demandent comment aider autrement qu'en faisant des dons », témoigne Philippe Lévêque, directeur général adjoint de Médecins du monde. La Croix-Rouge française l'a bien compris, qui, comme le Secours populaire, a mis sur pied une opération de collecte de colis. Suite à un accord entre la Croix-Rouge et La Poste, jusqu'au 18 avril, tous les bureaux de poste proposent gratuitement des emballages standard et se chargent de la distribution des colis de denrées alimentaires, à partir d'une liste pré-établie (le coût du contenu d'un colis variant de 80 F à 100 F selon le magasin). Quatre grandes chaînes de distribution (Auchan, Carrefour, Champion, et Continant) se

sont associées à l'opération. Des milliers comme celles de Paris et de Bordeaux se sont jointes à cette initiative en ouvrant des permanences dans leurs locaux. « On pense atteindre 500 000 colis, soit 3 000 tonnes de nourriture à la fin de ce week-end », espère Antoine Crouan, pour lequel la mobilisation des Français est sans précédent. Les entreprises sollicitées pour envoyer du matériel à la Croix-Rouge albanaise (tentes, couvertures, etc.) répondent toutes favorablement, de même que les élèves d'écoles de commerce chargés de démarcher les sociétés.

DONS PLUS IMPORTANTS

L'organisation a reçu 9 000 chèques mercredi 8 avril, et 18 000 jeudi - « du jamais vu sans mailing », la moyenne des dons s'élevait à 435 F. L'ensemble des associations reçoivent des dons supérieurs à la moyenne. « D'habitude, les chèques sont d'environ 300 francs, là c'est souvent 1 000 francs », affirme Graziella Godard, responsable de programmes à MSF. L'association a reçu un don d'un particulier de 1 million de francs, de même que MDM, ce qui arrive régulièrement en cas de crise. Les dons restent cependant inférieurs pour l'instant à ce qu'ils ont été lors de la crise rwandaise, en 1994. MDM, qui avait envoyé un mailing sur le Kosovo avant les frappes, engrange les fruits de cette campagne : en dix jours, l'association a reçu 4,5 millions de francs. « Pour le Rwanda,

c'était de l'ordre du double », témoigne Philippe Lévêque. Si le public semble plus favorable aux actions concrètes qu'aux dons financiers, cette réaction ne fait pas l'affaire des organisations caritatives, qui sont confrontées à la difficulté d'acheminement des biens, lesquels peuvent être achetés dans les pays destinataires.

Les bonnes volontés se manifestent également par des offres de services. MDM reçoit chaque jour une cinquantaine d'appels téléphoniques de professionnels de la santé prêts à se rendre sur place, « mais ça n'atteint pas les proportions qu'on a connues pour le Rwanda », précise Fabienne Alarçon, chargée du recrutement. De nombreuses familles se proposent également pour l'accueil de familles qu'enfants. « Il y a une grande ouverture, qui contraste avec la position timorée du gouvernement », estime Michel Roy, directeur de l'action internationale au Secours catholique. L'association préférerait toutefois la mise sur pied de lieux d'accueil collectifs, l'expérience de l'hébergement de Bosniaques dans les familles s'étant avérée négative sur la durée.

Se mobilisent également des maîtres, des coopératives, ou des professionnels, comme le Groupe des céréaliers de France qui va envoyer, en partenariat avec Action contre la faim, 500 tonnes de farine de blé aux réfugiés.

Marie-Pierre Subtil

La drôle de paix

par Pierre Georges

DANS CETTE GUERRE qui divise les meilleures familles, il est un couple admirable, admirablement uni et faisant, si l'on ose dire, front commun. Pas un mot de travers. Pas une entourage. Pas une initiative prise par l'un qui ne soit voulue ou partagée par l'autre.

Dieu que la cohabitation est joyeuse ! Un vrai équipage France. On lisait, hier dans Le Monde, le récit consacré au parcours comme géométrique et à la conduite des affaires balkaniques exemplaire des deux personnalités essentielles de l'exécutif français. Et le titre lui-même « nous avons décidé que... » nous persons que... était pur bonheur, illustrant parfaitement le récit d'une coopération idyllique. Lui c'est moi, moi c'est lui, et la France sera bien gouvernée dans la crise.

Elle l'est. Car, sauf à se moquer, ce qui ne serait pas vraiment de circonstance, il faut bien constater que cette fameuse cohabitation, si disséquée, si décriée, faisant l'objet de si larges réserves, obéit, en la circonstance, à un bon vieux réflexe français des temps conflictuels : l'union sacrée. Droite, gauche, droite gauche, même allure, même combat.

La cohabitation sacrée des temps de guerre a ceci de particulier qu'elle impose, sur le front politique intérieur, un absolu cessez-le-feu, le renoncement responsable et simultané à ces pratiques coutumières du bras de fer quotidien et de la chaussetrappe occasionnelle. La politique peut attendre, doit attendre et les élections à venir aussi.

La cohabitation sacrée fait que nous avons deux chefs de guerre, ce qui pourrait être inquiétant

par hypothèse et se révèle rassurant dans les faits. Jacques Chirac, Lionel Jospin, même France. Pas l'épaisseur d'une feuille de route entre les deux ! Là encore, on se moque un peu, mais pas trop, devant ce phénomène dont chacun peut constater la réalité et s'en féliciter d'ailleurs, à voir, sans votre respect, la montée conjuguée et simultanée des amis Bidasse dans les sondages.

La guerre profite à la cohabitation. C'est une évidence. Jacques Chirac fut excellent lors de sa récente intervention télévisée. Et Lionel Jospin ne le fut pas moins, jeudi soir sur France 2, dans la manière qu'il eut de dire clairement les choses et le soin constant qu'il apporta à préciser en permanence l'accord du gouvernement « avec la présidence », « avec le président ».

La guerre profite à la cohabitation et devrait nécessairement faire le désespoir des états-majors des partis sur cette drôle de paix politique. Jeudi soir, sur Canal Plus, Les Guignols de l'Info, poussant le paradoxe jusqu'à l'absurde, n'ont d'ailleurs pas manqué l'occasion. On y voyait Jacques Chirac et Lionel Jospin, dans le tutoiement qu'autorise la fraternité des armes, célébrer cette cohabitation sans nuages. A tel point qu'une voix off finit par s'inquiéter pour l'avenir, dans un détournement d'un vieux cri fameux : « Maudite soit la paix ! ».

Bienvenue soit la paix ! Et le plus vite possible. Quand Jacques Chirac et Lionel Jospin auront fini de faire, et bien, leur travail (« do the job », comme il était cité hier en anglais dans Le Monde), ce sera avec le plus vif plaisir qu'on vaquera aux délicieux tourments de la cohabitation ordinaire.

Autriche : le leader de l'extrême droite est élu gouverneur de Carinthie

VIENNE

de notre correspondant

Après le raz de marée de la droite nationaliste FPÖ le 7 mars aux élections régionales de Carinthie, son leader, Jörg Haider, a été élu jeudi 8 avril gouverneur de la province. Le score de 42,1 % du FPÖ au scrutin et leurs propres pertes considérables ont convaincu sociaux-démocrates et conservateurs de se plier aux réalités et ne pas chercher à s'unir dans une « alliance des perdants » pour contrer l'arrivée au pouvoir de Jörg Haider. Ce dernier a été élu au premier tour à la majorité simple par les 16 députés du FPÖ au parlement régional, les 12 sociaux-démocrates ayant voté pour leur propre candidat et les 8 députés conservateurs s'étant abstenus de voter.

Pour Jörg Haider, c'est un retour en triomphe à un poste qu'il avait occupé de 1989 à 1991 avant d'être destitué par la Diète à la suite de ses propos intolérables sur la bonne politique de l'emploi pratiquée par le III^e Reich d'Adolf Hitler. Pour celui qui n'a jamais caché son ambition de de-

venir un jour chancelier, la Carinthie servira de tremplin pour renforcer les positions de son parti en vue des élections législatives en octobre prochain. Jeudi, devant la diète de Carinthie, Jörg Haider n'a pas caché sa satisfaction, estimant que le vote du 7 mars était « un signal clair pour briser le système politique basé sur le bipartisme » et pour que le FPÖ « ne reste pas éternellement dans l'opposition ».

Selon un sondage, environ la moitié des Autrichiens sont favorables à une alliance gouvernementale avec le FPÖ à Vienne. Pour 13 % des personnes interrogées la participation du FPÖ au gouvernement est « très souhaitable » et 35 % l'estiment « plutôt souhaitable ». Les dérapages verbaux xénophobes et ses positions équivoques à l'égard du national-socialisme avaient cependant rendu inéquitable Jörg Haider pour les dirigeants du Parti social-démocrate et du parti conservateur dont la coalition gouverne à Vienne depuis treize ans.

Waltraud Baryl

La politique agricole dénoncée par les syndicats de gauche

VESOUL

de notre envoyé spécial

C'est une Confédération paysanne très remuante contre les pouvoirs publics, et contre le gouvernement de Lionel Jospin en particulier, qui s'est réunie en congrès mercredi 7 et jeudi 8 avril à Vesoul. Le nom de Jean Glavany, retenu à Paris par la discussion à l'Assemblée nationale de la loi d'orientation agricole - adoptée jeudi en deuxième lecture - n'a délibérément même pas été prononcé. « C'est vrai qu'avec le ministre on est en froid. Il voulait dialoguer avec nous par vidéo-conférence pendant le congrès. Nous avons refusé », a séchement commenté François Dufour, porte-parole du syndicat.

Alors que depuis deux ans la Confédération, chassée à gauche, a vu sa représentativité recroquer, au grand dam de la FNSEA, le langage des dirigeants n'a jamais été aussi combatif. Dénonçant l'« échec total » de l'ac-

cord européen de Berlin pour répartir plus équitablement les aides agricoles, les militants ont concentré leurs flèches sur « les gouvernements européens socio-démocrates et socialistes, adeptes de la dérégulation, de la dérive libérale-échangiste où les Etats sont devenus les porte-parole des multinationales ».

La Confédération rejette en bloc les orientations de la nouvelle politique agricole commune, « désastreuse et entêtée », qui fait fausse route en continuant à ne s'intéresser qu'aux signaux du marché mondial, alors que plus de 80 % de la production européenne est destinée au marché intérieur européen. « La baisse artificielle des prix pour les adapter au marché mondial est un crime contre les paysans du monde entier », a lancé François Dufour. Pour exprimer cette exaspération radicale contre « les formidables profits des despotes financiers », la Confédération entend organiser des

mouvements revendicatifs de façon régionalisée et en partenariat avec d'autres partenaires de la « base sociale agissante », comme les associations de défense de l'environnement. Ces actions se succéderont jusqu'à l'ouverture, à la fin de l'année, des négociations sur l'Organisation mondiale du commerce.

MARGE DE MANŒUVRE

Toutefois, la motion finale du congrès, adoptée à l'unanimité, insiste sur « les importantes marges de manœuvre franco-françaises » (estimées à plus de 4 milliards de francs) qui existent désormais, en vertu du principe européen de la subsidiarité, et qui pourraient être utilisées - grâce à la loi d'orientation - pour réorienter les aides publiques vers les exploitants les plus fragiles.

Au même moment, comme à Tournon, 300 militants étaient, jeudi à Serrières (Ain), le 40^e anniver-

saire du Mouvement de défense des exploitants familiaux (Modéf). Ce syndicat continue, comme au premier jour, à se battre contre le « grand capitalisme ». Son secrétaire général, Raymond Girard, a rappelé la volonté de développer « une agriculture produisant en quantité suffisante pour couvrir les besoins alimentaires du pays et capable, pour certains produits, de répondre à notre vocation exportatrice, qui est une richesse pour la France ». Même s'il reconnaît comme un fait positif que, pour la première fois depuis 1960, la loi d'orientation agricole en cours d'examen propose de mettre un frein au productivisme, le Modéf n'en dénonce pas moins les conséquences d'une politique qui a provoqué, depuis sa création, la disparition de plus de 2 millions d'actifs agricoles.

François Grosrichard (avec Monique Glasberg à Avignon)

Souci d'apaisement à « France-Soir »

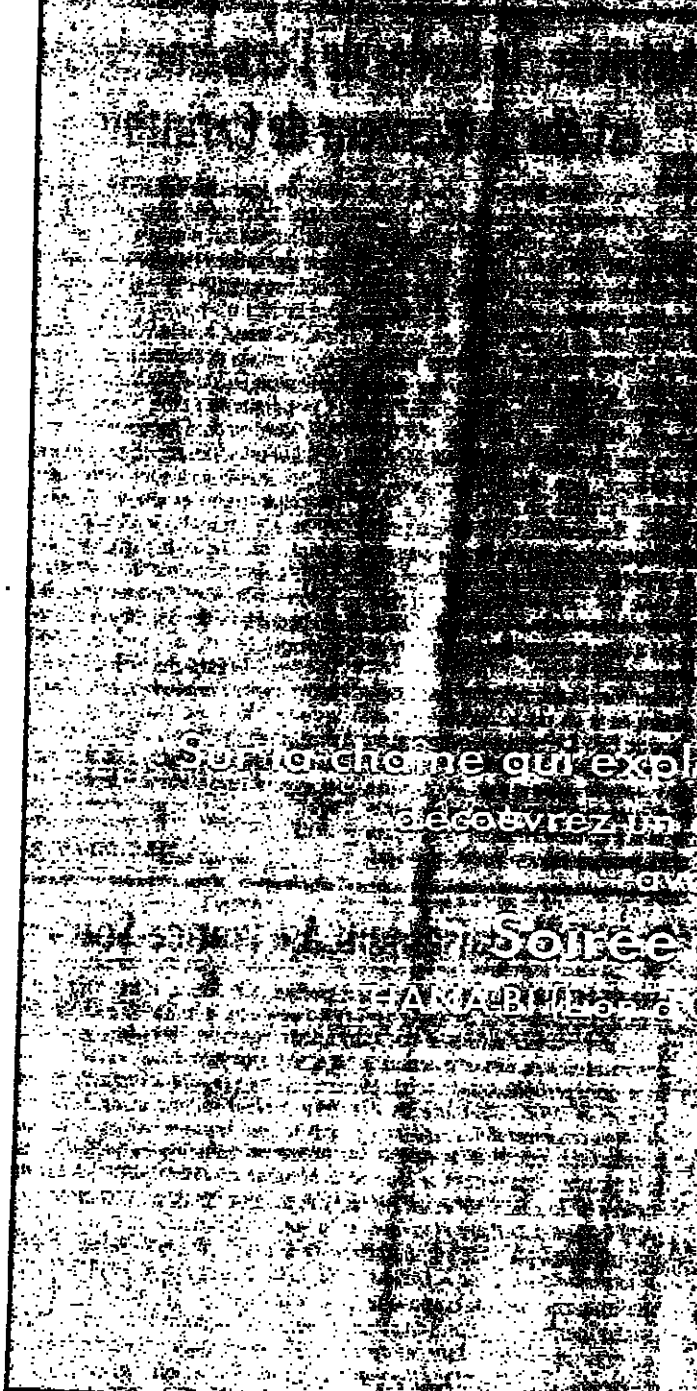
LES ÉDITEURS du Syndicat de la presse parisienne (SPP) ont rencontré, jeudi 8 avril, après le projet de vente de France-Soir et l'arrêt qui a perturbé la parution des quotidiens mercredi, les représentants des rotativistes, des correcteurs et d'une partie des ouvriers de la distribution, en désaccord avec la Fédération du livre-CGT (Filpac). Dans une déclaration commune, ils « réaffirment leur volonté, dans le champ de leurs responsabilités respectives, d'éviter par tous les moyens le dépôt de bilan ou l'arrêt d'un titre de la presse quotidienne nationale ». Ils réaffirment également « leur attachement aux relations paritaires nouées de longue date et au respect des engagements, avec comme objectif le développement et la modernisation de la presse » et « souhaitent que tous les moyens soient mis en œuvre pour pérenniser les titres et sites de la presse parisienne ». De leur côté, la CGT et la Filpac-CGT ont publié une déclaration commune pour exprimer « leur total soutien et leur solidarité aux salariés de France-Soir et au Comité intersyndical de la presse parisienne dans leur lutte contre le bradage de l'entreprise et les menaces qui pèsent sur l'avenir du titre et des emplois » et en appelant « à la mobilisation des salariés ». La diffusion de France-Soir et du Figaro a été perturbée en province, vendredi. Une délégation de la Filpac devait rencontrer, vendredi 9 avril, David Kessler, conseiller du premier ministre. Le Syndicat du livre devait aussi rencontrer Yves de Chaisemartin, PDG de la Socpresse, vendredi soir.

Tirage du Monde daté vendredi 9 avril 1999 : 552 803 exemplaires.

552 803



CÉRÉMONIE D'INITIATION AU CINÉMA CONTEMPORAIN



Sur un thème qui explore les nouvelles tendances du cinéma,
découvrez un des grands maîtres actuels du cinéma japonais
avant la présentation de son nouveau film au festival de Cannes.
Source KITANO Lundi 12 avril à 22 H 00
à l'ARABIA (Boulevard de l'Or à Venise 97), VIOLENT COP et le portrait de Takeshi KITANO.

CANAL+

LE PALM

Le Monde
Le Soir
Le Temps
El País
La Stampa
Der Standard

FONDS

Le Monde

LE SOIR

LE TEMPS

MON
OBS

EL PAIS

SHIMMENSCHEN ZEITUNG

LA STAMPA

tageblatt

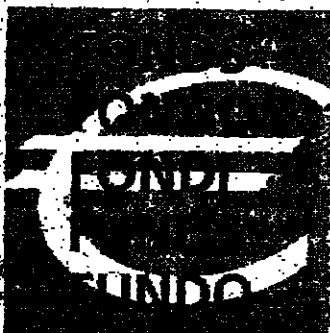
DER STANDARD

هكذا من الأعمال

Le Monde

LE PALMARÈS EUROPÉEN DES SICAV

Le Monde publie simultanément avec huit autres grands journaux européens, *El País* (Espagne), *Guardian/Money Observer* (Royaume-Uni), *Le Soir* (Belgique), *La Stampa* (Italie), *Süddeutsche Zeitung* (Allemagne), *Tageblatt* (Luxembourg), *Le Temps* (Suisse) et *Der Standard* (Autriche), le seul classement des sicav et des fonds de placement commercialisés dans toute l'Europe.



PARIS

LE SOIR

BRUXELLES

LE TEMPS

GENÈVE

MONEY OBSERVER

LONDRES

EL PAIS

MADRID

Süddeutsche Zeitung

MUNICH

LA STAMPA

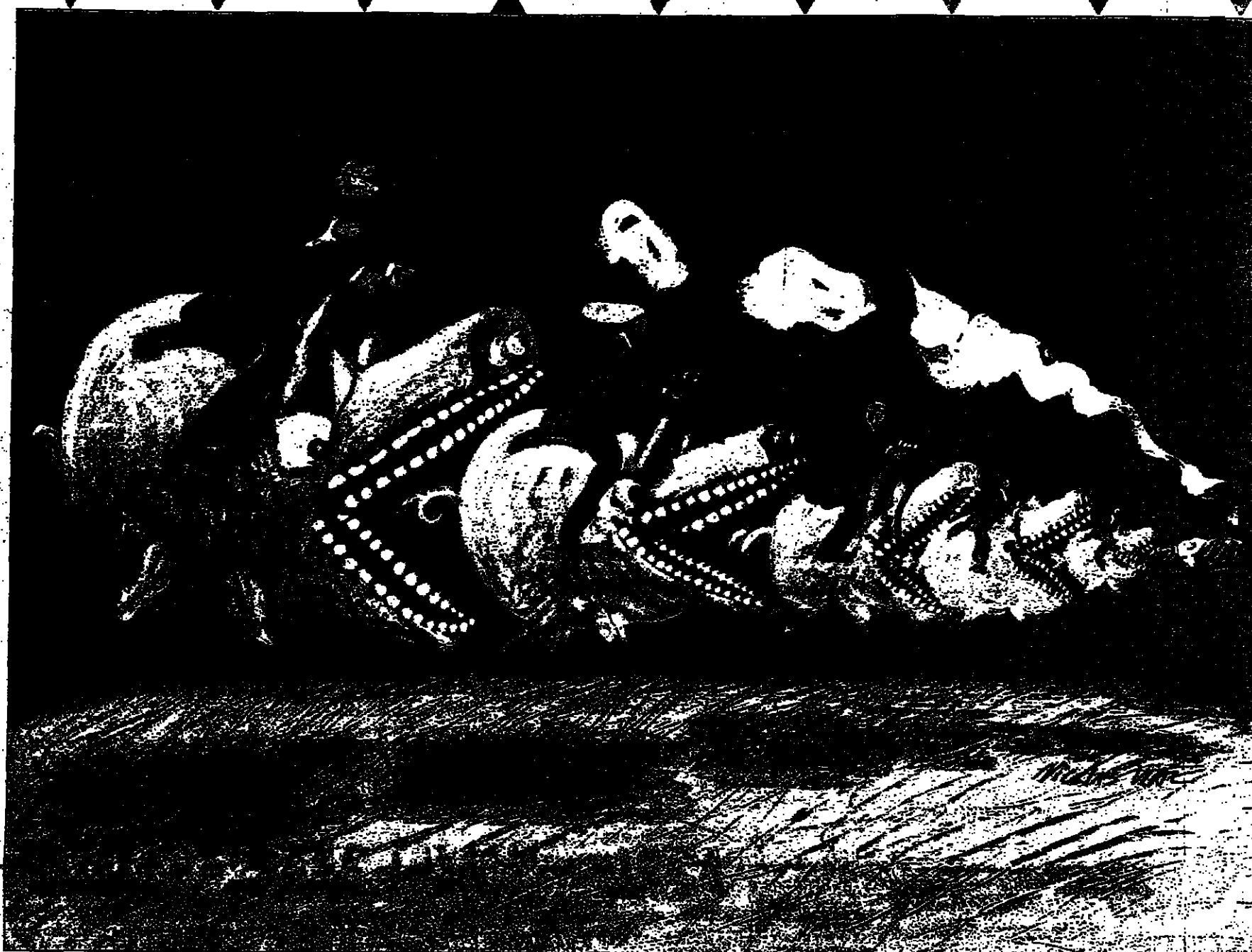
TURIN

Tageblatt

LUXEMBOURG

DER STANDARD

VIENNE



Les gérants doivent s'adapter au changement de climat

Pour la deuxième fois, « Le Monde » et huit quotidiens européens publient un classement des sicav et des fonds gérés en Europe. Il permet à partir de la méthode APT d'apprécier la performance et les risques pris par les gestionnaires. Des indications d'autant plus importantes que la conjoncture n'est plus euphorique.

Pour leur part, les épargnants soucieux de disposer d'une palette de choix plus large pour leurs investissements et d'un outil unique de comparaison des performances ont également fait preuve d'une attention particulière pour les différents fonds européens présentés dans ce classement, comme en témoignent les nombreux appels reçus dans les différentes rédactions des journaux publiant le classement.

Pour ce deuxième palmarès, le contexte a radicalement changé. L'optimisme qui avait prévalu lors

du lancement de l'euro n'est plus de mise. L'an dernier, en dépit des crises asiatique et russe, les épargnants avaient pu bénéficier de Bourses euphoriques dans les pays occidentaux et de marchés obligataires très bien orientés. Cette conjoncture avait permis à une large majorité de gérants de fonds

d'enregistrer, sans trop d'efforts, de bonnes performances. Cette année, la partie s'annonce plus serrée, comme en témoigne l'évolution heurtée des marchés au cours du premier trimestre.

Du côté des marchés d'actions, les perspectives sont incertaines. Sortant de sa torpeur, la place japonaise s'est réveillée, gagnant plus de 19 % en l'espace de trois mois. Toutefois, les observateurs s'interrogent sur la durée de ce rebond, la Bourse de Tokyo étant coutumière des faux départs. Wall Street continue de surprendre par sa vigueur. L'indice Dow Jones s'est stabilisé autour des 10 000 points, un niveau record qu'il a franchi le 29 mars. La Bourse de New York bénéficie du dynamisme de l'économie américaine mais également de la révolution technologique liée au développement d'Internet. Le Nasdaq, marché où se traite la plupart des sociétés de haute technologie, a progressé de plus de 17 % depuis le début de l'année. Mais les valorisations atteintes par certains titres font craindre aux gestionnaires une brutale correction. Devant cette menace, ils hésitent à rester sur une place qu'ils jugent, pour la plupart, surévaluée.

Sur l'autre rive de l'Atlantique, le travail des gérants est au moins aussi compliqué. Contre toute attente, c'est un marché qui se situe hors de la zone euro qui enregistre les meilleures performances. La Bourse de Londres est parvenue à battre des records historiques grâce à des perspectives économiques moins sombres. Sur le Vieux Continent, les places boursières ont débuté l'an-

née sur un rythme irrégulier, les incertitudes se multipliant sur les perspectives de croissance dans l'eurozone. L'indice CAC 40 de la Bourse parisienne n'est pas parvenu à battre son record antérieur en juillet 1998 tout en affichant toutefois une hausse proche de 9 % au cours du premier trimestre. En revanche, les valeurs allemandes ont très mal commencé l'année, avec un recul de près de 1 % pour les actions figurant dans l'indice vedette de la place francfortoise. Il faut dire que la conjoncture outre-Rhin se montre particulièrement décevante.

Pour le moment, beaucoup de gérants de fonds spécialisés en actions européennes qui ne peuvent pas bénéficier du « gisement » américain d'entreprises de haute technologie ont privilégié dans leur portefeuille les valeurs de croissance. Ces sociétés ont le mérite, à leurs yeux, d'avoir la capacité d'afficher des résultats en progression quelle que soit l'évolution de la conjoncture. Mais ces titres souffrent d'un handicap majeur : celui d'être aujourd'hui très chers, ce qui les rend vulnérables à la moindre mauvaise nouvelle.

Déjà, certains gérants vont chercher leur performance ailleurs. Quelques-uns misent sur un réveil des petites valeurs qui ont été délaissées ces derniers mois au profit des poids lourds de la cote figurant dans les indices boursiers nationaux ou européens. D'autres se tournent vers des titres dont les cours ne reflètent pas actuellement la réelle valeur de l'entreprise. Mais cette politique de gestion peut ne pas être positive. Les sociétés qui présentent

actuellement une décote en Bourse appartiennent pour la plupart aux secteurs cycliques. Elles sont sensibles aux évolutions de la conjoncture économique et du prix des matières premières. Pour que ce pari s'avère payant, il faudra donc que la croissance reprenne à la fin de l'année et que le prix des matières premières poursuive son redressement amorcé ces dernières semaines.

Du côté des marchés obligataires, la tâche des gérants de fonds européens n'est pas non plus aisée. Beaucoup de gestionnaires qui avaient pu bénéficier de la baisse des taux continue depuis près de trois ans ont été surpris par la correction intervenue sur le marché obligataire à la mi-février. Dans la zone euro, les gestionnaires ne peuvent plus se contenter d'acheter des obligations d'Etat pour engranger des plus-values. Ils doivent explorer de nouveaux gisements de performances comme les écarts de rémunération - même minimes - qui existent entre les emprunts d'Etat émis dans les différents pays participant à la monnaie unique. Ces gestionnaires de fonds commencent également à regarder les obligations émises par des sociétés privées. Celles-ci sont plus rémunératrices mais aussi plus risquées, ce qui oblige les gérants à effectuer un travail d'analyse approfondie sur chacune des entreprises et non plus uniquement à parier sur l'évolution des taux d'intérêt.

Joël Mario

Illustration : Nicolas Vial

سكوا من الأصل

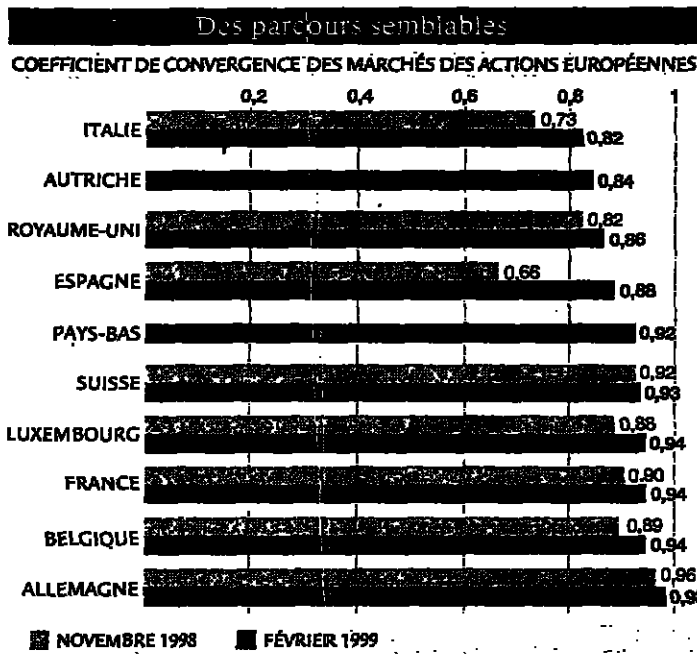
Les performances des fonds d'actions européens se rapprochent

La naissance de l'euro va-t-elle conduire à la disparition des fonds actions uniquement investis sur une Bourse d'un des onze pays de la zone euro ? Probablement pas. Comme on peut l'observer dans la gestion des sicav obligataires, la disparition des fonds nationaux n'est pas pour demain. Là aussi, ce sont des raisons fiscales qui expliquent largement ce phénomène. Les produits de placement qui privilégient les actions nationales continuent de bénéficier d'avantages fiscaux. C'est le cas en France par exemple avec le plan d'épargne en actions ou des contrats d'assurance-vie DSK.

Toutefois, l'arrivée de l'euro a incontestablement marqué une étape importante dans l'évolution du comportement des gérants. Peu à peu, les différences de performances entre les produits spécialisés sur un des dix pays et étudiés par Aptimum ont tendance à s'estomper. La raison de cette évolution est simple. Selon les calculs effectués par l'organisme chargé d'analyser les performances des fonds européens apparaissant dans le classement publié par *Le Monde*, le coefficient de convergence des marchés d'actions européens se rapproche de 1. En clair, les différents marchés européens se comportent de plus en plus comme l'ensemble des Bourses européennes. C'est la place allemande qui « ressemble » le plus au cœur du marché des actions européennes. A l'opposé, la Bourse italienne a un comportement atypique par rapport aux places du Vieux Continent. Mais les choses évoluent rapidement. La Bourse de Madrid qui était le marché européen ayant le parcours le plus spécifique est rentrée dans le rang de façon spectaculaire au cours des derniers mois, depuis notre classement publié le 5 janvier 1999. Il se situe désormais non loin du marché français. Les places autrichienne et néerlandaise incorporées à l'analyse présentent également une forte homogénéité avec l'ensemble du reste de l'Europe.

La réduction de l'écart de performance entre les Bourses européennes n'est pas surprenante. Même si les économies des onze pays participant à l'euro ne se trouvent pas toutes exactement dans la même phase du cycle de conjoncture, leurs marchés financiers sont soumis à des contraintes semblables. L'évolution des taux d'intérêt qui est un élément majeur dans l'appréciation

▼ Les Bourses européennes subissent les mêmes contraintes. Leur évolution est semblable. Les distinctions se font maintenant au niveau des secteurs



tion de la valeur d'une action, est désormais le même dans la zone euro. De plus, les investisseurs, particulièrement anglo-saxons, font de moins en moins cas de la place où est cotée une action. Une étude réalisée par la banque d'investissement Morgan Stanley a révélé que depuis le début des années 90, le secteur dans lequel évolue une entreprise donnée conditionne de plus en plus les fluctuations enregistrées par le cours d'une action, alors que le marché national exerce de moins en moins d'influence. A la fin des années 80, 97,5 % des rendements d'actifs pouvaient être attribués à des influences nationales et seuls 2,5 % de ces rendements résultaient de facteurs sectoriels. Au milieu des années 90, la part des rendements des actions imputables aux influences nationales est passée à 69,7 % et la propor-

tion résultant de facteurs sectoriels est passée à 30,3 %. Cette tendance devrait s'accroître dans les prochaines années. Une étude menée par l'Union Bank anticipe que l'analyse nationale perdra les trois quarts de son importance et seuls 15 % des rendements d'actifs pourront être attribués à des facteurs géographiques. Déjà l'effet secteur commence à prendre le pas sur l'effet pays. Selon une étude réalisée par les équipes de recherche d'Axa Investment Managers sur les 324 sociétés figurant dans l'Euro Stoxx, l'effet pays comptait pour 54 %, contre 46 % pour l'effet sec-

teur dans les années 1994-1996. Entre 1996 et 1998, les choses s'étaient renversées avec la dominance de l'effet secteur pour 60 % contre l'effet pays 40 %. L'évolution est particulièrement marquée pour les constructeurs automobiles et les industries de base. Toutefois, cet effet secteur est variable. Il est très net pour les entreprises appartenant au secteur des médias, de l'alimentaire et des services aux collectivités. Il est plus mitigé pour les entreprises de services financiers. Cette étude révèle en revanche que pour les entreprises appartenant au secteur des biens de consommation le critère du pays est encore prépondérant pour expliquer la performance des actions. Plus surprenant, il en est de même pour les valeurs technologiques !

Joël Morio

L'euro n'a pas vaincu les sicav d'obligations françaises

Comme sur les marchés financiers, la devise européenne a fait depuis le 4 janvier 1999 son entrée dans le milieu des OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières). Les sicav et les fonds communs de placement, qu'ils soient investis sur les marchés d'actions ou sur les marchés obligataires, ont tous été confrontés à l'introduction de l'euro. A la différence des sicav actions, les fonds obligataires sont davantage concernés, puisque la concurrence sur les marchés entre les obligations françaises et les obligations européennes s'exerce plus directement et plus rapidement que sur les marchés d'actions. Les gestionnaires de sicav obligataires ont en outre davantage de liberté que par le passé. Ils ont le droit, depuis le 31 décembre 1998, de détenir jusqu'à 49 % d'obligations de la zone euro qui ne soient pas françaises.

Pour une sicav, une telle diversification dans des obligations d'autres pays de la zone euro est intéressante. D'abord, elle permet d'augmenter la performance de l'ensemble du portefeuille car le gérant recherche des placements rentables sur un marché plus vaste. Ensuite, elle est censée diminuer le risque du portefeuille. La possibilité d'investir sur les emprunts de l'ensemble de la zone euro est d'autant plus importante pour le gérant d'OPCVM qu'il subit une pression croissante des investisseurs et de ses dirigeants pour obtenir les meilleures performances possibles.

Il y a quelques années, les OPCVM obligataires parvenaient sans aucune difficulté à dégager des performances attractives, qui leur permettaient d'ailleurs de concurrencer les fonds investis en actions. Les gérants plaçaient les liquidités des fonds dans un bouquet d'obligations émises par l'Etat français et le tour était joué. Mais continuer à utiliser une telle méthode aujourd'hui ne permet plus de s'attirer les faveurs des investisseurs. Les taux d'intérêt à dix ans en France n'ont cessé de baisser depuis fin 1994. De plus de 8 % à cette époque, ils sont aujourd'hui à peine supérieurs à 4 %.

Les gestionnaires de sicav ont donc entrepris depuis le début de l'année de faire leurs courses sur les différentes places européennes. « Nous avons ainsi acheté des obligations allemandes qui arrivent à échéance entre 2004 et 2007, car leur rendement est anormalement supérieur - de 0,10 % à 0,15 % - aux emprunts de l'Etat français, une anomalie qui dure d'ailleurs depuis

six mois déjà », signale Thierry Moulin, gestionnaire obligataire chez Société Générale Asset Management. Au vu de l'enthousiasme manifesté par les gestionnaires pour une diversification européenne de leurs investissements, on peut s'interroger sur la pérennité des OPCVM d'obligations françaises. En réalité, les OPCVM d'obligations françaises ne devraient pas disparaître de sitôt.

Malgré la suppression du risque de change et l'introduction de la nouvelle réglementation sur les fonds, tous les OPCVM ne peuvent pas investir librement dans les emprunts d'Etat de l'ensemble des pays de la zone euro. L'absence d'harmonisation fiscale freine la diversification européenne des fonds de droit français.

Selon la législation actuelle, seules les obligations émises par un émetteur français sont soumises au prélèvement libératoire. Ceci n'est pas sans conséquence pour le détenteur des parts d'une sicav obligataire. Si son OPCVM a investi dans des obligations de la zone euro hors France, les revenus qui lui seront versés lors du détachement du coupon des titres étrangers ne sont pas soumis au prélèvement libératoire. Ils rentreront directement dans le cadre de l'impôt sur le revenu et peuvent être en conséquence taxés, pour les revenus les plus élevés, sur la base d'un taux de 54 %. Plus précisément, la distinction entre les titres s'effectue par la nationalité de l'émetteur des obligations. « Ce qui donne parfois lieu à des aberrations », constate un gérant obligataire. « Par exemple, un emprunt émis par le Crédit local de France en litres sera considéré comme un emprunt français, tandis qu'une obligation émise en France par Saint-Gobain, dont le siège est en Hollande, sera qualifiée de titre étranger ».

Résultat : l'intérêt de souscrire à une sicav qui détient des titres étrangers peut paraître limité si le surplus de rentabilité obtenu par une diversification européenne est entièrement mangé par la fiscalité. Mais, pour les souscripteurs de sicav, le problème de l'euro ne se pose en fait véritablement que pour les fonds distribuant leurs revenus et non pour ceux qui les capitalisent. Pour éviter à leurs clients d'être plus fortement taxés, les gestionnaires ont trouvé une parade. Afin de ne pas avoir à déclarer des revenus issus des titres étrangers, ils leur suffisent de vendre les emprunts concernés, peu avant la date du détachement de leurs coupons, et de les racheter juste après. Une telle gymnastique étant

trop contraignante, elle n'est cependant pas largement mise en application. L'absence d'harmonisation fiscale freine donc aujourd'hui la volonté des gestionnaires de sicav d'acheter des obligations étrangères appartenant à la zone euro. « Dans les sicav obligataires de distribution, nous ne détenons que 10 % de titres de la zone euro hors France, alors que ce pourcentage s'élève à 30 % de l'actif pour les OPCVM de capitalisation », constate M. Moulin. Pour le moment, cet écart n'a pas encore réellement pénalisé les porteurs de sicav de distribution. « Nos performances ne sont pas sensiblement différentes sur les OPCVM d'obligations à dominante française et sur les fonds d'obligations de la zone euro », indique François Marbeck, gérant obligataire au Crédit lyonnais Asset Management. L'écart actuel entre les taux d'intérêt des Etats de la zone euro, d'environ 0,20 % au maximum, n'est pas, il est vrai, suffisamment grand pour avoir une répercussion importante sur le rendement des sicav obligataires.

Cécile Prudhomme

L'accès aux fonds étrangers reste difficile

Même si la mise en place de l'euro a facilité l'achat de fonds étrangers, la distinction entre les risques liés à la fluctuation des monnaies, les particularités comptables et les difficultés pour acquiescer des titres de droit étranger. D'abord, certains de ces produits n'ont pas reçu l'homologation de la Commission des opérations de Bourse, ils ne peuvent donc pas être souscrits par les épargnants français. Ensuite, l'achat d'un fonds étranger se heurte à des problèmes techniques. Ces sicav ne sont pas toujours référencées dans le système de règlement livraison de titres qui permet aux établissements bancaires de passer de façon automatisée les ordres d'achat. Un nombre important de fonds étrangers devraient pourtant obtenir une référence officielle à la fin de l'année. De plus, certains intermédiaires comme Vega Finance ou CPR Bourse permettent à leurs clients de souscrire à une large palette de produits étrangers. Enfin, des compagnies d'assurances accueillent largement dans leurs contrats des fonds étrangers.

La méthode APT permet de mesurer les risques pris par les gérants

Par construction, les classements de sicav décrivent le passé et l'investisseur cherche des certitudes pour l'avenir. Intuitivement, il utilise les palmarès, pour prédire, en espérant la reproduction plus ou moins à l'identique des performances réalisées. Une démarche dont l'efficacité et la pertinence sont loin d'être prouvées. Le passé peut-il être d'un quelconque utilité en matière de classement pour éclairer l'avenir ? En décrivant la performance d'hier, le classement paraît suggérer celle de demain. Mais existe-t-il vraiment un lien ? Les exemples ne manquent pas de fonds figurant certaines années au sommet des classements et dans d'autres périodes au fin fond des palmarès.

Depuis plus de trente ans, les statisticiens étudient minutieusement les performances des gestionnaires et tentent, sans succès, de les mettre en équation. L'épargnant est-il condamné à jouer à la loterie ? Sans doute pas. Les mêmes statisticiens ont mis en lumière un phénomène intéressant : l'importance de la performance relative par rapport aux concurrents comparables a tendance à se répéter dans le temps. Si le résultat passé d'un gestionnaire, relatif à une référence externe (l'indice CAC 40 ou le Dow Jones, par exemple), prédit mal sa performance future, l'ampleur du risque encouru a lui une grande valeur prédictive. En résumé, les gestionnaires et les établissements ont des façons de faire, des méthodes, des techniques et des habitudes qui se répètent dans

▼ Dans chaque catégorie de sicav, l'étude des performances dont les risques sont a priori comparables donne une appréciation de leurs rendements futurs

le temps. Ils ne prennent pas les mêmes risques pour parvenir aux mêmes performances. Cette observation est la clé de l'énigme. Elle permet de lire entre les lignes. Anticiper l'histoire qui aurait pu être. A performance comparable, le moindre risque est toujours et par définition le critère de choix le plus judicieux pour l'investisseur. Car si le gestionnaire subit comme tout le monde les aléas des marchés, il est directement responsable des risques pris.

Pour lire entre les lignes de l'histoire, il faut pouvoir imaginer les évolutions de marchés alternatives, les autres scénarios possibles. De même que le consommateur ne saurait effectuer un achat sans connaître le prix, l'investisseur averti ne saurait choisir un gestionnaire, une sicav, un fonds, sans connaître le vrai prix de son choix. Le prix affiché (les frais de gestion) en cache un autre souvent beau-

coup plus élevé, parce qu'il est occulté : le risque encouru pour l'enjeu recherché.

Quelle que soit la catégorie de sicav et de fonds (obligataire, actions européennes, actions françaises, immobilière...), le plus judicieux n'est pas de comparer les performances relatives des fonds d'une même classe. Il est plutôt de comparer les performances à risques a priori comparables. Tel est l'objet de la méthode de classement utilisée par *Le Monde* et développée par la société Aptimum.

Mais comment connaître réellement le risque pris par un gestionnaire. L'histoire ne se réécrit pas. Peut-on simplement observer a posteriori les fluctuations de performances réalisées au fil des ans ? Deux volatilités historiques (le terme savant pour fluctuations de performances) identiques cachent souvent des risques a priori très différents. Par exemple, Axa France Actions, une sicav d'actions françaises, affichait en juin 1998 une volatilité de 14 % par an au cours des quatre dernières années. Peut-on en conclure que toute autre sicav ayant une volatilité de 14 % lui est comparable ? Au cours de la même période (1994-1998), Quantamerica, une sicav d'actions américaines, a également affiché une volatilité annuelle de 14 %. Mais, de toute évidence, les risques encourus étaient fort différents. Les performances des économies, des marchés et des entreprises américaines et françaises ont été radicalement différentes sur cette période. Les risques encourus a priori le furent égale-

ment. Le même chiffre (volatilité historique) cache des réalités opposées. Il suffirait de calculer les volatilités de ces mêmes fonds sur une autre période pour conclure qu'elles ne sont en rien comparables.

Il faudrait pouvoir imaginer les histoires alternatives. Il n'est pas question de calculer d'autres volatilités historiques sur la même période puisque les cours des titres ne se réécrivent pas. Il faut chercher au-delà de ce chiffre. Si, sur certaines périodes, deux fonds différents affichent la même volatilité, il doit bien exister des composantes

Les atouts du palmarès

Le lecteur trouvera dans ce classement européen de nombreuses informations supplémentaires par rapport à un simple palmarès sur les évolutions dans le temps des valeurs liquidatives. La performance est retravaillée afin de prendre en compte les risques. A côté du classement reflétant l'évolution des valeurs sur un an figurent les chiffres et un classement des performances retraitées. Une appréciation est portée sur la performance sous forme d'étoiles en nombre croissant. Une autre appréciation, sur l'importance des risques pris par rapport aux sicav et fonds de la même catégorie, est donnée aussi sous la forme d'étoiles ou même de points d'exclamation dans les cas extrêmes (voir légende page III).

élémentaires, des sous-volatilités en quelque sorte, qui les différencient. La volatilité historique serait ainsi le produit d'un code génétique, une sorte d'ADN du risque de chaque instrument. Pour comprendre le risque, il faut déchiffrer le code génétique, et établir la carte du risque. C'est de ce code que naît la volatilité historique. Pour cerner le risque, il faut le déconstruire.

Mais un tel code existe-t-il réellement ? L'expérience des physiciens est instructive. Depuis près de cent ans, leurs modèles mathématiques les ont conduits progressivement à postuler l'existence de nouvelles particules, bien avant de les observer expérimentalement. Les théoriciens de la finance ont également dû conclure à l'existence d'éléments constitutifs du risque avant de pouvoir les mesurer avec précision. La découverte fondamentale baptisée théorie des prix d'arbitrage - plus connue sous son sigle anglo-saxon, APT (Arbitrage Pricing Theory) - de Steve Ross remonte à 1977.

Le professeur Ross a découvert que le point commun entre tous les actifs cotés est d'être sensibles, à des degrés divers, à un grand nombre de facteurs de risques. Les cours de ces actifs reflètent la manière dont les marchés financiers évaluent le prix des différents risques portés par ces actifs. Le modèle APT établit la logique interne des cours des actifs financiers les uns par rapport aux autres. Sans entrer dans les détails techniques, le théorème de l'APT conduit que la performance espérée de tout actif financier (action française, obligation internationale, indice boursier,

contrats sur matières premières...) se décompose en un certain nombre de coefficients de sensibilité aux risques portés par tous les actifs. Les coefficients de sensibilité sont bien le code génétique recherché, le dénominateur commun. Les connaître permet d'évaluer les risques a priori des actions, des obligations, des indices boursiers... mais aussi des sicav et des fonds de placement. Le modèle APT agit comme un prisme décomposant la lumière en couleurs primaires. Il décompose les cours des actifs en profils de risques primaires.

Utilisé pour construire un classement de sicav, ce modèle offre de grands avantages. Il permet d'abord de regrouper, sans risque de se tromper ou d'être trompé, les sicav dans des catégories homogènes et donc comparables. Il permet de placer dans une même catégorie des sicav dont les profils de risques sont très proches, et qui sont donc gérées dans une logique similaire. Les intrus des classements « traditionnels » sont immédiatement démasqués et replacés dans des catégories qui correspondent à leurs véritables profils. La méthode APT offre un autre intérêt, plus grand encore : elle permet d'analyser très finement le passé, de décomposer l'origine de la performance réalisée et l'importance des risques pris. En donnant la possibilité de comparer les performances à risques identiques, la méthode mise offre la possibilité de porter une appréciation objective sur la qualité de la gestion.

Eric Leser

هكذا من الأهل

هكذا من الأصل



Libellé	Présignature	Pays	Perform. net. en % sur 26/12/99	Rang retrahit sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % sur 26/12/99	Rang brut sur 1 an
HAUSMANN FRANCE CAP	Bo Wörner	FR	12,75	68	***	****	13,43	67
PONCER VALURS	Georg FOLGER	FR	12,49	70	***	****	13,45	66
HERMET FRANCE	Herman-Blaugère	FR	12,07	71	***	****	13,77	62
SELECT VALFRSES	Eor	FR	12,06	72	***	****	13,70	64
PATRIMOINE 120	Caf	FR	11,96	73	***	****	12,48	71
BARCLAYS ACTIF. CAP	BAROULS	FR	11,86	74	***	****	12,06	75
ODDO GENERATION	Oddo & Cie	FR	11,80	75	***	**	10,02	81
FRANCE ACTION 250	CREDIT MUTUEL O	FR	11,51	76	***	****	11,84	76
MIDLAND OPTION +	MIDLAND BANK	FR	11,28	77	***	****	11,13	77
FRANCE-GAN	Gan	FR	11,08	78	***	***	10,10	80
UBS ED INV FRANCE	UBS	CH	11,08	79	***	****	12,25	73
CAPITAL SÉLECTION FRAN	BAVARGE PAVES S	FR	11,05	80	***	****	10,93	78
CMN FRANCE EUROPE	CA Nord	FR	10,22	81	***	****	9,58	82
AETNA MF FRENCH NATL E	Aetna MASTER Fu	BL	9,32	82	***	**	7,30	88
FRANCE Avenir	Banco Bg Pop	FR	9,08	83	***	****	9,24	85
FRANCE EMERGENTS	BO Nesh	FR	8,92	84	***	**	10,26	79
FRANCE OPPOR.CAP	BO YVES	FR	8,53	85	***	**	7,05	90
MDM FRANCE	Mut Du Mans	FR	8,47	86	***	****	8,48	85
EGIDE FRAACT.CAP	EMERG. ESTATE FR	FR	8,41	87	***	****	8,22	86
CTI PF FRENCH EQUITY	Cynergie Boleau	BL	7,74	88	***	***	8,57	84
S.STR.SPINKAKER2 C.	Sturt Str. Co.	FR	7,68	89	*	***	7,26	89
OPTIMAFALOR	CREDIT DU NORD	FR	7,06	90	***	***	7,84	87
SG FRANCE OPPORT.C	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE	FR	7,03	91	*	*	5,94	91
RISQ. OPPORTUNITES	Risqist	FR	3,01	92	*	*	2,45	92
SPGP FRANCE C.	Spar	FR	2,24	93	*	****	2,19	93
UNION FRANCE	Uti Co	FR	-2,12	94	*	*	-1,98	94

ACTIONS SPÉCIALES FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 19,60 %

NATEXIS SÉLECTION CAC4	FR	22,18	1	***	21,58	2
FRANCE INDEX SICAV	FR	22,03	2	***	21,56	3
AXA-UP INDEX FR	FR	21,20	3	***	21,01	4
DRESNER RCM INDEX 40	FR	21,18	4	***	21,54	5
ACTIGEST C	FR	19,88	5	***	21,48	6
HAUSMANN IND. F CAP	FR	19,72	6	***	20,47	7
FIMA INDEX 187E	FR	19,35	7	***	19,48	10
INDEX FRANCE	FR	19,35	8	***	20,28	7
FRANCE - SBF 250	FR	19,21	9	***	17,40	12
INDOSUEZ FRAPLUS	FR	19,13	10	***	19,82	8
FRANCE - CAC 40	FR	19,04	11	***	19,50	9
FRANCE - SBF 120	FR	18,94	12	***	17,82	11
ABF FRANCE INDEX	FR	17,41	13	***	16,28	13
STATE STR.FRANCE C.	FR	14,90	14	***	16,28	14

ACTIONS PETITES ET MOYENNES CAPITALISATIONS FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 4,12 %

CPPI MIDDLECAP FRANCE	FR	12,86	1	***	14,35	1
PARIBI FRAEMER C	FR	4,75	2	***	4,82	2
FRANCE FUTURE	FR	4,34	3	***	4,22	3
HSBC JC - FRANCE SMALL	FR	3,11	4	***	3,27	4
SOGELEX FD EQUITIES FR	FR	2,23	5	***	2,34	5
NATIO OPPORTUNITES	FR	1,96	6	***	2,05	6
INDOCAM Avenir FCE	FR	0,93	7	***	0,97	7
AXA SOND MARCHÉ C	FR	0,67	8	***	0,67	8
ST-HONORE PME	FR	-0,80	9	***	-0,65	9
QUEST ACT.RÉGIONS	FR	-1,52	10	***	-1,52	10
PASQUER Avenir	FR	-1,98	11	***	-1,98	11
EUROPE RÉGIONS	FR	-2,07	12	***	-1,98	12
MDM PERSPECTIVES	FR	-2,07	13	***	-1,98	13
FRANCE EXPANSION CAP	FR	-5,12	14	***	-5,12	14
SÉLECTION Avenir	FR	-5,53	15	***	-5,53	15
CRAMUT.MID-ACT.FRA	FR	-6,89	16	***	-6,81	16
ETOLE SM	FR	-8,10	17	***	-8,02	17
BARCLAYS CROIS.D.	FR	-9,93	18	***	-9,28	18
OBJECTIF DYNAMIQUE	FR	-10,48	19	***	-9,88	19
ENTAVENIR D	FR	-10,99	20	***	-10,99	20
CDC MÉDIANES	FR	-17,17	21	***	-15,24	21
RÉGÉCOISSANCE	FR	-21,17	22	***	-18,54	22
FRANCE FONDS	FR	-24,19	23	***	-27,02	23

ACTIONS ITALIE

Performance moyenne brute sur un an : 21,47 %

SCHRODER INTL. SEL. ITAL	IT	37,85	1	***	40,34	1
ITALY STOCK MANAGEMENT	IT	36,18	2	***	39,93	4
CIAM SESTANTE	IT	31,31	3	***	33,59	3
ITALIA	IT	30,51	4	***	34,73	2
CENTRALE ITALIA	IT	29,86	5	***	29,19	5
INTERBANCARIA AZION	IT	29,38	6	***	29,30	6
EUROMOBILARE AZIONI I	IT	29,30	7	***	29,11	7
CENTRALE CAPITAL	IT	29,08	8	***	23,77	23
EUROMOBILARE RISK FUN	IT	29,08	9	***	23,42	25
ECCHINO	IT	27,88	10	***	29,03	7
CISALPINO AZIONARIO	IT	27,85	11	***	29,38	6
BPB TIZIANO	IT	27,57	12	***	24,89	19
AZIMUT-TREND ITALIA	IT	27,59	13	***	25,29	17
ZETA AZIONARIO	IT	26,79	14	***	24,53	21
ITALIAN EQUITY INDEX	IT	26,33	15	***	21,70	33
S.PAULO ALDEBARAN	IT	26,08	16	***	26,43	12
CU PP ITALIAN GROWTH	IT	25,85	17	***	25,08	9
ZENIT AZIONARIO	IT	25,77	18	***	20,81	46
OASI ITALIAN EQUITY RI	IT	25,57	19	***	25,87	14
FONDICRI SELEZIONE ITA	IT	25,57	20	***	24,74	20

ACTIONS PAYS-BAS

Performance moyenne brute sur un an : 5,18 %

MSCI - GERMANY/UK	GR	15,40	1	***	15,48	1
UBS ED INV NETHERLANDS	CH	10,93	2	***	12,21	2
CU PP DUTCH GROWTH	CH	9,65	3	***	9,46	3
PICOTIS C.F. NEDWAL	CH	8,96	4	***	8,05	5
CS EF (LUX) NETHERLAND	CH	8,48	5	***	8,61	4
DUTCH EQUITY DIST. NLG	CH	8,22	6	***	7,72	6
EMF NETHERLANDS INDEX	CH	8,08	7	***	8,08	7
PARVEST HOLLAND C	CH	5,91	8	***	5,09	9
SBC EPF - NETHERLANDS	CH	5,52	9	***	6,02	8
ALL INDEX AEX DIS	CH	3,60	10	***	3,58	10
AETNA MF DUTCH NATL EO	CH	3,20	11	***	2,61	13
SIVEX DUTCH EO INDEX A	CH	2,78	12	***	2,95	11
ABN AMRO NETHERLANDS E	CH	2,75	13	***	2,65	12
RABOBANK HOLLAND DUTCH	CH	2,41	14	***	2,36	14
ABN AMRO NETHERLANDS B	CH	1,73	15	***	1,98	15
CTI DUTCH EQUITIES	CH	1,40	16	***	1,46	16
PULATICO HOLLAND	CH	0,82	17	***	1,02	17
SWISSCO NETHERLANDS	CH	0,64	18	***	0,66	18
BBL INVEST NETHERLANDS	CH	-0,59	19	***	-0,57	19

ACTIONS SUISSE

Performance moyenne brute sur un an : 0,39 %

FL TRUST SWITZERLAND	CH	8,87	1	***	9,31	1
DH SWISS CAP (EX-SWI)	CH	7,91	2	***	5,33	3
LO SWISS SMALL & MID C	CH	6,63	3	***	5,79	2
EO INV. SM.C.SW	CH	4,57	4	***	3,50	7
SWITZERLAND FUND CHF	CH	4,52	5	***	4,50	5
SWITZERLAND	CH	4,50	6	***	5,04	4
GARTINDOSUEZ SWITZ.	CH	3,17	7	***	3,88	6
LOMBARD ODIER OPPORTUN	CH	2,80	8	***	2,47	9
BOV STRATEGIE ACTIONS	CH	2,50	9	***	2,51	8
SPECIAL SWISS STOCK FJ	CH	2,46	10	***	1,92	11
CICM-CH SWITZERLAND BA	CH	2,08	11	***	2,00	12
SOGELEX FD EQUITIES SW	CH	2,07	12	***	2,31	10
BANKPME SWISS	CH	1,70	13	***	1,52	14
ABN AMRO SWITZERLAND E	CH	1,63	14	***	1,63	13
SBC 100 INDEX-FUND SWI	CH	1,22	15	***	1,22	15
MULTIHELVEA	CH	1,07	16	***	1,05	17
SWITZERLAND - SPI SWIS	CH	1,00	17	***	0,99	18
SWISS EQUITY	CH	0,91	18	***	0,91	19
GLF SWITZERLAND POR	CH	0,89	19	***	1,07	16
SWISSAC B CHF	CH	0,84	20	***	0,51	20

Libellé	Prime	Pays	Perform. net. en % sur 24/02/99	Rang sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % sur 24/02/99	Rang brut sur 1 an
ACTIONS ROYAUME UNI								
Performance moyenne brute sur un an : 5,10 %								
IE ORD.	BHS	UT	31,13	1	*****	***	27,82	1
IE ORD.	Electra Finance	UT	23,91	2	*****	***	17,90	3
ANNUITY	Francis Ford	UT	23,37	3	****	***	21,45	4
ORD.	Fluorine	UT	22,81	4	*****	**	19,58	5
ORD.	Herald Atlantic	UT	20,88	5	*****	**	19,37	6
MID-CAP	Venturi	UT	19,38	6	*****	***	18,51	7
ORD.	Dresdner Klein AG	UK	19,38	7	*****	***	15,48	13
ORD.	Glasgow	UT	19,38	8	*****	***	15,77	11
ORD.	Ships	UT	17,74	9	*****	***	13,33	25
ORD.	Non Intermediate	UK	17,31	10	*****	***	13,73	23
ORD.	Jupiter	UT	17,30	11	*****	***	14,10	20
ORD.	Savva Investments	UK	17,28	12	*****	***	14,56	17
GROWTH	Dresdner Klein AG	UK	16,48	13	*****	**	13,50	24
ORD.	Jupiter Inter Tr	UK	16,48	14	*****	***	12,49	30
ORD.	Jupiter Inter Tr	UK	16,39	15	*****	***	14,10	21
ORD.	St James Place	UT	16,18	16	*****	***	15,47	12
ORD.	Dresdner Klein AG	UK	15,68	17	*****	***	14,30	18
ORD.	Edinburgh Finance	UK	15,18	18	*****	***	17,22	10
ORD.	BSI-Thornhill	UK	14,97	19	*****	***	17,22	9

ACTIONS ROYAUME UNI

Performance moyenne brute sur un an : 5,10 %

GEARED INCOME ORD.	UT	31,13	1	***	27,82	1
ELECTRA INKST.	UT	25,91	2	***	17,90	3
INVESTORS CAPANNUITY	UT	25,33	3	***	21,49	4
FLUORINCOBORD.	UT	22,81	4	***	19,58	5
HERALD INKST.	UT	20,88	5	***	19,37	6
VENTURI INKST.	UT	19,38	6	***	18,51	7
DRES RCM UK MID-CAP	UT	19,38	7	***	15,48	13
GLASGOW INCOME	UT	19,38	8	***	15,77	11
SHIPS INCOME TST.	UT	17,74	9	***	13,33	25
INVESTORS CARE INCOME	UT	17,31	10	***	14,10	20
INVESTORS CARE INCOME	UT	17,31	11	***	14,10	21
SAVVA UK GROWTH	UT	17,28	12	***	14,56	17
DRES RCM UK GROWTH	UT	16,48	13	***	13,50	24
JUPITER INCOME	UT	16,48	14	***	12,49	30
ST JAMES UK GEN PROG	UT	16,18	15	***	14,10	21
JOS HOLDINGS CAPITAL	UT	16,08	16	***	15,47	12
NEWTON INCOME	UT	15,18	17	***	14,30	18
EDINBURGH INCOME ORD.	UT	15,08	18	***	17,22	10
BSI-THORNHILL CAPITAL	UT	14,97	19	***	17,22	9

ACTIONS ÉTATS-UNIS

Performance moyenne brute sur un an : 13,39 %

DAC-FONDS UI	GR	173,14	1	***	181,24	1
FIDELITY AMERICAN	GR	159,96	2	***	166,78	2
PROFIC US AMERICAN	GR	170,38	3	****	177,35	3
US TECH. AKT. TYP O	GR	150,58	4	****	165,35	4
TESCAR	CH	161,71	5	****	143,80	5
DRES RCM NORTH AMERICA	GR	155,28	6	***	160,44	6
CLARINER US TECHNOLOGY	IR	145,49	7	***	150,52	7
FRAMINGTON AMERICAN G.	GR	143,48	8	***	146,36	8
AMER GR	GR	139,48	9	***	142,33	9
LYONDS BK N AMERICAN &	GR	140,68	10	****	131,12	10
TSE AMERICAN	UK	135,14	11	****	122,05	11
BRIT AMERICAN GROWTH	GR	130,00	12	****	119,05	12
DEXIA EQUITIES B MULTI	BL	125,26	13	****	110,08	13
HILL SAMUEL DOLLAR	UK	120,01	14	****	101,23	14
BARING AMERICAN GROWTH	UK	118,65	15	****	101,14	15
SCOTTISH LIFE AMERICAN	UK	117,34	16	****	101,14	16
KB EQUITY FD TECHNOLOG.	UK	117,34	17	****	101,14	17
MICRO-SYST/STANTAMER	LUX	117,34	18	****	101,14	18
OLD MOUNTAIN NORTH AMER	BL	116,93	19	****	101,14	19
INVESTCO PS GLOBAL LES	BL	116,93	20	****	101,14	20
PP AMERICAN	GR	116,93	21	****	101,14	21
SCOTCH LIFE AMERICAN	UK	116,93	22	****	101,14	22
FIDELITY AMER SPEC SIT	UK	116,93	23	****	101,14	23
MMWI AMERAK	GR	116,93	24	****	101,14	24
HSBC AMERICAN INDEX	GR	116,93	25	****	101,14	25
SINGER & FRIEDLANDER A	GR	116,93	26	****	101,14	26
SYNCHRONY US STOCKS GR	CH	116,93	27	****	101,14	27
ION INTERACTION AMER	CH	116,93	28	****	101,14	28
SCOTCH LIFE NORTH AMER	UK	116,93	29	****	101,14	29
MORGAN GRENFELL US TRA	UK	116,93	30	****	101,14	30

EUROFONDS

ACTIONS ROYAUME UNI

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
TSB NATURAL RESSOURCES	12,41	13	13	13
ED INV GOLD	12,41	13	13	13
FONDRO	12,41	13	13	13
HILL SAMUEL NATURAL RES	12,41	13	13	13
SBC EF NATURAL RESSOUR	12,41	13	13	13
BSL (L) INVEST BASE ME	12,41	13	13	13
ACT-MINER D'OR C.	12,41	13	13	13
S&P GOLD & EXPLORATION	12,41	13	13	13

ACTIONS ETATS UNIS

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
UAP AEDIFICANDI	12,41	13	13	13
CARTY PIERRE INV	12,41	13	13	13
LEVEN INVESTIMMO	12,41	13	13	13
INDO-RENDIMT ACTIO	12,41	13	13	13
ZURICH ACTIFRANCE	12,41	13	13	13
AGF FONCIER	12,41	13	13	13
FONC. LONG TERME CAP	12,41	13	13	13
ASF FOND. SELECTION	12,41	13	13	13
FONCIER INVEST-CAP	12,41	13	13	13
FONCIER	12,41	13	13	13
CONSERVATUNISC	12,41	13	13	13
FRANCO PIERRE	12,41	13	13	13
AGFMO	12,41	13	13	13
ADM FONDICIER	12,41	13	13	13
CNP-ASSUR-PIERRE	12,41	13	13	13
OBJEC-ACTIFS REELS	12,41	13	13	13
ALZES PIERRE	12,41	13	13	13
CROSS. IMMOBIL	12,41	13	13	13
PLAC-IMMOBILIER C.	12,41	13	13	13
GESTIMMUNTO	12,41	13	13	13
HAUSSMANN PIERRE CAP	12,41	13	13	13
NATO IMMOBILIER	12,41	13	13	13

ACTIONS JAPON

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
INTER OPTIMUM BCF CAP	12,41	13	13	13
BELBOND FUND	12,41	13	13	13
LION OBLUX CAP	12,41	13	13	13
K-68	12,41	13	13	13
BSL RENTA FUND LUX CAP	12,41	13	13	13
APOLLO MUNDEL	12,41	13	13	13
K-66 FUND	12,41	13	13	13
SPARDA-RENT FUND	12,41	13	13	13
SAZUR-PROSPER SPARKASSE R	12,41	13	13	13
K-56 FUND	12,41	13	13	13
SKWB TECHNO RENT	12,41	13	13	13
BONDINVEST 1	12,41	13	13	13
DMARK-RESERVE WACHSTU	12,41	13	13	13
CONSTANTIA MULTI INVE	12,41	13	13	13
R 51 FUND	12,41	13	13	13
VOUSBANK-SCHILLING-IN	12,41	13	13	13
R 24 FUND	12,41	13	13	13
RAIFFESEN WERTPAPIER	12,41	13	13	13
P&K RENT	12,41	13	13	13
EVA-RENT	12,41	13	13	13

ACTIONS ETAT NEERLANDAIS

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
FVEST	12,41	13	13	13
ZELJA EVEREST DYNAMIC	12,41	13	13	13
BACOB PENSION FUND	12,41	13	13	13
CECOS PENSION FUND	12,41	13	13	13
STAR FUND	12,41	13	13	13
FBL FUND DEFENSIVE C.	12,41	13	13	13
ES-INVEST ACTIONS OBLI	12,41	13	13	13
MAESTRO GLOBAL BELGIUM	12,41	13	13	13
TOP FUND CRESCENDO-MED	12,41	13	13	13
BACOB STIMULUS DYNAMIC	12,41	13	13	13
BEL PATRIMONIAL EURO C.	12,41	13	13	13
FBL FUND NEUTRAL C.	12,41	13	13	13
BRITIC PENSIONFONDS	12,41	13	13	13
BEL PATRIMONIAL FRANCE	12,41	13	13	13
TOP FUND FORTISSIMO-HI	12,41	13	13	13
ISIS GLOBAL ASSETS EQ	12,41	13	13	13
CHYER GLOBAL MEDIUM A	12,41	13	13	13
G-GLOBAL FUND AGGRESSI	12,41	13	13	13
ES-GLOBAL FUND AGRESSI	12,41	13	13	13

ONE MARK-ETATS UNIS

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
CS PRILUX INC CHF A	12,41	13	13	13
CS BRILUXP C.A.	12,41	13	13	13
UBS (LUX) BD INV CHF A	12,41	13	13	13
UBS BV INV CHF DOMESTI	12,41	13	13	13
SBC BD PF-CHF A	12,41	13	13	13
SWISSCA BOND INVEST CH	12,41	13	13	13
CS BF DYNAMIC SFR	12,41	13	13	13
HELVETIAER A CHF	12,41	13	13	13
CS PRILUX INC CHF B	12,41	13	13	13
SOGELUX FD BONDS SWITZ	12,41	13	13	13
LYOIS INT. PORTF. CHF	12,41	13	13	13
GROUPE INDOLEZ DIVERB	12,41	13	13	13
GENERALUX CHF CAP	12,41	13	13	13
UBS (LUX) BD INV CHFT	12,41	13	13	13
SBC BD PF-CHF B	12,41	13	13	13
PARVEST OBLI CHF C	12,41	13	13	13
CHF OBLIGATIONEN	12,41	13	13	13
SBC BD SELECT. CHF	12,41	13	13	13
SWISS BOND FUND B CHF	12,41	13	13	13
SWISS OBLI B CHF	12,41	13	13	13

ONE MARK-ETATS UNIS

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
ATHENA EUROPEAN BONDS	12,41	13	13	13
POSTE PREMIER 2-5 ANS	12,41	13	13	13
AKURENTA 50	12,41	13	13	13
SELECT TAILL SL	12,41	13	13	13
DT. RENTENFONDS	12,41	13	13	13
UNIZERO 2000	12,41	13	13	13
NORTH AMERICA BONDS	12,41	13	13	13
KB LUX BOND NLG B	12,41	13	13	13
KB LUX BOND FUND EURO	12,41	13	13	13
CM LAUFZET 2000	12,41	13	13	13
R 15 FUND	12,41	13	13	13
DEKALUX 1/01A	12,41	13	13	13
REIM FUND	12,41	13	13	13
R 18 FUND	12,41	13	13	13
TVG-FONDS MITTEGUTUMS	12,41	13	13	13
SUPERIOR 1 FUND	12,41	13	13	13
RW 1 FUND	12,41	13	13	13

IMMOBILIER FRANCE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
UAP AEDIFICANDI	12,41	13	13	13
CARTY PIERRE INV	12,41	13	13	13
LEVEN INVESTIMMO	12,41	13	13	13
INDO-RENDIMT ACTIO	12,41	13	13	13
ZURICH ACTIFRANCE	12,41	13	13	13
AGF FONCIER	12,41	13	13	13
FONC. LONG TERME CAP	12,41	13	13	13
ASF FOND. SELECTION	12,41	13	13	13
FONCIER INVEST-CAP	12,41	13	13	13
FONCIER	12,41	13	13	13
CONSERVATUNISC	12,41	13	13	13
FRANCO PIERRE	12,41	13	13	13
AGFMO	12,41	13	13	13
ADM FONDICIER	12,41	13	13	13
CNP-ASSUR-PIERRE	12,41	13	13	13
OBJEC-ACTIFS REELS	12,41	13	13	13
ALZES PIERRE	12,41	13	13	13
CROSS. IMMOBIL	12,41	13	13	13
PLAC-IMMOBILIER C.	12,41	13	13	13
GESTIMMUNTO	12,41	13	13	13
HAUSSMANN PIERRE CAP	12,41	13	13	13
NATO IMMOBILIER	12,41	13	13	13

SECTEUR TECHNOLOGIE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
FIDELITY AMERICAN	12,41	13	13	13
US TECH. AKT. TYP D	12,41	13	13	13
TELE-GRAND	12,41	13	13	13
SVB HIGH TECH FUND	12,41	13	13	13
SCOT EQUIS TECHNOLOGY	12,41	13	13	13
PARTNER AUTOMOTIVE DE	12,41	13	13	13
CLARIDEN US TECHNOLOGY	12,41	13	13	13
DT-MULTIMEDIA	12,41	13	13	13
TECHNOLOGIE	12,41	13	13	13
AUTITEC	12,41	13	13	13

OBLIGATIONS MOYEN TERME AUTRICHE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
INTER OPTIMUM BCF CAP	12,41	13	13	13
BELBOND FUND	12,41	13	13	13
LION OBLUX CAP	12,41	13	13	13
K-68	12,41	13	13	13
BSL RENTA FUND LUX CAP	12,41	13	13	13
APOLLO MUNDEL	12,41	13	13	13
K-66 FUND	12,41	13	13	13
SPARDA-RENT FUND	12,41	13	13	13
SAZUR-PROSPER SPARKASSE R	12,41	13	13	13
K-56 FUND	12,41	13	13	13
SKWB TECHNO RENT	12,41	13	13	13
BONDINVEST 1	12,41	13	13	13
DMARK-RESERVE WACHSTU	12,41	13	13	13
CONSTANTIA MULTI INVE	12,41	13	13	13
R 51 FUND	12,41	13	13	13
VOUSBANK-SCHILLING-IN	12,41	13	13	13
R 24 FUND	12,41	13	13	13
RAIFFESEN WERTPAPIER	12,41	13	13	13
P&K RENT	12,41	13	13	13
EVA-RENT	12,41	13	13	13

MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS BELGIQUE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
FVEST	12,41	13	13	13
ZELJA EVEREST DYNAMIC	12,41	13	13	13
BACOB PENSION FUND	12,41	13	13	13
CECOS PENSION FUND	12,41	13	13	13
STAR FUND	12,41	13	13	13
FBL FUND DEFENSIVE C.	12,41	13	13	13
ES-INVEST ACTIONS OBLI	12,41	13	13	13
MAESTRO GLOBAL BELGIUM	12,41	13	13	13
TOP FUND CRESCENDO-MED	12,41	13	13	13
BACOB STIMULUS DYNAMIC	12,41	13	13	13
BEL PATRIMONIAL EURO C.	12,41	13	13	13
FBL FUND NEUTRAL C.	12,41	13	13	13
BRITIC PENSIONFONDS	12,41	13	13	13
BEL PATRIMONIAL FRANCE	12,41	13	13	13
TOP FUND FORTISSIMO-HI	12,41	13	13	13
ISIS GLOBAL ASSETS EQ	12,41	13	13	13
CHYER GLOBAL MEDIUM A	12,41	13	13	13
G-GLOBAL FUND AGGRESSI	12,41	13	13	13
ES-GLOBAL FUND AGRESSI	12,41	13	13	13

OBLIGATIONS LONG TERME SUISSE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
CS PRILUX INC CHF A	12,41	13	13	13
CS BRILUXP C.A.	12,41	13	13	13
UBS (LUX) BD INV CHF A	12,41	13	13	13
UBS BV INV CHF DOMESTI	12,41	13	13	13
SBC BD PF-CHF A	12,41	13	13	13
SWISSCA BOND INVEST CH	12,41	13	13	13
CS BF DYNAMIC SFR	12,41	13	13	13
HELVETIAER A CHF	12,41	13	13	13
CS PRILUX INC CHF B	12,41	13	13	13
SOGELUX FD BONDS SWITZ	12,41	13	13	13
LYOIS INT. PORTF. CHF	12,41	13	13	13
GROUPE INDOLEZ DIVERB	12,41	13	13	13
GENERALUX CHF CAP	12,41	13	13	13
UBS (LUX) BD INV CHFT	12,41	13	13	13
SBC BD PF-CHF B	12,41	13	13	13
PARVEST OBLI CHF C	12,41	13	13	13
CHF OBLIGATIONEN	12,41	13	13	13
SBC BD SELECT. CHF	12,41	13	13	13
SWISS BOND FUND B CHF	12,41	13	13	13
SWISS OBLI B CHF	12,41	13	13	13

OBLIGATIONS COURT TERME EUROPE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
ATHENA EUROPEAN BONDS	12,41	13	13	13
POSTE PREMIER 2-5 ANS	12,41	13	13	13
AKURENTA 50	12,41	13	13	13
SELECT TAILL SL	12,41	13	13	13
DT. RENTENFONDS	12,41	13	13	13
UNIZERO 2000	12,41	13	13	13
NORTH AMERICA BONDS	12,41	13	13	13
KB LUX BOND NLG B	12,41	13	13	13
KB LUX BOND FUND EURO	12,41	13	13	13
CM LAUFZET 2000	12,41	13	13	13
R 15 FUND	12,41	13	13	13
DEKALUX 1/01A	12,41	13	13	13
REIM FUND	12,41	13	13	13
R 18 FUND	12,41	13	13	13
TVG-FONDS MITTEGUTUMS	12,41	13	13	13
SUPERIOR 1 FUND	12,41	13	13	13
RW 1 FUND	12,41	13	13	13

OBLIGATIONS MOYEN TERME EUROPE

Libellé	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an	Performance moyenne brute sur un an
ABN AMRO EUROPE BOND	10,97	1	10,97	1
EUROZINS K	9,82	2	9,82	2
BL BONDS C DEM CAP	9,71	3	9,71	3
EUROL RENTA	9,18	4	9,18	4
GENERALUX EURO CAP	9,22	5	9,22	5
FLUWING FLAGSHIP FUND	7,97	6	7,97	6
NATO EURO OBLI	7,48	7	7,48	7
JP MORGAN GOVT BD - GE	7,4	8	7,4	8
CREDITIS EURO	7,32	9	7,32	9
GROUPEMA HORIZON	7,2	10	7,2	10
ECOPARITE SL	7,1	11	7,1	11
EUROCODE	6,94	12	6,94	12
RENDITE 2000	6,2	13	6,2	13
LUXRENT EUROPA	5,82	14	5,82	14
RENT 2000	5,5	15	5,5	15
BSL RENTA FD DANISH KR	5,38	16	5,38	16
VR-VERMOGEN	5,38	17	5,38	17
DELBRÜCK RENTEN	2,4	18	2,4	18
EURORENTA	1,91	19	1,91	19

OBLIGATIONS LONG TERME EUROPE

Libellé

Libellé	Description	Pays	Capital en millions de francs	Rang national sur 1 an	Capital en 1 an	Risque sur 1 an	Performance sur 1 an en %	Rang brut sur 1 an
PYRAMIDES	Edo Verstra	FR	5000	42	*****	****	2,00	65
TOPOBLIG	Edo Garmy	FR	5000	43	*****	****	1,9	91
OBILPAR D	Edouard Marmont	FR	5000	44	*****	****	1,9	27
PLACEMENTS NET	Edouard	FR	5000	45	*****	****	2,6	37
SBC BO FFF B	Edouard	CH	5000	46	*****	****	0,2	44
B.L.T.CNO 7/10 CAP	Edouard	FR	5000	47	*****	****	1,9	7
UAF PREM.CAT.C	Edouard	FR	5000	48	*****	****	2,23	47
ODD CARIT	Edouard	FR	5000	49	*****	****	2,07	42
OBJECTIF RENDEMENT	Edouard	FR	5000	50	*****	****	2,05	26
SOPRANE I TERME C	Edouard	FR	5000	51	*****	*	2,58	12
SELECT.RENDEMENT	Edouard	FR	5000	52	*****	****	2,22	48
FRF CAP	Edouard	LUX	7500	53	*****	****	2,03	28
SENSIPREMIERE	Edouard	FR	5000	54	*****	****	2,0	4
G.L.F. FRENCH FRANG BO	Edouard	FR	5000	55	*****	****	2,0	48
NATIO REVENUS D	Edouard	FR	5000	56	*****	****	2,08	65
OBULIC-REGIONS	Edouard	FR	5000	57	*****	****	2,12	51
AXA FRANCE OBLIG	Edouard	FR	5000	58	*****	****	2,1	35
PARTNER-VT C	Edouard	FR	7500	59	*****	****	2,05	39
SOPRANE OBLIG-INT.	Edouard	FR	7500	60	*****	**	2,49	73
AIRIS CAP	Edouard	FR	5000	61	*****	****	2,1	53
AXA PREMIERE C	Edouard	FR	5000	62	*****	****	2,05	52
GLD HORIZON	Edouard	FR	5000	63	*****	****	2,05	69
UBS LUX BO RW FFF	Edouard	CH	5000	64	*****	****	2,05	68
MOM PREM.CAT.C	Edouard	FR	5000	65	*****	****	2,04	74
BTP LONG TERME	Edouard	FR	5000	66	*****	****	2,04	74
SOGEOBLIG D	Edouard	FR	5000	67	*****	****	2,00	67
INDO.STRAT.MONDE C	Edouard	FR	5000	68	*****	****	2,01	57
PREV. ECUREUIL D	Edouard	FR	5000	69	*****	*	2,10	78
CAPITAL AVENIR	Edouard	FR	5000	70	*****	****	2,05	63
PLACEMENT PREMIER C	Edouard	FR	5000	71	*****	****	2,05	62
BRED OBLI-PREMIERE	Edouard	FR	5000	72	*****	****	2,05	71
PLAC.OBLIGATIONS CAP	Edouard	FR	5000	73	*****	****	2,05	84
CITI-RESERVE	Edouard	FR	5000	74	*****	****	2,05	70
NORWICH REMUNERAT	Edouard	FR	5000	75	*****	****	2,05	72
EGIDE PREMIERE	Edouard	FR	5000	76	*****	****	2,05	70
ECUREUIL CAPITAL CAP	Edouard	FR	5000	77	*****	*	2,05	83
PARVEST OBLI FRANG C	Edouard	FR	5000	78	*****	****	2,05	79
CM GESTION OBLIG	Edouard	FR	5000	79	*****	****	2,05	81
MUTUALISER OBLIGAT.	Edouard	FR	5000	80	*****	****	2,05	82
KB LUX BOND FFF B	Edouard	LUX	5000	81	*****	*	2,05	81
REFLEX PREMIERE C	Edouard	FR	5000	82	*****	****	2,05	83
SBS FCE OAT PLUS	Edouard	FR	5000	83	*****	****	2,05	84

Enguérand Renault

Enguérand Renault[illegible]

هكذا من الأصل

Libellé	Promoteur	Pays	Perform. ret. en % sur 1 an	Rang sur 1 an	Perform. sur 3 ans	Risque sur 1 an	Perform. brute en % sur 1 an	Rang brut sur 1 an
---------	-----------	------	-----------------------------------	---------------------	--------------------------	-----------------------	------------------------------------	--------------------------

OBLIGATIONS LONG TERME + FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 10,13 %

JP MORGAN GOVT BD - FR	Société Générale	FR	15,01	1	***	***	11,32	2
SOGELEX FD BONDS SPAIN	***	LUX	13,55	2	***	***	10,15	9
PRIMERIS FLEURY CAP	***	FR	13,21	3	***	***	10,15	13
FRANCOIS PREMIERE	***	FR	11,09	4	***	***	10,79	5
INDOCAM STRAT-100	***	FR	10,89	5	***	***	11,1	3
LION INSTITUTION	***	FR	10,83	6	***	***	10,67	7
FRUIT-PREMIERE CAP	***	FR	10,48	7	***	***	9,9	11
CPR OAT-PLUS	***	FR	9,72	8	***	***	9,94	10
SYNTHESIS SICAV	***	FR	9,49	9	***	***	10,5	6
OAT INDICE GESTION	***	FR	9,23	10	***	***	10,3	8
BIP INTER-OBLIG.	***	FR	9,12	11	***	***	12,48	1
SGAM PREMIER OBLIG.	***	FR	9,01	12	***	***	9,59	12
BIP OAT INDEX CAP	***	FR	8,95	13	***	***	10,67	4
HAUSMANN OBLIG. CAP	***	FR	8,94	14	***	***	9,06	14
EDOFI PREMIERE	***	FR	8,28	15	***	***	9,35	15
ACTI LONG TERME C	***	FR	8,18	16	***	***	7,87	16

OBLIGATIONS REVENU PERIODIQUE FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 6,55 %

TRILION	***	FR	8,14	1	***	***	7,29	2
CM EPARGNE QUATRE	***	FR	8,12	2	***	***	6,49	8
CADENCE 1 D	***	FR	7,82	3	***	***	6,34	9
PARIBAS REVENUS	***	FR	7,06	4	***	***	7,57	1
BARCLAYS O.T.R.I.CAP	***	FR	7,06	5	***	***	6,09	13
CARDIF REVENUS TRV	***	FR	6,74	6	***	***	6,58	5
REVENUS TRIMESTRIEL	***	FR	6,57	7	***	***	6,29	10
CADENCE 2 D	***	FR	6,57	8	***	***	6,29	10
ETOILE TRIMESTRIEL	***	FR	6,54	9	***	***	6,5	7
TRESOR TRIMESTRIEL	***	FR	6,5	10	***	***	6,83	3
CADENCE 3 D	***	FR	6,08	11	***	***	6,22	11
RENTAIC	***	FR	6,08	12	***	***	6,51	6
EDUR. TRIMESTRIEL D	***	FR	6,08	13	***	***	6,08	14
PLAC. TRIMESTRIEL	***	FR	6,14	14	***	***	6,14	12

OBLIGATIONS CONVERTIBLES FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 14,56 %

ST-HONORE CONV.	***	FR	20,47	1	***	***	16,2	4
VALCOMEX PROTEC.	***	FR	19,79	2	***	***	21,08	1
PROVENCE CONVERT.	***	FR	17,68	3	***	***	18,1	12
OFMA CONVERT.C	***	FR	17,2	4	***	***	19,04	2
CPR CAPT. EXPANS.	***	FR	15,94	5	***	***	14,34	8
CONVERTIS C	***	FR	14,92	6	***	***	19,25	3
FEDERAL CROISSANCE CAP	***	FR	14,82	7	***	***	15,01	6
INDOGEN CAP	***	FR	14,82	8	***	***	12,19	9
PASQUIER CONV.CAP	***	FR	14,82	9	***	***	15,08	5
DIETZ C	***	FR	14,82	10	***	***	15,08	5
CYRIL CONVERTIBLES	***	FR	14,82	11	***	***	15,08	5
ALLIAGE D.	***	FR	14,82	12	***	***	15,08	5

MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS FRANCE

Performance moyenne brute sur un an : 11,54 %

CM OPTION EQUIL CAP	***	FR	20,47	1	***	***	16,2	4
AVENIR ALIZES CAP	***	FR	18,72	2	***	***	16,2	4
ARGENTARIA FONDPROTEC.	***	FR	18,72	3	***	***	16,2	4
VALEURS DE FRANCE	***	FR	17,58	4	***	***	15,3	2
KALEIS EQUILIBRE C	***	FR	17,58	5	***	***	15,3	2
FRANK. KONZEPT 90	***	FR	17,58	6	***	***	15,3	2
S.STRALOGUEURO	***	FR	17,58	7	***	***	15,3	2
CORTAL BILDES SIC	***	FR	17,58	8	***	***	15,3	2
KALEIS DYNAMIQUE C	***	FR	17,58	9	***	***	15,3	2
NATIO EFFETRAITE	***	FR	17,58	10	***	***	15,3	2
SELECTEQUILIBRE	***	FR	17,58	11	***	***	15,3	2
ETOILE PATR.OFF. CAP	***	FR	17,58	12	***	***	15,3	2
SELECTDYNAMIQUE	***	FR	17,58	13	***	***	15,3	2
EURO BALANCED FUND DEM	***	LUX	17,58	14	***	***	15,3	2

OBLIGATIONS MOYEN TERME ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 5,89 %

HRD	***	GR	12,11	1	***	***	13,32	1
RENTITIDEA	***	GR	12,11	2	***	***	13,32	1
RENTIFONDS	***	GR	11,45	3	***	***	12,85	3
GERMAN SHORT TERM	***	GR	11,45	4	***	***	12,85	3
FRANKE SPARINVEST	***	GR	11,45	5	***	***	12,85	3
GENOSSE-RENTEN	***	GR	11,45	6	***	***	12,85	3
DIEMER FRANKS BELGES	***	LUX	11,45	7	***	***	12,85	3
LYOIS INT. PORTF. DEM	***	LUX	11,45	8	***	***	12,85	3
S-BAYRENT-DEKA	***	GR	11,45	9	***	***	12,85	3
PROVENTUS DEM BONDS CA	***	GR	11,45	10	***	***	12,85	3
DEM BOND B	***	GR	11,45	11	***	***	12,85	3
RENTITIDEA	***	GR	11,45	12	***	***	12,85	3
ADRETH	***	GR	11,45	13	***	***	12,85	3
DEVALUX KAP 3-S	***	LUX	11,45	14	***	***	12,85	3
GENERALUX DEM CAP	***	LUX	11,45	15	***	***	12,85	3
VICTORIA RENT	***	GR	11,45	16	***	***	12,85	3
GENERALUX FRANKS CAP	***	LUX	11,45	17	***	***	12,85	3
KOLN-RENTIFONDS	***	GR	11,45	18	***	***	12,85	3
DEM RENTEN	***	GR	11,45	19	***	***	12,85	3
JP MORGAN GOVT BD - BE	***	BL	11,45	20	***	***	12,85	3

OBLIGATIONS LONG TERME ALLEMAGNE

Performance moyenne brute sur un an : 7,55 %

UBS (LUX) BD INV - DEM	***	CH	12,11	1	***	***	13,32	1
UBS BD INV NLG	***	CH	12,11	2	***	***	13,32	1
SWISSCA BOND INVEST DE	***	LUX	12,11	3	***	***	13,32	1
INTERSELEX BOND DKK B	***	GR	12,11	4	***	***	13,32	1
WWK-RENT	***	GR	12,11	5	***	***	13,32	1
BIL BOND H NLG CAP	***	LUX	12,11	6	***	***	13,32	1
BELGIAN BOND CAP BEF	***	LUX	12,11	7	***	***	13,32	1
BIL BONDS DEUTSCHEMARK	***	BL	12,11	8	***	***	13,32	1
CASTOR & POLLUX B	***	BL	12,11	9	***	***	13,32	1
MAESTRO LUX BONDS BELG	***	BL	12,11	10	***	***	13,32	1
BELGIANVEST BONDS CAP	***	BL	12,11	11	***	***	13,32	1
KB BONDS STRONG CUREN	***	BL	12,11	12	***	***	13,32	1
NEIKENTAX FONDS	***	LUX	12,11	13	***	***	13,32	1
FLEMING FLAGSHIP FUND	***	LUX	12,11	14	***	***	13,32	1
BELCAVA CAP	***	BL	12,11	15	***	***	13,32	1
INTERFUND BOND MARK	***	BL	12,11	16	***	***	13,32	1
KB RENTA DEMRENTA B	***	BL	12,11	17	***	***	13,32	1
RB BELGIAN BONDS	***	BL	12,11	18	***	***	13,32	1
DEWARY DEM LINKED BOND	***	BL	12,11	19	***	***	13,32	1
BBL RENTA FUND GULDEN	***	BL	12,11	20	***	***	13,32	1

OBLIGATIONS COURT TERME INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 2,50 %

ING INTL-BELGIAN BOND	***	BL	12,11	1	***	***	13,32	1
K 57	***	AU	12,11	2	***	***	13,32	1
E 3 FUND	***	AU	12,11	3	***	***	13,32	1
EURORENT	***	AU	12,11	4	***	***	13,32	1
GF 4 (GROSSANLEGERFOND)	***	AU	12,11	5	***	***	13,32	1
EKA-PRO	***	AU	12,11	6	***	***	13,32	1
R 46 FUND	***	AU	12,11	7	***	***	13,32	1
R 26 FUND	***	AU	12,11	8	***	***	13,32	1
EKA-KOMMERZ 14	***	BL	12,11	9	***	***	13,32	1
KLASSIK ANLEHEN FD	***	BL	12,11	10	***	***	13,32	1
SPEZIAL 1 FUND	***	AU	12,11	11	***	***	13,32	1
GF 26 (GROSSANLEGERFOND)	***	AU	12,11	12	***	***	13,32	1
DRE-BANKEN-ANLAGE FUND	***	AU	12,11	13	***	***	13,32	1
WR ALLIANZ-CA RENTEN F	***	CH	12,11	14	***	***	13,32	1
DUTCH BOND DIST. NLG	***	AU	12,11	15	***	***	13,32	1
GLOBAL ASSET FUND	***	AU	12,11	16	***	***	13,32	1
R 46 FUND	***	AU	12,11	17	***	***	13,32	1
R 30 FUND	***	AU	12,11	18	***	***	13,32	1
AKM/AUSTRO MECHAN-FUN	***	AU	12,11	19	***	***	13,32	1

OBLIGATIONS MOYEN TERME INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 4,78 %

RENTIFONDS	***	GR	12,11	1	***	***	14,04	1
SBC BD PF - DEM A	***	CH	12,11	2	***	***	12,55	2
WALSER RENT DM	***	LUX	12,11	3	***	***	8,59	3
RG BD PLUS FD	***	GR	12,11	4	***	***	5,86	8
UBS (LUX) MT INV - FRF	***	CH	12,11	5	***	***	5	7
UBS (LUX) MT INV - ESP	***	CH	12,11	6	***	***	6,21	6
UBS (LUX) PF IV R (DE)	***	CH	12,11	7	***	***	5,62	9
OPTIFRENT	***	GR	12,11	8	***	***	4,44	13
SBC BD PF - DEM B	***	CH	12,11	9	***	***	6,45	5
SBC GPF (DEM) INCOME B	***	CH	12,11	10	***	***	7,53	4
UBS (LUX) PF IV R (FR)	***	CH	12,11	11	***	***	5,58	10
GERMAN BONDS	***	ITL	12,11	12	***	***	4,52	12
GERL. LUXRENT	***	GR	12,11	13	***	***	5,17	11
EUROMOBILIARE NORTH EU	***	ITL	12,11	14	***	***	3,76	14
BELGIAN BOND DIST. BEF	***	CH	12,11	15	***	***	2,91	16
SPARKASSEN 7	***	CH	12,11	16	***	***	3,88	15
RING-RENTEN	***	GR	12,11	17	***	***	2,85	17
LIGA-PAX-RENT	***	GR	12,11	18	***	***	2,03	18
CREDIT LYONNAIS MLTICR	***	AU	12,11	19	***	***	1,46	19
	***	AU	12,11	20	***	***	0,66	20

OBLIGATIONS LONG TERME INTERNATIONALES

Performance moyenne brute sur un an : 4,69 %

GLOBARENT	WESTERN PLY LUX	GR	15,46	1	*****	**	11,97	5
INTER-RENT FONDS	ALLIANZ	GR	13,37	2	*****	*****	12,87	4
LEUMI LONG TERME CAP	SO LEUMI F	FR	12,98	3	*****	**	9,48	11
ZINGSGAL	BO NIMMENSEE	GR	12,7	4	*****	**	9,8	9
DI TREASURY	DANIEL HEITSC	CH	11,9	5	*****	*****	10,97	6
FP INTERNATIONAL BOND	FRANSES PROVIDE	UK	11,73	6	*****	**	13,78	2
OLD MUTUAL WORLDWIDE B	OLD MUTUAL FUND	UK	10,94	7	*****	**	14,65	1
MERCURY GLOBAL BOND	MERCURY FUND MA	UK	10,7	8	*****	**	13,15	3
OBLIGTTES CATEG.	WISS Sto FORMULA	FR	10,68	9	*****	**	8,01	26
EUROMI FUND-DUTCH GLD	WISS BRNS PAPER	BL	10,62	10	*****	**	9,06	22
ABBEEY WORLDWIDE BOND	ABBEEY UN TRLIS	UK	9,91	11	*****	*****	10,4	8
GLOBAL BOND	PIONEER	FR	9,7	12	*****	*****	9,4	14
OBJECT.CAPITALIS	LAZARD FRERES	FR	9,64	13	*****	**	6,97	36
ROYAL & SUN ALL WORLDW	ROYAL LIFE FUND	UK	8,98	14	*****	**	10,62	7
BOND UNIVERSALIS CAP	PETERCAM ASSET	BL	8,95	15	*****	**	7,64	29
CPT GLOBAL BOND	AMERICAN UNIV	UK	8,85	16	*****	*****	9,48	12
ABERDEEN GLOBAL BOND	ABERDEEN PRODU	UK	8,88	17	*****	*****	9,4	15
UBS PF INV INC (CHF)	UBS	CH	8,39	18	*****	*****	8,09	21
GLOBAL BOND USD	SANSA FRANCE S	CH	8	19	*****	**	8,92	37
GENERALUX MULTI-CUR. C	BNP Paribas	LUX	7,92	20	*****	**	5,74	57



Libellé	Promoteur	Pays	Perform. ret. en % au 28/02/99	Rang retr. sur 1 an	Perform. sur 1 an	Risque sur 1 an	Perform. brute en % au 28/02/99	Rang brut
MIXTES ACTIONS + OBLIGATIONS ESPAGNE								
Performance moyenne brute sur un an : 4,83 %								
SANTANDER 80/20, FIM	GESBANDER SA	SP	15,41	1	***	***	8,8	17
PROMOCIONAL II, FIM	BSP GESTION SA	SP	14,58	2	***	***	11,35	9
SANTANDER GESTION MIXT	GESBANDER SA	SP	13,69	3	***	***	6,3	21
EURO TRUST	CARL SPENGLER	AU	13,62	4	***	***	16,03	1
BANESTO MIXTO FIJO 2	BANESTO FONDOS	SP	13,35	5	***	***	4,99	26
PLUSMADRID 2	GESBANDER SA	SP	11,97	6	***	***	9,94	12
EUROVALOR 1, FIM	SOCIAL SEC	SP	11,41	7	***	***	13,93	2
BSN INVERSIONES, FIM	BSN GESTION SA	SP	10,9	8	***	***	8,33	18
DS MIXTA, FIM	DS GESTION	SP	10,8	9	***	***	12,31	3
DS MIXTA II, FIM	DS GESTION	SP	10,84	10	***	***	12,04	4
BCH MIXTO RENTA VARIAB	CONTRAL HISPANO	SP	10,54	11	***	***	9,92	13
HERRERO CRECIMIENTO, F	HERRERO GESTION	SP	10,21	12	***	***	9,76	14
ABI GLOBAL STOCK FUND	AUSTRO-BANARIA	AU	9,89	13	***	***	11,35	8
CALI RENTA MIXTO	CALI	SP	9,78	14	***	***	5,07	25
FONDO VALENCIA MIXTO	SOCIAL SEC	SP	9,75	15	***	***	4,03	31
CITIFONDO LIDER, FIM	CITIFONDO SA	SP	9,74	16	***	***	4,44	29
R 43 FUND	PARENT R1 FUND	AU	9,68	17	***	***	6,81	20
RAIFFEISEN EUROPA AKTI	RAIFFEISEN KAP	AU	8,84	18	***	***	11,84	5
OBLIGATIONS LONG TERME ROYAUME-UNI								
Performance moyenne brute sur un an : 4,09 %								
SCOT EQUITY DIST	SCOTTISH EQUITY	UK	14,22	1	***	***	12,67	1
BAILLIE HIGH INCOME	BAILLIE GIFFORD	UK	12,04	2	***	***	10,87	2
FIDELITY HIGH INCOME	FIDELITY INVEST	UK	9,47	3	***	***	8,69	4
CAZENOVE UK EQUITY & B	CAZENOVE UNIT T	UK	8,84	4	***	***	7,47	5
AYA EO & LAW BRIT FNDM	AYA EQUITY & LA	UK	8,81	5	***	***	8,74	3
LYDDYS BK HIGH RESERVE	LYDDYS BANK UN	UK	7,45	6	***	***	6,86	6
GUARDIAN BALANCED	GUARDIAN UNIT M	UK	7,39	7	***	***	6,76	7
SCOT WIDOWS BALANCED I	SCOTTISH WIDOWS	UK	6,88	8	***	***	6,58	8
GUIN FLIGHT CAUTIOUS M	GUINNESS FLIGHT	UK	6,28	9	***	***	6,14	10
INVESTCO UK EXTRA INCOM	INVESTCO INTERNA	UK	6,06	10	***	***	6,51	9
MIDLAND EXTRA HIGH INC	MIDLAND UNIT TR	UK	5,39	11	***	***	5,13	12
CU PPT HIGH YIELD	COMMERCIAL UNIO	UK	5,21	12	***	***	4,7	14
PRUDENTIAL HIGH INCOME	PRUDENTIAL UNIT	UK	4,91	13	***	***	4,72	13
GARTMORE HIGH INCOME	GARTMORE FUND M	UK	4,84	14	***	***	5,65	11
S&P EXTRA INCOME	S&P & PRICER	UK	4,08	15	***	***	3,86	16
MIDLAND HIGH YIELD	MIDLAND UNIT TR	UK	4,03	16	***	***	4,18	15
ALLCHURCHES HIGH INC	ALLCHURCHES INV	UK	3,84	17	***	***	3,82	17
HENRY COOKE UK EQUITY	HENRY COOKE INV	UK	2,83	18	***	***	3,11	18
MERCURY INCOME PORTFOL	MERCURY FUND MA	UK	2,79	19	***	***	2,8	20
ABERDEEN PROFIT EXTRA IN	ABERDEEN PROFIT	UK	2,41	20	***	***	2,84	19
OBLIGATIONS COURT TERME ETATS-UNIS								
Performance moyenne brute sur un an : 3,59 %								
CS PRFLUX INC USD A	CREDIT SUISSE A	CH	9,96	1	***	***	9,78	1
COLOMBUS INTERM BOND	COLOMBUS	ITL	8,33	2	***	***	7,45	2
BERKEEY RENT K	DR DR-GARANT	GR	7,75	3	***	***	7,02	3
DEWAY AMERICAN BONDS	BANQUE D'AMER	BL	7,62	4	***	***	7,16	4
BT GLOBAL GLOBAL BOND	BT OFFSHORE FUND	IR	6,97	5	***	***	6,63	5
PARVEST OBLI DOLLAR C	PARVEST	BL	6,88	6	***	***	7,28	3
ABN AMRO US BOND	ABN AMRO	BL	6,65	7	***	***	6,86	7
ABN AMRO US BOND	ABN AMRO	LUX	6,65	8	***	***	6,86	8
CICM CS DEEP DISCOUNT	CICM INVESTMENT	IR	6,63	9	***	***	6,63	13
PARVEST GLOBAL 3 USD C	PARVEST	BL	6,64	10	***	***	6,58	10
BONDSSELECT A	DR DR-GARANT	GR	6,29	11	***	***	6,34	11
G-INSTIT N-AMERICAN DO	G-INSTIT	BL	6,23	12	***	***	5,87	12
ATHENA DOLLARS BONDS	ATHENA	BL	6,18	13	***	***	5,94	25
ASTROBAL DOLLAR BOND C	ASTROBAL	LUX	6,13	14	***	***	5,37	17
SBC BD SELECT USD	SBC	CH	6,08	15	***	***	5,84	14
SOGLUX FD MONEY MKT U	SOGLUX	LUX	6,01	16	***	***	5,14	18
SOGLUX FD BONDS USA	SOGLUX	LUX	6	17	***	***	5,63	15
OBLIGATIONS MOYEN TERME ETATS-UNIS								
Performance moyenne brute sur un an : 3,59 %								
BEL RENTA FD CANADIAN	BEL RENTA	BL	14,81	1	***	***	14,81	1
CS BRFLUXH-TRA	CREDIT SUISSE B	CH	10,77	2	***	***	10,11	2
CONSERVATIVE USD CAP	CONSERVATIVE	CH	7,49	3	***	***	7,99	3
ABN AMRO US BOND	ABN AMRO	LUX	6,79	4	***	***	6,88	4
BIL MONEY MARKET USD C	BIL	LUX	6,6	5	***	***	6,93	10
UBSLUX MEDIUM TERM I	UBSLUX	LUX	6,58	6	***	***	6,93	10
AARF-USD	AARF	LUX	6,54	7	***	***	4,92	11
DEKALUX CASH A	DEKALUX	LUX	6,32	8	***	***	4,91	12
PARVEST SHORT TERM DOL	PARVEST	BL	6,31	9	***	***	4,89	13
CS MMFLUX	CREDIT SUISSE A	GR	6,2	10	***	***	4,8	14
OBLIFLEX US DOLLAR SHO	OBLIFLEX	CH	6,1	11	***	***	4,6	17
PARLINTN USD SHITM	PARLINTN	LUX	6,05	12	***	***	4,65	16
CLARDEN MONEY MARKET	CLARDEN	IR	6,04	13	***	***	4,57	18
PARVEST OBLI CANADA C	PARVEST	BL	6,01	14	***	***	5,6	5
LYDDYS INT. PORTE. CAN	LYDDYS	BL	5,87	15	***	***	5,06	8
CANADIAN DOLLAR CAP	CANADIAN	LUX	5,81	16	***	***	5,09	7
SWISSCA MM FUND CAD	SWISSCA	LUX	5,75	17	***	***	4,45	19
CS BF (LUX) CANB-B	CREDIT SUISSE	CH	5,74	18	***	***	4,56	9
BIL MONEY MARKET CAD	BIL	LUX	5,64	19	***	***	4,35	22
SBC MMF-CAD	SBC	CH	5,5	20	***	***	4,97	20

Année charnière pour les sicav obligataires

Cette année, les sicav obligataires profitent encore des effets bénéfiques de la crise financière de l'automne 1998. Face à la situation désastreuse dans laquelle se trouvait la Russie et à la menace de faillite d'un fonds spéculatif américain en septembre 1998, les investisseurs avaient délaissé à cette époque les placements en actions, jugés trop risqués, pour se réfugier massivement sur les emprunts obligataires, et plus spécifiquement sur ceux des différents Etats, réputés plus sûrs. L'achat massif d'obligations avait alors déclenché mécaniquement un vaste processus de baisse des taux d'intérêt à long terme, ceux-ci évoluant à l'inverse des prix. Ainsi, le taux de rendement de l'OAT française à dix ans, qui atteignait 4,458 % le 12 octobre 1998, avait poursuivi progressivement sa baisse pendant plusieurs mois pour revenir à 3,725 % le 26 janvier 1999. Cette évolution du marché des taux longs, qui a favorisé les fonds obligataires et en particulier ceux dont les portefeuilles étaient bourrés d'emprunts d'Etat, montre aujourd'hui ses limites : bénéficiant encore d'une large avance car leurs performances sont analysées sur un an glissant, certaines sicav obligataires vont devoir rapidement trouver un relais pour éviter l'effet de ciseau qui pourrait se produire dans quelques mois sur leurs performances.

MANQUE A GAGNER

C'est précisément le cas du fonds Oblig Europe, de CPR Gestion, qui positionne la CPR en tant que premier établissement français au sein du classement des OPCVM d'obligations Europe long terme. Arnaud Dazat, le gérant du fonds, avait fortement investi avant le début de la baisse des taux sur le marché obligataire, en complétant ses achats d'emprunts par une intervention sur les produits dérivés pour profiter au maximum du mouvement. Un pari gagnant puisque la bonne performance réalisée par le fonds durant la baisse des taux permet à Oblig Europe de se maintenir au quatorzième rang du classement. Au 28 février 1998, Oblig Europe a réussi à extérioriser une performance retraitée, selon la méthode APT, de 10,06 % sur un an. Mais le gérant est aujourd'hui dans une position délicate, il doit trouver de nouvelles opportunités de placement, faute de quoi il pourrait être distancé par ses concurrents. Il accuse en effet un manque à gagner en termes de performance car il n'a pas profité de l'appréciation

de la livre sterling face à l'euro au début de cette année.

Meilleurs que ceux de ses homologues français sur le compartiment des sicav d'obligations Europe long terme, les résultats du fonds de la CPR sont cependant loin d'égaliser ceux des établissements étrangers. Les Suisses, les Luxembourgeois, les Belges et les Allemands devancent en effet les prestations des Français. Le meilleur d'entre eux semble même regrouper toutes les qualités. Le fonds du Crédit Suisse atteint 15,35 % de rendement net retraité sur un an, avec un risque nettement moindre. Si dans le classement des fonds d'obligations Europe long terme, les établissements français se défendent donc difficilement - ils ne sont que cinq parmi les trente premiers -, il n'en va pas de même dans la catégorie des obligations France long terme, où leur expertise et la rareté de la concurrence leur ont permis de cannibaliser le palmarès. Sur les trente premiers rangs du classement, ils occupent ainsi vingt-trois places. Le premier établissement français, le groupe Azur qui, grâce à Azur Obligations, parvient à extérioriser une performance nette retraitée sur un an de 11,23 %, est suivi par le Crédit Lyonnais, Silvarente et Lion Trésor. La performance nette retraitée de ces deux OPCVM est proche, respectivement de 10,51 % et de 10,47 %, et pourtant leur stratégie est différente. Ils sont certes suivis par le même gérant, Patrick de Fraguier, et utilisent les mêmes anticipations sur l'évolution des taux d'intérêt. Mais Lion Trésor gagne ses galons en investissant uniquement sur des emprunts d'Etat, tandis que Silvarente achète des obligations du secteur public et privé. Patrick de Fraguier va d'ailleurs continuer à appliquer sur ses fonds la politique de gestion qui lui a bien réussi, à savoir investir dans les emprunts à dix ans, qui ont été ces derniers mois quasiment aussi performants et nettement moins risqués que ceux arrivant à échéance dans trente ans. Mais pour les gérants obligataires, les opportunités de placement ne sont plus aussi flagrantes, et surtout facilement gagnantes, qu'avant l'arrivée de l'euro. Il suffisait alors de jouer la convergence des taux d'intérêt entre les pays du Sud de l'Europe et ceux du Nord. Un véritable jackpot qui restera longtemps gravé dans la mémoire des gestionnaires.

Cécile Prudhomme

ATOUT FRANCE EUROPE

DONNEZ A VOTRE PEA LA NOUVELLE ENVERGURE EUROPÉENNE

Au Crédit Agricole, votre Conseiller vous dira qu'investir régulièrement dans la SICAV Atout France Europe est un excellent moyen de profiter de l'essor de l'économie européenne et des nouvelles opportunités boursières. Composée des valeurs sélectionnées dans les secteurs les plus prometteurs de l'économie européenne, Atout France Europe vous fait bénéficier, dans le cadre du PEA, de l'exonération d'imposition sur les revenus et les plus-values*. Atout France Europe est gérée par Indocam, la société de gestion de portefeuilles du Crédit Agricole.

L'ÉPARGNE BOURSIÈRE AU CRÉDIT AGRICOLE

CA

L'IMAGINATION DANS LE BON SENS

مركز من الأصل